

Consiglio Nazionale delle Ricerche

ISSN 2035-794X

RiMe

Rivista dell'Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea

n. 3, dicembre 2009

Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea
<http://rime.to.cnr.it>

Direzione

Luciano GALLINARI, Antonella EMINA (Direttore responsabile)

Responsabili di redazione

Grazia BIORCI, Maria Giuseppina MELONI, Patrizia SPINATO BRUSCHI,
Isabella Maria ZOPPI

Comitato di redazione

Maria Eugenia CADEDDU, Clara CAMPLANI, Monica CINI, Alessandra CIOPPI,
Yvonne FRACASSETTI, Luciana GATTI, Raoudha GUEMARA, Giovanni GHIGLIONE,
Maurizio LUPO, Alberto MARTINENGO, Maria Grazia Rosaria MELE,
Sebastiana NOCCO, Anna Maria OLIVA, Riccardo REGIS,
Giovanni SERRELI, Luisa SPAGNOLI, Massimo VIGLIONE

Comitato scientifico

Luis ADÃO da FONSECA, Sergio BELARDINELLI, Michele BRONDINO, Lucio CARACCILO,
Dino COFRANCESCO, Daniela COLI, Miguel Ángel DE BUNES IBARRA, Antonio DONNO,
Giorgio ISRAEL, Ada LONNI, Massimo MIGLIO, Anna Paola MOSSETTO, Michela NACCI,
Emilia PERASSI, Adeline RUCQUOI, Flocel SABATÉ CURULL, Gianni VATTIMO,
Cristina VERA DE FLACHS, Sergio ZOPPI

Comitato di lettura

In accordo con i membri del Comitato scientifico, la Direzione di RiMe sottopone a *referee*, in forma anonima, tutti i contributi ricevuti per la pubblicazione

Responsabile del sito

Corrado LATTINI

[Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea](#): Luca CODIGNOLA Bo (Direttore)

RiMe – Rivista dell'Istituto di Storia dell'Europa Mediterranea (<http://rime.to.cnr.it>)
c/o ISEM-CNR - Via S. Ottavio, 20 - 10124 TORINO (Italia)
Telefono 011 670 3790 / 9745 - Fax 011 812 43 59
Segreteria: segreteria.rime@isem.cnr.it
Redazione: redazione.rime@isem.cnr.it (invio contributi)

Indice

Lilian Pestre de Almeida	5-49
<i>Des captifs et des martyrs au Maroc. Étude d'un thème iconographique franciscain: les Martyrs du Maroc, son instrumentalisation et sa diffusion en Europe et en Amérique</i>	
Riccardo Regis	51-67
<i>Spinte idealistiche e "verità effettuale": il caso del provenzale alpino</i>	
Sebastiana Nocco	69-91
<i>Le miniere sarde: da luogo di lavoro a luogo della memoria e dell'identità. Il caso del Sarrabus-Gerrei</i>	
Chiara Bolognese	93-112
<i>Apuntes sobre la migración italiana en Chile</i>	
Isabel Manachino de Pérez Roldán	113-132
<i>Inserción socio-económica de los italianos en Córdoba. 1876 y 1914</i>	
Veronica Cappellari	133-150
<i>Le trame simboliche archetipiche e le costellazioni del mito. La lettura di miti e simboli nell'opera teatrale di Wajdi Mouawad</i>	
Nadir Mohamed Aziza	151-165
<i>L'homme qui enjamba le Sahara</i> 	

Dossier
Sguardi sul Medio Oriente

Antonio Donno	169-185
<i>Le relazioni tra Stati Uniti ed Israele nel contesto della crisi mediorientale, 1948-1956</i>	
Lucio Tondo	187-248
<i>L'amministrazione Nixon e i rapporti con la Giordania alla vigilia di Settembre Nero, novembre 1969 - agosto 1970</i>	
Bruno Pierri	249-301
<i>Gli interessi petroliferi della Gran Bretagna nel Medio Oriente: i contrasti con gli Stati Uniti tra guerra dello Yom Kippur e crisi energetica, 1973-1974</i>	

Des captifs et des martyrs au Maroc

Étude d'un thème iconographique franciscain: les Martyrs du Maroc,
son instrumentalisation et sa diffusion en Europe et en Amérique¹

Lilian Pestre de Almeida

0. Introduction

Le spectateur non avisé, de façon assez naïve, peut croire que le sujet iconographique connu sous la dénomination courante «Les Martyrs du Maroc», thème fréquent au Portugal mais présent également en Italie, en Allemagne et en Espagne ainsi que dans d'autres pays d'Amérique, met en scène un événement presque contemporain de l'expansion portugaise au Nord de l'Afrique. C'est, à la fois, la consultation de la bibliographie et l'étude de la toile de Francisco Henriques, un peintre flamand travaillant au Portugal au XVI^e siècle, qui permettent de comprendre une distance entre le fait historique et sa représentation. Ce décalage est important. Nous essayons ici de retracer un trajet symbolique à la fois spatial couvrant toute la Méditerranée (d'Est à l'Ouest, par terre et par mer) et temporel se déroulant le long de presque huit siècles, jusqu'à nos jours. Pour le faire il faut considérer cette toile dans un retable d'autel et dégager une sorte de syntaxe tout en la confrontant avec les textes qui sont à la source de cette iconographie.

Tout d'abord, il faut distinguer deux groupes de Martyrs du Maroc, ceux qu'on appelle de façon plus précise les protomartyrs de Fez (Fig. 1) (de 1220) et ceux, légèrement plus tardifs (de 1227), appelés parfois les Martyrs de Ceuta (Fig. 2)². Il est évident que, dans no-

¹ Ce texte a une histoire. Dans une première version, terminée en janvier-février 2008, après un court séjour à Bruxelles pour consulter la bibliothèque des Bollandistes, il s'agissait d'étudier un thème franciscain dans un grand triangle: la Méditerranée, le Portugal et le Brésil. Un séjour à Turin, en octobre 2009, grâce au CNR italien, a permis de développer la distinction entre les deux groupes de martyrs dits du Maroc et d'apporter d'autres toiles à notre corpus, en particulier celle de Ghirlandaio. Enfin, on a explicité de façon plus détaillée les rapports symboliques de la culture portugaise avec Ceuta, aujourd'hui enclave espagnole.

² Tous les deux groupes de Martyrs sont représentés dans la peinture portugaise du XVI^e siècle. Les Martyrs de Fez, de loin les plus connus, sont cinq: leurs reli-

tre texte, les Martyrs dits du Maroc sont ceux de Fez, de 1220. Ce sont les premiers martyrs franciscains: la primauté leur est due. Or Louis Réau³, à ma grande surprise, ne les distingue pas d'ailleurs.

Cette iconographie est essentiellement franciscaine: son étude permet de comprendre la naissance et l'évolution d'un thème, son articulation avec d'autres sujets, ses répercussions le long des siècles, son expansion en terres d'Amérique lusophone et son non moins surprenant renouveau de nos jours.

L'histoire initiale, c'est-à-dire le point de départ, est un récit complexe de captivité et de martyre dans la Méditerranée, du XIIIe au XVIe siècle, lié à la naissance d'un ordre religieux, les franciscains. Le récit de base se rattache à trois périodes principaux: Italie-Égypte-Jérusalem-Italie; Italie-Espagne-Portugal-Maroc-Espagne-Portugal; Portugal-Italie.

Le premier périple est celui de François d'Assise qui veut convertir les musulmans: il part vers l'Est, vers l'Égypte et la Terre Sainte. Le second, celui de la première génération des frères franciscains qui

ques sont déposées à Santa Cruz de Coïmbre. Ils meurent suppliciés en 1220. Les Martyrs de Ceuta (de 1227), également franciscains, sont sept (Daniele Fasanella, dit di Calabria, Angelo, Samuele, Donnolo, Leone, Nicola, Ugolino). Du second groupe, moins représenté au Portugal, on connaît au moins une prédelle, signée par André Reinoso (actif de 1610-1640: MNAA [Musée National d'Art Ancien, Lisbonne], 29 x 98,5 cm, Inv. 101 Pint. Règle pratique pour distinguer les deux groupes: il suffit de compter les suppliciés (cinq pour les Martyrs de Fez, sept pour les Martyrs de Ceuta). Très probablement, aux yeux du public même catholique, les deux groupes de Martyrs se confondent, la bure franciscaine et le lieu du martyre aidant à la confusion: ce sont les franciscains morts aux mains des Musulmans que l'on peut invoquer. Autre différence à laquelle nous reviendrons: le trajet des Martyrs de Fez se fait par mer et par terre (avec des arrêts importants en Espagne et au Portugal à l'aller et au retour); celui des Martyrs de Ceuta est presque uniquement maritime. Une carte (Fig. 3) peut le montrer facilement. Daniele et ses compagnons vont du Sud de l'Italie vers Ceuta en longeant la côte Nord de la Méditerranée: ils partent de Livourne pour Barcelone et Tarragone et ensuite ils vont directement à Ceuta. Ils évitent l'Andalousie. Celle-ci, par contre, est traversée dans les deux sens par les Martyrs de Fez: en vie et au retour, déjà morts. Enfin, un grand nombre de textes raconte le premier martyre collectif franciscain.

³ La réédition de l'ouvrage de Louis Réau, *L'iconographie de l'art chrétien* en trois volumes et six tomes, est urgente. L'ouvrage reste fondamental. Mais quelques corrections et des ajouts y sont nécessaires, notamment pour le domaine portugais et l'Amérique latine. Pour les Martyrs franciscains du Maroc, Réau indique deux toiles: l'une du XVe siècle, d'un primitif allemand, le Maître de Saint Séverin, au Musée de Cologne et évidemment notre toile, de Francisco Henriques. Il échappe donc à Réau l'existence d'un autre groupe de Martyrs, celui de Ceuta, avec une iconographie elle aussi portugaise.

veulent convertir les musulmans du Nord de l'Afrique: ils partent vers l'Ouest, vers la péninsule Ibérique et le Maroc. Le troisième périple, celui d'un certain moine augustinien de Lisbonne, Fernando de Bulhões, qui deviendra, grâce au martyr du Maroc, le franciscain Antoine de Padoue: il quitte alors le Portugal et il essaie de passer en Afrique du Nord. Comme il échoue, il part en Italie.

En d'autres termes: les Martyrs du Maroc suivent l'exemple de François, mais partent vers l'Ouest de la Méditerranée, vers El Andalous et le Maghreb; un jeune moine change de nom et d'ordre, devient Antoine lorsqu'il assiste, à Coïmbre, au retour solennel des corps des religieux décapités à Fez. Dans ces périple, par mer et par terre, c'est la Méditerranée tout entière qui est en jeu: de l'Est à l'Ouest, des terres chrétiennes aux terres musulmanes.

Une geste religieuse, vieille de trois siècles, est remise à l'honneur par les Portugais au XVI^e siècle. Elle sert leur politique, car il s'agit pour la couronne portugaise de s'implanter solidement en Afrique du Nord avant de continuer les actions d'exploration de la côte ouest d'Afrique vers le Sud. Un groupe de captifs martyrisés s'offre à la dévotion des chrétiens. Un certain code franciscain de représentation, né au XIII^e siècle, se développe et se répand. Il est encore parfaitement lisible et explicite en Italie au XXI^e siècle.

1. Le premier périple, celui de François

Le premier périple est avant tout textuel bien qu'on puisse le rencontrer dans des fresques italiennes, de Giotto et son école (à Assise) ou de Benozzo Gozzoli (à Montefalco).

On connaît les débuts de François: Giovanni Francesco Bernadone, né à Assise (c. 1182), fils d'un riche marchand, instruit en latin, français et dans la langue et littérature provençales, participe à la guerre entre Assise et Pérouse, il rompt avec sa jeunesse dorée (en 1206), s'entoure de disciples qui se vouent comme lui à la pauvreté évangélique. En 1209, il fonde les frères mineurs, ordre religieux reconnu par le pape Innocent III l'année suivante, auquel s'ajoute, en 1212, un ordre féminin, les pauvres Dames ou Les Clarisses, dont la cofondatrice est Claire d'Assise.

Vers 1212, après avoir traversé et prêché dans différentes régions d'Italie, François part vers la Terre Sainte, fait naufrage et rentre en Italie. Il pense alors à aller en Espagne, mais différents problèmes

l'empêchent de partir. En 1219, il reprend la route vers l'Est, il est en Égypte où il prêche devant le Sultan⁴ sans le convertir et part en Terre Sainte où il reste jusqu'en 1220. À son retour, il fonde ce qui sera le Troisième Ordre des franciscains. Citer Réau avec ses précisions est important:

En vrai chevalier du Christ, saint François aspirait à prendre part à la croisade et à convertir les Infidèles. N'ayant pas réussi, à cause d'une tempête qui le jeta sur la côte de la Dalmatie, à s'embarquer pour la Syrie, il essaie de regagner le Maroc par l'Espagne; mais il est arrêté en route par la maladie. En 1219 il réussit enfin à aborder en Égypte, à Damiette qu'assiégeaient les Chrétiens, et se fait recevoir par le sultan. (*Iconographie*, III, 2)

François d'Assise devant le sultan est une iconographie qui fait partie de nombreux cycles picturaux en Italie. Réau lui-même décrit le thème et en apporte des exemples:

L'Épreuve du feu devant le Sultan d'Égypte

Pour convertir le sultan à la foi chrétienne, saint François défie les musulmans de passer avec lui à travers les flammes d'un bûcher. Les mécréants préfèrent ne pas s'exposer à cette ordalie du feu et se dérobent.

XIVe siècle: Giotto (Fig. 5), fresques de l'église supérieure d'Assise et de la chapelle Bardi à Santa Croce, à Florence.

XVe siècle: Sassetta. National Gallery de Londres
Benedetto da Majano: Chaire de Santa Croce, Florence.
Domenico Ghirlandaio: Fresque de Santa Trinità, Florence.

(*Iconographie*, III, 2)

Cette image de saint François devant le sultan, ouvre, bien entendu, la porte à d'autres images sur la rencontre des frères mineurs avec l'Autre, l'infidèle, le païen ou le musulman.

⁴ Giotto dans son cycle à Assise représente St François devant le Sultan. C'est la dixième première scène d'un cycle de 28 scènes: elle mesure 230 x 270 cm. Ce cycle date probablement de 1290 à 1295. St François subit l'épreuve du feu, mais ne réussit pas à convertir le sultan Melek-el-Kamel qui le fait néanmoins partir avec des dons. Le cycle de Benozzo Gozzoli à Montefalco est du XVe siècle, 1452. Gozzoli lui aussi représente St François (Fig. 6), devant le sultan: fresque, 270 x 220 cm.

2. *Le second périple, celui des Martyrs du Maroc*

Le second périple naît de l'échec du premier périple, il va vers l'Ouest, dans un trajet complexe: départ de Rome, traversée des terres chrétiennes d'Espagne et du Portugal, avant d'arriver en Andalousie et passer au Nord d'Afrique avec retour en Espagne avant de s'achever à Coïmbre. Plusieurs personnages y prennent part. Nous avons en particulier deux grands récits, séparés par un siècle environ: un récit du chroniqueur de la couronne portugaise, Rui de Pina (1440-1522) et un espagnol, Mateo Alemán auteur de *San Antonio de Padua (...), Dirigido al Reyno y nación Lusitana (...), Impresso en Sevilla por Clemente Hidalgo, Año 1604*. Celui-ci date de la période appelée de la réunion des deux couronnes (Espagne et Portugal: 1580-1640).

Nous ne cherchons pas ici à discuter la portée proprement historique de ces récits. Cette discussion appartient aux historiens. Ces récits nous intéressent parce qu'ils sont source de représentation iconographique.

3. *Le tableau de Francisco Henriques (Fig.7)*⁵

Francisco Henriques est le nom portugais d'un peintre d'origine flamande, installé au Portugal au début du XVI^e siècle. Né à Bruges, il est reconnu par un chroniqueur de l'époque «*ho melhor oficial de pyntura que n'aquelle tempo avia*» d'après un témoignage daté de 1540. On sait avec certitude qu'il était déjà au Portugal en 1503, il obtient une charge nobiliaire en 1514 et il a la direction des peintures du Tribunal de Lisbonne, du grand retable du Couvent de St François d'Evora (1508-09) ainsi que de ses autels. Il a participé à l'organisation des fêtes royales et il a peint les drapeaux pour l'entrée royale de D. Léonore (en 1518), la troisième femme du Roi D. Manuel I^{er}, peu de temps avant de mourir de peste à Lisbonne. On sait encore qu'il avait fait venir de Flandres des aides, dont huit meurent également de la peste. Dans le grand Couvent de Tomar, Francisco Henriques (ou quelqu'un de son atelier) est l'auteur d'une grande toile, *l'Ascension du Christ*.

⁵ c. 1508, 144 x 87 cm, MNAA, Lisbonne.

Le peintre appartient donc au cercle érudit flamand travaillant au Portugal au XVI^e siècle et peint selon les modèles des villes de Gand, Bruges et Louvain, marqués d'ailleurs par des influences du Midi et de la Ligurie. Les critiques connaissent depuis longtemps les échanges artistiques entre Portugal et Flandres, financées dès le début par le commerce du sucre produit à Madère. Une exposition très récente au MNAA, à Lisbonne, sur un autre peintre flamand de la même époque, Frei Carlos, confirme l'importance de l'apport flamand à l'art portugais du XVI^e siècle.

Or l'un des tableaux les plus intéressants du peintre brugeois est la toile intitulée *Les Martyrs du Maroc* (Fig. 7)⁶, probablement de 1508, aujourd'hui au Musée National d'Art Ancien, de Lisbonne. Elle appartenait à un retable franciscain d'Evora.

3.1. La syntaxe du retable d'Evora

Le grand retable de l'église Saint François d'Evora comprenait plusieurs toiles et probablement des sculptures: 15 de ces toiles ont été transférées à deux endroits différents: 11 sont au Musée National d'Art Ancien (MNAA, Lisbonne) et 4 dans une collection privée.

Nous avons deux reconstitutions de ce retable, l'une virtuelle avec quatre rangées de toiles (la mort du Christ, la Vierge⁷, les Franciscains, l'Eucharistie), l'autre avec trois rangées de toiles (la mort du Christ, les Franciscains, l'Eucharistie), tel qu'il est actuellement en exposition au Musée National d'Art Ancien (MNAA), de Lisbonne. C'est l'ensemble en exposition à Lisbonne qui sera analysé ici.

Cet ensemble, formé par trois séries superposées de toiles, actuellement au MNAA, présente la disposition suivante:

⁶ 144 x 87 cm.

⁷ Les toiles sur la naissance du Christ et la Vierge sont dans une autre collection portugaise (Alpiarça, Casa dos Patudos). Ce sont: l'Annonciation, la Nativité, l'Adoration des Rois Mages et la Présentation au Temple. Comme elles n'interfèrent pas avec l'analyse de la toile qui nous intéresse, nous n'y faisons pas d'allusion surtout parce que nous ne les avons pas revues. Elles sont reproduites dans le catalogue *Um pintor em Évora: Francisco Henriques no tempo de D. Manuel I*, 1997-1998. Coordination Fernando António Baptista Pereira.

A1. Le Christ au Mont des Oliviers	A2. Le Christ mon- tant au Calvaire	A3. Descente de Croix	A4. Ensevelissement du Christ
B1. Les Cinq Martyrs du Maroc	B2. Saint Bernardin de Sienne et Saint Antoine	B3. Saint Bonaventure et Saint Louis de Toulouse	B4. —
C1. Abraham ren- contre Melchisé- dech	C2. La Cène	C3. Messe de Saint Grégoire	C4. Cueillette de la Manne

La syntaxe de cet ensemble du MNAA est assez claire:

a) En haut, sur axe horizontal supérieur A, quatre scènes de la Passion du Christ: Jésus au Mont des Oliviers; la montée du Calvaire; Descente de Croix et Ensevelissement.

b) Au milieu, dans l'axe horizontal médian B, quatre groupes de saints franciscains: les protomartyrs; les frères théologiens; le rédacteur de la vie de Saint François et le prince royal marqué par l'esprit franciscain; un espace vide. La dernière toile de cet axe moyen manque: probablement une scène avec Saint François (approbation de l'ordre franciscain par le pape, le saint en extase, sa mort etc.).

c) En bas, sur l'axe inférieur C, quatre toiles centrées sur le thème de l'Eucharistie du point de vue typologique, avec deux scènes d'intérieur tirées du Nouveau Testament encadrées par deux scènes d'extérieur tirées de l'Ancien Testament; ainsi nous avons successivement: la rencontre d'Abraham avec le prêtre-roi Melchisédech, la dernière Cène, sa confirmation avec l'apparition du Christ ressuscité dans la messe de Saint Grégoire, la cueillette de la manne dans le désert. Sur l'axe inférieur, l'objet récurrent est la coupe avec son doublet "naturel" un récipient improvisé pour recueillir la manne miraculeuse. Des quatre toiles, la plus intéressante est *La Cène*.

d) Les trois axes se superposent; du haut vers le bas: la Passion du Christ; l'ordre franciscain; des scènes autour de la Communion.

e) La série sur la Vierge, actuellement à la Casa dos Patudos, devrait se situer entre les axes A et B: Annonciation, Nativité, Adoration des Mages, Présentation au temple.

3.2. L'axe des Franciscains

La toile des Martyrs fait partie d'un axe centré sur l'ordre franciscain. Il nous manque une toile, très probablement une représenta-

tion de *La Fondation de l'Ordre Franciscain*. Une autre possibilité serait également: *Mort de Saint François ou Ascension de Saint François*. Nous pensons que *les Stigmates* serait une scène centrale au-dessous de la Vierge. Dans une église de couvent franciscain, cette scène ne peut pas manquer.

Cet axe sur les Franciscains a un autre élément récurrent, de petites fleurs rouges au tout premier plan, symbole d'amour divin.

Avant d'aborder directement la toile sur les Martyrs du Maroc, présentons rapidement les deux autres toiles de l'axe B: dans chacune, est représentée une paire de Saints avec des objets symboliques.

Dans la seconde toile (B2), Saint Bernardin de Sienne (1380-1444) et Saint Antoine (1195-1231) sont des frères mineurs, tous les deux prêcheurs de grand prestige, mais pas contemporains entre eux. Dans la toile du MNAA, tous les deux, vêtus de la bure marron avec le cordon aux trois nœuds, portent des livres ouverts. De l'autre main, Bernardin porte encore une grande croix et Antoine, un cœur à la main. Par terre, trois tiaras d'évêque: tous les trois (François est, bien entendu, absent-présent) auraient pu diriger l'Église mais ont opté, par humilité, pour n'être que des frères mineurs. La présence de Bernardin de Sienne dans un cycle franciscain est courante: il est également présent à Montefalco dans le cycle de Benozzo Gozzoli.

La troisième toile (B3) présente également deux personnages vêtus comme des grands de ce monde. Ce sont: Saint Bonaventure (1221-1274), auteur de la *Legenda major* de Saint François, et Saint Louis, non pas le roi de France, mais son neveu, fils aîné de Charles II d'Anjou, roi de Naples, dit Saint Louis de Toulouse (1274-1297). La présence de Saint Louis (dit d'Anjou ou de Toulouse) est fréquente dans des retables franciscains: il est celui qui, par humilité, a refusé d'être roi.

Tous les deux portent des crosses, symboles des meneurs spirituels d'hommes. L'association des deux saints en thèmes de dévotion à la Vierge est habituelle dans des commandes de l'ordre.

Saint Bonaventure a à ses pieds le chapeau rouge cardinalice que le pape lui a attribué lorsqu'il est élevé à ministre général des franciscains. C'est d'ailleurs l'un de ses attributs (Réau, III, 1, p. 234-235).

Saint Louis de Toulouse incarne, par ses vestes, dans ce couvent franciscain d'Evora, la figure du roi-prêtre et par là, il s'articule avec Melchisédech, l'autre roi-prête de l'Ancien Testament, présent dans la série inférieure. La présence de Saint Louis, fils de roi, dans un cycle franciscain est assez courante: il est déjà présent, par exemple, dans la chapelle franciscaine à Montefalco, de Benozzo Gozzoli (dès

le XIV^e siècle).

Ainsi, dans l'axe B, le spectateur a devant lui, de gauche à droite, trois étapes du mouvement franciscain: la première toile, avec les protomartyrs, représente le début et les assises internationales de l'expansion franciscaine; la seconde, les grands prêcheurs de l'ordre; la troisième, l'évolution des franciscains vers une présence dans le siècle qui n'est plus celle de l'humilité de l'esprit primitif.

3.3. *La toile des Martyrs du Maroc* (Fig. 7)

Voyons maintenant la première toile de cet axe proprement franciscain. Les martyrs sont cinq. Ils portent tous la bure franciscaine et la coupe de cheveux en couronne. Au premier plan, le spectateur perçoit quatre corps entassés de moines qui alternent, autrement dit: couchés alternativement vers la droite et vers la gauche, deux avec leur tête et deux décapités. Cette disposition alternée crée une sorte de rythme. Le premier mort a une large entaille sur le cou, mais ce corps garde son intégrité physique et paraît dormir, très calme. Le troisième corps garde encore lui aussi sa tête attachée au corps, mais le spectateur ne voit pas son visage, car il est couché sur le ventre et son crâne rasé et fendu porte des marques de sang. Deux autres corps, tournés vers la gauche, ont la tête coupée. Ils ont été décapités par deux bourreaux avec des épées courbes aux mains (des *cimitarras*, en portugais). Le bourreau de droite, tout de rouge vêtu, prend sur le cep par l'oreille une tête qu'il vient de couper, d'un geste délicat presque nonchalant. Le sang dégouline sur le froc étendu par terre. Un second bourreau lève son arme et s'apprête à faire tomber la cinquième tête du dernier religieux agenouillé. La position des deux épées courbes, l'une qui se lève, l'autre qui descend vers le repos encadre en quelque sorte la main levée du martyr encore en vie qui implore le Ciel. À gauche de la toile, deux officiers de justice debout accompagnent le Sultan qui presse de son bras gauche contre sa poitrine, le symbole de son pouvoir, la main de majesté: un jugement a eu lieu et les trois personnages assistent à une exécution collective en train de s'achever sur le côté droit de la toile.

Au fond, un paysage vallonné et vert avec des arbres et une maison évoque plutôt les Flandres que le Nord de l'Afrique. Ce sont des objets qui indiquent clairement ce dont il s'agit – une scène de martyre au Maroc. Ces objets deviennent par là des signes: les épées courbes des bourreaux et le turban du Sultan. L'entassement des

corps mutilés au premier plan et les personnages "mauresques" en frise crée l'opposition bourreaux musulmans *vs* martyrs chrétiens.

L'identification des personnages ne pose pas de problème. Le martyr représenté eut lieu en fait dans les premières années du XIII^e siècle, en 1220. Ces cinq moines sont les protomartyrs du début du mouvement franciscain et sur lesquels s'assoit, en grande partie, le prestige du nouvel ordre religieux.

Que le fondateur de l'ordre des franciscains, François d'Assise ait rêvé de convertir les musulmans, Dante nous le dit explicitement dans son poème (*Par.*, XI, v. 102 et suivants). Dans le quatrième ciel du Soleil, celui des esprits inspirés de sagesse, Dante rencontre Saint Thomas qui fait l'éloge de François d'Assise et déplore la décadence de l'ordre dominicain:

E poi che, per la sete del martirio,
Ne la presenza del Soldan superba
Predicò Cristo e li altri che 'l seguirono,
e per trovare a conversione acerba
troppo la gente e per non stare indarno,
redissi al fruto de l'italica erba
nel crudo sasso intra Tevere e Arno
da Cristo prese l'ultimo sigillo,
che le sue membra due anni portarno.⁸

Le passage fait allusion au voyage de Saint François en Orient avec douze moines en 1219. Il fut fait prisonnier à Saint-Jean-d'Acre, et tenta en vain, pendant sa captivité, de convertir le sultan Melek-el-Kamel, qui pourtant lui rendit la liberté. Ainsi Saint François lui aussi fut un captif, mais un captif heureux en termes humains, car libéré, mais aussi un missionnaire qui a échoué à convertir l'Autre.

D'autre part, selon Dante, c'est parce qu'il n'a pas pu convertir le Sultan que François retourne en Italie où il reçoit les stigmates en 1224: le saint les porta jusqu'à sa mort, deux ans plus tard. Ces deux épisodes sont mis en scène dans la séquence narrative de Giotto dans sa *Vie de Saint François* à Assise: 28 scènes tirées de la *Legenda major* de Saint Bonaventure qui, à la fin du XIII^e, constituait la biographie officielle du Saint. Giotto (Fig. 5) et Gozzoli (Fig. 6) repré-

⁸ Traduction de Jacqueline Risset: Et lorsqu'il eut, par sa soif du martyr, / sous le regard superbe du Sultan, / prêché le Christ et ceux qui le suivaient, / ayant trouvé ces peuples trop rétifs / à la conversion, et pour ne pas rester en vain, / il revint au fruit de l'herbe italique, / sur l'âpre roc entre Tibre et Arno / il reçut du Christ le dernier sceau / que ses membres portèrent pendant deux ans.

sentent la «*prova del fuoco*» de Saint François devant le Sultan. À cette épreuve suit normalement l'épisode des stigmates.

La soif du martyr chez les Franciscains fera partir en Espagne six frères avec l'appui de François d'Assise; ils ont nom: Berardo, Vitale et Ottone, trois prêtres; Pietro, diacre et deux frères mineurs, Accursio et Adiuto.

Le chroniqueur portugais Ruy de Pina raconte dans sa *Chronique du Roi Afonso II* l'histoire des martyrs du Maroc. Leur mort a lieu le 16 janvier 1220. Il affirme encore que le Sultan (qu'il appelle le Mirabolim), furieux, décapita lui-même les frères de ses mains. Dans la toile du MNAA, le Sultan regarde les bourreaux qui sont à l'œuvre. Le texte de Ruy de Pina est repris en Espagne par Mateo Alemán (Séville, 1547-Mexique, 1614). Les principales péripéties de ce voyage au Maroc sont:

a) François choisit six frères qui parlent correctement la langue "arabe".

b) Vitale tombe malade, il ne peut plus voyager et cinq frères partent en Espagne.

c) Ils dissimulent leurs habits de moines et en habits civils, ils entrent à Séville, en Andalousie.

d) Devant la mosquée à Séville, ils prêchent le Christ, sont faits prisonniers et emmenés devant le Roi qui les menace de mort.

e) Un fils du Roi musulman de Séville empêche la sentence de mort.

f) Ils partent au Maroc où Dom Pedro, fils du Roi Sancho et frère cadet du Roi du Portugal, Dom Afonso, les reçoit et protège. Le Prince portugais est en mission commerciale. L'Infant essaie de les dissuader de leur projet et les fait partir à Ceuta. Les cinq frères reviennent à la cour et reprennent leurs prêches.

g) L'Infant portugais part avec une armée mixte (chrétiens et maures) châtier des vassaux rebelles au Roi du Maroc. Pendant cette expédition, l'un des frères franciscains, Berardo, à l'exemple de Moïse, accomplit le miracle de faire jaillir une source d'eau douce dans le désert.

h) De retour à la cour, ils continuent à prêcher. Le Roi, furieux, les fait mourir de ses propres mains.

i) L'Infant portugais rentre en Espagne, mais avant de partir recueille les reliques et les corps décapités des martyrs. L'Infant et sa suite gagnent Espagne où le Roi de Séville les menace. Ils partent en Galice, où règne un autre Afonso, son cousin. Dom Pedro envoie les reliques des martyrs à Coïmbre, mais l'Infant ne rentre pas dans le

Royaume du Portugal, car il ne s'entend pas avec son frère, Afonso II. Le chroniqueur le dit très explicitement:

O Ifante Dom Pedro não veio com as Reliquias dos martyres a Coimbra, mas de Astorga mandou com ellas Affonso Pires de Arganil, porque o Ifante Dom Pedro não era bem avindo com El-Rei Dom Affonso de Portugal seu irmão⁹.

j) Les reliques sont reçues avec beaucoup de dévotion partout où elles passent et arrivent au Monastère de la Sainte-Croix à Coïmbre. Un jeune moine augustinien, profondément ému par la vue des corps des martyrs, change de nom et devient frère mineur franciscain: c'est Saint Antoine¹⁰.

Mateo Alemán, au début du XVIIe siècle, en Espagne, raconte approximativement la même histoire et reprend plusieurs passages de Ruy de Pina; il y ajoute d'autres détails. D'autres chroniques apportent d'autres éléments au récit hagiographique. Notons en particulier:

a) Les cinq moines sont évidemment tous italiens: cela confirme le côté international du nouvel ordre.

b) C'est en Aragon que Vitale tombe malade et voit partir ses cinq compagnons: il leur prédit le martyre.

c) Les cinq moines, sous le commandement de Berardo, avant d'aller à Séville, vont tout d'abord à Coïmbre où ils rencontrent Urraca, la femme du Roi Afonso II du Portugal. Elle leur demande de prédire sa mort et celle de son époux. Ils lui annoncent que celui qui verra le premier leurs corps de retour du Maroc mourra le premier.

d) Les cinq moines vont encore à Alenquer où ils sont reçus par l'Infante Sanche, fille du feu Roi Sancho et sœur du Roi Afonso, de

⁹ Littéralement: L'Infant D. Pedro n'a pas accompagné les reliques à Coïmbre, mais d'Astorga il a envoyé avec elles Affonso Pires d'Arganil, car l'Infant n'était pas le bienvenu à la cour de son frère, le Roi Affonso du Portugal.

¹⁰ Aller au Maroc convertir les musulmans devient alors une sorte de projet collectif. Fernando Bulhões a 25 ans, lorsque, en janvier 1220, on apporte au couvent de Coïmbre les restes de Bérard et de ses compagnons. À ce spectacle, il se sent enflammé du désir du martyre et demande à entrer immédiatement dans l'ordre de Saint François à condition d'être envoyé chez les musulmans d'Afrique. Dès l'automne 1220, Antoine part pour le Maroc, mais tombe malade durant l'hiver et vient en Italie; il sera à Assise au chapitre général de l'ordre franciscain le 23 mai 1221. En 1227, d'autres franciscains reprennent le chemin du Maroc: ce seront les martyrs de Ceuta.

Portugal. Elle vient de fonder le premier couvent franciscain au Portugal, dont elle est l'abbesse.

e) Les moines font sept prêches: devant le Sultan de Séville (2 prêches), devant le Miramolim Aboidil au Maroc, au marché etc. Le Sultan les fait mourir de ses propres mains. Furieux, il leur fend le crâne et ensuite leur coupe la tête. Ce passage justifie les corps, dans les tableaux, tantôt avec le crâne fendu, tantôt avec la tête tranchée.

f) L'Infant portugais Dom Pedro rachète les corps, les accompagne jusqu'en Espagne et les fait partir au Portugal.

Ajoutons deux précisions: les cinq martyrs de Fez sont canonisés en 1481, par Sixte IV; l'Infante Sancha, l'abbesse du couvent d'Alenquer, sera béatifiée elle aussi en 1704 par le pape Clément XI.

Le récit a des éléments intéressants qu'il faudrait analyser. Le périple des six et ensuite des cinq moines est assez complexe: ils partent d'Italie, arrivent en Espagne, passent au Portugal, vont à Séville et traversent la Méditerranée, font des miracles qui rappellent ceux de Moïse dans le désert, leurs corps mutilés rentrent en Espagne, accompagnés par l'Infant et vont au Portugal où ils sont enterrés, après un détour par la Galice. Une fratrie royale portugaise (deux frères et une sœur) sont liés au récit: l'un est le Roi lui-même; l'autre, son frère ennemi, Dom Pedro, qui, néanmoins, essaie de protéger les moines et rachète leurs corps et finalement la sœur, l'Infante, qui est l'abbesse du premier couvent franciscain de femmes au Portugal. D'autre part, Fernando Bulhões, prêtre augustinien, ému par le spectacle des corps mutilés, change de nom et devient frère mineur avec le nom d'Antoine. Saint François après la nouvelle du martyre au Maroc aurait dit: *«désormais je peux dire en vérité que j'ai cinq frères mineurs»*. Le martyre collectif renforce le prestige du nouvel ordre religieux.

4. La politique portugaise en Afrique et l'iconographie des Martyrs du Maroc

À partir de quel moment il y a instrumentalisation des images en faveur de la politique portugaise au Nord de l'Afrique? Elle est évidente à partir du XVI^e siècle en particulier sous le règne de Dom Manuel I^{er}. Un article très récent signé par Maria de Lourdes Rosa, historienne portugaise, dans le catalogue de l'exposition de Berlin, apporte une synthèse brillante sur les efforts de la couronne pour

promouvoir des saints nationaux¹¹. En somme, il y a une double promotion: d'un côté, les franciscains développent le thème des Martyrs du Maroc à Evora avec l'appui de la couronne portugaise et celle-ci cherche à faire reconnaître, par Rome, des saints nationaux: le conte fondateur du royaume, le Contestable Nuno Álvares Pereira, l'Infant D. Fernando mort en captivité¹² et un morisque converti (Gonçalo Vaz) martyrisé à Ceuta¹³.

Sur les Martyrs du Maroc, nous pouvons avancer du point de vue iconographique un certain nombre de précisions.

Giotto représente la «*prova del fuoco*» de François devant le Sultan au Proche-Orient mais pas les martyrs du Maroc. Dante non plus n'y fait pas allusion.

Au Portugal, le martyr des franciscains apparaît dès le XIVe siècle, en sculpture et en peinture (celle-ci toujours en très mauvais état actuellement). Dans le Musée de Lôrvão (inv. n° 578), une châsse reliquaire en calcaire d'Ançã, œuvre d'un atelier de Coimbre, offre le portrait des cinq franciscains en bas-relief (Fig. 8). Tout converge vers cette donnée essentielle: le culte des martyrs du Maroc a son point de rayonnement à Coimbre.

Dans l'espace lusophone, du XVIe jusqu'au XVIIIe, on trouve de nombreuses images des Martyrs du Maroc, toiles et sculptures, au Portugal et au Brésil (Fig. 4) dans des couvents franciscains. Des exemples en sont nombreux, citons quelques-uns:

a) Des groupes de sculptures (Fig. 9) du XVIIe et XVIIIe siècles à Igreja Velha da Ordem Terceira au Porto, ou à Aldeia da Ponte (Portugal).

b) La célèbre Chapelle Dorée au Couvent de Saint Antoine à Recife (Fig. 11) (Brésil, XVIIIe): une toile sur les Martyrs du Maroc.

c) Le plafond (Fig. 12) du Couvent franciscain de Saint Antoine de la Paraíba (Fig.13) (Brésil, XVIII) avec une construction symbolique fort intéressante où Saint François, représenté juste au-dessous de la Vierge, rayonne sur les quatre continents grâce à l'action de Saint

¹¹ «Do santo conde ao mourisco mártir: usos da santidade no contexto da guerra norte-africana (1415-1521)».

¹² Nous abordons la figure de D. Fernando, l'Infant saint, dans un autre texte. Ce personnage exceptionnel et son iconographie sont analysés dans le texte intitulé «Un captif royal portugais: un trajet textuel (de Camões à Pessoa en passant par la pièce de Calderón, *El Príncipe constante*», texte encore inédit à être présenté au Colloque de Jaén en novembre 2009.

¹³ Cette figure d'un maure converti au Christianisme et martyrisé par ses anciens coreligionnaires devrait être l'objet d'une recherche systématique. Sa béatification est abandonnée après la mort de D. Manuel I^{er}.

Antoine (Europe), de Saint Berardo (Afrique), de Saint François Solano (Amérique), d'un Martyr du Japon (Asie); de chaque côté des missionnaires, des figures féminines incarnent les quatre continents.

Des représentations de Martyrs du Maroc existeraient également en Espagne. Il faudrait en faire le relevé. Je n'en ai pas trouvé, sauf quelques indications textuelles.

En Italie, il faudrait faire également une recherche systématique dans les églises et couvents franciscains essayant de distinguer, par leur nombre, les Martyrs de Fez et les Martyrs de Ceuta. Bernardino Licinio, (Fig. 10) en 1524, à Venise, représente les Martyrs du Maroc dans une prédelle: ils sont cinq.

En octobre 2009, nous avons trouvé un autre exemple, celui-ci individuel, de représentation des Martyrs de 1220. Dans une toile de Domenico Ghirlandaio (de 1496), initialement à l'église de Saint Jérôme à Narni, *Le couronnement de la Vierge* (Fig. 21), Berardo, canonisé la décennie précédente (en 1481), est représenté, la tête d'où coule le sang (Fig. 22), juste derrière saint Louis au manteau royal couvert de lys d'or.¹⁴

Mais que l'Italie, l'Espagne et le Portugal représentent les Martyrs du Maroc c'est au fond assez normal: ce sont des pays liés à leurs histoires (soit lieu de naissance, soit lieu de passage, soit lieu de diffusion de culte).

Il faudrait chercher également en dehors du bassin méditerranéen.

Dans la production picturale du XVIe, on peut suivre l'extension du thème vers le Nord, jusqu'en Allemagne. Une toile importante, d'ailleurs signalée par Louis Réau, est le grand triptyque d'un primitif allemand, le Maître de Saint Séverin, du début du XVIe siècle, actuellement au Musée de Cologne. Sur les panneaux latéraux sont représentés les cinq martyrs du Maroc (l'œuvre, datée d'environ 1505, est alors de la main d'un autre primitif, le Maître de La Légende de Sainte Ursule). Ce triptyque prouve que le sujet appartient à un projet proprement franciscain de représentation.

Il est possible que cette iconographie soit encore présente dans d'autres centres franciscains (églises et couvents) de l'Europe du Nord.

Dernière remarque: les sculptures en bois, fréquentes au Nord du Portugal, représentant, au XVIIe et XVIIIe siècles, les Martyrs du Ma-

¹⁴ Cf. *L'Incoronazione della Vergine del Ghirlandaio a Narni*, in *Catalogo Comunicare la lucem*, Ed. Provincia di Terni, Collana "Conoscere e sapere".

roc encore en vie, attachés les uns aux autres par une corde, sont fort intéressantes, car elles renvoient à la mise en scène des processions de rachat de captifs. Le Martyre n'est plus représenté sur de grandes toiles accrochées au mur. Ces sculptures (Fig. 15) attirent la scène vers le vécu contemporain et les défilés dramatiques des captifs qui, rachetés par des Ordres, rentrent au pays natal. Elles déboucheront d'ailleurs sur des processions populaires à Coïmbre, encore de nos jours, appelées «*procissões de nus*».

5. *Le retour du récit des Martyrs du Maroc en Italie aujourd'hui*

Que le récit du martyr des cinq franciscains au Maroc perdure, le meilleur exemple est le cycle fort récent des peintures de Stefano di Stasio dans l'Église de Santa Maria della Pace à Terni (Fig. 14) (Ombrie). L'église est l'œuvre de l'architecte Paolo Portoghesi. Réalisé en trois ans de travail ce cycle pictural est aujourd'hui, après ceux de Giotto à Assise et de Benozzo Gozzoli à Montefalco, le plus grand cycle franciscain de l'Occident: seize grands tableaux à huile, chacun de 300 cm x 290 cm, auxquels s'ajoute un triptyque absidal de 4 m x 6 m centré sur la Vierge.

Le cycle de Stefano di Stasio (Naples, 1948) met en scène non seulement la présence de Saint François dans le territoire environnant comme les épisodes des protomartyrs du Maroc. Or regardant ce cycle contemporain, on peut noter:

a) Les toiles liées au thème des Martyrs du Maroc sont sept sur seize: le martyr en Afrique du Nord devient alors l'épisode central du cycle. On y retrouve successivement:

1. François accueille Berardo da Calvi parmi les siens (Fig. 23)
2. François bénit les six frères qui partent en Afrique (Fig. 26)
3. Frère Vitale, malade, prévoit leur martyre (Fig. 24)
4. Martyre des cinq frères franciscains (Fig. 25)
5. Apparition des cinq martyrs à l'Infante Sancha du Portugal (Fig. 27)
6. Apparition des cinq martyrs à François en Ombrie (Fig. 28)
7. Fernando, moine augustinien, assiste à l'arrivée des corps mutilés et il devient Antoine (Fig. 29).

b) Les autres toiles du cycle (six en tout) lient Saint François à son action en Italie et à la campagne de Narni:

1. François sur le lac de Pidiluco voit la fête de Noël¹⁵ (Fig. 30)
2. François dans les montagnes regarde la ville de Terni (Fig. 31)
3. François, malade à Speco di Narni, est consolé par un ange musicien qui entre par sa fenêtre (Fig. 32)
4. François, à Speco di Narni, transforme l'eau en vin¹⁶ (Fig. 33)
5. François est accueilli par l'évêque Rainier dans sa cathédrale (Fig. 18)
6. François fait taire les hirondelles à Alvino¹⁷ pour parler aux hommes (Fig. 34)

c) Les toiles centrales forment un triptyque de la Vierge (Fig. 19–20).

¹⁵ Cette toile renvoie à un thème giottesque appelé normalement «La Crèche de Greccio» (variantes: La Noël à Greccio. It.: Il Presepe di Greccio. *Angl.*: The Crib on Greccio. *All.*: Die Weihnachtsfeier in Greccio). Nous reproduisons le Réau: «En souvenir de son pèlerinage à Bethléem, François demanda au pape la permission de reconstituer dans une grotte de Greccio le mystère de la Nativité. La nuit de Noël, il y installa une crèche avec du foin, fit amener un bœuf et un âne. Puis se mit en prière et prit dans la crèche l'Enfant Jésus qui s'anima dans ses bras, symbole de son réveil au fond des cœurs». Deux exemples: XIVE siècle: Fresque d'Assise attribuée à Giotto; XVE siècle: Benozzo Gozzoli: fresque de Montefalco.

¹⁶ Comment expliquer l'effet de miroir de cette toile? En réalité, di Stasio fait allusion à une sorte de concordance naïve créée autour de François, imitateur du Christ. Si Jésus a changé l'eau en vin, François le fait plus d'une fois. Réau explique: «On ne se contente pas de l'assimiler au Christ: par excès de zèle sacrilège, on va jusqu'à élever la copie au-dessus du modèle. Le Christ n'a changé l'eau en vin qu'une seule fois: François l'a changée trois fois. Jésus n'a ressenti que pendant peu de temps les douleurs de la Crucifixion, François a supporté pendant deux ans les plaies de sa Stigmatisation, qui est une sorte de Crucifixion sans la croix». Dans la toile de di Stasio, la scène sur terre a un double évangelique au ciel: le double idéal évoque le miracle de Cana.

¹⁷ Notons une inversion intéressante. Normalement François parle aux oiseaux; ici, il fait taire les oiseaux pour parler aux hommes. C'est la métamorphose d'un thème médiéval appelé «Le Sermon aux oiseaux» (It.: La Predica di S. Francesco agli uccelli. Esp.: Predicación de S. Francisco a los pájaros. *Angl.*: The Preaching to the birds). Réau explique: «Une volée d'oiseaux vient se poser autour de lui près de Spolète: il adresse à ces paroissiens ailés un petit sermon édifiant sur la bonté de Dieu qui a conservé leur semence dans l'Arche de Noé, qui les a habillés de plumes et permet de manger sans semer ni moissonner». Exemples d'iconographie: XIIIe siècle. Bonaventure Berlinghieri, 1235. Église de S. Francesco, Pescia. Matthew Paris. Miniature. Corpus Christi College. Cambridge. – XIVE siècle. Giotto. Fresques de l'église supérieure d'Assise et prédelle de la Stigmatisation, Louvre.

Sur le cycle sur les Martyrs liés directement au Portugal, notons:

a) Le cycle sur les premiers martyrs franciscains va chronologiquement de l'accueil de Berardo dans l'ordre franciscain au changement d'Antoine: un frère mineur remplace un autre frère disparu: dans ces deux toiles, le pauvre froc franciscain est au centre de la représentation.

b) Le cycle met en relief des prédictions (Frère Vitale) et des apparitions (à François et à l'Infante du Portugal).

c) L'accueil de Berardo dans le nouvel ordre est marqué par ce qui est un topos franciscain: le dépouillement des vestes du nouveau frère mineur et le froc en haillons de Saint François (Berardo ici imite François).

d) Sur le fond de la scène de bénédiction avant le départ vers l'Espagne et le Maroc, se profile la carte de la Méditerranée et le Nord de l'Afrique, autrefois territoire chrétien, devient par là territoire de mission: l'image rappelle, de toute évidence, une photo de satellite.

e) Dans l'apparition à l'Infante portugaise, l'instrument du supplice subi (l'épée courbe des Sarrasins) devient actif dans la main des martyrs et rappelle, par sa forme, les palmes du triomphe: il y a donc suggestion de métamorphose.

f) Le cycle se termine par l'impact de l'arrivée des corps mutilés sur Fernando qui devient Antoine: le changement de vêtement a lieu symboliquement avec l'identification avec le froc en haillons des franciscains. Fernando de Bulhões, bientôt Antonio, porte la chemise blanche des postulants (la *alva*).

Sur la vie de François proprement dite, Stefano di Stasio choisit des thèmes tout à fait différents de ceux du Giotto ou de Benozzo Gozzoli. Ainsi, le spectateur n'a pas de *sacra conversazione* avec d'autres saints de l'ordre, pas de toile non plus sur la rencontre de François avec le Sultan, la fondation de l'ordre ou sur les miracles les plus connus (les Stigmates en particulier). Son Saint François s'enracine dans les terres de Narni et ses environs (le lac de Pidiluco, Alvino etc.). La seule scène du cycle de di Stasio liée à

l'iconographique post-tridentine est celle où le saint, malade, est conforté par la musique d'un ange violoniste.¹⁸

Le cycle de Stefano di Stasio est intéressant pour tout ce qu'il élimine et pour ce qu'il choisit de mettre en scène. Le peintre contemporain connaît sans aucun doute les grands cycles franciscains d'Assise ou de Montefalco (tous les deux situés, comme le sien, en Ombrie), ainsi que l'ensemble de l'iconographie italienne, mais dans un esprit d'innovation, il élimine tout ce que l'on représentait traditionnellement: la rencontre avec le Sultan, la prêche aux animaux, la fondation de l'ordre, les stigmates, le saint ascète avec le crâne etc. La version de Stefano di Stasio se caractérise par: d'une part, l'enracinement de François à Narni, dans sa proche campagne et d'autre part, une longue digression vers un sujet «portugais» et/ou «africain». Le Roi D. Manuel ne pourrait pas désirer un sujet plus lusitanien que celui-ci.

6. En guise de conclusion

Réau écrit lorsqu'il fait son introduction à l'iconographie de saint François:

Le trait le plus frappant de l'iconographie de saint François est sa duplicité. On a vu naître successivement deux iconographies franciscaines: la première qu'on peut qualifier de *Giottesque*, qui va du XIII^e siècle à la Réforme, et la seconde que j'appellerai, faute de mieux, *Tridentine* parce qu'elle date du Concile de Trente et qu'elle est une création de la Contre-Réforme.

Cette iconographie est au Moyen-Âge presque exclusivement italienne et spécifiquement ombrienne et toscane. C'est seulement à partir du XVII^e siècle qu'elle devient internationale, surtout espagnole et française. (*Iconographie*, III, 2).

Réau analyse encore avec beaucoup de finesse à quel point l'iconographie *Tridentine* contredit l'esprit de joie qui caractérisait non seulement les cycles giottesques comme le premier moment du

¹⁸ Le thème, d'origine post-tridentine, est emprunté aux *Fioretti*. Selon Réau, il n'apparaît qu'à la fin du XVI^e siècle, surtout chez les Italiens (Caravaggio, Le Guerchino, Carlo Saraceni etc.) et les Espagnols (Francisco Ribalta, Murillo). Il est présent également chez Georges de la Tour (toile du Musée du Mans).

mouvement franciscain: François aveugle à la fin de sa vie est capable d'entonner un chant à son Frère Soleil.

Réau a raison sans aucun doute, mais l'iconographie contemporaine de Stefano di Stasio échappe totalement à cette dualité. Elle n'est ni *Giottesque*, ni *Tridentine*. On pourrait dire qu'elle est une révision de l'iconographie giottesque mais surtout la recherche d'une autre iconographie. Au fond, di Stasio innove certains thèmes médiévaux (par exemple, La Crèche de Greccio devient une vision céleste et le Sermon aux oiseaux innove du point de vue du Destinataire, le saint s'adressant aux hommes et faisant taire les oiseaux), mais élimine complètement l'ascétisme de l'iconographie Tridentine. Mieux: de façon surprenante, en terres d'Ombrie, un peintre italien contemporain redécouvre un récit hagiographique, disons "hispanique", qu'il met en scène avec les Martyrs du Maroc et son cortège de figures "portugaises", l'Infante Sancha (Fig. 27) et saint Antoine (Fig. 29) de Lisbonne, sur un fond méditerranéen. S'il fallait caractériser le cycle de Stefano di Stasio, je l'appellerais "Méditerranéen" dans le double sens du mot; expression des aventures dans un certain espace et quête d'un certain réalisme expressionniste. À cet égard la toile la plus émouvante est celle où François dit adieu à ses six frères (Fig. 26), avant leur départ, devant une grande carte bleue de la Méditerranée, représentée comme une image de satellite.

Or l'Italie reçoit de plus en plus des immigrants de l'autre côté de la Méditerranée, du Nord de l'Afrique: le cycle de Stefano di Stasio sans doute n'y est pas étranger. Un autre titre pour cette communication pourrait être: Les Martyrs du Maroc dans l'espace méditerranéen. Reste la toile la plus cruelle, celle du bourreau vêtu de blanc avec un turban (Fig. 25), représenté de dos. Elle porte sans doute la marque des exécutions publiques transmises par la télévision.

Les toiles sur des prédelles ou les panneaux de fermeture de polyptiques souvent en grisaille, qu'on retrouve à partir du XVI^e siècle en Allemagne, en Italie, en Espagne et au Portugal, d'une manière générale, n'innovent point: les martyrs du Maroc sont représentés de façon traditionnelle. Ils sont cinq (de Fez) ou sept (de Ceuta) (Fig. 1-2), ils portent la bure franciscaine et des palmes (attribut du martyr) à la main, ils ont encore dans certains cas une marque sanglante sur leur crâne rasé. D'un certain point de vue, ils sont interchangeables. Ils peuvent néanmoins fournir des pistes sur l'expansion d'une iconographie franciscaine vers les pays du Nord de l'Europe et sur un accroissement du nombre des captifs chrétiens en Méditerranée. Car ces saints du Maroc étaient proposés à la dévotion des captifs.

Nous savons également que d'un texte peut naître une iconographie (l'inverse est aussi vrai, mais moins fréquent). C'est à partir des textes de chroniqueurs (Rui de Pina en particulier) que le peintre luso-flamand Francisco Henriques crée son iconographie sur les Martyrs du Maroc.

La toile a été précédée par un autre type de représentation en bas relief (Fig. 8).

Plus tard, les sculptures en bois (Fig. 15) apparaissent: la scène imite alors le théâtre des processions de captifs. Les Martyrs sont attachés par le cou comme des prisonniers qu'on promène avant de les faire mourir.

Stefano di Stasio, dans notre XXI^e siècle, innove de façon radicale l'iconographie des Martyrs du Maroc créant un cycle à partir d'une source écrite hispanique, attentif encore à tout ce que lui proposent à la fois la vie quotidienne de nos jours (photos de satellite ou images d'exécutions publiques transmises par la télé) et les images médiévales de l'Ombrie.

Plus qu'une conclusion centrée sur les acquis de ces images, faisons une conclusion ouverte, pointant vers de nouvelles pistes à explorer. Elles sont plusieurs:

a) À partir de quel moment, les Martyrs du Maroc sont représentés par des processions de frères attachés par le cou: cette iconographie s'exprime surtout par la sculpture et s'inspire, de toute évidence des processions de rachat, ces mises en scène sont créées pour soutenir les missions en Afrique du Nord. Or ces sculptures sont nombreuses au Nord du Portugal.

b) Il faudrait trouver le lien entre gravures et sculptures: l'exploration des gravures portugaises n'est pas encore faite. Elle devrait être faite par un spécialiste de l'art portugais.

c) Une analyse de type sociologique, basée sur la longue durée, devrait étudier des processions populaires encore de nos jours à Coïmbre sur les Martyrs du Maroc sous le nom de *Procissão dos nus* (Fig. 16). Ces processions semblent être un souvenir des processions de captifs. Et ce qui était une mise en scène caractéristique de l'Ancien Régime est devenu un thème populaire.

d) Les Martyrs du Maroc au Brésil constituent évidemment un sujet érudit, mais s'articule-t-il avec les jeux populaires des luttes entre chrétiens et maures? D'autre part, il faudrait mieux documenter les

cycles franciscains en particulier au Nord-est du pays (à Pernambuco¹⁹ et à Paraíba).

e) Qu'en est-il de ces martyrs dans les autres pays d'Europe? Réau fait allusion à une toile d'un Maître allemand, le Maître de Saint Séverin. Grâce à l'aide d'Ernst Peter Ruhe, j'ai pu trouver un triptyque allemand, présent dans un musée de Cologne²⁰. Il faudrait élargir la recherche vers l'Europe du Nord catholique (Flandres, Pays-Bas, Allemagne, Pologne etc.).

Cette conclusion ouverte ne nous empêche pas de voir où est l'intérêt de ce trajet d'approfondissement d'un thème iconographique sur les captifs de la Méditerranée. Nous cherchons, certes, à explorer l'univers des représentations de la captivité dans un certain espace (le grand bassin méditerranéen) et pendant une certaine période (jusqu'à la fin du XVIIIe siècle). Plusieurs ordres s'y sont engagés; les Trinitaires et les Mercédaires ou Nolasques, mais également les Franciscains et les Dominicains. Il faudrait voir également la production des Bollandistes, cette branche des Jésuites spécialisée en hagiographies. Or il est important de voir comment la représentation des martyrs franciscains sur laquelle se basent le prosélytisme et l'honneur d'un ordre est mise en place dans les grands cycles.

¹⁹ À Recife, dans la Chapelle dorée, sont représentés à la fois les Martyrs du Maroc (mur de droite) et les Martyrs du Japon de 1497 (mur de gauche). Les deux toiles, placées très bas, ont subi l'attaque naïve (mais brutale) des fidèles qui ont rayé les visages des bourreaux. Les deux toiles devraient être restaurées.

²⁰ D'après le catalogue savant du Musée, l'œuvre est, dans les toiles consacrées aux Martyrs du Maroc – peints d'ailleurs en deux groupes de 2 et 3 sur les deux panneaux fermant le triptyque –, de la main du Maître de la Légende de Saint Ursule avec, en partie, la collaboration du Maître de Saint Séverin. L'œuvre est probablement une donation des franciscains de Brühl et tout porte à croire qu'elle date de 1505 environ. Reste évidemment le problème: pourquoi et comment des franciscains allemands se mettent à représenter une histoire qui date de presque trois siècles auparavant. Sur l'ensemble voir le Catalogue du Musée.

Annexe A

Consultant à Bruxelles la bibliothèque des Bollandistes²¹, nous avons trouvé non seulement une bibliographie mais également des indications précises permettant distinguer clairement les Martyrs de Fez (1220) des Martyrs de Ceuta (1227). Pour les premiers, on trouve dans le catalogue:

BERALDUS (AL. BERARDUS), OTTO, PETRUS, ADIUTUS, ACCURSIUS, O.S. Franc. Mm. In Marochio, + 1220. – Ian. 16.

1. PASSIO ET MIRACULA. *Inc.* Cum b. pater noster Franciscus velut patriarcha Jacob – *Des.* Continuo liberata. Multa sunt alia... [1169 *Analecta Franciscana*, III (1897), 579-96.
2. EPITOMAE LIBELLI 1.
 - a) (ADSCRIPTA IOHANNI TISSERAND). *Inc. Prolog.* Non enim hominis est quibus, sane verbis dicit possit. – *Inc.* Anno Dñi 1219, a prima conversione s. Francisci anno XIII – *Des.* Soldanus cum omni reverentia, Dño disponente, ad propria remisit. [1170 *Act. SS.*, Ian. II. 65-69; 3^a ed. 429-33; // *Mon. Port. hist.* Scr I (1856), 113-16
 - b) PASSIO. *Inc.* SS. Martyrum Beraldi...festiva gaudia nobis, ff.cc... Beatus namque Franciscus Minorum pater – *Des.* Amore martyrii ad ordinem se transtulit. Gaudeat igitur Ecclesia... [1171 *SURIUS*, I (1570), 372-75 et iterum VII (1581), 39-42; I (1576), 388-91; (1618), 263-64; (1875), 366-71// *THOMS DE TRUGILLO*, *Thesaurus concionatorum*, II (1584), 141-43 (fine rescisso); // *SEDULIUS* (H.), *Historia seraphica*, 165-69 (omissa prima sententia).
3. PASSIO ET MIRACULA (AUCT. FRANCISCO HISPALENSIS?).
 - I. PASSIO. *Inc.* Tempore dñi Innocentii p. III felicis recordationis quidam – *Des.* Meritis ss. Fratrum copiose habere merentur; quod ipse... [1172 *Mon. Port.*, t. c 105-13.
 - II. MIRACULA. *Inc.* Quidam Petrus Rosarius nomine miles – *Des.* Nam illic diebus Petrus Fernandi...- in foro interfecti sunt... [1173 *Mon. Port.*, t.c. 113.

²¹ Société des Bollandistes. Bd Saint-Michel, 24 B. 1040 Bruxelles. E-mail: info@bollandistes.be [Décembre 2008].

4. EPITOMAE

BARTHOLOMEUS DE PISIS, *De conformitate*, lib. I, conf. VIII, part. II Mediol. 1513, f. 68v). – PETRUS DE NAT., append. 1.

Pour les Martyrs de Ceuta (1227), on trouve les indications suivantes:

DANIEL, SAMUEL, ANGELUS et soc. Ord. S. Franc., mm.

Septa in Mauritania Tingitana, + 1227. – Oct.

13

1. EPISTULA FR. MARIANI A IANUA DE EORUM MARTYRIO. *Inc.* Ven. In Christo patri Aeliae... Die XXVI septembris venerunt in hanc civitatem SEPTAE – *Des.* In caelis exsultant. Datum apud Septam Saracenorum die XXVII oct. MCCXXVIIIO. [2093
Epistola cuiusdam fratris Minoris ... ed. FRANCISCUS ANTONIUS A CORILIANO (Velitris, 1640), folium unum; // *Act. SS.* Oct. VI 385-86, n. 5, 6.
2. PASSIO. *Inc.* Apud Setam civitatem... Praedicat enim fratres de licentia fratris Heliae – *Des.* Et reposita honorifice in Alfondagia... ubi ipsorum meritis miracula creberrima ostenduntur. [2094
Analecta franciscana, III, 613-16. – (mut. Et paulum contracta)
Brev. Romanum, an. 1522; // *Act. SS.*, t. c. 390-91; 3^a ed. 389-91.
3. EPITOMAE
BARTHOLOMEUS DE PISIS, *De conformitate*, lib. I, conf. VIII, part. II (ed. Mediol. 1513, f. 64-64v). ANTONIUS FLORENT. *Chronic.* Tit 24, c. 7, 7, § 6.

Annexe B

Pendant le séjour de recherche à Turin en octobre 2009, grâce au CNR italien, je me suis attachée à faire une distinction plus claire entre les deux groupes de martyrs franciscains au Maroc au XIII^e siècle, que nous résumons ci-dessous :

Martyrs du Maroc, Fez, 1220.	Martyrs du Maroc, Ceuta, 1227
Cinq franciscains sous la direction de Berardo da Calvi (Ombrie): Ottone, Pietro, Accursio et Adiuto	Sept franciscains sous la direction de Daniele Fasanella (ou di Calabria): Angelo, Samuele, Donnolo, Leone, Nicola et Ugolino
Voyage d'Italie au Maroc essentiellement par terre avec des séjours importants en Espagne et au Portugal; retour des corps mutilés à Coïmbre	Voyage d'Italie au Maroc (Fig. 3) essentiellement par mer
Reliques à Coïmbre (Portugal)	Quelques reliques seraient à Belvedere Marittimo (Cosenze)
Représentation surtout en groupe. Grande diffusion de l'iconographie surtout en groupe, importante dans l'espace (Italie, Portugal, Allemagne, Brésil etc.) et dans le temps (du XV ^e au XXI ^e siècle)	Représentation surtout individuelle: Daniele Fasanella (Fig. 17). Diffusion plus restreinte de l'iconographie surtout individuelle (Daniele Fasanella), concentrée en Italie du Sud ou insulaire (Calabria et Sardaigne) et plus récente en Argentine, à partir de 1987, à Buenos Aires
Processions populaires surtout au Portugal (Coïmbre), empruntant le thème du défilé des captifs: les hommes (adultes ou enfants) s'habillent en franciscains attachés par des cordes	Procession populaire (Fig. 15), d'immigrants d'origine italienne, autour de l'image d'un Saint

Des renseignements, obtenus grâce à Gian Domenico Gordini, présentent Daniele Fasanella, chef des Martyrs de 1227, comme étant le patron de la ville de Ceuta, aujourd'hui espagnole. Une image assez

semblable est vénérée soit en Calabre, soit en Argentine (Buenos Aires, en particulier).

Il faudrait sans doute attirer l'attention sur le fait que Ceuta, aujourd'hui espagnole, garde des connotations spéciales dans l'imaginaire portugais, à la limite de la légende et du mythe, pour tout un ensemble de faits.

La ville qui contrôle à l'Est l'entrée et la sortie de la Méditerranée, par le détroit de Gibraltar, est déjà citée par Dante (*Inf.*, XXVI, v. 111). Setta, du lat. Septa serait Ceuta.

L'un lito et l'altro vidi la Spagna,
fin nel Morrocco, e l'isola de' Sardi,
e l'altre che quel mare intorno bagna.
Io e' compagni eravam vecchi e tardi
quando venimmo a quella foce stretta
dov' Ercule segnò li suoi riguardi,
acciò che l'uom più oltre non si metta:
dalla man destra mi lasciai Sibilia,
dall'altra già m'avea lasciata Setta.

Or c'est cette embouchure étroite («*foce stretta*») que les Portugais visent tout d'abord. Et pour l'avoir, il faut conquérir Ceuta.

Il y a unanimité chez les historiens portugais qui considèrent la prise de Ceuta, en 1415, comme le début de l'expansion portugaise au Nord de l'Afrique.

La place est conquise par une expédition dirigée par le Roi portugais lui-même, D. Jean I, accompagné de ses trois fils aînés. Le Portugal se dirige délibérément vers le Nord, autrefois chrétien, de l'Afrique et y réinstalle la foi du Christ: l'idéologie – en plus des raisons politiques et stratégiques (Ceuta permettant de contrôler l'entrée et la sortie de la Méditerranée vers l'Océan) – est celle de la Reconquête. L'Espagne voisine n'a pas encore terminé son projet de Reconquête, qui ne sera fini qu'en 1492 avec la prise de Grenade.

La mosquée de Ceuta est consacrée en 1415 église et lors de la première messe, les trois Infants (Duarte, Pedro et Henrique) sont faits chevaliers par leur père.

Il restait encore un quatrième Infant, le plus jeune, Fernando, qui lui aussi aura sa destinée liée à Ceuta. Ce personnage jouira bientôt d'un immense prestige littéraire: il devient le symbole du "Prince parfait" non seulement dans l'épopée nationale (*Les Lusitades*), dans une pièce de Calderón (*El Príncipe constante*) jusqu'à Fernando Pessoa (*A Mensagem*).

Présentons rapidement le personnage dont la devise était «Le bien me plaît». Fernando du Portugal, dit l'Infant Saint (né le 29 septembre 1402 – mort le 5 juin 1443), est le sixième fils du Roi Jean 1er et de sa femme Filipa de Lancastre, l'Anglaise: c'est le plus jeune enfant de ce que Camoëns appelle l'«*inclita geração, altos infantes*» (*Lus.*, IV, 50). Ordonné très jeune Grand Maître de l'Ordre d'Avis par son père et désirant accéder à la gloire, Fernando essaie tout d'abord de se mettre au service du Pape, de l'Empereur ou d'un autre souverain d'Europe. Il finit par s'intéresser au Maroc et à la croisade. En 1437 – il a 35 ans – Fernando prend part à l'expédition militaire en Afrique du Nord, commandée par son frère aîné, l'infant D. Henrique. L'expédition est un désastre, l'armée portugaise est obligée de se retirer et laisse l'infant Fernando et douze autres compagnons comme otages et gages de la dévolution de la ville de Ceuta, conquise en 1415, vingt-deux ans auparavant.

À Lisbonne, deux clans se disputent: les uns défendent le paiement immédiat de la rançon avec la dévolution de Ceuta; d'autres veulent récupérer l'Infant captif par voie diplomatique ou militaire, car Ceuta est trop importante. La ville est un point d'appui et de prestige. Une tentative de fuite est organisée et déjouée. La situation du captif devient plus dramatique.

L'Infant Fernando est alors emmené à Fez: traité tout d'abord avec tous les égards, il devient bientôt simple esclave, chargé des tâches les plus humbles, travaillant dans le jardin et dans les écuries. Il finit par mourir en 1443, après six ans de captivité. Il gagne le surnom de "l'Infant Saint".

Un siècle plus tard, on combat encore autour de Ceuta: c'est encore à Ceuta que Camoëns perd l'œil droit (1549) et il y reste jusqu'en 1551.

Nous indiquons ci-dessous le passage de Camoëns sur la conquête de 1415: *Lusíadas*, IV, 48 – 50:

«Não sofre o peito forte, usado à guerra,
Não ter amigo já a quem faça dano;
E assi não tendo a quem vencer na terra,
Vai cometer as ondas do Oceano.
Este é o primeiro rei que se desterra
Da Pátria, por fazer que o Africano
Conheça, pelas armas, quanto excede
A lei de Cristo à lei de Mafamede.

«Eis mil andantes aves, pelo argento
Da furiosa Tétis inquieta

Abrindo as pandas asas vão ao vento,
Pera onde Alcides pôs a extrema meta.
O monte Abila e o nobre fundamento
De Ceita toma, e o torpe Mahometa
Deita fora, e segura toda Espanha
Da Juliana, má, e desleal manha.

«Não consentiu a morte tantos anos
Que de herói tão ditoso se lograsse
Portugal, mas os coros soberanos
Do Céu supremo qui que povoasse.
Mas, pera defensão dos Lusitanos
Deixou, Quem o levou quem o governasse,
E aumentasse a terra mais que dantes:
Ínclita geração, altos Infantes».

Le Portugal, du XVe jusqu'au milieu du XVIe siècle, a besoin de mettre en scène et d'exalter sa politique d'expansion maritime à partir du Nord de l'Afrique. Du point de vue symbolique et imaginaire, il a le choix entre deux groupes de martyrs franciscains, tous les deux dits «du Maroc». Il choisit ceux de Fez (1220) pour des raisons qui semblent évidentes aujourd'hui:

a) ce sont les premiers, les vrais protomartyrs, base du nouvel ordre;

b) ils permettent d'articuler un martyre collectif au Saint devenu bientôt le compagnon idéal de François d'Assise, autrement dit: saint Antoine de Padoue ou de Lisbonne;

c) leurs reliques sont dans une ville portugaise;

d) ils établissent encore un rapport avec l'image idéale du Prince constant dans sa foi, Fernando, prisonnier tout d'abord à Ceuta et mort lui aussi à Fez. Autrement dit: le Prince parfait, celui qui préfère mourir à rendre Ceuta, territoire chrétien désormais.

Le lecteur qui nous a suivis jusqu'ici perçoit le lien entre les Martyrs du Maroc et le personnage au destin exceptionnel qui pose un autre problème de lecture, l'Infant Saint. Mais ce serait une autre analyse à faire.

Images de référence



Fig. 1 - Martyrs de Fez, 1220 (cinq)



Fig. 2 - Martyrs de Ceuta, 1227 (sept).



Fig. 3 - Carte de la Méditerranée.



Fig. 4 - Carte d'Amérique, XVIIe siècle.

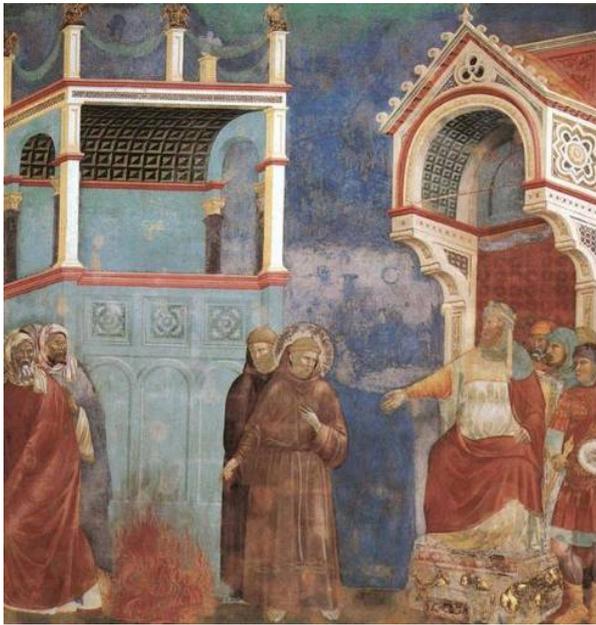


Fig. 5 - XIVe siècle: Giotto, fresques de l'église supérieure d'Assise et de la chapelle Bardi à Santa Croce, à Florence.



Fig. 6 - Benozzo Gozzoli représente St François devant le sultan, 1452 (fresque, 270 x 220 cm, Montefalco).

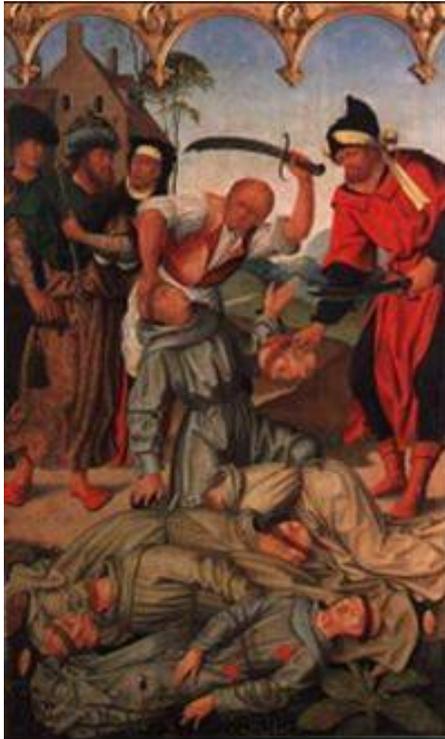


Fig. 7 - Francisco Henriques
Les Martyrs du Maroc, 1508. MBNN, Lisbonne.



Fig. 8 - Sculptures au Portugal, du
XVIe au XVIIIe siècles: Bas-relief,
Santa Justa, Coimbra, XVIe siècle.



Fig. 9 - Sculptures au Portugal, du XVIe au XVIIIe siècles. Bas-relief, Santa Justa, Coimbre, XVIe siècle.



Fig. 10 - Bernardino Licinio, *Martiri francescani*, prédelle 1524, Santa Maria Gloriosa dei Frari, Venise.



Fig. 11 - Expansion en Amérique: Brésil, Pernambouc, XVIIe siècle, chapelle dorée.

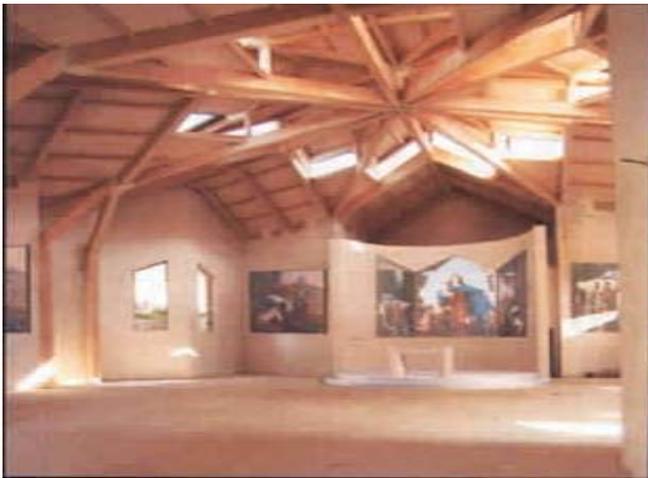


Fig. 12 - Expansion en Amérique: Brésil, Paraíba, XVIIIe siècle, plafond, ensemble franciscain.



Fig. 13 - Expansion en Amérique: église franciscaine de Saint-Antoine (Brésil, Paraíba).

a)



b)

c)



Fig. 14 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui: Paolo Portoghesi, Église de Santa Maria della Pace, Terni.
a) Vue de l'église
b) Intérieur de l'église
c) Détail du plafond



Fig. 15 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui: Processions populaires autour de Coimbre.



Fig. 16 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui: Processions populaires autour de Coimbre.



Fig. 17 - San Daniele Fasanella.



Fig. 18 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François est accueilli par l'évêque Rainier dans sa cathédrale.



Fig. 19 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: *Triptyque de la Vierge* .



Fig. 20 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: *Triptyque de la Vierge* (détail).



Fig. 21 - Domenico Bigordi, detto il Ghirlandaio, *Incoronazione della Vergine*, Sala del Consiglio comunale di Narni.



Fig. 22 - Domenico Bigordi, detto il Ghirlandaio, *Incoronazione della Vergine* (détail).

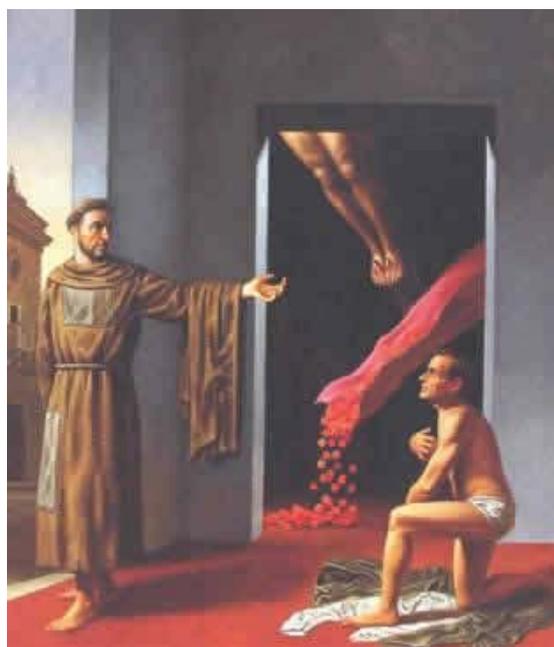


Fig. 23 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François accueille Berardo da Calvi parmi les siens.

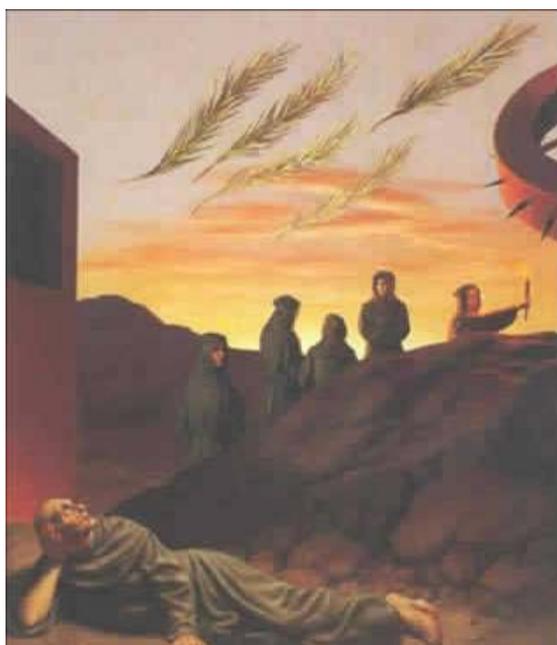


Fig. 24 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: Frère Vitale, malade, prévoit leur martyre.



Fig. 25 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: Martyre des cinq frères franciscains.

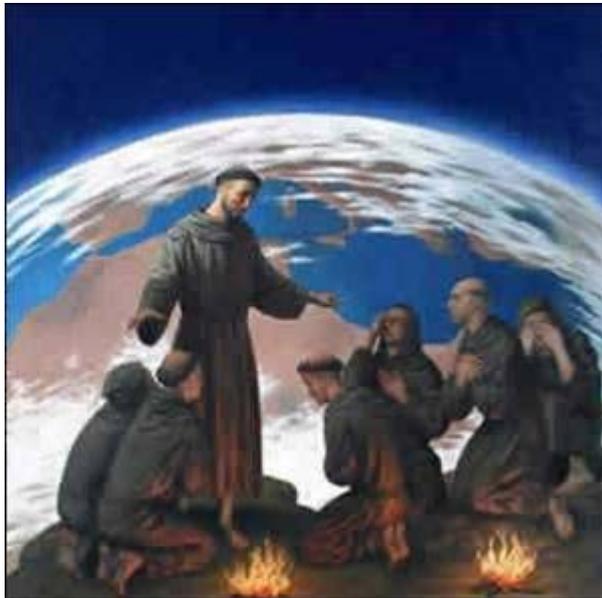


Fig. 26 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François bénit les six frères qui partent en Afrique.



Fig. 27 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: Apparition des cinq martyrs à l'Infante Sancha du Portugal.

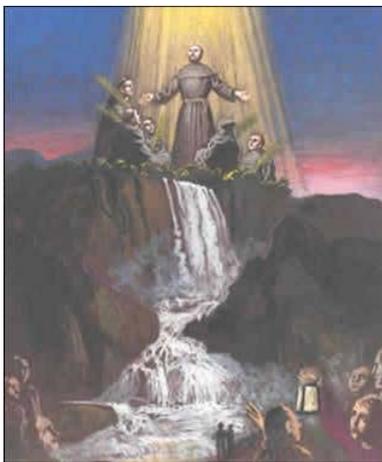


Fig. 28 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: Apparition des cinq martyrs à François en Ombrie.

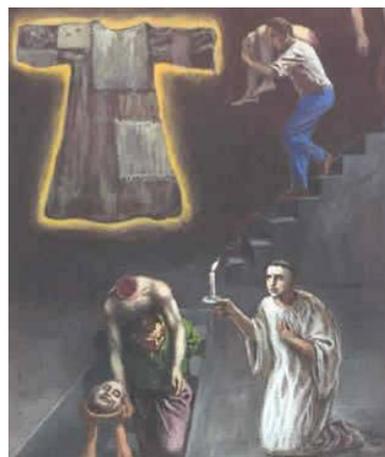


Fig. 29 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: Fernando, moine augustinien, assiste à l'arrivée des corps mutilés et il devient Antoine.



Fig. 30 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François sur le lac de Pidiluco voit la fête de Noël.



Fig. 31 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François dans les montagnes regarde la ville de Terni.

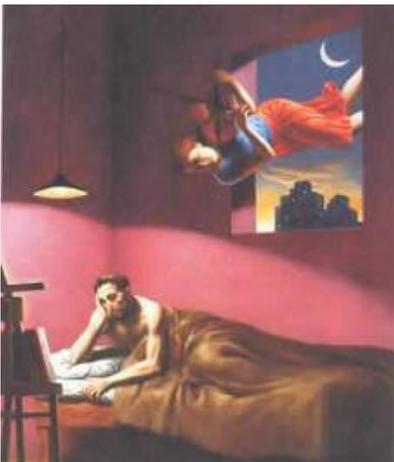


Fig. 32 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François, malade à Speco di Narni, est consolé par un ange musicien qui entre par sa fenêtre.



Fig. 33 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François, à Speco di Narni, transforme l'eau en vin.



Fig. 34 - Les Martyrs du Maroc aujourd'hui. Un cycle pictural contemporain par Stefano di Stasio: François fait taire les hirondelles à Alvino pour parler aux hommes.

Spinte idealistiche e “verità effettuale”: il caso del provenzale alpino *

Riccardo Regis

«mi è parso più conveniente andare dietro alla verità
effettuale della cosa che alla immaginazione di essa»
Niccolò Machiavelli, *Il Principe*, XV

La nozione di standard e il processo che porta ad una varietà standard, ossia la standardizzazione, sono diventati argomenti di assidua frequentazione per chi si occupa di lingue minoritarie in Italia, specie nei dieci anni trascorsi dall'approvazione, avvenuta il 15 dicembre 1999, della legge 482 (“Norme in materia di tutela delle minoranze linguistiche storiche”)¹.

Com'è noto, la standardizzazione opera su due livelli principali, il *corpus-planning* e lo *status-planning*. Se il primo è lo «studio che si compie su un particolare codice per metterlo in grado di assumere le funzioni di lingua dell'amministrazione, della scuola o dell'alta cultura»², il secondo concerne «l'insieme dell'apparato normativo e legislativo volto a rendere effettivi (...) i diritti linguistici della popolazione»³. In linea di massima, semplificando molto, possiamo dire che il *corpus-planning* prevede degli interventi sulla lingua tali da rendere poi realizzabile il programma di *status-planning*: solo una lingua adeguatamente codificata può infatti aspirare a coprire i registri “alti” della comunicazione. L'obiettivo del pianificatore consisterà nel creare le condizioni affinché il codice minoritario, già lingua per distanziazione (*Abstandsprache*) rispetto alle lingue

* Una versione sintetica di questo contributo è stata presentata all'incontro *Dieci anni di tutela delle lingue minoritarie* (Scuola Latina, Pomaretto, 26 settembre 2009).

¹ Per una disamina critica della legge e delle sue applicazioni, si veda Tullio TELMON, “L'impatto della legge di tutela delle minoranze linguistiche storiche sulle istituzioni: le positività e le negatività”, in Carlo CONSANI e Paola DESIDERI (a cura di), *Minoranze linguistiche. Prospettive, strumenti, territori*, Roma, Carocci, 2007, pp. 310-326.

² Gabriele IANACCARO e Vittorio DELL'AQUILA, *La pianificazione linguistica. Lingue, società, istituzioni*, Roma, Carocci, 2004, p. 59.

³ *Ibi*, p. 97.

limitrofe, evolva anche in lingua per elaborazione (*Ausbausprache*)⁴.

Formulerò qui di seguito alcune riflessioni circa il lavoro compiuto, negli ultimi anni, su una delle lingue tutelate dalla legge 482/99, l'occitano, parlato nella porzione del Piemonte occidentale che, procedendo da sud a nord, va dall'Alta Valle Tanaro all'Alta Valle Susa⁵.

1. Questioni di etichetta

All'etichetta di occitano, che lascia intendere un'omogeneità linguistica diffusa, sarebbe a mio parere da preferirsi la definizione, purtroppo poco maneggevole, di «varietà di occitano (o provenzale) delle valli piemontesi». In primo luogo, perché ritengo che alludere a delle varietà di lingua X dell'area Y, invece che a una lingua X *tout court*, sia più corretto rispetto alla frammentazione attuale dell'area: e mi riferisco tanto al complesso del dominio d'oc quanto alle singole macro-varietà che si suole individuare al suo interno (*gavot* o vivaroalpino, nel nostro caso). In seconda istanza, perché ancora non si è raggiunto un accordo, né tra gli studiosi né tra i cultori locali, su quale sia meglio privilegiare tra i glottonimi occitano e provenzale. È una questione che Tullio Telmon ha efficacemente definito come «disputa tra la fontina e il formaggio»⁶, essendo oggi il provenzale-fontina una delle varietà dell'occitano-formaggio. Chi volesse definire la parlata di Bellino occitana opererebbe una sineddoche *totum pro parte*; chi, viceversa, desiderasse etichettare l'intera area occitanica come provenzale userebbe una sineddoche *pars pro toto*. Possono esserci a sostegno dell'una o dell'altra scelta varie motivazioni, tutte ugualmente valide e condivisibili; ciò che realmente conta è maturare la consapevolezza che ci troviamo di fronte soltanto a contenitori,

⁴ Sebbene raro, può darsi pure il caso contrario, in cui cioè le varietà di una medesima lingua per elaborazione vengano artatamente distanziate in virtù di differenze cultural-religiose: si veda la digrafia del serbo-croato, che ha portato alla creazione, da un lato, del serbo, scritto in caratteri cirillici in ossequio alla confessione cristiano-ortodossa, dall'altro, del croato, reso con l'alfabeto latino in omaggio al credo cattolico. Si rimanda a Claude HAGÈGE, *Storie e destini delle lingue d'Europa*, Firenze, La Nuova Italia, 1995, pp. 131-133 (trad. it. di *Le souffles de la langue. Voies et destins des parlers d'Europe*, Paris, Jacob, 1992).

⁵ Ci si riferisce, in questa sede, al dominio in cui l'occitano è lingua di minoranza riconosciuta dalla legge 482/99, che è più ampio di quello in cui l'occitano è effettivamente in uso. Cfr., per una discussione, Fiorenzo Toso, *Le minoranze linguistiche in Italia*, Bologna, Il Mulino, 2008, pp. 126-128.

⁶ Tullio TELMON, "La sociolinguistica e le leggi di tutela delle minoranze linguistiche", in *LIDI-Lingue e Idiomi D'Italia*, 1, 2006, pp. 38-52, alle pp. 43-44.

mentre l'attenzione dovrebbe essere rivolta al contenuto, alla lingua bisognosa di cure. Per questa ragione, non mi unirò agli "alti lai" di Sergio Maria Gilardino, il quale lamenta che le istituzioni abbiano comunicato a lui e ai suoi collaboratori «che non avevamo il diritto di chiamarci "provenzali", o di chiamare la nostra lingua "provenzale", perché le loro leggi e i loro regolamenti lo vietano»⁷. Se la legge 482/99 tutela l'occitano anziché il provenzale, non resta che accettare la scelta terminologica del legislatore: il dato importante risiede nel fatto che, ormai da dieci anni, sia vigente una normativa in difesa delle minoranze linguistiche e che questa normativa protegga, fra gli altri, anche i dialetti parlati nelle valli piemontesi. Che poi questi dialetti vengano definiti "occitano" o "provenzale" è puro nominalismo. Qualora, infatti, abbandonassimo le dispute tra provenzalisti e occitanisti per interessarci alla percezione che di tutto questo ha il parlante comune, noteremmo che non rientra nelle sue abitudini d'impiego né l'uno né l'altro dei glottonimi; la carta dell'*Atlante Linguistico ed Etnografico del Piemonte Occidentale*⁸ dedicata al nome delle parlate alpine mostra l'alternanza tra etnici (*aisounenc* 'parlata di Aisone', *chusasc* 'parlata di Chiusa Pesio', ecc.), perifrasi (*nosta moda*, *a nosto modo*, ecc.) e genericismi (*patouà*), ma nemmeno un'occorrenza di *prouvensal* o *ousitan*. Il fatto che i materiali risalgono a circa vent'anni or sono, e quindi ad una fase che con qualche approssimazione potremmo definire pre-ideologica, sarà da considerarsi oltremodo significativo.

2. Grafie

In realtà, la contesa è oggi incentrata, più che sui glottonimi, sulla norma ortografica da adottare⁹. Alla grafia dell'*Escolo dou Po* o concordata, che prosegue la tradizione mistraliana, si oppone la grafia classica, comune o alibertina, che mira alla creazione di un diasistema valido per tutte le varietà di occitano. Tralascio le grafie personali, che hanno avuto sul territorio un impatto spesso limitato ad una singola valle o località. I vantaggi

⁷ Sergio Maria GILARDINO, "Oh, si je t'oublie, Jérusalemme!", in *Coumboscuro*, 445-446, 2009, p. 8.

⁸ Sabina CANOBBIO e Tullio TELMON (a cura di), *Atlante Linguistico ed Etnografico del Piemonte Occidentale. Presentazione e guida alla lettura*, Pavone Canavese, Priuli & Verlucca, 2003, Tavole, carta n. 3.

⁹ Per una visione d'insieme, è utile la consultazione di Luisa PLA-LANG, *Occitano in Piemonte: riscoperta di un'identità culturale e linguistica?*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2008.

della grafia concordata sono noti, il più cospicuo dei quali consiste nel garantire una buona corrispondenza tra grafema e suono; essa consente di fissare su carta la variabilità dialettale percepita nel parlato. Diversamente da quella concordata, la grafia classica mette tra parentesi la salvaguardia della varietà diatopica e diventa uno strumento a tal punto trasversale da comprendere in un unico involucro (diasistema grafico) la totalità dei dialetti occitanici; i criteri su cui essa si fonda sono eminentemente etimologici.

I rapporti di forza tra le due grafie non sono di facile valutazione. Blanchet e Schiffman¹⁰ asseriscono che il 90% delle associazioni e il 95% degli scrittori impiega la grafia mistraliana; queste percentuali plebiscitarie vanno tuttavia considerate con cautela, in quanto si riferiscono al Midi e ad un'indagine di 19 anni or sono (1990). Più recente, e basato su un *corpus* di testi scritti delle valli piemontesi, è il lavoro di Allisio e Rivoira¹¹, dal quale si evince una sorta di pacifica convivenza tra i due *modi scribendi*; andrà comunque osservato che il triennio 2006-2008 ha assistito ad una netta prevalenza della grafia classica, che si riverbera nell'opera di proselitismo compiuta da alcune associazioni (*in primis*, Chambrà d'oc e Espaci Occitan).

Il sociolinguista *stricto sensu* è senza dubbio portato a favorire la grafia concordata, perché essa non oblitera, ma anzi può rappresentare con successo, la differenziazione diatopica; il pianificatore linguistico, o il sociologo del linguaggio, manifesterà invece una naturale propensione verso la grafia classica, che guarda alla lingua *sub specie unitatis*. Chi scrive crede che, nella fase attuale, sarebbe più opportuno mettere sulla pagina ciò che effettivamente è dato di ascoltare nella realtà comunicativa quotidiana (grafìa concordata), riservando magari le velleità unitaristiche (grafìa classica) ad un momento successivo, ove la comunità avvertisse il bisogno di una lingua veicolare.

Direi che, essendo già presenti sul territorio due proposte grafiche così diverse (e, a mio avviso, non conciliabili, se non in tappe differenti, e alquanto distanti, del percorso di rivitalizzazione), non è auspicabile la creazione di un sistema alternativo. Di recente,

¹⁰ Philippe BLANCHET e Harold SCHIFFMAN, "Revisiting the sociolinguistics of 'Occitan': a presentation", in *International Journal of the Sociology of Language*, 169, 2004, pp. 3-24.

¹¹ Silvana ALLISIO e Matteo RIVOIRA, *Scrivere l'occitano in Piemonte. Storia, usi e scenari possibili*, poster presentato al IX Congresso dell'Associazione Italiana di Linguistica Applicata (Pescara, 19-20 febbraio 2009).

Gilardino¹² ha elaborato un prontuario di ortografia e ortoepia che, pur seguendo di fatto le linee guida della grafia concordata, vi introduce alcuni elementi di rottura. Cito, ad esempio, l'uso della doppia <ss> per indicare la fricativa sorda in corpo di parola, mutuata probabilmente dalla grafia del piemontese (ma impiegata anche nella grafia classica); oppure l'uso, per rappresentare la nasale palatale [ɲ], del digramma italiano <gn> in luogo del consueto <nh>, già attestato nella lirica trobadorica e utilizzato nelle grafie sia concordata sia classica. Sembra poi di capire che Gilardino voglia rendere la laterale palatale [ʎ] con <lh>, come del resto avviene nelle altre due ortografie; è chiaro che una scelta di tal fatta porta ad una patente asimmetria sistemica, perché se <gn> vale [ɲ], allora <gl>, e non <lh>, dovrebbe valere [ʎ].

La grafia ha un potente significato identitario; da ciò discende la regola d'oro per la quale non andrebbero cassate le soluzioni ortografiche ormai entrate nella tradizione – mi riferisco, in special modo, ai digrammi <nh> e <lh> –, spesso assunte dallo scrivente come bandiera della propria lingua. Che poi i digrammi in questione siano utilizzati anche dal portoghese non è vissuto dalla comunità occitanofona come un problema, essendo la minaccia più prossima per quei dialetti costituita non certo dalla lingua lusitana, ma dall'italiano, dal francese e, in misura minore e limitatamente all'area cisalpina, dal piemontese. Se già esiste un uso ortografico consolidato, è meglio evitare l'introduzione di nuovi sistemi, anche qualora questi ultimi apportassero una semplificazione del sistema originario. Penso alla cosiddetta grafia standard del piemontese, concepita nei suoi tratti essenziali da Bruno Villata¹³, che propone più di un ragionevole emendamento alla grafia tradizionale; ma quest'ultima ha, dalla sua parte, un impiego ormai plurisecolare¹⁴.

3. Parole

¹² Sergio Maria GILARDINO, *Regole di ortografia e di ortoepia*, s.d., manoscritto diffuso tra i membri del comitato scientifico del *Grande dizionario del provenzale alpino*.

¹³ Si veda, ad esempio, Bruno VILLATA, *Na grafia ünica per un piemunteis pi fort*, s.d., <http://www.piemunteis.it/allegati/LEDESCRIVE_VILLATA_01.PDF>.

¹⁴ Benché codificata nel Novecento dal poeta Giuseppe Pacotto, l'ortografia piemontese presenta elementi di unitarietà e continuità già a partire dal XVIII secolo.

Il problema della grafia si ripercuote, è forse superfluo precisare, nel modo in cui la pianificazione del *corpus* viene concepita. Mentre la grafia concordata svolge un onesto compito strumentale («parliamo una certa varietà e vogliamo trascriverla»), la grafia classica confluisce in un progetto di più ampio e generale *corpus-planning*. Emblematico, in tal senso, è l'imponente lavoro compiuto da Domergue Sumien¹⁵ sull'occitano; detto molto in breve, il linguista francese auspica l'affermazione di un *occitan larg*¹⁶ a base linguadociana, che funga da varietà di riferimento per gli altri sei standard regionali (che sono, precisamente, gascone con aranese, limosino, alverniate, vivaro-alpino con cisalpino, provenzale, provenzale nizzardo). Ciascuno di questi standard regionali sarà a sua volta il risultato di un'opera di codificazione, unitarista (a partire da una sola varietà preesistente) o compositazionale (a partire da più varietà preesistenti). L'obiettivo principale di Sumien¹⁷ sta nel pervenire ad un occitano comune da riservare, se la pianificazione dovesse attecchire, ai tele- e radiogiornali, alla massa dei documenti amministrativi, alla traduzione di opere straniere, ecc. Tutte funzioni "alte", per assolvere le quali, nell'ottica di Sumien, sarebbe indispensabile un occitano di *koinè*. Gli altri standard regionali, dal canto loro, verrebbero impiegati per le medesime funzioni e per la formazione degli insegnanti, ma a livello locale; non cambia quindi la sostanza, bensì la scala geografica di applicazione.

La parte più interessante del volume di Sumien riguarda la neologia endogena (cioè le parole nuove costruite a partire dagli elementi di affissazione della lingua medesima). Il pianificatore fornisce una lista assai nutrita di affissi produttivi in occitano¹⁸, ai quali si può eventualmente attingere per incrementarne il lessico: un utile aggiornamento del lavoro di Adams sulla *Wortbildung* in provenzale antico¹⁹. Come sempre per le lingue che non godono di buona salute sociolinguistica, risulta però assai spinoso valutare quanto i processi di derivazione siano interni alla lingua, e quindi vitali, ovvero riproducano un modello allotrio (quello, tipicamente,

¹⁵ Domergue SUMIEN, *La standardisation pluricentrique de l'occitan. Nouvel enjeu sociolinguistique, développement du lexique et de la morphologie*, Turnhout, Brepols, 2006.

¹⁶ Utilizzo, nel citare dall'opera di Sumien, la grafia classica impiegata dall'autore.

¹⁷ *Ibi*, p. 161.

¹⁸ *Ibi*, pp. 303-327.

¹⁹ Edward Larrabee ADAMS, *Word-formation in Provençal*, London-New York, Macmillan, 1916.

della lingua di superstrato culturale)²⁰. Ad esempio, il sostantivo occitano *parlament*, che Sumien²¹ attribuisce all'applicazione del suffisso *-ament* alla base verbale *parlar* (gruppo A), è effettivamente una parola ottenuta attraverso regole di formazione interne alla lingua o non sarà piuttosto un prestito diretto dal francese (*parlement*) o, per l'area cisalpina, dall'italiano (*parlamento*)? Propenderei per la seconda opzione; la propensione si trasforma tuttavia in certezza quando Sumien passa ad illustrare i risultati dell'applicazione di prefissi e suffissi colti (noti generalmente come prefissoidi o suffissoidi): *bibliofilia*, *claustrofobia*, *geografia*, *ortografia*²², *multimedia*, *paleolitic*, *protoindoeuropèu*²³, *television*²⁴, ecc. non possono che essere dei lessemi passati dalle lingue di superstrato (francese, italiano) all'occitano e variamente adattati alle abitudini fono-morfologiche della lingua mutuante.

Il prestito, in effetti, è l'altro grande strumento di rinnovamento del lessico di una lingua (neologia esogena). Sumien confina il meccanismo del prestito, peraltro trattato in modo del tutto cursorio²⁵, ad una questione di adattamento grafico-fonetico. Esistono delle *borrowing routines*, degli schemi mediante i quali il prestito si attua, che agiscono, oltre che a livello fonetico, anche a livello morfologico. Sappiamo, per esempio, che i verbi oggetto di prestito ricevono in italiano la morfologia flessionale della prima declinazione (it. *forwardare* 'inoltrare'²⁶ < ingl. *to forward*; it. canadese *pusciare* 'spingere'²⁷ < ingl. *to push*; it. reg. piem. *blagare* 'vantarsi'²⁸ < piem. *blaghé*, ecc.); sembra essere, quella appena enunciata, una tendenza comune anche ad altre lingue romanze (si vedano fr. Louisiana *guésser* 'indovinare'²⁹ < ingl. *to guess*, port.

²⁰ La stessa difficoltà è stata denunciata, per il piemontese, da Davide RICCA, "Sulla nozione di dialetto italianizzato in morfologia: il caso del piemontese", in Alberto A. SOBRERO e Annarita MIGLIETTA (a cura di), *Lingua e dialetto nell'Italia del Duemila*, Galatina, Congedo, 2006, pp. 129-147.

²¹ Domergue SUMIEN, *La standardisation pluricentrique*, cit., p. 306.

²² *Ibi*, p. 312.

²³ *Ibi*, p. 324.

²⁴ *Ibi*, p. 327.

²⁵ *Ibi*, pp. 265-270.

²⁶ Riccardo REGIS, "Sulle realizzazioni dell'ibridismo", in *Studi Italiani di Linguistica Teorica e Applicata*, anno XXXV, 3, 2006, pp. 471-504, a p. 473.

²⁷ Gianrenzo P. CLIVIO, "Su alcune caratteristiche dell'italiano di Toronto", in *Il Veltro*, 29, 1985, pp. 483-491, a p. 491.

²⁸ Riccardo REGIS, "Enunciazione mistilingue e prestito: una storia infinita?", in *Plurilinguismo*, 10, 2003, pp. 127-164, a p. 134.

²⁹ Uriel WEINREICH, *Lingue in contatto*, Torino, UTET Università, 2008, p. 70 (trad. it. di *Languages in Contact*, The Hague, Mouton, 1963).

USA *jampar* 'saltare'³⁰ < ingl. *to jump*, sp. *atachar* 'allegare, unire'³¹ < ingl. *to attach*³²), ma l'opera di Sumien non dice nulla circa le consuetudini dell'occitano. In compenso, l'autore³³ rivela un atteggiamento alquanto puristico nei confronti dei forestierismi già acclimatati: la forma *chède* (< it. *cedere*) andrebbe sostituita, nell'occitano codificato, con *cedir*; al francesismo *Mossur* sarebbe da preferire *Sénher* e via elencando.

La maniera in cui Sumien si rapporta alla neologia è bifida. Se, per un verso, egli accetta e fa passare per formazioni interne probabili casi di prestito – si tratta tipicamente di prestiti analizzabili in affissi ed elementi di composizione che il pianificatore presume essere produttivi anche in occitano –, per l'altro, rifiuta recisamente i prestiti non assoggettabili agli schemi morfologici della lingua mutuante (in altre parole, semaforo verde per *parlament* e, sic, *bibliofilia*, semaforo rosso per *chède* e *Mossur*). Alquanto variegata sono pure le tendenze dell'odierna lessicografia, che può a buon diritto fungere da cartina di tornasole della neologia. Esaminando a volo d'uccello i criteri di selezione dei lemmi di alcuni dizionari di area occitanica cisalpina, noteremmo che l'inclinazione fortemente puristica di un Masset³⁴ o di un Pons-Genre³⁵ viene bilanciata dagli approcci più inclusivisti di un Bernard³⁶ o di un Baret³⁷. Il DOC³⁸ occupa, nell'attuale quadro lessicografico di ambito pedemontano, un posto a sé, in prima istanza, perché rappresenta la realizzazione di alcune delle idee espresse da Sumien (e accettate dalla compagine occitanista nel suo insieme), *in secundis*, perché è un dizionario che non solo registra l'uso, ma si fa promotore di neologismi. Da parte mia, è forte la convinzione che un vocabolario dovrebbe limitarsi ad assistere ai giochi linguistico-lessicali e ad offrirne la cronaca; il servizio di arbitraggio non solo non è richiesto, ma è sconsigliato. I

³⁰ *Ibi*, p. 67.

³¹ Paloma LÓPEZ ZURITA, "Economic anglicisms: adaptation to the Spanish linguistic system", in *Ibérica*, 10, 2005, pp. 91-114, a p. 99.

³² L'inglese, per la presenza diffusa di radici lessicali nude (senza morfologia grammaticale), è la lingua che meglio lascia emergere le modalità di adattamento morfologico.

³³ Domergue SUMIEN, *La standardisation pluricentrique*, cit., pp. 36-37.

³⁴ Angelo MASSET, *Dizionario del patois provenzale di Rochemolles*, Borgone, Melli, 1997.

³⁵ Teofilo PONS e Arturo GENRE, *Dizionario del dialetto occitano della Val Germanasca*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 1997.

³⁶ Giovanni BERNARD, *Lou saber. Dizionario enciclopedico dell'occitano di Blins*, Venasca, Ousitanio vivo, 1995.

³⁷ Guido BARET, *Disiounari dâ patouà dè Val San Martin*, Pinerolo, Alzani, 2005.

³⁸ *Dizionario Italiano-Occitano Occitano-Italiano*, Cuneo, +Eventi, 2008.

dizionari monolingui italiani, sebbene paiano talvolta troppo dediti al culto della neologia (si vedano i due recenti volumi di aggiornamento al *Grande dizionario italiano dell'uso*³⁹ e al *Grande dizionario della lingua italiana*⁴⁰ o le edizioni ormai annuali dello Zingarelli⁴¹), ben si guardano dal diventare creatori. Il DOC, per contro, assurge a *linguae arbiter*, portando all'attenzione del lettore numerose parole nuove (contrassegnate da una P [= proposta]), che saranno utili, e forse indispensabili, per le funzioni istituzionali a cui l'occitano cisalpino (codificato a partire dalle varietà centrali) potrebbe (o vorrebbe) accedere. Non sono ancora stati resi noti i principi di selezione dei lemmi del *Grande dizionario del provenzale alpino* coordinato da Sergio Maria Gilardino; ma temiamo che, data la prova precedente di Gilardino⁴² come "rivitalizzatore" della parlata walser di Alagna Valsesia (un dizionario con 34.000 neoformazioni endogene su un totale di 40.000 parole, facilitate in parte dalle potenzialità di composizione delle lingue germaniche), l'attitudine del DOC, forse non del tutto condivisibile ma rispettosa del tesoro lessicale comunitario, verrà portata alle estreme conseguenze.

4. La morte del parlante

Le riflessioni compiute fino ad ora hanno messo al centro l'*homo scribens*, dimenticando totalmente un'altra figura di qualche rilevanza, l'*homo loquens*. Il pianificatore paga un tributo costante allo *scribo, ergo sum*, mentre pone costantemente tra parentesi il *loquor, ergo sum*. Come ammette esplicitamente Einar Haugen⁴³, le politiche di pianificazione si sono fin dall'inizio orientate verso il polo scritto della diamesia, capovolgendo, in tal modo, e l'interesse delle scienze linguistiche e l'evoluzione ontogenetica, che sanciscono, per converso, la primazia speculativa e temporale del parlato sullo scritto. Lo standard orale è considerato dagli addetti ai lavori alla

³⁹ *Nuove parole dell'italiano dell'uso*, Torino, UTET, 2003, e *Nuove parole dell'italiano dell'uso 2*, Torino, UTET, 2007.

⁴⁰ Edoardo SANGUINETI (a cura di), *Supplemento 2004*, Torino, UTET, 2004; Edoardo SANGUINETI (diretto da), *Supplemento 2009*, Torino, UTET, 2009.

⁴¹ L'ultima disponibile è Nicola ZINGARELLI, *Dizionario della lingua italiana*, Bologna, Zanichelli, 2009.

⁴² Sergio Maria GILARDINO, *I walser e la loro lingua. Dal grande Nord alle Alpi. Profilo linguistico. Dizionario della lingua walser di Alagna Valsesia*, Alagna Valsesia-Magenta, Zeisciu, 2008.

⁴³ Einar HAUGEN, "Linguistics and Language Planning", in Id., *The Ecology of Language*, Stanford, Stanford University, 1972, pp. 159-190.

stregua di un *surplus* rispetto allo standard scritto; anche dal punto di vista operativo, se già non è facile imporre ad una comunità una lingua codificata scritta, ancora più ardua è l'accettazione di una lingua codificata orale, che sarà vista dalla gente come una sfida rivolta al dialetto della quotidianità. Appare però chiaro a tutti che una lingua che ha pochi parlanti, non dico di una varietà standard ma di un qualsiasi dialetto, difficilmente potrà avere un esercito di scriventi.

Gli studi dedicati al salvataggio delle lingue minacciate, almeno dall'importante monografia di Joshua Fishman⁴⁴ in avanti, hanno sempre più evidenziato la fondamentale importanza del momento della trasmissione intergenerazionale: se manca questo passaggio, è arduo supporre che la lingua in pericolo abbia i mezzi per sopravvivere. A conferma di ciò, nello sviluppare alcuni criteri per giudicare in quale misura le lingue di minoranza siano minacciate, Michael Krauss⁴⁵ ha preso in considerazione soltanto il fattore della trasmissione linguistica; e Tapani Salminen⁴⁶, applicando questi criteri al provenzale alpino, arriva a conferirgli un livello *b-*, con *b* che indica una lingua irrimediabilmente in pericolo e in declino, che ha sì superato la soglia base di vitalità, ma non è più parlata come lingua materna dai bambini in casa ed è usata a partire dalla generazione dei genitori (25-30 anni) (o, va da sé, da soggetti più anziani).

La situazione non è migliore oltralpe. Lo stesso Salminen⁴⁷ assegna alle varietà di occitano parlate nell'Esagono un livello da *c-* (alverniate, linguadociano, provenzale) a *c+* (guascone): se ne ricava l'immagine di una lingua severamente danneggiata e parlata soltanto dalle persone di mezza età, che i genitori non sono più in grado di insegnare ai figli. Il dato è confermato da M. Paul Lewis⁴⁸, il quale, in una scala da 0 (= lingua estinta) a 5 (= lingua pienamente vitale), attribuisce un punteggio medio di 2,5 all'unico dialetto occitano considerato, il guascone (i fattori impiegati per la valutazione sono i

⁴⁴ Joshua A. FISHMAN, *Reversing Language Shift. Theoretical and Empirical Foundations of Assistance to Threatened Languages*, Clevedon, Multilingual Matters, 1991.

⁴⁵ Michael KRAUSS, "Classification and Terminology for Degrees of Language Endangerment", in Matthias BRENZINGER (a cura di), *Language Diversity Endangered*, Berlin, de Gruyter, 2007, pp.1-8.

⁴⁶ Tapani SALMINEN, "Endangered Languages in Europe", in Matthias BRENZINGER (a cura di), *Language Diversity Endangered*, cit., pp. 205-232.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ M. Paul LEWIS, *Towards a categorization of endangerment of the world's languages*, 2005, <<http://www.sil.org.ilewlp/>>.

nove previsti dall'UNESCO⁴⁹). Analizzati e posti a confronto i risultati autovalutativi sull'uso di *patois* e piemontese in tre località occitanofone cisalpine (Exilles, Entracque, Prea/Fontane⁵⁰) con quelli sull'impiego del *patois* in quattro località occitanofone francesi (Bedous, Osse-en-Aspe, Aulus-les-Bains, Bethmale, di area guascona), Gaetano Berruto⁵¹ giunge alla conclusione che le due situazioni sono in larga misura sovrapponibili (regressione e uso quasi esclusivamente *in-group* dell'occitano; rapporto tra spopolamento e decadenza, e potenziale morte, della lingua), ma con una differenza non marginale: in Francia, nonostante nessun codice oltre alla lingua nazionale insidi il *patois*, le cifre relative all'occitanofonia mostrano valori più bassi rispetto alla Galloromania piemontese.

Un quadro non consolante, al di qua e al di là della Alpi, che getta un'ombra sinistra sulla trasmissione intergenerazionale della lingua.

5. Vuoto sociolinguistico

Come avrete notato, nei lavori ora citati il fuoco è sul parlante (e non sullo scrivente). Chi giudica e descrive una realtà (socio)linguistica ha ben presente la categoria del parlante, la quale è invece trascurata da chi vuole puntare, fin da subito, ai gradi più alti della rivitalizzazione, senza che si sia prima consolidato un regime di diglossia (ovvero la presenza nel repertorio di due codici funzionalmente differenziati, uno alto, destinato solo agli usi formali, e uno basso, destinato solo agli usi informali). Quello di puntare *ex abrupto* all'empireo della rivitalizzazione è stato l'errore commesso da Sumien, che sembra colpevolmente ignorare la "verità effettuale" dell'occitano del III millennio; mi permetto di dire "colpevolmente"

⁴⁹ Nell'ordine: 1) trasmissione intergenerazionale della lingua; 2) numero assoluto di parlanti; 3) proporzione di parlanti in rapporto al totale della popolazione; 4) perdita di domini d'uso; 5) risposta ai nuovi domini e media; 6) materiali per l'educazione linguistica e l'alfabetizzazione; 7) atteggiamenti e politiche linguistiche a livello istituzionale e governativo; 8) atteggiamenti dei membri della comunità verso la lingua; 9) quantità e qualità della documentazione. Cfr. *Language vitality and endangerment*, Paris, Unesco, 2003, <<http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/00120-EN.pdf>>.

⁵⁰ Si tratta di due frazioni dei comuni, rispettivamente, di Roccaforte Mondovì e di Frabosa Soprana.

⁵¹ Gaetano BERRUTO, "Nugae di sociolinguistica della Galloromania piemontese", in Hans-Rudolph NÜESCH (a cura di), *Mélanges de linguistique offerts à Jakob Wüest*, Tübingen, Narr, in stampa.

perché il sottotitolo della sua opera parla di *nouvel enjeu sociolinguistique*, ma che cosa sia questa nuova posta sociolinguistica non è semplice capire. Lo studioso francese manifesta un rapporto problematico con la teoria sociolinguistica, a cominciare dalla nozione di *standardisation pluricentrique*, la quale non è imparentata, se non molto superficialmente e a differenza di quanto Sumien dà a credere, con i *pluricentric languages* descritti da Michael Clyne⁵². Questi ultimi sono codici che godono di standard differenziati in Stati diversi, mentre nel caso dell'occitano la dimensione dello standard può essere regionale, o tutt'al più sovregionale; una vicinanza maggiore è senz'altro ravvisabile rispetto al concetto di polinomia⁵³, e in particolare a quello, apparentemente ossimorico, di polinomia con standardizzazione⁵⁴, per discutere il quale manca qui lo spazio.

«Vaincre la diglossie» è lo scopo denunciato *coram populo* da Sumien⁵⁵; ed è un obiettivo alquanto curioso, visto che ci troviamo in un contesto di incipiente sostituzione di lingua, in cui il conseguimento di un regime di diglossia generalizzato sarebbe già una grande vittoria. Un conto è confrontarsi con una diglossia diffusa, in cui cioè l'intera comunità padroneggia i due codici, altro conto è confrontarsi con una diglossia a macchia di leopardo, sbrindellata, che non è patrimonio della comunità, bensì di un numero esiguo e declinante di individui⁵⁶. Il secondo caso sembra

⁵² Michael CLYNE (a cura di), *Pluricentric Languages: Differing Norms in Different Nations*, Berlin-New York, Mouton de Gruyter, 1992.

⁵³ Si vedano Jean-Baptiste MARCELLESI, "La définition des langues en domaine roman: les enseignements à tirer de la situation corse", in *Actes du 17. Congrès international de linguistique et philologie romanes*, Aix-en-Provence-Marseille, Université de Provence, V, 1984, pp. 307-314, e Jean CHIORBOLI (a cura di), *Les langues polynomiques*, Corte, Université de Corse, 1990.

⁵⁴ Vittorio DELL'AQUILA, "L ladin dolomitan: proposte de svilup", in *Quaderni di semantica*, 1-2, 2006, pp. 253-276.

⁵⁵ Domergue SUMIEN, *La standardisation pluricentrique*, cit., p. 152.

⁵⁶ Duole tuttavia ammettere che le opinioni sul numero di parlanti del provenzale cisalpino divergono in modo significativo: i circa 100 mila parlanti (anno 1990) proposti da M. Paul LEWIS (*Ethnologue: Languages of the World*, Dallas, SIL International, 2009; <<http://www.ethnologue.com>>) possono, in base alle valutazioni più generose, salire a 200 mila (Tullio TELMON, "Aspetti sociolinguistici delle eteroglossie in Italia", in Luca SERIANNI - Pietro TRIFONE (a cura di), *Storia della lingua italiana, III. Le altre lingue*, Torino, Einaudi, 1994, pp. 923-950) oppure, secondo le stime più severe, scendere a 50 mila (<<http://www.uoc.es/euromosaic/>>) o addirittura a 40 mila (Fiorenzo Toso, *Lingue d'Europa. La pluralità linguistica dei Paesi europei fra passato e presente*, Milano, Baldini Castoldi Dalai, 2006, p. 132). Si consideri, per meglio commisurare la credibilità dei numeri, che l'area interessata dovrebbe oggi contare, a un di presso, 180 mila residenti (ma anche quest'ultima cifra, fornita da

bene attagliarsi al quadro sociolinguistico dell'occitano, in cui, seguendo la lezione di Fishman, la diglossia non solo non andrebbe osteggiata, ma perseguita e rafforzata, in attesa di tempi (e di politiche) migliori. Sumien⁵⁷ caldeggia, di par suo, un inafferrabile bilinguismo cognitivo, che viene interpretato da Blanchet⁵⁸ come la volontà di sostituire l'occitano al francese nel ruolo di lingua di cultura; credo invece che Sumien miri ad una sorta di bilinguismo comunitario, in cui il codice basso, l'occitano, si trasformi in codice alto, non al posto del francese, ma al suo fianco. Il modello è costituito dal catalano, ma il pianificatore dimentica che la lingua dei vicini ha beneficiato di una tradizione ininterrotta dal Medioevo ad oggi ed è stata sostenuta da una forte spinta ideologica, popolare ed economica⁵⁹, ciò che manca totalmente all'occitano.

Ogni intervento di pianificazione, per non trasformarsi in un puro esercizio intellettuale, deve necessariamente poggiare su un'indagine circa le competenze e gli usi linguistici della comunità, al fine di ricostruirne correttamente il repertorio; si scoprirebbe allora, sia ricordato *en passant*, che il concetto di diglossia (diffusa o meno) non è il migliore dei concetti possibili per delineare il rapporto tra occitano, da un lato, e francese oppure italiano e piemontese, dall'altro (si veda più avanti). Nello stesso tempo, verrebbe molto a vantaggio se, accanto al rilievo sull'uso linguistico, si affiancasse un carotaggio su ciò che la comunità effettivamente desidera e pensa: quali sono cioè gli atteggiamenti verso il codice di minoranza e come l'introduzione di una varietà codificata *extra* o *super partes* verrebbe vissuta. Di tutte queste informazioni il pianificatore dovrebbe tenere gran conto, per meglio tarare la propria opera e per evitare che essa si trasformi in un progetto troppo marcatamente idealistico⁶⁰. Sumien

<<http://www.uoc.es/euromosaic/>>, andrebbe sottoposta ad attenta verifica; cfr., ad esempio, Fiorenzo Toso, *Lingue d'Europa*, cit., che quantifica gli abitanti del Piemonte occitanofono in appena 80 mila unità). Riguardo all'insieme delle parlate occitaniche del Midi, i dati sono più omogenei – 2 milioni di parlanti (1,94 milioni, per l'esattezza: M. Paul LEWIS, *Ethnologue*, cit.) su un totale di circa 13 milioni di abitanti (nel 1990: <<http://www.uoc.es/euromosaic/>>) –, ma comunque passibili di correzioni verso il basso.

⁵⁷ *Ibi*, p. 52.

⁵⁸ Philippe BLANCHET, recensione a Domergue SUMIEN, "La standardisation pluricentrique", cit., in *Glottopol*, 11, 2008, pp. 171-180.

⁵⁹ Cfr. Christina Bratt PAULSTON, "Catalan and Occitan: comparative test cases for a theory of language maintenance and shift", in *International Journal of the Sociology of Language*, 63, 1987, pp. 31-62, e Kathryn PRIEST, "Oc-lite: Why aren't the Occitans more like the Catalans?", in *Sociolinguistica*, 22, 2008, pp. 140-156.

⁶⁰ Qui e più avanti, utilizzo *idealistico* nel senso (non filosofico) di "ideologico", sulla falsariga di Johan VAN HOORDE, "Rituale o funzionale? Paradigmi della politica

elude questi principi di validazione, dettati peraltro dal senso comune, e vagheggia un *occitan estandard* sospeso in una sorta di vuoto sociolinguistico, che trae conforto e vigore da un intervento di prodigioso *corpus-planning* e dalle ambizioni legate allo *status* futuro (realizzabili?).

6. Che fare?

La pianificazione linguistica non è soltanto incentrata su *corpus* e *status*. Esiste infatti una terza attività, nota come *acquisition-planning*, che si intreccia e in parte si sovrappone alle altre due; con essa «si definisce l'insieme di interventi pubblici che mirano ad aumentare il numero degli utenti potenziali di una lingua»⁶¹. L'*acquisition planner* può lavorare di concerto e in parallelo con il *corpus-planner* e lo *status-planner* e l'importanza del suo ruolo è destinata a crescere nei contesti sociolinguistici in cui il numero dei parlanti attivi è in forte declino, com'è il caso dell'area occitana. Prima fermare lo smottamento, poi avviare la ricostruzione: questo è l'adagio che sempre dovrebbe tenere a mente il pianificatore, nella consapevolezza che l'agire altrimenti equivarrebbe ad edificare una casa, bella e dotata di tutti i comfort, su un terreno infido, inutilmente rischioso.

In seguito all'attuazione della legge 482/99, molte sono state le iniziative intraprese da Comuni, Comunità e Associazioni sul territorio piemontese. Telmon e Ferrier⁶² elencano le principali azioni presentate negli ultimi anni, che vanno dalla creazione di sportelli linguistici, dedicati alla traduzione, alla progettazione e al coordinamento di corsi e lezioni tematiche, al finanziamento di pubblicazioni (dizionari, opuscoli, raccolte di proverbi e modi di dire, ecc.); dalla promozione di manifestazioni e iniziative storico-culturali all'allestimento di musei etnografici. Tutte attività lodevoli, che non hanno portato ad un incremento del numero degli utenti reali della lingua (le iniziative indirizzate a promuovere la lingua di minoranza sono spesso discontinue e godono di una buona ricezione solo da

linguistica e contributo della ricerca linguistica", in *Lingue, istituzioni, territori, Riflessioni teoriche, proposte metodologiche ed esperienze di politica linguistica*, Roma, Bulzoni, 2005, pp. 15-32.

⁶¹ Gabriele IANACCARO e Vittorio DELL'AQUILA, *La pianificazione linguistica*, cit., p. 133.

⁶² Tullio TELMON - Consuelo FERRIER, "Le minoranze linguistiche piemontesi nel 2006", in *Le lingue del Piemonte*, Torino, IRES Piemonte, 2007, pp. 7-60.

parte di coloro che hanno una buona competenza attiva del codice minoritario e già lo coltivano in vario modo), ma che hanno contribuito a creare un nuovo atteggiamento nei confronti di alcuni dei dialetti oggetto di difesa. La mia impressione è che oggi, nelle valli occitanofone del Piemonte, il repertorio stia evolvendo in un tipo simile allo schema dilalico A2 illustrato da Dal Negro e Iannàccaro⁶³, nel quale il codice alto, l'italiano, è anche usato nella conversazione quotidiana, e i codici bassi, l'occitano e il piemontese, a cui sono precluse le funzioni formali, risultano in declino di parlanti; uno dei due codici, l'occitano nella fattispecie, si prospetta tuttavia in espansione di *status*. Gioverà ad ogni modo ricordare che, pur nel quadro di generale contrazione proprio dell'area occitanica, il piemontese resta la prima lingua locale conosciuta per il 53,9% degli informatori dell'indagine IRES (anno 2005), mentre il provenzale cisalpino gode della stessa qualifica soltanto nel 39,4% dei casi⁶⁴. Più complessa ancora è la situazione repertoriale delle Valli Valdesi, che presentano due codici nel polo alto, italiano e francese, con il primo che viene normalmente usato nella conversazione quotidiana e il secondo che, lingua di identità confessionale e culturale, è oggi confinato quasi esclusivamente al dominio familiare di un numero sempre più ristretto di famiglie (il 10% circa, in base ad una stima non recentissima⁶⁵), e i codici nel polo basso, l'occitano e il piemontese (torinese), che ripropongono il quadro testé schizzato. Se il rapporto tra l'italiano e i codici del polo basso è di indubbia dilalia, appare più sfumata la relazione tra il francese, per un verso, l'occitano e il piemontese, per l'altro. La lingua d'Oltralpe, infatti, può essere sì impiegata nel parlato conversazionale, ma, a differenza di quanto succede per l'italiano, assai di rado in sovrapposizione funzionale con i dialetti gallo-romanzo e/o gallo-italico; lo *status* alto del francese, che è comunque da considerarsi sociolinguisticamente inferiore rispetto all'italiano, è oggi più potenziale (e legato al

⁶³ Silvia DAL NEGRO e Gabriele IANNACCARO, "Qui parliamo tutti uguale, ma diverso". *Repertori complessi e interventi sulle lingue*, in *Ecologia linguistica*, atti del 36° Congresso internazionale di studi (Bergamo, 26-28 settembre 2002), Roma, Bulzoni, 2003, pp. 431-450.

⁶⁴ Enrico ALLASINO, *La diffusione delle parlate in Piemonte*, in *Le lingue del Piemonte*, cit., pp. 61-89. Cfr. anche ID., "Le lingue del Piemonte: diffusione e uso", in Albina MALERBA (a cura di), *Quem tu probe meministi*, studi e interventi in memoria di Gianrenzo P. Clivio, Torino, Centro Studi Piemontesi, 2009, pp. 21-41.

⁶⁵ Tullio TELMON, "Aspetti sociolinguistici delle eteroglossie in Italia", cit.

prestigio al di fuori della comunità) che non reale⁶⁶.

Il modello ideale (non idealistico!) per migliorare la competenza nella lingua di minoranza, incentivarne l'uso sociale e aumentarne nel contempo il prestigio è il *Catherine Wheel Model* di Michael Strubell⁶⁷. È una proposta che pone l'individuo-consumatore al centro di ogni cambiamento sociale democraticamente inteso e prevede sei modalità di sviluppo: 1) se ci sono più persone che imparano una lingua, 2) crescerà la richiesta di prodotti e servizi in quella lingua, che 3) porterà ad una maggiore disponibilità di quei prodotti e di quei servizi; 4) il loro accresciuto consumo condurrà ad 5) un incremento nella percezione dell'utilità della lingua, che causerà 6) una maggiore motivazione al suo apprendimento e al suo uso. Tutto questo indurrà 1) più persone ad imparare la lingua, ecc. ecc. Si tratta, in condizioni ottimali, di un *perpetuum mobile*, di una rotazione incessante che tocca a turno i vari *steps*, non importa quale sia il punto di avvio; in condizioni non ottimali, come è spesso il caso, possono intervenire degli ostacoli. Ad esempio, quando aumenta il numero di apprendenti di una lingua, ma il tasso di natalità è basso o l'emigrazione cospicua, allora la crescita della richiesta di prodotti e di servizi in tale lingua è messa in serio pericolo; allo stesso modo, se è maggiore la motivazione ad imparare e usare una lingua, ma mancano i materiali didattici e/o i corsi istituiti alla bisogna sono insufficienti, è inutile sperare in un incremento degli apprendenti.

Spero, con questa rapida carrellata, di aver messo in luce alcune criticità del rapporto tra pianificatore e "verità effettuale": un confronto che, in molti casi, non ha nemmeno la ventura di manifestarsi. Le politiche idealistiche, ancorate alla triade Popolo, Lingua, Identità⁶⁸ e nutrite nel mito delle culture "ancestrali", danno spesso la stura a progetti sovradimensionati, volti più a titillare l'ego del pianificatore-demiurgo che a perseguire il bene linguistico della comunità; il rischio più prossimo è quello di giungere alla creazione di

⁶⁶ Sui repertori delle valli occitaniche, si vedano Tullio TELMON, "Aspetti sociolinguistici delle eteroglossie" in Italia, cit., e Gaetano BERRUTO, "*Nugae* di sociolinguistica", cit. .

⁶⁷ Michael STRUBELL, "Minorities and European Language Policies", in Peter Hans NELDE - Rosita RINDLER-SCHJERVE (a cura di), *Minorities and Language Policies*, St. Augustin, Asgard, 2001, pp. 45-58, e ID., "Catalan a Decade Later", in Joshua A. FISHMAN (a cura di), *Can threatened languages be saved?*, Clevedon, Multilingual Matters, 2001, pp. 260-283.

⁶⁸ Johan VAN HOORDE, *Rituale o funzionale?*, cit.

un nuovo codice ("glottopoiesi"⁶⁹), il quale avrà poco o nulla a che spartire con la lingua minacciata. Un approccio realistico, per contro, può condurre a progetti equilibrati, rispondenti alle esigenze del parlante (e in seconda istanza dello scrivente), ma, proprio per questo motivo, meno reboanti e seducenti. Meglio le grandi traversate dell'idealismo o il piccolo cabotaggio del realismo? L'ultima parola andrà accordata non già ai timonieri, bensì agli utenti del servizio, che dovranno soppesare con attenzione e saggezza costi e benefici delle grandi traversate e del piccolo cabotaggio, ben consapevoli del fatto che, una volta lasciato il porto, l'approdo può essere distante, e la rotta del ritorno costellata di insidie.

⁶⁹ Riccardo REGIS, "Pianificando una lingua: dalla standardizzazione alla glottopoiesi", in *LIDI-Lingue e Idiomi d'Italia*, 6, in stampa.

Le miniere sarde: da luogo di lavoro a luogo della memoria e dell'identità. Il caso del Sarrabus-Gerrei

Sebastiana Nocco

L'attività mineraria in Sardegna ha origini molto lontane; il suo inizio è collocabile almeno nel 6.000 a.C., quando abili artigiani intrapresero lo sfruttamento dell'ossidiana del Monte Arci, nella provincia di Oristano. La pregiata materia prima, estratta in area mediterranea solo in pochi siti, fu oggetto di un fiorente commercio tra Sardegna, Corsica, Toscana, Liguria, Francia meridionale e Catalogna. Le ricchezze metallifere dell'isola attirarono altresì le attenzioni dei primi colonizzatori, in un continuo avvicinarsi di popoli dall'antichità fino al secolo appena trascorso¹.

In alcune zone dell'isola l'attività estrattiva ha avuto una durata e una rilevanza tali da trasformare in modo profondo e irreversibile il tessuto economico e sociale e da segnare in modo indelebile il territorio, dando origine ad un particolare tipo di paesaggio culturale: il paesaggio minerario.

L'impiantarsi su scala industriale dell'attività mineraria, infatti, oltre a introdurre modi di produzione prima di allora sconosciuti, ha determinato grandi trasformazioni territoriali con la rapida nascita di nuovi manufatti: le fabbriche e le strutture ad esse funzionali.

A partire dalla seconda metà dell'Ottocento le miniere sarde vennero dotate di impianti, soprattutto fonderie, basati su tecnologie d'avanguardia che costituivano centri di sperimentazione di nuovi sistemi di produzione, lavorazione e trasformazione dei minerali a livello nazionale.

¹ Nella seconda metà del Novecento sono stati condotti importanti studi sull'attività mineraria in Sardegna, tra cui: Luigi BULFERETTI, "Le miniere sarde alla metà del secolo XVIII", in *Studi storici in onore di Francesco Loddo Canepa*, Firenze, Sansoni, 1959, vol. I, pp. 65-86; Maria Stella ROLLANDI, *Miniere e minatori in Sardegna*, Cagliari, Della Torre, 1981; Francesco MANCONI (a cura di), *Le miniere e i minatori della Sardegna*, Cagliari, Silvana Editoriale, 1986; Tatiana KIROVA (a cura di), *L'uomo e le miniere in Sardegna*, Cagliari, Della Torre, 1993; Sandro MEZZOLANI - Andrea SIMONCINI, *Storia, paesaggi, architetture delle miniere. Il Parco Geominerario della Sardegna*, 2^a ed. Nuoro, Archivio Fotografico Sardo, 2001 (1^a ed. Nuoro, 1993).

I lavori, condotti da abili ingegneri, si svolsero su grandissima scala. Furono realizzate lunghe gallerie di ribasso munite di ferrovie e grandi pozzi ai quali venivano applicate, ove necessario, macchine a vapore. Presso le principali miniere vennero impiantate anche grandi laverie meccaniche al fine di cernere ed arricchire i minerali grezzi².

A queste opere si aggiunsero ben presto preziose infrastrutture, quali ponti, strade, ferrovie, dighe, acquedotti, cabine per la produzione di energia elettrica. Nelle aree più vicine alle coste vennero predisposti scali portuali per l'imbarco delle materie prime estratte, che venivano inviate nella penisola o all'estero per le fasi successive di lavorazione. Poco distante, a "bocca di miniera", sorgevano i villaggi operai³.

Questi, il cui miglior esempio in Italia è considerato Crespi d'Adda (non a caso inserito dal 1995 nella World Heritage List dell'UNESCO), si caratterizzavano per la presenza al loro interno delle infrastrutture necessarie ad elevare moralmente e materialmente le condizioni dei lavoratori e delle loro famiglie, garantendo assistenza sanitaria, sociale e spirituale, istruzione elementare, assistenza all'infanzia, strutture per il tempo libero, refettori, mense, casse di previdenza, bagni e lavatoi, luce, fogne, strade⁴.

È evidente come nei villaggi situati nei pressi delle grandi aree urbane italiane ed europee queste strutture fossero il riflesso di quelle esistenti nelle città, ma per molte comunità l'incontro con la modernità avvenne proprio grazie alla fabbrica o alla miniera, come nel caso della Sardegna, per la prima volta a contatto con realtà del tutto estranee e nuove, che posero i piccoli centri minerari all'avanguardia rispetto al restante territorio isolano e talvolta anche alle città.

² Quintino SELLA, *Sulle condizioni dell'industria mineraria nell'isola di Sardegna. Relazione alla Commissione parlamentare d'inchiesta*, a cura di Francesco MANCONI, Nuoro, Ilisso, 1999 (1^a ed. Firenze, Tipografia Eredi Botta, 1871).

³ Sandro MEZZOLANI - Andrea SIMONCINI, *Storia, paesaggi*, cit., pp. 48-59. Sulla costruzione di nuove vie di comunicazione legate all'attività mineraria cfr. anche Paolo LALLAI, "Strade, ferrovie e miniere in Sardegna", in *L'uomo e le miniere*, cit., pp. 113-114.

⁴ Sulla fondazione e il ruolo dei villaggi operai in Italia e in Europa tra Ottocento e Novecento si veda il volume miscelaneo *Villaggi operai in Italia*, Torino, Einaudi, 1981. Su Crespi d'Adda, oltre ai saggi alle pp. 111-126 e 187-199 del volume appena citato, cfr. "Crespi d'Adda. L'opificio e il villaggio operaio", in *Il patrimonio dell'umanità. Tesori salvati e da salvare con l'elenco dei siti*, Milano, Touring Club Italiano, 2004, pp. 24-25. Si veda anche Stefano Musso (a cura di), *Tra fabbrica e società. Mondi operai nell'Italia del Novecento*, Milano, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 1999.

Gli insediamenti minerari sardi sorgono in ambienti generalmente disabitati, lontani dai preesistenti insediamenti rurali, e risultano programmati in funzione delle esigenze aziendali, le cui forme di organizzazione anche gerarchiche si manifestano poi nelle gerarchie abitative interne al villaggio stesso. Essi sono, così come le miniere cui sono annessi, espressione di un'impresoria non autoctona, che ha importato i propri stili di vita e i propri gusti anche nell'elaborazione dei modelli residenziali, introducendo elementi culturali estranei alla realtà isolana⁵.

Aspetti formali e stilistici tipici dell'architettura colta tra Ottocento e Novecento trovano dunque applicazione anche negli edifici legati all'attività mineraria della Sardegna, sia in quelli pubblici o di residenza, sia in quelli destinati a funzioni produttive, allineandosi con le tendenze che caratterizzano gli altri villaggi operai dell'epoca.

Particolare cura veniva riservata pertanto alla palazzina della direzione – l'edificio che più di qualsiasi altro doveva mantenere alta l'immagine della società proprietaria –, generalmente ville sontuose nelle quali è evidente la ricerca del dettaglio funzionale e ornamentale. Altro edificio di pregio estetico è inoltre la chiesa, con frequenti richiami allo stile gotico. Gli immobili di uso collettivo come scuole, ospedali, spacci, cantine, stazioni ferroviarie, sono invece caratterizzati dalla prevalenza degli aspetti funzionali su quelli decorativi, ma sono ugualmente impreziositi da cornici, archi, volute attinti al repertorio classico⁶.

Questi fabbricati, grazie anche ai solidi materiali utilizzati, hanno resistito all'usura del tempo e si contrappongono ancora oggi ai ruderi degli alloggi operai, di qualità inferiore e senza pregio estetico, riflettendo un'organizzazione spaziale che è espressione dei rapporti di potere esistenti all'interno della comunità⁷.

I segni della civiltà industriale, proprio per l'imponenza delle opere cui diedero origine, si affiancarono e si sovrapposero ben presto agli altri elementi del paesaggio originario, portando al completo sover-

⁵ Cfr. Pasquale MISTRETTA - Mario LO MONACO, "Gli habitat minerari in Sardegna", e-stratto dal *Bollettino dell'Ente Minerario Sardo*, 1974; Anna SAIU DEIDDA, "Origine e sviluppo degli insediamenti minerari in Sardegna" e Franco MASALA, "Architetture minerarie in Sardegna fra revivals ed eclettismo", entrambi in *L'uomo e le miniere*, cit., pp. 89-102 e pp. 115-126.

⁶ Maria Bonaria LAI - Patricia OLIVO - Giuseppina USAI (a cura di), *Eclettismo e miniere: riflessi europei nell'architettura e nella società sarda tra '800 e '900* (catalogo della mostra), Cagliari, Soprintendenza Archivistica per la Sardegna, 2004.

⁷ Sono aspetti rilevabili in qualsiasi villaggio operaio e che a Crespi d'Adda hanno la loro massima espressione nel cimitero.

timento delle caratteristiche originarie del territorio e alla nascita di un paesaggio totalmente artificiale, come nel caso del paesaggio minerario sardo⁸.

La chiusura della maggior parte delle miniere sarde, avvenuta in varie fasi nel corso del Novecento, e il conseguente allontanamento delle strutture economico-produttive ha favorito, anche per queste aree, il passaggio verso l'inedita dimensione di patrimonio culturale da conservare.

Solo recentemente, infatti, grazie alla nuova sensibilità maturata nella collettività verso il recupero dei luoghi del lavoro, si è tentato di individuare nuove possibilità di crescita e sviluppo nella rivalorizzazione a scopo produttivo e in particolare turistico delle strutture industriali e insediative originate dall'industria mineraria⁹.

«Con i propri segni, infatti, la collettività caratterizza il proprio territorio e si radica in esso esaltando il "senso di appartenenza" che consente agli uomini di riconoscersi e di identificarsi nei "luoghi" dove le stratificazioni sedimentate nel tempo consentono la continuità dell'identità storica proponendone innovative manifestazioni»¹⁰.

⁸ Isabella ZEDDA MACCIÒ, "Le miniere in Sardegna: dall'ambiente naturale al paesaggio minerario", in *L'uomo e le miniere*, cit., pp. 79-88.

⁹ Fin dagli anni Ottanta del secolo scorso il Touring Club Italiano, da sempre attento nei confronti del paesaggio e dei suoi beni culturali, ha promosso una campagna di divulgazione e sensibilizzazione sulle problematiche connesse al recupero dei luoghi del lavoro. Ci riferiamo in particolare ai volumi: *Campagna e industria. I segni del lavoro*, Milano, Touring Club Italiano, 1981 e Antonello NEGRI - Gianni BERENGO GARDIN, *Archeologia industriale: monumenti del lavoro fra 18° e 20° secolo*, Milano, Touring Club Italiano, 1983. Tra i lavori più recenti si vedano invece Massimo PREITE - Gabriella MACIOCCO, *Da miniera a museo: il recupero dei siti minerari in Europa*, Firenze, Alinea, 2000; Laura FAUSTINI - Elisa GUIDI - Massimo MISITI (a cura di), *Archeologia industriale: metodologie di recupero e fruizione del bene industriale*, atti del Convegno (Prato, 16-17 giugno 2000), Firenze, Edifir, 2001 (in particolare Patrizia CHIERICI, "La fabbrica come documento materiale: un progetto di conoscenza", pp. 23-26); Massimo PREITE - Gabriella MACIOCCO - Sauro MAMBRINI, *Archeologia industriale in Amiata, il recupero del patrimonio minerario, la bonifica del Sile e la costruzione del parco*, Firenze, Alinea, 2002; Tiziano MANNONI, *Archeologia della produzione*, Torino, Einaudi, 2003; Ivan TOGNARINI - Angelo NESTI, *Archeologia industriale: l'oggetto, i metodi, le figure professionali*, Roma, Carocci, 2003; Patrizia CHIERICI (a cura di), *Fabbriche, opifici, testimonianze del lavoro. Storia e fonti materiali per un censimento in provincia di Cuneo*, Torino, CELID, 2004; Giovanni DELLI ZOTTI, *La miniera delle appartenenze. Viaggio nella comunità di Cave del Predil*, Milano, Franco Angeli, 2005; Massimo PREITE (a cura di), *Paesaggi industriali del Novecento. Siderurgia e miniere nella Maremma Toscana*, Firenze, Polistampa, 2006.

¹⁰ Maria MAUTONE, "Il paesaggio tra identità e territorialità", in *Bollettino della Società Geografica Italiana*, Serie XII, vol. IV (1999), pp. 331-338: 335.

La promozione di uno spazio a "luogo" della memoria e dell'identità si attiva con una serie di processi mentali attraverso cui una collettività, in un determinato momento storico, stabilisce di attribuire valore simbolico ai segni che sono stati quotidianamente impressi nel proprio territorio, affidando ad essi il ruolo di testimoni della propria identità¹¹. Questo processo, generalmente, non riguarda quei manufatti artistici o monumentali che possiedono caratteristiche di qualità eccezionale, ma una più ampia categoria di beni culturali intesi come «qualunque testimonianza dell'evoluzione materiale o spirituale dell'uomo e del suo sviluppo civile»¹², come manifestazione della cultura nel senso più ampio del termine¹³. Tale interpretazione può essere applicata ed estesa al territorio nel suo complesso¹⁴, bene culturale ascrivibile in gran parte al cosiddetto "patrimonio banale", privo di caratteri eccezionali e originali e soggetto ancora a banali pratiche d'uso¹⁵. A differenza dei beni culturali rispondenti alla più antica e tradizionale concezione del termine, l'elezione dell'intero territorio a bene culturale complesso passa, come detto, attraverso un "processo di costruzione sociale del patrimonio culturale collettivo"¹⁶. Esso si avvia nel momento in cui una società, mutando la propria scala di valori, stabilisce di promuovere elementi territoriali "deboli" allo stato forte di "beni culturali", stabilendo di conservare oggi quei luoghi dai quali un tempo si rifugiava (come ad esempio quelli del lavoro), scelta che pertanto può essere soggetta a modifiche col trascorrere del tempo¹⁷.

¹¹ Costantino CALDO, "Monumento e simbolo. La percezione geografica dei Beni Culturali nello spazio vissuto", in Costantino CALDO - Vincenzo GUARRASI (a cura di), *Beni culturali e geografia*, Bologna, Pàtron, 1994, pp. 15-30.

¹² Domenico RUOCO, "Beni culturali e geografia", in *Studi e ricerche di geografia*, II, fasc. I, 1979, p. 1-19: 4.

¹³ Costantino CALDO, *Monumento*, cit., p. 17.

¹⁴ Fiorella DALLARI, "I beni culturali, elemento di strategia territoriale. Un nuovo progetto geografico", in Costantino CALDO (a cura di), *Geografia e beni culturali*, *Geotema*, 4 (1996), pp. 89-96; Isabella ZEDDA MACCIÒ, "Progettare il passato: la geografia storica per i beni culturali", in *Geografia e didattica*, atti del XXXIX Convegno Nazionale AIIG (Quartu Sant'Elena, 1996), Cagliari, CUEC, 1998, pp. 53-69.

¹⁵ Ola SÖDERSTRÖM, "I beni culturali come risorse sociali di progetti territoriali", in *Beni culturali e geografia*, cit., pp. 31-38.

¹⁶ Fiorella DALLARI, "I beni culturali", cit., p. 90.

¹⁷ Isabella ZEDDA MACCIÒ, "Territorio storico e patrimonio culturale", comunicazione presentata al Convegno Internazionale di studio Paesaggio minerario *Origini, significato, prospettive di recupero nella cornice dei paesaggi culturali* (Cagliari, 7-8 ottobre 1999); Maria MAUTONE, "L'approccio geografico per la valorizzazione del patrimonio culturale", in EAD. (a cura di), *I beni culturali. Risorse per l'organizzazione del territorio*, Bologna, Pàtron, 2001, pp. 9-16.

Diviene così possibile attivare «nuove costruzioni di senso sul territorio»¹⁸ a partire dal recupero e dalla valorizzazione – attraverso il riuso –, del patrimonio culturale inteso come veicolo per il recupero della memoria storica della collettività nei confronti della perdita di identità e di legame con i luoghi. Il territorio storico-culturale entra dunque a far parte di un progetto strategico di sviluppo nel quale i beni culturali sono «parte di progetti d'azione»¹⁹ il cui presupposto è la diversità, intesa come risposta locale al processo globale e come capacità di comunicare le ragioni e i valori locali nel linguaggio globale. Si crea in tal modo un nuovo sistema territoriale locale che trova il proprio punto di forza nell'esaltazione dei caratteri peculiari dei luoghi, con anche la possibilità, per la comunità radicata in quel territorio, di ricostruire con la propria terra quei legami che la modernità ha affievolito o dissolto²⁰.

Da tutto ciò emerge pertanto l'esigenza di una nuova progettualità territoriale che, prestando la dovuta attenzione al territorio storico nella sua globalità, dia un valido contributo ai processi di organizzazione del territorio e soprattutto di "riterritorializzazione" dei processi produttivi, arrivando a comprendere la riattivazione di aree dismesse, secondarie o dipendenti da regioni dominanti, attraverso l'introduzione di funzioni nuove e innovative²¹.

Grande attenzione, perciò, viene oggi riservata anche ai paesaggi paleo-industriali (tra i quali quello minerario, oggetto della nostra indagine), che accumulano in spazi ristretti numerose e importanti informazioni sulle diverse pratiche di attivazione delle risorse. La progressiva perdita del significato produttivo del territorio/paesaggio, l'allontanamento da esso delle strutture economiche, determina, infatti, la dimensione inedita di patrimonio culturale da conservare²².

Un passaggio molto delicato, che richiama direttamente in causa la dimensione progettuale della geografia e la sua capacità di interpretare «ciò che di nuovo sta emergendo dal territorio» e di intervenire

¹⁸ Silvia GADDONI, "Beni culturali e sistema territoriale locale. Un progetto per la città metropolitana di Bologna", in *Geotema*, 4, cit., pp. 97-108: 97.

¹⁹ Ola SÖDERSTRÖM, "I beni culturali", cit., p. 38.

²⁰ Silvia GADDONI, *Beni culturali*, cit., pp. 97, 102; Fiorella DALLARI, "I beni culturali", cit., pp. 91-92; Maria MAUTONE, "Il paesaggio", cit., pp. 335-338.

²¹ Fiorella DALLARI, "I beni culturali", cit., pp. 90-91.

²² Massimo QUAINI, "Attraversare il paesaggio: un percorso metaforico nella pianificazione territoriale. Osservazioni in margine alla relazione di Paolo Castelnuovi e all'esperienza di pianificazione che si va facendo in Liguria", in *Il senso del paesaggio*, contributi pervenuti al Seminario Internazionale (Torino, 8-9 maggio 1998), pp. 185-198 (pré-prints), ora pubblicato negli Atti a cura di Paolo CASTELNOVI, Torino, IRES, 2000.

per imprimere ai processi una direzione piuttosto che un'altra²³. Intervento, questo, che deriva dall'intrinseca attitudine geografica a leggere la storia del territorio e ricostruire il suo misterioso passato progettuale, intuibile attraverso testimonianze frammentarie e segni labili.

La proposta della geografia storica di applicare all'analisi spazio-temporale delle strutture territoriali la *landscape archaeology* e il metodo regressivo, grazie all'approccio diretto alla scala 1:1 consente di individuare nelle configurazioni attuali del paesaggio il sovrapporsi continuo delle diverse organizzazioni territoriali nel corso del tempo²⁴.

Quali sono allora le strategie per convivere con i paesaggi/beni culturali? Come reinserirli nel territorio e nei processi di produzione dello spazio geografico senza interrompere la loro capacità di trasmettere le informazioni storico-culturali in essi contenute e disseminate negli spazi dell'attualità? Se si vuole garantire l'avvenire dei paesaggi occorre saper governare il loro divenire attraverso un progetto sapiente, basato sulla ricostruzione dei loro molti passati, perché una pianificazione errata potrebbe depauperare materialmente e semanticamente il territorio²⁵.

Tra le tante soluzioni possibili, accogliamo la proposta di Massimo Quaini di una pianificazione basata sul concetto geostorico di paesaggio, frutto di una lettura locale e microstorica fondata sul concetto di identità o identificazione culturale. La sua idea sfocia in un piano territoriale elaborato localmente e fondato sulla lettura del paesaggio come racconto identitario, nel quale sono scritti i segni dell'identità dei suoi abitanti. Esso è fatto di storie già scritte, ma si alimenta della ricerca continua delle vicende non raccontate che possano ancora entrare a far parte della sua identità e senza le quali il racconto sarebbe incompleto, ripetitivo, del tutto artificiale. Un piano costruito dopo aver lentamente attraversato e ascoltato il paesaggio,

²³ Giuseppe DEMATTEIS, *Progetto implicito*, Milano, Franco Angeli, 1995, p. 37.

²⁴ Paola SERENO, "L'archeologia del paesaggio agrario: una nuova frontiera di ricerca", in *Campagna e industria*, cit., pp. 24-47; Leonardo ROMBAI, "La geografia storica italiana (1980-1995): stato dell'arte e prospettive in margine ad una ricerca in corso" e Massimo QUAINI, "A proposito di rapporti tra geografia e storia. Una risposta a Calogero Muscarà", entrambi in *Notiziario del Centro Italiano per gli Studi storico-geografici*, anno 3, n. 2 (1995), rispettivamente pp. 5-18 e 19-24; Isabella ZEDDA MACCIÒ, "Progettare il passato", cit., pp. 59-61.

²⁵ Paola SERENO, "Il paesaggio: 'bene culturale complesso' ", in *I beni culturali. Risorse*, cit., pp. 129-138.

raccogliendo e mettendo insieme in un percorso logico le tracce, gli indizi che vi sono iscritti²⁶.

Il nuovo paradigma descrittivo proposto deve saper coniugare locale e globale, fornendo adeguate risposte all'esigenza di connessione e di coesione interna (ovvero di identità), ma anche riconoscendo il valore alto dei moderni concetti di biodiversità e di sostenibilità, entro i quali devono trovare uguale spazio lo sviluppo locale e la qualità della vita, il turismo sostenibile, l'agriturismo e il turismo culturale. Un paesaggio-memoria, patrimonio di immagini condivise e concetti fondativi dell'identità dei luoghi e del ruolo stesso del territorio nello sviluppo delle sue aree marginali, dalla cui riattualizzazione, in un contesto sociale e culturale nuovo, nasce il racconto identitario da cui traggono linfa vitale progetti di sviluppo locale auto-organizzato²⁷.

Le esigenze della modernità impongono però che si presti attenzione tanto alla produzione di un territorio, quanto, e soprattutto, alla gestione della sua immagine, la quale non deve privilegiare un unico protagonista e un'unica identità, come finora fatto dai progettisti che hanno trasformato l'ambiente da luogo di vita degli abitanti in servizio offerto ai turisti, astraendo dalla presenza di coloro i quali vivono o lavorano dentro i paesaggi. Per Quaini, come per i geografi in genere, il piano deve guardare ancora alla modalità produttiva, e avere come committente privilegiato l'*insider*, che spesso non è più produttore, ma semplicemente "curatore" di quei paesaggi, perché ad essi ha attribuito un valore forte, li possiede solamente con la conoscenza, per cui è semplice ritrovare segni identitari sia nei luoghi vissuti, sia in quelli conosciuti in quanto già visitati²⁸.

Oggi, proprio nel tentativo di trovare il giusto equilibrio tra i diversi ruoli possibili per l'*insider* e l'*outsider* la pianificazione territoriale trova la sua sfida²⁹. Sguardo interno ed esterno non sono inconciliabili: lo sguardo di chi abita il territorio ed è produttore del paesaggio vede

²⁶ Massimo QUAINI, "Attraversare il paesaggio", cit.; ID., "I segni dell'identità", in *I beni culturali*, cit., pp. 289-303; ID., "Forse un mattino andando... Riflessioni su paesaggio e progetto nella Riviera di Levante", in Angelo TURCO (a cura di), *Paesaggio: pratiche, linguaggi, mondi*, Reggio Emilia, Diabasis, 2002, pp. 145-154.

²⁷ Massimo QUAINI, "Attraversare il paesaggio", cit.; pp. 190-192; Bruno VECCHIO, "Tessuto storico-ambientale e valorizzazione del Mezzogiorno per vie interne", in Luigi STANZIONE (a cura di), *Le vie interne allo sviluppo del Mezzogiorno*, Napoli, Istituto Universitario Orientale, Dipartimento di scienze sociali, 2001, pp. 115-135.

²⁸ Massimo QUAINI, "Attraversare il paesaggio", cit., pp. 193-195; Maria Chiara ZERBI, "Il paesaggio tra ricerca e progetto: un'introduzione", in EAD. (a cura di), *Il paesaggio tra ricerca e progetto*, Torino, Giappichelli, 1994, pp. 3-34.

²⁹ Roberto GAMBINO, "Ambiguità feconda del paesaggio", in *Il paesaggio tra ricerca e progetto*, cit., pp. 135-152.

priorità diverse rispetto al turista; per lui il territorio è il luogo di vita, così che il bisogno di identità frena l'adozione di modelli culturali esterni, preferendo stili architettonici consoni ai caratteri locali o il ripristino di siti storici. Il visitatore cerca, invece, lo spettacolo, il diverso, le emozioni, lo svago, il piacere estetico e culturale.

La riappropriazione del territorio da parte dei residenti si attua mantenendo scene urbane e rurali intenzionalmente dotate di valore paesaggistico³⁰, nel quale però il recupero e la valorizzazione del paesaggio/bene culturale identitario, può entrare a far parte di progetti di sviluppo che prevedano anche una eventuale offerta alla conoscenza dell'*outsider*³¹.

È questa la direzione nella quale sembra andare anche la più recente legislazione europea sul paesaggio, la quale auspica quella "gestione creativa" che ha come presupposto fondamentale la collaborazione tra pianificatori e comunità locali – facendo in modo che le scelte dei primi riflettano, nei limiti del possibile, le legittime aspettative dei secondi, perché è da essi che dipende, almeno a livello locale, la sorte del paesaggio – realizzabile con un piano che coinvolga tutti gli attori della scena paesaggistica. D'altro canto però la stessa legislazione ambisce anche a una "mondializzazione" del patrimonio culturale di più rilevante interesse che ha come principale conseguenza il «superamento del vincolo di appartenenza a una singola comunità nazionale» e offre sostanzialmente i paesaggi alla fruizione degli *outsiders* europei e mondiali³².

Quale potrebbe essere, a questo punto, il ruolo possibile delle comunità locali qualora il "loro paesaggio", riconosciuto di notevole interesse per tutti i cittadini dell'Europa o del mondo, sia inserito nella *Lista dei paesaggi di interesse europeo* o nella lista del "patrimonio dell'umanità" dell'UNESCO? Si tratta di un aspetto assai interessante, vista l'appartenenza del paesaggio minerario sardo a quest'ultima categoria.

Nel 1997 l'ambiente minerario sardo è stato, infatti, dichiarato dall'UNESCO "patrimonio culturale dell'umanità" e la Sardegna si è

³⁰ Maria Chiara ZERBI, "Il paesaggio", cit., p. 28.

³¹ Isabella ZEDDA MACCIÒ, "Territorio storico", cit.

³² CONSIGLIO D'EUROPA, *Convenzione europea sul Paesaggio* (Firenze, 20-X-2000), traduzione ufficiale in lingua italiana dal testo originale in lingua inglese e francese; Maria Chiara ZERBI, "Il patrimonio paesaggistico: i valori della cultura", in *Bollettino della Società Geografica Italiana*, Serie XII, vol. IV (1999), pp. 269-277.

trovata così ad ospitare il primo Parco Geominerario, Storico e Ambientale di valenza mondiale³³.

Grande importanza viene attribuita in seno al nuovo organismo alla tutela e valorizzazione del paesaggio minerario inteso come bene culturale attraverso il quale – per la compresenza degli elementi biologico-naturali e del patrimonio storico, archeologico, artistico, etnografico e culturale in genere –, è possibile effettuare una lettura e interpretazione della storia del territorio. A tal fine è stato predisposto un sistema di percorsi all'interno delle miniere storiche principali che tenga conto degli elementi di archeologia industriale e delle peculiarità naturalistiche delle singole aree e una rete di itinerari di "area vasta" a vocazione pluritematica (naturalistica, storica, archeologica, mineraria, paesaggistica) che toccano tali miniere e le mettono in relazione alla fruizione dei beni ambientali e culturali, con particolare attenzione ai principali elementi dell'attività mineraria che caratterizzano il "paesaggio minerario" e le componenti geologico-ambientali più significative e di più elevata valenza³⁴.

La dichiarazione dell'UNESCO può, laddove ciò non sia ancora avvenuto, costituire il momento della presa di coscienza da parte delle comunità insediate dei vantaggi, non solo sociali e culturali, derivanti dalla riappropriazione e valorizzazione di un patrimonio che fa parte della storia e della cultura di tutta la Sardegna e offrire un'occasione di crescita economica³⁵.

Gli interventi di tutela e valorizzazione previsti rappresentano, infatti, solamente il punto di partenza di una nuova forma di sviluppo sostenibile, basata sul potenziamento delle risorse endogene dei luoghi, nonché sull'impianto di attività economiche compatibili con l'ambiente – quali la trasformazione industriale delle materie prime locali, l'artigianato, il turismo ecologico e culturale, la zootecnica e l'agricoltura – che, se opportunamente sfruttate, potrebbero contribuire a far ripartire le attività produttive³⁶.

³³ Decreto n. DEC/SCN/999 del 16 ottobre 2001. "Istituzione del Parco geominerario storico ed ambientale della Sardegna", in *Gazzetta Ufficiale* - Serie Generale - n. 265 del 14 novembre 2001, pp. 28-34.

³⁴ *Il Parco Geominerario Storico e Ambientale della Sardegna. Sintesi del dossier presentato all'UNESCO*, Cagliari, Regione Autonoma della Sardegna. Assessorato della Difesa dell'Ambiente, 1998; REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA – EMSA - PROGEMISA, *Parco Geominerario Storico e Ambientale della Sardegna*, Cagliari, 2002.

³⁵ "Studio di fattibilità. 4. Valutazione dei costi di intervento e di gestione delle attività facenti riferimento al Parco", in REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA - EMSA - PROGEMISA, *Parco Geominerario*, cit.

³⁶ Maria MAUTONE, "Il paesaggio", cit.; Cesare EMANUEL, "Patrimoni paesistici, riforme amministrative e governo del territorio: svolte e percorsi dissolutivi di rapporti

Le aree minerarie dismesse della Sardegna, spesso situate in zone interne non interessate da altri tipi di sviluppo, possono trovare nella valorizzazione "per vie interne" dello spessore culturale del territorio l'occasione per innescare un progetto di rinascita dell'economia che non sia subordinato alla domanda delle aree turisticamente forti (nel caso sardo il mare, le coste), ma ad esse complementare. La presenza di un parco culturale correttamente progettato e realizzato può favorire l'aumento di presenze turistiche per la sua specificità, che consiste proprio nell'offrire una fruizione "altra" rispetto a quella delle risorse convenzionali, superando i limiti imposti nel tempo e nello spazio dalla consolidata tradizione turistico-balneare isolana³⁷.

I borghi minerari dovranno, dal canto loro, dotarsi di elementi di "attrazione turistica" nel settore della ristorazione, dell'ospitalità, delle attività artigianali, sportive e del tempo libero, dello shopping dei prodotti tipici, delle strutture culturali e di svago, delle strutture minerarie visitabili in superficie e in sotterraneo. Integrandosi con le attività già presenti nel territorio circostante – quali agriturismi, musei, siti archeologici e naturalistici –, potranno offrire un'offerta diversificata in grado di movimentare flussi turistici dalle zone costiere verso quelle interne, offrendo ai visitatori l'opportunità di un soggiorno in queste località, oggi meta di escursioni in giornata³⁸.

Queste zone, divenute economicamente marginali con la cessazione dell'attività estrattiva, troveranno così in un sapiente utilizzo delle loro risorse naturali, storiche ed artistiche l'opportunità per costruire localmente nuove e diverse occasioni di progresso civile ed economico.

Ottimi esempi di rivalorizzazione delle aree minerarie dismesse trasformate in parchi archeo-minerari vengono sia dalle più importanti realtà minerarie europee, sia dalle recenti esperienze italiane in tema di parchi minerari³⁹.

problematici", in *Bollettino della Società Geografica Italiana*, Serie XII, vol. IV (1999), pp. 295-318; Bruno VECCHIO, "Tessuto storico-ambientale", cit.; Isabella ZEDDA MACCIÒ, "Territorio storico", cit.

³⁷ Bruno VECCHIO, "Tessuto storico-ambientale", cit., pp. 115-116, 123.

³⁸ "Studio di fattibilità. 4.- Valutazione dei costi", cit.

³⁹ Si vedano, a titolo esemplificativo: Riccardo FRANCOVICH (a cura di), *Le ragioni di un parco alle radici dell'archeologia mineraria*, Venezia, Marsilio, 1994; ID., "Dal progetto di ricerca al Parco. Il caso del Parco archeo-minerario di Campiglia Marittima", in Maurizio BORIANI (a cura di), *Patrimonio archeologico, progetto architettonico e urbano*, Firenze, Alinea, 1997, pp. 46-49; Massimo PREITE, "La gestione museale del patrimonio minerario dismesso", in *Archeologia industriale: metodologie*, cit., pp. 39-45; Silvia GUIDERI, "Il Parco Archeominerario di San Silvestro nel Sistema dei Parchi della Val di Cornia (LI)", *Ibi*, pp. 179-185; Alberto PEDROLLI, "Il Parco-

In vero anche in Sardegna, fin dalla metà degli anni '70 del secolo appena trascorso, mentre era iniziata da circa un decennio la dismissione di alcune miniere carbonifere, venne evidenziata da alcuni studiosi l'importanza della tutela dei valori storico-culturali e del recupero a fini turistici dei villaggi minerari isolani, soprattutto di quelli "a bocca di miniera", situati in zone montane di grande pregio naturalistico, anticipando di oltre venticinque anni l'idea oggi alla base dell'istituzione del Parco Geominerario della Sardegna⁴⁰.

L'area del Sarrabus-Gerrei, situata nella parte sud-orientale della Sardegna, nell'attuale Provincia di Cagliari, fu in tal senso un ottimo laboratorio progettuale, dato che alla fine degli anni Ottanta venne predisposto un *Piano per lo sviluppo socio-economico* che seguiva le linee-guida che oggi governano questo tipo di interventi: recupero dei luoghi in quanto testimonianza materiale della memoria storica degli abitanti e valorizzazione a fini turistici delle potenzialità endogene dei luoghi⁴¹.

Le regioni storiche del Sarrabus e del Gerrei, che tra la seconda metà del XIX secolo e la prima metà del XX vennero interessate da un'intensa attività mineraria, costituiscono attualmente la seconda area per estensione e importanza del Parco Geominerario, Storico e Ambientale della Sardegna, con una superficie di 575 Km², pari al 15% dell'intero territorio del Parco⁴².

La scoperta di numerosi giacimenti di minerale argentifero nella zona del Sarrabus (alcuni in verità già noti ai Fenici) intorno al 1870, proiettò improvvisamente i piccoli centri agro-pastorali in una dimensione del tutto sconosciuta. Ricercatori di varia provenienza geografica e sociale "saggiarono" nel giro di pochi anni quasi tutta la regione. Lungo il "filone argentifero del Sarrabus" che si estende da sud-ovest a nord-est per circa 35 Km (dalle falde settentrionali del Monte Serpeddi ai centri abitati di San Vito e Muravera) e copre una fascia larga circa 15 Km, si aprirono ben dieci miniere: Tuviois, Serra S'Illixi, Tacconis, Nicola Secci, Monte Narba, S'Arcilloni, Baccu Arroddas, Masaloni, Perd'Arba e Giovanni Bonu. Tali giacimenti, sfruttati intensamente per oltre un trentennio e poi abbandonati a causa del loro i-

museo di Abbadia San Salvatore", *Ibi*, pp. 187-191; "Archeologia industriale in Amiata", cit.

⁴⁰ Pasquale MISTRETTA - Mario LO MONACO, "Gli habitat minerari", cit.

⁴¹ RAS - COMUNITÀ MONTANA N. 21 SARRABUS-GERREI (VILLASALTO), *Progetto preliminare di recupero ambientale delle zone minerarie. I Su Suergiu; II Corti Rosas; III Baccu Locci; IV Monte Narba; V Genna Tres Montis e Muscadroxiu*, coordinatore Fernando Clemente, 5 voll. dattiloscritti, s.d. [ma 1987].

⁴² "Il Parco Geominerario", cit., pp. 60-64.

sterilimento, fornirono in quegli anni l'intera produzione nazionale d'argento⁴³.

All'incirca allo stesso periodo risale lo sfruttamento delle miniere di antimonio del Gerrei, in particolare di Villasalto e Ballao, a supporto delle quali venne costruita una fonderia, divenuta dal 1940-50 uno dei più importanti centri in Europa per l'arricchimento di questo minerale⁴⁴. Ad esse si aggiunse inoltre l'estrazione dell'arsenopirite a Villaputzu, la cui lavorazione si è protratta fino al 1962⁴⁵. Nel 1881, fase iniziale dello sfruttamento, su una forza lavoro di quasi 30.000 unità, 1.135 erano impiegate nel settore minerario, 7.679 erano dedite all'agricoltura (che rimase comunque il settore trainante), 2.718 all'allevamento, mentre un migliaio di abitanti praticava silvicoltura e orticoltura⁴⁶. Nella fase di massimo splendore dell'attività estrattiva il Sarrabus-Gerrei fu un'area all'avanguardia per la sperimentazione di tecniche e impianti innovativi nella estrazione e lavorazione dei minerali⁴⁷.

La rapida e improvvisa ondata dell'industrializzazione stravolse completamente l'economia e gli stili di vita degli abitanti. Numerosi pastori e contadini scelsero di abbandonare le attività tradizionali e si ritrovarono proiettati in una nuova realtà produttiva che imponeva nuove regole nell'organizzazione del lavoro, prima sconosciute. Intorno agli imbocchi di pozzi e gallerie e agli impianti di lavorazione delle miniere del Sarrabus e del Gerrei si svilupparono nel corso del tempo piccoli villaggi autosufficienti nei quali i segni del progresso arrivarono con molto anticipo rispetto ai centri abitati rurali: corrente elettrica per usi produttivi e per l'illuminazione, telefono, ferrovie, ospedali, fognature, bagni, scuole pubbliche.

Lento ma inesorabile giunse però il declino: dapprima chiusero le miniere d'argento, i cui giacimenti negli anni '30-'40 del Novecento

⁴³ Sandro MEZZOLANI - Andrea SIMONCINI, *La miniera d'argento di Monte Narba, storia e ricordi*, Cagliari, GIA editrice, 1989; ID., "Storia, paesaggi", cit., pp. 60-61, 276-285, 360-362, 398-399.

⁴⁴ ID., "Storia, paesaggi", cit., pp. 68, 269-275, 358-359.

⁴⁵ *Ibi*, pp. 263-268.

⁴⁶ MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO. DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA, *Censimento della popolazione del Regno d'Italia al 31 dicembre 1881*, vol. III.

⁴⁷ I dati relativi all'impiantarsi dell'attività estrattiva possono essere dettagliatamente ricostruiti attraverso la cosiddetta *Rassegna mineraria* edita dal Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio a partire dal 1879: MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO. DIREZIONE GENERALE DELL'AGRICOLTURA, *Annali di Agricoltura*, 1882, *Relazione sul Servizio Minerario nel 1879*, Roma, Tipografia Eredi Botta, 1882 e annate seguenti.

erano già completamente esauriti; negli anni '60-'70 cessò l'estrazione di antimonio a Su Suergiu (dove continuò a funzionare fino al 1982 la fonderia); tra il 1965 e il 1975 furono dimesse anche le miniere di Baccu Locci e Corti Rosas⁴⁸.

Unica concessione mineraria ancora attiva nel Gerrei è quella di Silius, dove dal 1954-57 viene sfruttata la più grande miniera di fluorite d'Europa, quella di Genna Tres Montis-Muscadroxiu, dalla quale provengono anche elevate quantità di piombo⁴⁹. Anch'essa è però attualmente in crisi, ed è passata dai 400 addetti degli anni Ottanta ai 129 attuali, momentaneamente impiegati nella custodia del cantiere di Genna Tres Montis in attesa che riprenda l'attività estrattiva, ferma ormai da alcuni anni. Il recente affidamento della concessione mineraria ad una società privata sembrava rendere più concreta la speranza di una imminente riapertura, ma il 1° marzo 2009 i minatori sono stati messi in cassa integrazione.

Attualmente l'area del Sarrabus-Gerrei è caratterizzata da un'economia a forte connotazione agro-pastorale, assai marcata nei comuni interni del Gerrei più legati alle attività tradizionali⁵⁰, ma importante anche in quelli prossimi alle coste, dove l'agricoltura costituisce comunque l'impiego principale, accanto ad attività minori quali ad esempio l'artigianato e il commercio⁵¹.

Una certa importanza sta inoltre assumendo, ma solamente nei comuni maggiori e più vicini alle coste (Muravera, San Vito, Villaputzu e Sinnai), lo sfruttamento del territorio a scopo turistico-balneare. Un ruolo trainante in tal senso è svolto anche dalla vicinanza a Villasimius, comune a forte vocazione turistica e dotato di numerose strutture ricettive.

Anche nel Sarrabus-Gerrei le presenze, tra le quali si registra un interessante movimento di stranieri, sono concentrate però solamente nei mesi estivi, confermando la tendenza alla eccessiva stagionalità che connota negativamente il turismo sardo, troppo legato alla formula "sole-mare"⁵².

⁴⁸ Sandro MEZZOLANI - Andrea SIMONCINI, "Storia, paesaggi", cit., pp. 263-285, 358-362.

⁴⁹ *Ibi*, pp. 69, 354-357.

⁵⁰ Franco LAI et alii (a cura di), *Il senso dei luoghi. Pratiche e rappresentazioni dello spazio nella Sardegna sud-orientale*, Cagliari, CUEC, 2001.

⁵¹ Dati tratti dal sito internet ufficiale dell'Istat <www.istat.it> relativi ai Censimenti dell'industria, commercio e servizi al 1951, 1961, 1971, 1981, 1991, 1996, 2001; ISTAT, *5° Censimento dell'agricoltura*, 2000.

⁵² Sui limiti dello sviluppo turistico in Sardegna cfr. Gian Adolfo SOLINAS, *Un'isola di vacanze: per una storia critica del turismo in Sardegna*, a cura di Sandro RUJU, Sas-

L'avvio di importanti azioni di risanamento e riqualificazione dei siti minerari e la predisposizione di numerosi progetti, orientati per lo più ad una destinazione museale-espositiva e turistica delle strutture recuperate, potrebbe costituire un valido completamento dell'offerta turistica dell'area sud-orientale della Sardegna e veicolare una parte dei flussi turistici anche verso l'entroterra, puntando sulle categorie del "turismo verde" e del "turismo culturale".

Le amministrazioni locali, accogliendo le istanze di rinnovamento e di sviluppo delle comunità che si identificano nella cultura mineraria, ne sono eredi e tuttora parte integrante, hanno studiato progetti di riconversione produttiva e di valorizzazione integrata delle risorse presenti nei territori storicamente interessati dall'attività estrattiva, individuando in tale patrimonio la base per la creazione di uno sviluppo economico stabile, duraturo e compatibile con l'ambiente. Tra la fine degli anni '90 e l'inizio del 2000 sono stati predisposti progetti finalizzati al recupero dei quattro siti più importanti del Sarrabus-Gerrei per il ruolo testimoniale e l'importanza storico-culturale e mineraria che hanno rivestito e tuttora rivestono: Su Suergiu, Monte Narba, Baccu Locci e Corti Rosas.

Nonostante l'ambizioso progetto dell'ing. Clemente, infatti, ragioni di natura prettamente economica avevano allora impedito l'avvio dei lavori. Inoltre, ingenti somme erano necessarie per procedere in via preliminare alla bonifica, indispensabile nelle aree interessate dall'attività mineraria. Con la chiusura e l'abbandono delle miniere sono infatti cessati tutti quei sistemi di controllo che riguardavano le acque e in particolare i bacini di decantazione, poiché non è stata predisposta una riabilitazione complessiva delle aree, ma solo la messa in sicurezza di alcuni lavori minerari, come la chiusura degli imbocchi delle gallerie e dei pozzi e la recinzione degli scavi. In queste situazioni sono frequenti crolli, frane e scoscendimenti, nonché erosione di discariche e bacini di decantazione da parte delle acque e

sari, EDES, 1997; Gianfranco LECCIS, *Il turismo in Sardegna: la situazione e i possibili sviluppi*, Cagliari, tip. Valdes, 1999; Antonietta MAZZETTE (a cura di), *Modelli di turismo in Sardegna: tra sviluppo locale e processi di globalizzazione*, Milano, Franco Angeli, 2002 (in particolare: Bianca BIAGI, "Il turismo balneare, un processo di lunga durata", pp. 49-73; Giuseppe CONTU, "I luoghi di attrazione turistica-balneare tra domanda e offerta", pp. 74-92; Gianna MASU, "Il turismo rurale in Sardegna: ipotesi di sviluppo locale in un'ottica europea", pp. 133-179); Raffaele PACI - Stefano USAI (a cura di), *L'ultima spiaggia. Turismo, economia e sostenibilità ambientale in Sardegna*, Cagliari, CUEC, 2002 (in particolare Francesco PIGLIARU, "Economia del turismo: crescita e qualità ambientale", pp. 17-45; Bianca BIAGI - Giuseppe CONTU, "L'offerta e la domanda turistica in Sardegna", pp. 47-86; Davide CAO - Stefano USAI, "L'impatto del settore turistico sul sistema economico regionale", pp. 121-158).

del vento, attualmente la maggiore fonte di inquinamento dei suoli, delle acque superficiali e sotterranee, dell'aria.

La bonifica, spesso completata da una riqualificazione ambientale e paesaggistica, è dunque un intervento dalla priorità assoluta che consente di recuperare il sito alla effettiva e definitiva fruibilità per destinazioni d'uso compatibili con gli strumenti urbanistici in vigore, salvaguardando contemporaneamente la qualità dell'ambiente⁵³.

Tra le azioni urgenti previste nella fase di avvio del Parco Geominerario rientrano inoltre gli interventi di tutela e valorizzazione delle testimonianze architettoniche, individuando tra esse quelle più significative in quanto "architetture di pregio" (in genere la palazzina della direzione, l'abitazione del proprietario della miniera, la chiesa, la scuola, la laveria, i castelletti dei pozzi); gli edifici minerari privi di pregio architettonico ma portatori di un forte valore testimoniale in relazione alla definizione della identità dei luoghi e per la memoria collettiva; le strutture arqueo-industriali e gli impianti mineralurgici ancora funzionanti. Nell'area oggetto della presente ricerca sono state segnalate quali architetture di pregio le palazzine della direzione di Su Suergiu e Monte Narba e il reparto riduzione della fonderia di Su Suergiu. Tra le architetture testimoniali sono invece annoverate l'intero complesso della fonderia di Su Suergiu, la laveria e il pozzo maggiore di Monte Narba, la direzione di Baccu Locci⁵⁴.

Nell'ambito del progetto complessivo del Parco Geominerario, sono stati inoltre proposti un itinerario geo-minerario nella miniera di Monte Narba e uno in quella di Su Suergiu, oltre a due itinerari geo-ambientali di area vasta: uno denominato "La via dell'argento" che si snoda per 20 Km nella valle del Rio Ollastu e quattro di lunghezza diversa che toccano gli altri siti minerari del Sarrabus.

Si prevede inoltre di inserire anche il Sarrabus-Gerrei nel sistema museale del Parco Geominerario, allestendo presso la miniera di Monte Narba il Museo dell'Argento che, per il suo carattere di unicità dovrebbe esercitare una forte attrazione su un gran numero di turisti, contribuendo alla valorizzazione e divulgazione della cultura mineraria⁵⁵.

⁵³ REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA, *Linee guida per la redazione dei progetti e la realizzazione degli interventi di bonifica e risanamento ambientale delle Aree minerarie dismesse*, marzo 2003.

⁵⁴ PROGEMISA - UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI CAGLIARI, *Studio di fattibilità tecnico economico del Parco Geominerario Storico e Ambientale della Sardegna. Sintesi*, Cagliari, giugno 2002.

⁵⁵ *Ibidem*.

La zona argentifera compresa tra San Vito e Muravera potrebbe trovare un'adeguata valorizzazione sul doppio fronte del turismo naturalistico e di quello balneare. Oltre alle potenzialità proprie che consentono di attivare forme di agriturismo, ippoturismo e percorsi naturalistici lungo la valle del Flumendosa, questi comuni, così come quello vicino di Villaputzu, possono rivolgersi, infatti, anche agli utenti delle zone costiere, spingendosi fino a Villasimius, e stimolare la curiosità per visite all'interno.

Dalla zona è possibile inoltre ricongiungersi ai percorsi escursionistici lungo la valle del Rio Ollastu e la "via dell'argento", nella quale si possono realizzare sentieri, rifugi, punti di ristoro oppure organizzare visite guidate alla vicina oasi naturalistica dei Sette Fratelli⁵⁶.

La miniera di Monte Narba e il suo villaggio sono stati oggetto nel 1999 di uno studio commissionato dall'Ente Minerario Sardo al fine di valutare la fattibilità tecnica ed economica del recupero ambientale, edilizio e urbanistico di tale area mineraria dismessa, oltre alla sua convenienza sociale. Il progetto di recupero e valorizzazione di Monte Narba punta su un attento recupero degli edifici del borgo nel rispetto delle architetture originarie, l'allestimento di un percorso museale sul mondo dell'argento, l'insediamento di botteghe artigiane e di un ristorante e infine sulla creazione di un'azienda turistica venatoria, elaborando una proposta di tipo culturale e naturalistico insieme. La sistemazione idraulica e la bonifica del territorio, il restauro e il recupero produttivo del borgo minerario dell'Ottocento e gli interventi di valorizzazione museale saranno effettuati con finanziamenti pubblici, mentre viene lasciata all'iniziativa privata la gestione della struttura e la creazione dell'azienda faunistico-venatoria⁵⁷.

Il borgo di Monte Narba attualmente di proprietà privata, versa in stato di abbandono e completa rovina, in preda alle alluvioni, ai crolli e alle frane. Nel corso degli anni l'Amministrazione Comunale di San Vito si è in vario modo attivata, finora invano, per reperire i fondi necessari all'acquisizione dell'area, ma non ha mai abbandonato la speranza di restaurare gli immobili e metterli a disposizione degli *insiders* e dei turisti.

Le amministrazioni comunali di Villasalto, Ballao e Villaputzu, invece, si sono attivate già da qualche anno per ottenere dalla Regione Autonoma della Sardegna la cessione a titolo gratuito degli immobili

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ MINISTERO DELL'INDUSTRIA, DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO - REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA - EMSA, *Progetto di recupero ambientale e valorizzazione del centro minerario di Monte Narba Comune di San Vito*, aprile 2000.

minerari dimessi, secondo quanto previsto dalla normativa vigente, e hanno già avviato i lavori.

Nel villaggio minerario di Su Suergiu (Villasalto) i lavori sono stati avviati per blocchi a partire dal 1997 e sono pressoché conclusi⁵⁸. Essi hanno portato al recupero della palazzina della direzione, che ora ospita il centro di documentazione sulla miniera, una piccola esposizione di materiali fotografici, il Museo Archeologico-Industriale dell'attività mineraria "Su Suergiu" e, dal maggio 2007, anche la sede di presidenza dell'Area 7 del Parco Geominerario della Sardegna⁵⁹.

In un secondo momento sono stati recuperati tredici edifici ubicati nella parte centrale del borgo, da destinarsi a strutture turistico-ricettive di tipo alberghiero⁶⁰. Un altro finanziamento è stato destinato al miglioramento della viabilità di collegamento tra il centro abitato di Villasalto e la miniera, alla predisposizione di alcune aree attrezzate per pratiche sportive e alla realizzazione di un ascensore obliquo che metta in collegamento la parte alta del borgo con quella intermedia, in cui saranno ubicati alcuni degli impianti sportivi previsti⁶¹. Il progetto attende però di essere completato con la messa in funzione dell'ascensore, non appena predisposti i necessari dispositivi di sicurezza, mentre è stata di recente rinviata e sospesa la realizzazione degli impianti sportivi.

E' stato infine avviato il completamento del recupero ambientale e dei fabbricati rimasti esclusi dagli interventi precedenti, ad eccezione di tre edifici, sui quali si opererà in un secondo momento⁶². Una volta ultimati i lavori nel borgo, l'Amministrazione ambisce a recuperare la fonderia. A tal fine si è già deciso di destinare i residui dei finanzia-

⁵⁸ COMUNE DI VILLASALTO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Progetto di recupero ambientale della zona mineraria "Su Suergiu" di Villasalto*, 1997.

⁵⁹ COMUNE DI VILLASALTO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Progetto di recupero ambientale della zona mineraria "Su Suergiu" di Villasalto. Recupero e riuso di un edificio (ex direzione) da destinarsi a centro organizzativo, di documentazione e di accoglienza. Progetto esecutivo*, novembre 1997.

⁶⁰ COMUNE DI VILLASALTO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Progetto di recupero ambientale della zona mineraria "Su Suergiu" di Villasalto. Recupero e riuso dei fabbricati costituenti il borgo minerario da destinarsi ad attività ricettive e turistiche. Progetto esecutivo*, aprile 2000.

⁶¹ COMUNE DI VILLASALTO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Progetto di recupero ambientale della zona mineraria "Su Suergiu" di Villasalto. Attrezzature sportive ascensore obliquo e strada di collegamento con il centro abitato*, ottobre 2001.

⁶² COMUNE DI VILLASALTO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Progetto di recupero ambientale della zona mineraria "Su Suergiu" di Villasalto. Completamento del recupero ambientale e dei fabbricati e riqualificazione extraurbana del borgo minerario "Su Suergiu", destinata ad attività turistico-ricettiva e ricreativa*, ottobre 2002.

menti precedenti per mettere in sicurezza l'edificio e risistemarne il tetto, in attesa di poter predisporre il piano di caratterizzazione e procedere alla bonifica della fonderia e della strada che la collega al borgo, nella speranza non lontana di potervi realizzare un museo.

Il borgo minerario di Su Suergiu si avvia così a diventare un complesso ricettivo e ricreativo dotato di strutture in grado di competere con le più attrezzate località turistiche della costa sud-orientale.

Anche il Comune di Ballao, ottenuta nel 1999 la proprietà degli immobili della miniera di Corti Rosas dalla Regione, avviava la rivalorizzazione del sito. Innanzi tutto è stata migliorata la viabilità, asfaltando la vecchia strada di penetrazione agraria che conduceva alla miniera⁶³.

Il recupero del borgo di Corti Rosas rientra all'interno di un progetto finalizzato alla valorizzazione delle risorse ambientali dei territori della vallata del Flumendosa e del Rio Stanali ricadenti all'interno dei limiti amministrativi del Comune di Ballao e fa parte di un più ampio "Progetto per la valorizzazione naturalistica, turistica e produttiva della valle del Flumendosa e del Rio Stanali".

Il progetto ha individuato due sentieri, rispettivamente denominati Giallo e Azzurro, e tre aree attrezzate: Corti Rosas, Corru 'e Arenas, Pramas. Essi attraversano alcune zone di interesse naturalistico-ambientale e archeologico ubicate lungo i due corsi d'acqua, nel cui percorso sono stati predisposti punti di sosta dotati di ampi parcheggi, dei necessari servizi igienico-sanitari e di strutture per il ristoro.

Il centro direzionale di questo sistema di sentieri sarà ospitato a Corti Rosas, nel quale sono stati recuperati già da qualche anno la ex palazzina degli uffici e la vecchia officina che, dotati delle necessarie infrastrutture e dei servizi, potranno essere adibiti a punto di ritrovo e ristorazione⁶⁴.

A completamento dell'offerta ricettiva si è pensato di procedere al recupero di alcune strutture della miniera che possano fungere da elementi di attrazione culturale. E' stato così avviato un progetto, attualmente in corso, che prevede il recupero e la messa in sicurezza di un primo tratto di galleria da riutilizzare a fini turistici, i lavori di recinzione della laveria e la sistemazione del piazzale esterno⁶⁵.

⁶³ COMUNE DI BALLAO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Lavori di adeguamento viabilità di collegamento della S.P. per Escalaplano alla zona mineraria dell'ex miniera di Corti Rosas e alla discarica comunale degli inerti*, ottobre 1999.

⁶⁴ COMUNE DI BALLAO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Sistemazione sentieri attrezzati. Relazione illustrativa*, 2000.

⁶⁵ COMUNE DI BALLAO (PROVINCIA DI CAGLIARI), *Interventi di infrastrutture Aree Minerarie Dismesse. Relazione descrittiva generale*, novembre 2001.

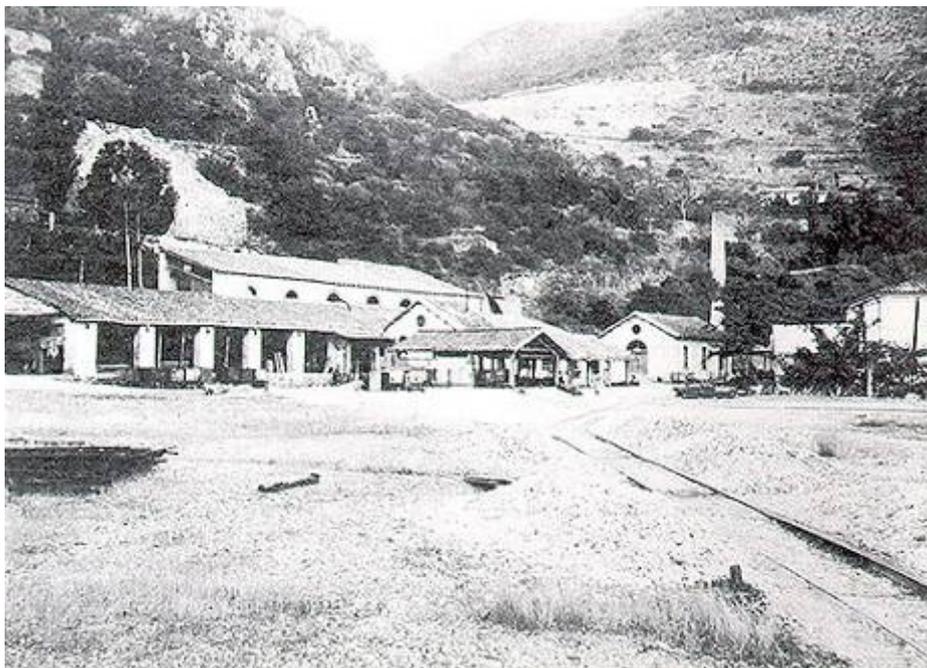
Il borgo di Corti Rosas, grazie al percorso in galleria ambisce a diversificare l'offerta rispetto agli altri siti minerari del Sarrabus-Gerrei. Le visite all'interno delle miniere, infatti, costituiscono un valido elemento di attrazione per i turisti, da sempre incuriositi dal mondo sotterraneo, come dimostrano iniziative simili portate avanti anche in Sardegna.

Interessante è anche la posizione della miniera di Baccu Locci, isolata ma inserita in un contesto paesaggistico di notevole bellezza, che le potrebbe consentire di entrare nel circuito naturalistico che va dal Monte Cardiga agli stagni costieri di Murtas e Pisale, fino a giungere al Flumendosa.

Il Comune di Villaputzu intende dare adeguata valorizzazione al villaggio minerario di Baccu Locci trasformandolo in struttura polifunzionale che possa agire da elemento trainante nella promozione dell'intero Salto di Quirra. L'intervento prevede, infatti, la presenza di unità abitative e ricettive di tipo diverso, destinando a *residence* la parte alta del borgo, a strutture di tipo alberghiero e servizi la parte bassa, in modo da poter proporre soggiorni del tipo "tutto compreso". Si cercherà così, da un lato di allargare e diversificare l'offerta, dall'altro di allungare la stagione turistica oltre i tradizionali mesi estivi pensando a forme alternative di fruizione per i mesi invernali e di bassa stagione, organizzando soggiorni per anziani, soggiorni studio, convegni ed escursioni. Si spera in tal modo di riuscire a mantenere aperta la struttura per tutto l'anno (almeno per quanto riguarda albergo, ristorante, bar e piano bar), lavorando a pieno ritmo nel periodo maggio-ottobre. La struttura così concepita dovrebbe occupare stabilmente 9 persone, mentre altre 17 troverebbero un impiego stagionale⁶⁶.

Questi, in sostanza, gli interventi in corso nel Sarrabus-Gerrei, area nella quale, la memoria del passato, ritrovata attraverso il recupero dei saperi e delle competenze di un tempo, potrebbe rivelarsi una risorsa strategica per lo sviluppo futuro.

⁶⁶ COMUNE DI VILLAPUTZU (PROVINCIA DI CAGLIARI), Progetto di recupero del compendio immobiliare dell'area mineraria di "Baccu Locci". Progetto esecutivo. Relazione generale, luglio 2001.

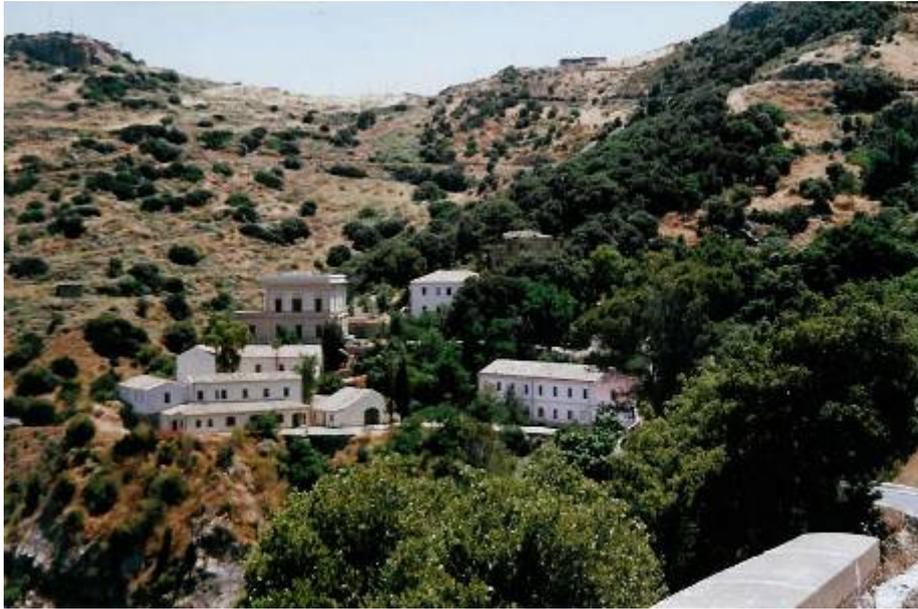


Il villaggio minerario di Monte Narba (foto storica).



Alcuni edifici del villaggio di Monte Narba, ormai allo stato di ruderi (Foto S. Nocco).

Sebastiana Nocco



Una panoramica del borgo di Su Suergiu dopo il recupero (Foto S. Nocco).



Il complesso della fonderia di Su Suergiu (Foto S. Nocco).



La vecchia officina di Corti Rosas dopo il recupero (Foto S. Nocco).



Baccu Locci: i resti della laveria (Foto S. Nocco).

Apuntes sobre la migración italiana en Chile

Chiara Bolognese

Los italianos en Chile, actualmente, son muchos, de diferentes procedencias, y se constituyen en una comunidad bastante dispersa a lo largo del país¹. La inmigración fue numerosa, y se produjo en distintas épocas y por variadas razones. De ahí que ahora en el país se encuentren italianos nacidos en Italia e instalados desde hace décadas, y chileno-italianos, es decir hijos de italianos con pasaporte italiano pero nacidos en Chile. De estos dos grupos me voy a ocupar en las páginas que siguen, sintetizando – y reduciendo, quizás – un poco la información que he recogido durante unos encuentros entrañables en Santiago.

1. Algunas informaciones sobre la migración

Las fases de la migración italiana hacia Chile son, esquemáticamente, dos: la de principios del siglo pasado, en la que los jóvenes, en su mayoría varones, se escapaban primero de la miseria, y luego de los estragos de la Primera Guerra – es la migración de la época colonial (1880-1930) –; y la que surge posteriormente a raíz de la Segunda Guerra mundial.

Los inmigrantes de comienzos del siglo pasado vinieron con el intento de sustraerse a la catástrofe y, también, en cierto sentido, para construir el país; los que llegaron después de la Segunda Guerra se encontraron con un Chile ya “formado” en el que debieron y quisieron buscar su sitio y su papel social.

En general, la inmigración se concentró en las ciudades, puesto que los que llegaban buscaban lugares propicios para dedicarse al comercio; sin embargo también hay bastantes casos de inmigración campesina (véase el ejemplo de Capitán Pastene, en donde los “colonos” procedían en la casi totalidad de Emilia Romagna). Más precisamente, el norte de Chile atraía a la mano de obra para el

¹ Según los datos proporcionados por la Embajada Italiana en Chile, los descendientes de italianos en el país son casi doscientos mil.

trabajo en las salitreras; la zona central – La Serena, Valparaíso², Santiago –, y las partes más meridionales, acogían a los migrantes para que se instalaran con sus negocios.

Así que, generalizando un poco, los primeros italianos que llegaron eran campesinos, artesanos, comerciantes, empresarios, y profesionales. Queda claro leyendo los textos acerca de la migración italiana en Chile que la mayoría de los que vinieron pasaron a formar e integrar lo que se denomina "sector terciario"³.

Los inmigrantes italianos, según se desprende también de las palabras de los entrevistados, se integraron en la vida chilena, pasando a ocupar distintos niveles sociales. En general lograron hacer una vida más que digna, y sus hijos, italianos de segunda generación, con frecuencia han llegado a tener estudios superiores.

Pocos volvieron a Italia y, curiosamente, muchos de ellos en la época de la dictadura de Pinochet salieron de Chile, pero se fueron a otros países del Cono Sur, o a otros lugares de Europa, y no a su antigua patria.

Acerca del tema de la integración cabe destacar, por otra parte, que los italianos recién llegados también intentaban no perder su vinculación con la patria y se movilizaban para preservar la cultura de la cual se habían separado. De allí los distintos grupos (culturales, de socorro mutuo y deportivos) que crearon y que todavía existen, desempeñando importantes actividades. En efecto, además de la 6ª Compañía de Bomberos de Valparaíso "Cristóforo Colombo", fundada en 1858, que es la más antigua institución italiana en Chile, en Santiago las asociaciones son numerosas y se dirigen a distintas capas de la sociedad chileno-italiana o chilena más en general. Entre ellas contamos con la Sociedad "Dante Alighieri", el Instituto Italiano de Cultura, que depende de la Embajada, la Asociación Campano-chilena, la Scuola Italiana⁴, el Stadio Italiano (fundado en 1941), la Asociación de escritores chileno-italianos, la Fundación Insieme, y el

² Véase Baldomero ESTRADA, "Notas sobre los genoveses en Valparaíso a través de los testamentos, 1850-1900", en *Estudios migratorios latinoamericanos*, 5, agosto-diciembre 1990, 15-16, pp. 547-555, y, del mismo autor, "Participación italiana en la industrialización de Chile: orígenes y evolución hasta 1930", en *Presencia italiana en Chile*, Valparaíso, Eds. Universitarias de Valparaíso, 1993, pp. 89-124.

³ Cfr. Amadeo PELLEGRINI, *El censo comercial industrial de la colonia italiana en Chile: resumen general de las actividades de la colonia*, Santiago, Impr. de la Colonia, 1926.

⁴ Institución fundamental de la que podía formar parte sólo quien tenía ambos apellidos italianos. Tuvo la importante finalidad de unificar la lengua por sobre los dialectos, cfr. Nicolás CRUZ BARROS, "La Scuola Italiana de Santiago: 1891-1920", en *Presencia italiana en Chile*, cit., p. 156 y sgg.

Partido Humanista (estrictamente vinculado al Partido Humanista italiano). A algunas de ellas nos referiremos en este breve ensayo, viendo qué historias familiares presentan sus miembros, qué pertenencia a Italia declaran sentir, y qué relación tienen con Chile⁵.

2. Fondazione Insieme

Esta fundación, que se presenta como "Instituto italo-chileno de educación, cultura y desarrollo social", nació con el objetivo primario de ayudar el desarrollo y la integración de los italianos en Chile. Posteriormente, su rol ha ido ampliándose hasta llegar a la situación actual en la que no sólo se dirige a italianos sino también a todos los que tengan algún interés por la cultura italiana o por su sociedad. Entre sus usuarios se reserva una atención particular a la gente de menores recursos, para que adquieran mayor conciencia de sus derechos y de sus posibilidades vitales.

En la fundación trabajan Coralís Rodríguez Viveros (Presidenta, que recibió también la orden de Cavaliere della Repubblica y la Medalla de la solidaridad), y Lorenzo Loguercio, ambos funcionarios, que desempeñan las tareas más complejas. A su lado están además algunos voluntarios que regalan su tiempo libre para organizar las distintas actividades socio-culturales.

El trabajo se desempeña en dos vertientes distintas, aunque entrelazadas entre ellas: por un lado llevan a cabo una labor de desarrollo cultural, y por otro se dedican a una actividad de corte más administrativo, que consiste, prevalentemente, en asesorar a los descendientes de italianos sobre todo en lo que se refiere a temas relacionados con la obtención de la nacionalidad italiana, o acerca de las prácticas burocráticas para los que quieran viajar a Italia para hacer turismo, estudiar o trabajar.

En la Fondazione Insieme quieren vincular a los italianos, descendientes de italianos o simpatizantes, por nacionalidad, afinidades, e intereses culturales. Por eso se ocupan de la

⁵ El corpus de los entrevistados es limitado pero da una panorámica interesante de la realidad de los italianos y descendientes de italianos en Chile. La reducción de la casuística se debe, en parte, al hecho de que la investigación ha empezado hace pocos meses, y también a que, queriendo dar relevancia a las entrevistas tal y como se llevaron a cabo, no se podía incluir a muchas personas. Hemos elegido por lo tanto a italianos o chileno-italianos de distintas capas sociales y de diferente nivel cultural pero que, cada uno según sus posibilidades, contribuyen de forma activa al desarrollo de la cultura del país en el que se encuentran y, en cierto sentido, también a la cultura del país de origen.

preservación de la cultura italiana – desde la popular hasta la “académica” – en Chile. Tienen contactos con las autoridades italianas, de hecho los políticos italianos de visita en el país siempre pasan por la fundación – entre otros Fassino, Epifani de la CGL. La fundación está reconocida por el Ministerio de Educación chileno, y, precisamente en acuerdo con él, realiza también una labor de recuperación de estudios. En Italia la Fundación es muy conocida; Coralís y Lorenzo esperan incluso poder emprender actividades de intercambio y prácticas en un futuro no muy lejano.

Su cercanía auténtica con Italia se nota ya desde el deseo de recordar las fechas más importantes de la historia de la península: por ejemplo, celebran, entre otros, el 25 de abril, día de la Liberación, que es para ellos una fiesta fundamental, respetando la buena tradición italiana. Además hay varios grupos teatrales, entre otros el del Teatro Angrogna – procedente de un pueblo de Piamonte y bastante conocido – que, al pasar por Chile, suelen presentar sus espectáculos en la Fundación. Ésta es una forma de acercar a los chilenos de hoy a la cultura italiana de nuestros días, lo que a veces es difícil ya que muchos de los actuales chileno-italianos conocen Italia sólo por los relatos de sus progenitores y no por un contacto directo.

Como queda claro de esta breve presentación, en la Fundación se hace desarrollo cultural y social, en sentido amplio.

2.1. Entrevista a Lorenzo Loguercio

En la Fundación tuvimos la oportunidad de entrevistar a Lorenzo Loguercio, que, como ya se ha dicho, tiene un papel fundamental en la organización y en el desarrollo de las actividades. Él mismo es italiano: nacido en Chile, hijo de dos italianos que, a su vez, se conocieron en Chile. Loguercio habla de Italia como de su “segundo país”, y se nota en sus palabras el amor que tiene a la tierra de la que salieron sus antepasados. Cuenta que su padre sólo hablaba italiano y nunca quiso aprender castellano, de allí que él haya respirado en su casa un aire de Italia.

Sin embargo, Loguercio se educó como chileno, y en Chile se hizo hombre adulto. A pesar de eso, nunca olvidó su pertenencia a la cultura italiana, teniendo con ella una relación directa. Hasta ahora ha ido tres veces a Italia, en busca de los orígenes y de algunos familiares. Dice sentirse como en casa allí, no obstante, cuando empezó la dictadura de Pinochet, primero barajó la posibilidad de

volver a la Península, pero luego la desechó porque quería estar más cerca de sus familiares. Decidió, por lo tanto, irse a Venezuela, donde, al cabo de un tiempo, se reunió con su familia. Ahora cuenta que sus hijos, ya adultos, son un poco chilenos, un poco italianos y un poco venezolanos, evidenciando así la interesante cuestión de la múltiple pertenecía que siempre va unida a las migraciones.

Veamos ahora más en detalle algunas de sus respuestas.

–¿Cuándo y cómo llegaron sus familiares?

Mi padre vino después de la Primera Guerra Mundial, durante la cual hizo cuatro años de trinchera, y llegó para arrancar de la miseria en la que se encontraba Italia en esa época; mientras que mi madre nació aquí y fueron sus padres los que vinieron antes de la Guerra.

–¿En qué condiciones y con qué habilidades?

Ambas familias eran campesinas de la región de Basilicata.

–¿Qué sabe Usted de las dificultades que encontraron sus padres para integrarse?

Mis familiares encontraron las dificultades normales de todos los inmigrantes, conocer el país, descubrir sus códigos de comportamiento, la lengua, buscar trabajo, por un lado y, por otro siempre vivieron con la tristeza de estar lejos del país natal y de muchos seres queridos.

–¿Qué diferencias y qué analogías ve entre la cultura chilena y la italiana?

Hay bastantes diferencias entre las dos culturas, diferencias que quizás incluso antes, en la época de mis padres, eran más fuertes, ya que ahora todo se va uniformando un poco: la familia italiana estaba más estructurada que la chilena, por ejemplo, con vinculaciones más fuertes. El tema del trabajo también era distinto: el italiano era más trabajador, estaba más dispuesto a sacrificarse, eso también porque estaba fuera de su tierra y tenía que esforzarse muchísimo para lograr su sitio en el mundo laboral, además de que muchas veces tenía que mandar dinero a los familiares que se habían quedado en la península.

–¿Qué le contaban de Italia sus padres y abuelos?

Maravillas, todo lo que venía de Italia era lo mejor, todo allí funcionaba mejor. Por eso mis familiares intentaban, como muchos inmigrantes, recrear una Italia a su medida aquí en Chile. También

cada palabra de ellos estaba teñida por la nostalgia, y por el recuerdo de la tierra natal y de los familiares.

–¿Qué imagen tiene ahora de Italia? Dijo que le gustó pero no tanto como para quedarse a trabajar, podría precisar algo más...

En Italia el tema laboral está muy complicado y hay muchísima competencia, así que para mí sería imposible trabajar allí; también por eso cuando se trató de exiliarme de Chile fui a Venezuela, allí había más trabajo y menos competencia. La Italia de ahora me gusta por muchas cosas, sobre todo relacionadas con su cultura, arte, desarrollo en el campo creativo, pero, por otra parte, sé que ahora el país está pasando por una etapa muy complicada y creo que en ese momento, quizás, la condición político-social está mejor aquí.

–¿Sufrió discriminación por ser de origen italiano? O al revés, ¿se sintió en alguna ocasión privilegiado por ello?

Francamente no pasó ni una ni otra situación. Discriminación no la viví nunca, aquí el italiano es bastante respetado, apreciado, además tiene fama de ser un gran trabajador y yo heredé esto de mis padres, así que siempre me he sentido bien acogido. Tampoco me siento un privilegiado, me siento simplemente un ser humano, que trabaja y se busca su pequeño lugar en el mundo.

–¿Qué interés ve, actualmente, hacia la cultura italiana?

Veo mucho interés, tanto de parte de los descendientes de italianos que quieren saber más de sus antepasados y de sus raíces, como de los chilenos que desean conocer la cultura italiana y la lengua. Nosotros damos clase de italiano los sábados por la mañana y hay muchos alumnos, de diferentes estratos culturales y sociales y de distinto origen. También organizamos eventos que tengan algún nexo con la cultura italiana, antes lo hacíamos cada sábado, ahora lo hacemos una vez al mes, por falta de tiempo. Y siempre viene mucha gente con el deseo de compartir tiempo e aficiones. En particular organizamos charlas, encuentros musicales, exposiciones de cuadros, entre otras actividades.

3. Chileno-Italianos en la Academia

3.1. Una chileno-italiana en la Universidad de Chile: entrevista a Julia Romeo (Giulietta para la colectividad)

Julia Romeo es una figura importante del mundo intelectual santiaguino. Además de su labor como Profesora Emérita de la Universidad de Chile, participa con frecuencia en las actividades culturales de la ciudad, en particular en las del Instituto Italiano de Cultura. Julia Romeo es también Presidenta Honoraria de la Asociación Campano-chilena.

Su reciente participación en la mesa redonda organizada para la presentación del libro del escritor italo-argentino Nilo Zanardi, titulado *L'albergo degli immigranti*, hizo que la conociera y que, posteriormente, nos juntáramos para hablar de su condición de chileno-italiana, al tiempo que de la interesante historia de su familia.

La profesora contó cómo llegaron sus antepasados italianos a Chile, explicando que procedían de la región Campania, y venían ya con la intención de establecerse definitivamente en el país.

Toda la familia de origen de Julia es italiana y ella misma declara haberse movido en un ambiente absolutamente italiano hasta los diecisiete años, cuando ingresó en la Universidad de Chile como estudiante. Fue en ese momento que su situación y sus sentimientos cambiaron, ya que hasta entonces se había considerado totalmente italiana, y había vivido el hecho de estar en Chile como algo circunstancial.

En su casa, en efecto, se hablaba dialecto, pero ella estudió en la Scuola Italiana donde aprendió el italiano. En la familia – cuenta – se comía y vivía igual que en la Península. Transcurrían su vida en una pequeña Italia dentro del Chile que los hospedaba. Incluso nos relata acerca de la mucha inquietud que causó en su grupo familiar el hecho de que ella se casara con un chileno y no con un italiano. Un chileno al que, por otra parte, ella italianizó durante sus cincuenta y tres años de vida juntos. La profesora subraya con orgullo que ahora él también pasa a menudo por italiano.

Como decíamos, la primera toma de conciencia de la profesora acerca de su chilenidad se da cuando en la universidad no se puede matricular como Guilietta, y tiene que hacerlo como Julia (nombre legal que supo tener por unos documentos que le exigieron), ni siquiera como Julieta, que era el nombre con el que algunos reconocían en ella a “la chilena italiana”. A partir de ese momento, y

durante el posterior contacto con los compañeros de estudios, aprendió lo que significaba ser chilena.

La otra toma de conciencia se dio hace pocos años cuando, en un congreso celebrado en Italia, la profesora se dio cuenta de que en ese país ella no "era" italiana sino que más bien se sentía y era considerada chilena. Y eso nos hace pensar que, quizás, la verdad esté en las dos condiciones, es decir en el mestizaje del ser chileno-italiana o italo-chilena.

Un último elemento que merece la pena sugerir antes de dejarle la palabra a la misma Julia Romeo es la repercusión que tuvo la época de Pinochet en su familia. La profesora declara que entre ellos no se hablaba de este tema, como si éste fuera un aspecto que no les correspondía, siendo ellos extranjeros. Y ésta es una toma de posición muy decidora de cómo se sentía su familia con respecto a la historia y a la sociedad chilenas de entonces, como ella muy bien lo dijo: «dovevamo rimanere con la bocca chiusa».

—¿Cuándo y cómo llegaron sus familiares?

Mis bisabuelos llegaron a finales del siglo XIX, eran comerciantes napolitanos apellidados Cardone y Falabella. Estos últimos fueron los que fundaron la importantísima cadena comercial que lleva el mismo nombre. Por otra parte, mi familia paterna, Romeo Giardino, llegó a Chile para continuar con su actividad de sastrería, lo que siguió siendo el oficio de algunos descendientes, hasta hace poco.

—¿En qué condiciones y con qué habilidades llegaron?

Bueno, además de lo que ya se señaló, mi *nonna* paterna, como casi todas las italianas, tenía excelentes dotes culinarias. Y las aprovechó, pues durante algunos años tuvo un hotel, donde frecuentemente iban los emigrantes de la época a almorzar y compartir.

—¿Qué sabe Usted de las dificultades que encontraron sus familiares para integrarse?

Los italianos, en general, no tienen muchas dificultades para integrarse, pero, por otra parte, también hay que tener en cuenta el hecho de que, una vez llegados a Santiago, los inmigrantes tendían a establecer fuertes vínculos entre compatriotas, de allí la proliferación de las asociaciones italo-chilenas. Además, los italianos que llegaban al país tenían una vida muy dura y dedicada casi totalmente al trabajo, así que tardaban un tiempo en mezclarse con los chilenos.

–¿Qué diferencias y qué analogías ve entre la cultura chilena y la italiana?

Por supuesto que se observan diferencias. Entre muchos otros aspectos, el concepto de trabajo, el de respeto, el de autoridad, la responsabilidad, etc.

En cuanto a familia, se puede sintetizar como sigue. La familia italiana, mejor dicho mi familia, es extensa, muy extensa, no sólo vivíamos junto a nuestros padres, sino también con los abuelos, tíos abuelos, tíos, primos, y estos últimos – si se daba el caso – hasta de tercero o cuarto grado. La familia chilena es lo contrario. Generalmente se vive con los padres y se suele o no visitar a los abuelos, menos a los tíos y casi nada a los primos. Esto marca una diferencia muy grande en la formación de lazos y la conservación de tradiciones comunes para continuar.

–¿Qué le contaban de Italia sus padres y abuelos?

"*L'Italia è l'Italia!*" Todo era mejor. Desde el plano cotidiano hasta el valórico religioso. Continuamente uno escuchaba "En Italia esto no sucede... En Italia es...". Por tanto, lo vital, lo intelectual y cultural – incluyendo lo ético y lo moral – y lo espiritual, se autopercibía en una jerarquía que llegaba a ser sobrevalorada, sin criticidad.

–¿Qué imagen tiene ahora de Italia?

Italia, para mí, sigue siendo la cuna de mis raíces. Amo *l'Italia*. Cuando la visito siento una fuerte añoranza, porque no sólo reconozco sus grandes obras de arte, sino que también me son familiares sus calles, *i suoi vicoli*. Reconozco a mi padre y a mis *nonnos* en todo rincón. Sin embargo, eso no significa que menosprecie la cultura hispanoamericana, la cultura "chilena", si es que se la puede reconocer como tal. Son diferentes. Evolucionaron de un modo diverso, también. Su historia social, económica y cultural las hace perfilarse como distintas; no es que una sea superior a la otra.

–¿Sufrió discriminación por ser de origen italiano? O al revés, ¿se sintió en alguna ocasión privilegiada por ello?

No cabe duda que se me ha dado lo uno y lo otro. Lo primero en el plano de las competencias laborales, las oportunidades. Lo segundo, a nivel de autoestima, profundamente suele hacerse presente. Cuando tengo conciencia de ello, "rebobino" y trato que no se note.

–¿Qué interés ve, actualmente, hacia la cultura italiana? ... Me comentaba que su hija sigue interesada en sus raíces pero que ya con su nieta esto se irá perdiendo...

En todo caso, la *nonna* Giulietta le enseña cancioncillas, bailecillos como la tarantella, el uso de la pandereta, poemitas y... comida. Esta última, puedo asegurar que le encanta. Entre una cazuela y unos spaghetti, Florencia Giulia se queda con lo último.

3.2. Entrevista a Cristián Basso Benelli, poeta, profesor de literatura, miembro y ex presidente de la Asociación de escritores chileno-italianos

Cristián Basso Benelli es un joven profesor y poeta que desempeña una actividad importante de difusión de la cultura chileno-italiana en Santiago. Ya tiene varios libros publicados en Chile y, recientemente, han aparecido en Italia, como él mismo cuenta, algunos poemas suyos en traducción. Fue presidente de la Asociación de escritores chileno-italianos y allí le hicimos la entrevista que se expone a continuación. Pero veamos primero algunos datos de dicha asociación, basándonos en su Estatuto.

Surgió esta institución del propósito del escritor Renzo Rosso de recoger una muestra de poetas de origen o ascendencia italiana que se dieron a conocer durante el siglo XX y comienzos del XXI en la escena poética chilena. Fue por eso, por lo que, con la colaboración de la también escritora Annamaria Barbera, investigaron, seleccionaron y editaron la obra que sirvió como referente para convocar a los demás escritores que pasaron a formar la Asociación. Se reunieron así un total de treinta y tres autores que proporcionaron una verdadera panorámica de estilos, intereses temáticos, en tanto que coincidían en el deseo de preservar una memoria colectiva compartida e inspirada en el proceso de la migración italiana a Chile. La Asociación se fundó oficialmente en el mes de abril de 2005 y tiene como objetivo fundamental la preservación de las raíces italianas de sus miembros, buscar el contacto con los gestores culturales italianos y valorar el intercambio de experiencias y opiniones respecto al tema de pertenecer a dos culturas, la chilena y la italiana.

–¿Cuándo y cómo llegaron tus familiares a Chile?

Mis familiares italianos proceden de Florencia y de Génova, tanto por vía materna como paterna. Por vía materna, el primero en llegar

a Chile fue Vincenzo Benelli, sacerdote de la Orden de San Francisco, que llegó a Concepción con el propósito de contribuir al trabajo misionero. Su arribo ocurrió en 1864. Además de la religión, destacó por la escritura de textos poéticos métricos, estudios bíblicos e históricos. Vivió en Santiago, Perú y regresó a la localidad chilena de El Monte, pueblo donde falleció y está enterrado. Fue él quien estimuló a Luigi Benelli Biagi a viajar y asentarse en Chile. Él provenía del pueblo de Scarperia, en la provincia del Mugello en Toscana. De la rama familiar de los florentinos procede mi madre, Nefer Benelli. Por parte de la familia de mi padre, sólo conservo algunos datos todavía imprecisos por la separación del matrimonio Basso Benelli, pero sé que su llegada a Chile es más reciente, alrededor de 1945 en Valparaíso. Presumo, por lo que me han contado amigos míos de origen italiano y que conocen a otros Basso residentes en Chile, que provienen de Génova, aunque también es posible reconocer que su origen es del sur de Italia, curiosamente familia de poetas y artistas como Salvo Basso.

—¿En qué condiciones y con qué habilidades llegaron a Chile?

Hablaré de mi familia Benelli, para mí la más cercana y directa. Mis antepasados italianos provenientes de Firenze eran campesinos. Los padres de Luigi Benelli, Alexandra Biagi y Vincenzo Benelli, también lo eran. Pero entre sus intereses estaban muy marcados los literarios, artísticos, el trabajo social y los estudios históricos. El ejemplo más maravilloso para mí, que soy académico de literatura y poeta, es el de mi tío abuelo Alejandro Benelli. Él fue escritor, investigador de folclor chileno y lingüista que dedicó su vida entera al estudio de la obra de Benjamín Vicuña Mackenna, con estudios sobre toponimia aborigen e incluso escribió un artículo sobre el origen etimológico del nombre de Chile. Creo que de él heredé mi oficio. Mágicamente he comprobado, tras investigar y reunir información para obtener mi ciudadanía (aún en trámite tras dos años de haber entregado la documentación correctamente exigida), que durante mi vida he vivido en lugares cercanos a las casas del Santiago céntrico en el que él mismo vivió. Eso me llena de orgullo. No sé bien si la veta literaria está asociada a la del gran escritor Sem Benelli, también originario de Toscana.

—¿Qué sabes de las dificultades que encontraron tus padres para integrarse?

Las dificultades que les atañen a mis padres consisten en la falta de apoyo de la colectividad para orientar y esclarecer el origen

italiano que tenían. Esa tarea la asumimos mi hermano gemelo, Maximiliano, y yo ya a los 30 años. Siempre sentimos que nos faltaba algo importante que completar, más allá de los supuestos beneficios que el común ve en una familia de origen europeo. Para nosotros era algo vital, de identidad, de familia, de conocer la propia historia del origen familiar para entender por qué no nos sentíamos completamente integrados. Pese a todo, no fuimos educados en la Scuola Italiana, pero yo conseguí insertarme en las actividades culturales del Instituto Italiano de Cultura y colaboré sostenidamente con charlas, lecturas y encuentros literarios en la Fundación Insieme; llegué a presidir la Asociación de escritores italo-chilenos gracias al apoyo que recibí de la italiana Annamaria Barbera Laguzzi, a quien llamamos *seconda mamma*. Este periodo de intercambio y aporte desinteresado a la cultura italo-chilena me sirvió para darme cuenta de las grandes diferencias sociales que caracterizan las interrelaciones al interior de la comunidad. El haber estudiado en la Scuola Italiana es un requisito tácito para considerarse parte de la colectividad misma o tener dos apellidos italianos. Puedo hablar de dificultades asociadas al ostracismo que algunas organizaciones italianas en Chile manifiestan. El poder económico es relevante a la hora de pertenecer o ser considerado. Es mi percepción. Desde luego que el contacto y la integración dependen, luego, de uno mismo.

—¿Qué te contaban tus padres o abuelos?

Mis padres, aunque aman a Italia y en su carácter se delata de modo natural, no se dieron el trabajo de educarnos en la cultura italiana que nosotros como hijos exigíamos. Las historias que nos fueron narradas estaban asociadas a la Italia sufriente y dolida por la guerra, al impacto que en ellos produjo y a la valoración por la vida agrícola que desarrollaron con amor y tesón Alexandra Biagi y Vincenzo Benelli.

Se mantuvieron, eso sí, tradiciones culinarias y costumbres que el afecto férreo conoce. Mis parientes italianos eran muy cultos: hablaban inglés, se relacionaban con la "aristocracia intelectual" del Chile del siglo XX y fueron considerados gracias al arduo y admirable trabajo de Alejandro Benelli, a quien dedico mi tercer libro de poemas que editaré en octubre. No pude conocerlos a todos, pero sé que están en mí y conmigo.

—¿Qué conocimiento tienes de la cultura italiana?

Conozco la literatura, principalmente los poetas del decadentismo italiano. Incluso di en el 2007 una charla sobre la poesía de Cesare

Pavese. Gracias a mi integración en actividades culturales, aprendí el himno di Mameli, conocí algunas danzas del sur de Italia, hice un curso de nivel básico de lengua italiana en el Instituto Italiano de Cultura y desde siempre oigo y tarareo canciones italianas en mis tiempos libres. Por un viaje que hizo mi hermano gemelo Maximiliano a Firenze, pude conocer de su voz la tierra de mis ancestros. Me gustaría hablar perfectamente el italiano, haberme educado con la lengua de modo sistemático y hasta escribir en ella. Ese regalo me lo hizo este año Luigi Muccitelli (de Fondi) quien tradujo dos poemas míos al italiano en un libro que aparecerá en octubre de este año. Los poemas son "La terra non sa morire" y "Commentami se sono con te". Aún así, me siento italiano siempre, sé que lo soy, más allá de la llegada tardía de mi ciudadanía. Esa fuerza itálica me anima y me inspira siempre a seguir. Pienso en ellos y sigo mi camino con más convicción. Mis ancestros son para mí dones.

–¿Qué diferencias y analogías ves entre la cultura chilena y la italiana?

Las diferencias están referidas a la falta de rigor, sentido de la perfección y de la belleza que ostenta el alma italiana. Las analogías las asocio por el carácter latino que ambos poseen en su raza y su idiosincrasia, además de cierta impetuosidad, amor por la patria, el clima y la capacidad creativa en el lenguaje.

–¿Has viajado a Italia?

Aún no, y es una pena. Todavía para mí es un sueño pendiente, pero fui muy feliz cuando mi hermano Maximiliano ganó la Beca Mario Olla en Florencia el año 2006. A él lo premiaron con una estadía en Firenze de cuatro meses para integrarse como arquitecto en un estudio de importante trayectoria. Lo recibieron personas estupendas en lo profesional y lo personal como la artista visual Tiziana Acomanni, con quien mantiene amistad y comunicación hasta hoy. Lo más maravilloso es que visitó Scarperia y Santa Ágata.

–¿Qué imagen tienes de Italia?

La más entrañable de todas. Es como un gran amor que me espera. Tengo la imagen de la poesía pura de una tierra que me heredó gran parte de la poesía que hago desde niño. Italia para mí es fuerza interior, es belleza, lo natural siempre cantando.

–¿Sufriste discriminación por ser de origen italiano? O al revés, ¿te sentiste en alguna ocasión privilegiado por ello?

Siempre me he sentido privilegiado por ser italiano, siempre orgulloso de mis raíces italianas. En la vida escolar fue extraño para mis pares, pero no llegó a ser motivo de discriminación, aunque algunos dijeron más de una vez "los italianos son todos tenderos", es decir, comerciantes que pusieron tiendas al asentarse en Chile. Para mi trabajo y mi oficio poético, el ser italiano ha sido siempre un "plus", un valor agregado, un respaldo que me muestra ante el resto.

–¿Qué interés ves actualmente en Chile hacia la cultura italiana?

Veó mucho interés hacia Italia, sobre todo en querer adquirir conocimiento de su idioma. Como profesor de español y académico de literatura, los alumnos siempre me han manifestado que les enseñe más de la cultura italiana. Este ejemplo es muestra de que Chile siempre ha tenido especial cariño hacia Italia. Eso se evidencia siempre cuando se comunica y comparte el origen.

–¿Qué papel tiene la asociación de escritores chileno-italianos en el mundo cultural santiaguino?

Un papel muy importante que se ha ido ganando poco a poco. Nuestro Santiago actual es reacio a la cultura en general. Esta realidad no ha sido impedimento para que la asociación siga trabajando desde hace tres años en los objetivos que le dieron vida: promover la cultura italiana, los escritores italochilenos e italianos, la promoción de obras de autores de la asociación, la organización de eventos culturales que evidencian el amor por la cultura italiana y los ciclos de charlas que los mismos miembros de la asociación preparamos para el público chileno. Prueba de ello son la edición del libro "La poesía de una migración: antología de poesía italochilena", los lanzamientos de libros escritos por miembros de la asociación y el trabajo interdisciplinario con las artes visuales que se sigue implementado en el programa.

4. Carlo Mesina y el partido humanista

Otra organización que tiene cierta relación con Italia es el Partido Humanista Chileno, donde trabaja Carlo Mesina, un sardo que lleva ya más de treinta años asentado en Santiago. Carlo es una persona entrañable, que con placer habla de su vida aventurera. Nos explica que a los diecisiete años se fue de casa, con algo de complicidad de su madre, siguiendo su fuerte deseo de libertad. Sus viajes lo

llevaron a conocer muchos lugares, y a profundizar en su ideal de compromiso político y social.

A pesar de su vida tan intensa y nómada, Mesina logra licenciarse en ingeniería y puede así salir de Cerdeña para ir a trabajar primero a Canadá y luego a Estados Unidos. Durante su estadía en Norteamérica obtiene unos meses de vacaciones que le permiten emprender su viaje por América Latina. En Colombia coincide con la reunión anual de la "Internacional Humanista" y allí entiende que su vida será otra, más profundamente vinculada al compromiso político y al ámbito social. Abandona por lo tanto definitivamente su trabajo de ingeniero y vuelve a sacar la cámara de fotos y la de vídeo, sus antiguas pasiones. Empieza, así, a dedicarse a las artes visuales. Se pone a estudiar cine y televisión, primero en Brasil después en Cuba, para terminar realizando documentales y exposiciones fotográficas. Todo ello contribuyó a que siguiera viajando por el continente americano para conocer de cerca las condiciones de vida de los grupos sociales más desfavorecidos – la situación de la Amazonía brasileña, cuyos pueblos nativos se encuentran en estado de total abandono, la lucha constante para sobrevivir en terrible pobreza en Colombia, Perú y Ecuador, por citar algunos.

A lo largo de sus peregrinaciones, conoce y se enamora de una chilena y es así que llega al país. Aquí Mesina se incorpora a actividades en apoyo al retorno de la democracia en Chile, a la causa de los derechos humanos y, últimamente, a la defensa de las reivindicaciones de los Mapuche, sobre quienes ahora está rodando un documental.

Veamos a continuación cómo habla él de su experiencia de italiano – sardo, como subraya varias veces – en Chile.

¿Cuándo llegaste exactamente a Chile?, y ¿cómo fue tu primera época en el país?

Llegué a Chile en el 1976 en plena dictadura, adaptándome con dificultad al toque de queda, a miles de controles y a un régimen que solamente había conocido por lo que se veía en la televisión cuando se referían a la época de Mussolini y de Hitler. Empecé a grabar los atropellos que se cometían en el país, las violaciones permanentes de los derechos humanos más elementares. Y con las imágenes y las entrevistas trabajé con la Vicaría de la Solidaridad, una vicaría católica creada para denunciar estos acontecimientos y ayudar a quienes los padecían. Asimismo entregaba materiales audiovisuales a varias ONG europeas denunciando constantemente las diferentes violaciones de los derechos humanos perpetradas por la dictadura

chilena. Existían algunas productoras independientes, casi todas clandestinas, y este era mi ámbito de trabajo. La realización de documentales en donde se denunciara la situación de violencia en la que estaba sometida la mayoría de la población chilena era mi tarea y obligación. El envío de esos materiales afuera del país, eso era lo más difícil. Temores a los allanamientos, secuestro de materiales, posibles torturas o desapariciones eran las tensiones permanentes que me tocó vivir. Estas tensiones se mantuvieron hasta la llegada de un Gobierno Democrático, en el año 1990.

–¿Qué relación tienes con el Partido Humanista local?

Mi relación con el Partido Humanista empieza al inicio de los años ochenta, desde la época de la clandestinidad, antes de que, en mayo del 1984, se configurara tal y como es hoy. Yo soy el encargado audiovisual, tengo en archivo imágenes desde su fundación, es un material vastísimo que cuenta la historia del Partido acá en Chile y en algunos otros países vecinos. Trabajé en todas las campañas políticas preocupándome de la realización de los spots televisivos. Soy uno de los pocos que siguen y que empezaron en la primera campaña política con el referéndum del *SI* y del *NO*, en la campaña presidencial de Patricio Aylwin y continuaron después de la Dictadura Militar.

Seguí todas las campañas Presidenciales y Parlamentarias en las que el Partido Humanista presentó candidatos, así como en municipales, con alcalde y concejales humanistas, en síntesis en todas, porque el Partido participó desde su fundación hasta hoy en todas las campañas electorales. Estoy a cargo de dirección, realización y difusión televisiva de las imágenes corporativas del Partido, además de ser uno de sus fundadores.

–¿Qué dificultades encontraste al tener que integrarte?

No existiendo en el momento de mi llegada una libertad de opinión, tuve que desarrollar mi trabajo desde la clandestinidad, a pesar de ser no violento y de no tener intervención política partidaria, igual debía entregar mi trabajo en forma clandestina, enviar las noticias a través del satélite a medio mundo y sin saber si en algún momento esto se transformaría en algo más peligroso aun. Conocía bastante bien el idioma, pero, como cada país se mueve con códigos propios, éstos no los conocía. Fue complicado adaptarme a esa total desconfianza existente en cada momento, es cierto que por confiar, muchos perdieron la vida. Fue difícil trabar amistades en

esos tiempos tan duros y violentos, además siendo yo extranjero la situación era incluso peor ya que esto producía más desconfianza.

–¿Qué diferencias y qué analogías ves entre la cultura chilena y la italiana?

La diferencia substancial con respecto a las familias que me rodean fue encontrarme con una organización familiar basada en el matriarcado, diferente de la sociedad y a la familia en donde nací y me desarrollé, como es la sarda. Seguramente la globalización fue emparejando las diferencias, el famoso maestro chasquillas, artista del ingenio latinoamericano, capaz de reparar con un alambre televisores, autos (en particular el Fiat 600), como también, refrigeradores, radios y presumir de gran experto, esto es algo que en Italia no viví, una extrema picardía en inventarse profesiones de las más variadas para ganarse la vida y con un reconocimiento de la sociedad. En el trabajo se notan una aproximación y un atraso con justificaciones surrealistas. Los chilenos establecen los paralelismos siguientes: Italia es un país de cantantes, Chile es un país de poetas (Neruda, premio Nobel); el pueblo chileno es guerrero, nunca perdieron una guerra, conquistaron Perú y Bolivia, los italianos se fueron de África corriendo. Estas creencias populares marcan diferencias fundamentales en el paisaje humano y dificultan la comunicación más profunda en donde las explicaciones no sirven y cada cual termina reforzándose en sus creencias. Percibí, y percibo, mucha soberbia y poca humildad.

–¿Qué imagen tienes de Italia, después de tantos años?

Actualmente veo una Italia muy diferente de la de mis recuerdos de infancia y juventud. Percibo a través de las informaciones de RAI International, de Internet, de los diarios y noticias de familiares y amigos italianos, una Italia llena de colores brillantes, de modas brillantes, de zapatos brillantes, de villas y habitaciones espaciosas, pero no entiendo la precariedad en las pensiones, en el trabajo, en la salud, en la educación. Veo la solidaridad frente a una catástrofe mundial, no la percibo en el vecino, no entiendo por qué todavía, tal como les pasaba a mis padres, es tan difícil llegar a fin de mes. No entiendo por qué los avances de bienestar no se manifiestan en la mayoría de la población. Mis sueños fueron y son los de ver una Italia participativa, entretenida, en lo intelectual abierta hacia el mundo y defendiendo su propias tradiciones y cultura. A lo largo de mis viajes hice muchos trabajos diferentes, Italia era un país que entregaba mano de obra, muchos de los que nos fuimos buscando

nuevos caminos sentimos la discriminación como emigrantes. Y ahora, después de pocos años, nos olvidamos de eso, de todos los problemas burocráticos que sufrimos y los hacemos padecer a aquéllos que buscan en Italia un lugar de trabajo. Veo una memoria corta y no la entiendo. Muchas explicaciones, muchas leyes, las mismas que como emigrantes hemos escuchado y que siguen siendo nada más que explicaciones.

–¿Sufriste discriminación por ser italiano? O al revés, ¿te sentiste en alguna ocasión privilegiado por ello? ¿Qué actitud tiene el chileno medio frente al europeo?

No encontré mucha solidaridad en la colonia italiana, los residentes italianos de esa generación eran más proclives al gobierno de turno. Esto me obligó a tener que adaptarme rápidamente y no recurrir a ese ámbito. Aprendí a hablar despacio, a no mover mucho el cuerpo ni las manos porque esto se interpreta aquí de otra manera. También tuve que sufrir esa discriminación típica del “ser emigrante”, es decir trabajar al negro, sin contrato ni seguro de salud. El extranjero si no tiene dinero para invertir difícilmente alcanza un buen lugar de trabajo y menos un sueldo similar en paridad de condiciones. Trabajé en canales de televisión y así se dieron las cosas. Estudié cine y televisión en Brasil, Cuba y también hice varios talleres de posgrado en Chile y a pesar de esto siempre me fue difícil competir con los chilenos. El europeo es visto como un individuo que invierte, aporta dinero y algo de trabajo, pero tiene un sueldo en euros y las ganancias vuelven a su lugar de origen. Yo hago parte de un modelo clásico: soy el típico emigrante, ése que busca un trabajo.

Quedan los antiguos europeos que llegaron después de la Primera y Segunda guerra sin nada y que se fueron adaptando cada vez más, perdiendo así sus orígenes y manteniendo una doble nacionalidad útil para trasladarse, para no tener problemas en las aduanas, para viajar o invertir fuera de Chile y otras cosas similares. Nunca sentí privilegio siendo europeo, si no con algunas mujeres que sentían curiosidad en conocerme. Pero realmente en ningún momento me sentí privilegiado por eso. Chile no es un país muy abierto, ser extranjero sin dinero y tener que trabajar para vivir aparece como una competencia más que quita lugar de trabajo, en un pueblo que al fin y al cabo es muy conservador y en donde las oportunidades no abundan.

–¿Qué interés ves, actualmente en Chile, hacia la cultura italiana?

Aparte del fútbol noto un interés muy vago acerca de la cultura italiana y menos por su organización social. Seguro que perdimos referencias en lo que entendemos como cultura, son pocos los que me preguntan sobre el tema, los pocos que lo hacen se refieren a otros momentos históricos, a la moda, la comida o los monumentos típicos. Hablar de literatura italiana, de pintura, de cine o de arte en general es difícil. Las referencias están en el pasado, o en lo clásico – Dante, Galileo, Manzoni, Fellini, Leonardo, Giotto, La capilla Sixtina, el Papa, la política alguna vez –, Italia no está muy de moda ahora. El progresismo se da en América Latina, en Asia o en Estados Unidos. Se ve Europa, e Italia como parte de ella, como *lo pasado*, el viejo continente, lo que ya no aporta en este momento, donde la soledad opera, donde los viejos se mueren abandonados, donde el individualismo es una virtud, donde se vive con miles de cabezas nucleares sobre la propia, donde es extremadamente difícil planificarse para conseguir una vida digna a la que cualquier ser humano anhela.

5. A modo de conclusión

Estas entrevistas y las palabras que las preceden quieren ser sólo el primer paso en la investigación acerca del tema, vasto e interesante, de la presencia de los italianos en Chile. He utilizado un patrón de preguntas que, si bien adaptado a cada uno de los entrevistados, fuera igual para todos, lo que permite tener una información más coherente y uniforme. Resulta evidente de las respuestas que la percepción de la "italianidad" y de la "chilenidad" son muy distintas en los italianos nacidos aquí y en Mesina, que nació y se crió en Cerdeña. También se puede ver la diferencia de apego a Italia (más fuerte en los que lo heredaron de los familiares) y cierta visión – mitificada en los chileno-italianos, y totalmente desmitificada en el italiano – distorsionada por la distancia del país. Pero todo eso será objeto de posteriores investigaciones.

Referencias bibliográficas

- ESTRADA Baldomero, *El progreso italiano en Chile*, Santiago, Editado por Joaquín Blaya, 1921.
- , "Notas sobre los genoveses en Valparaíso a través de los testamentos, 1850-1900", en *Estudios migratorios latinoamericanos*, 5, 15-16, agosto-diciembre 1990, pp. 547-555.
- , *Presencia italiana en Chile*, Valparaíso, Eds. Universitarias de Valparaíso, 1993.
- , "Redes socioeconómicas y mercados urbanos: la colectividad italiana de Valparaíso en el cambio de siglo", en *Estudios migratorios latinoamericanos*, 12, abril 1997, pp. 3-27.
- MALDINI R. Héctor, *Contando Italia desde Chile*, Santiago, ed. Héctor Maldini, 2004.
- PELLEGRINI Amadeo, *El censo comercial industrial de la colonia italiana en Chile: resumen general de las actividades de la colonia*, Santiago, Impr. de la Colonia, 1926.
- GIMÉNEZ Carlos - MALGESINI Graciela, *Guía de conceptos sobre migraciones, racismo e interculturalidad*, Madrid, Ediciones La cueva del oso, 1997.
- GANDOLINI AMBROSOLI Giancarlo - BRAVO CARRASCO Juan, *Ambrosoli. Desde los Alpes a los Andes*, Santiago, Editorial Evolución, 1998.
- GIULIANI-BALESTRINO Maria Clotilde, *L'Italia fuori dall'Italia. Gli italiani in Cile*, Génova, Bozzi Editore, 2000.
- HARRIS Gilberto, *Emigrantes e inmigrantes en Chile (1810-1915): Nuevos aportes y notas revisionistas*, Valparaíso, Universidad de Playa Ancha, 2001.
- SALAZAR Gabriel, *Historia contemporánea de Chile*. Tomo V, Santiago, Lom, 2002.

Inserción socio-económica de los italianos en Córdoba 1876 y 1914

Isabel Manachino de Pérez Roldán

1. Inmigración y política

Dentro de la sociedad argentina de fines del siglo XIX y principios del XX, los extranjeros, en general, y los italianos, en particular, ocuparon un lugar destacado. El ingreso más elevado, se registró en el período comprendido entre 1876 y 1914.

Por entonces, el país atravesaba un período de expansión económica que exigía mano de obra para levantar las cosechas, construir vías férreas, cargar trenes y barcos y contribuir al desarrollo de las actividades industriales y comerciales.

A la famosa frase de Alberdi – «*gobernar es poblar*» – y a la de los constituyentes argentinos de 1853 – «*para todos los hombres del mundo que quieran habitar el suelo argentino*» – se sumaron las leyes destinadas a atraer al extranjero. La ley de Colonización e Inmigración de 1876, puso de manifiesto la política del Estado argentino, encaminada a fomentar el poblamiento del interior del país mediante la colonización oficial y privada en territorios provinciales, nacionales y particulares. Con anterioridad a la ley mencionada, el 23 de septiembre de 1871 el gobierno de Córdoba había sancionado una destinada a promover la colonización mediante la inmigración espontánea. De la lectura de sus seis artículos a que quedó reducido el proyecto presentado en junio de 1871 se deduce que, para el logro de tal objetivo, la provincia destinaría doscientas leguas cuadradas de sus terrenos fiscales¹. Cada familia que se estableciese en los nuevos pueblos o en sus alrededores, quedaría exenta del pago de todo impuesto provincial por el término de cinco años y recibiría semillas y útiles de labranza por el monto de cien pesos fuertes. Al obtener el título de propiedad, los beneficiarios abonarían un derecho de cinco pesos fuertes que pasarían a formar

¹ ARCHIVO HISTÓRICO DE LA PROVINCIA DE CÓRDOBA (en adelante AHPC), *Honorable Asamblea Provincial*, Tomo 44, 1869-1871, folios 324 a 328.

el fondo de educación². Con esas medidas, se concretó el propósito perseguido por la Comisión Central de Inmigración la que, desde tiempo atrás, instaba al gobierno de Córdoba a adoptar una legislación adecuada que brindase al extranjero:

tierras [que] estén situadas en buenos parajes, que tengan fácil comunicación y accesos a mercados de consumo, que tengan aguas permanentes, montes y estén a cubierto de las incursiones del salvaje³.

No obstante la fundación de Tortugas y de algunas otras pocas, la colonización espontánea no tendría éxito en Córdoba.

El proceso de poblamiento en la provincia mediterránea asumió caracteres excepcionales con posterioridad a la ley provincial del 2 de agosto de 1886, según la cual las colonias agrícolas que fundase el Poder Ejecutivo en terreno de propiedad fiscal, serían eximidas del pago de todo impuesto de la Provincia por el término de diez años. Asimismo estipulaba que la extensión de las mismas no podría exceder de cuatro leguas cuadradas las que, divididas en solares para el pueblo y concesiones para campo serían vendidas en remate público y cada persona accedería a cuatro concesiones como máximo.

Esa ley también protegía a los colonizadores particulares los que deberían someter al poder ejecutivo, la aprobación de los planos correspondientes a sus colonias. Las de ochocientas o más cuadradas ubicadas a más de cinco leguas de un ferrocarril serían exceptuadas del pago de todo impuesto fiscal por siete años y las que se encontrasen a menos de cinco leguas se las eximiría por cuatro. De esa prerrogativa gozarían los molinos, destilerías, aserraderos y todo establecimiento industrial instalado en los primeros diez años, contados desde la fundación de la colonia. Pero no quedarían exceptuadas las que surgiesen en campos arrendados.

En el caso de despoblación de una colonia que disfrutase de los beneficios de esa ley, sus propietarios deberían hacerla conocer al Poder Ejecutivo que decretaría la cesación de los derechos acordados.

Comisiones especiales compuestas por los menos por tres miembros, se encargarían de la administración de las colonias fiscales y cuando ellas, al igual que las particulares, concentrasen cincuenta familias, tendrían Juez de Paz⁴.

² AHPC, *Legislatura, Contaduría y otras oficinas*, 1871, folio 136. AHPC, *Autoridades y Gobierno de la Provincia*, 1871, folio 195.

³ AHPC *Autoridades Nacionales. Gobiernos de Provincia*, Tomo I, 1871, folio 492.

⁴ PROVINCIA DE CÓRDOBA "Ley de Colonias de la..." en *Compilación de Leyes, Decretos y demás disposiciones de carácter público dictadas en la Provincia de*

A fin de garantizar los propósitos de esa ley y de evitar los abusos en que podrían incurrir sus beneficiarios, el 20 de abril de 1888, el gobierno de Córdoba dictó un *Decreto sobre Colonias*. De sus disposiciones se desprende que los particulares que desearan acogerse a los privilegios acordados por la ley de 1886 deberían, al presentar la solicitud respectiva, probar sus derechos sobre los terrenos a colonizarse y especificar la ubicación, extensión, nombre o designación y distancia con respecto a la vía ferroviaria más cercana, datos a los que agregaría el número y superficie de lotes destinados a pueblo y campo y el número de colonos ya establecidos o por hacerlo.

Las nuevas colonias serían registradas en la Oficina de Estadística, organismo que, al cabo de tres meses las sometería a inspección con el objeto de constatar si el concesionario había cumplido las condiciones para que se hicieran efectivos los beneficios otorgados por el gobierno. De comprobarse la trasgresión de algunos de sus artículos los propietarios no gozarían de las prerrogativas estipuladas oportunamente, hasta una nueva visita oficial, oportunidad en que caducaría la concesión si aún no hubiese reunido los requisitos exigidos⁵.

En los años subsiguientes fueron numerosas las colonias surgidas al amparo de esas leyes por lo que fue necesario establecer nuevas pautas que incentivaran aún más el proceso iniciado. Efectivamente, la *Ley sobre protección a las colonias agrarias* sancionada en 1896, amplió los conceptos vertidos por el gobierno diez años atrás.

La nueva medida legislativa estipulaba que toda persona o sociedad que pretendiese fundar una colonia, debería hacer constar en su solicitud el área, situación y nombre que habría de tener el futuro centro, título de propiedad del terreno a colonizar, certificado de la Dirección de Rentas que acreditase no ser deudor del fisco, plano de deslinde del trazado de división de la colonia y de la villa si así se previese. Si el punto céntrico de la colonia proyectada estuviese a más de veinte kilómetros de una estación ferroviaria o de una población mayor de doscientos habitantes, se destinaría para villa uno o varios lotes de cien hectáreas como mínimo. Pero si el punto referido se encontrase a menor distancia, el propietario se encargaría de la fundación de una villa la que sería limitada por calles públicas y estaría

Córdoba en 1886, Córdoba, Edición Oficial, Imprenta de "El Interior", 1887, Tomo Duodécimo, p. 127.

⁵ PROVINCIA DE CÓRDOBA, "Decreto sobre Colonias" en *Compilación de Leyes, Decretos y demás disposiciones de carácter público dictadas en la Provincia de Córdoba en 1888*, Córdoba, Edición Oficial, Talleres Tipográficos de "El Interior", 1888, Tomo XV, pp. 83 y 84.

dividida en manzanas rectangulares de cien o ciento cincuenta metros de lado separadas por calles de catorce metros de ancho por lo menos. El fundador debería donar al gobierno dos hectáreas para edificios fiscales y una para el cementerio y reservar para plaza pública, una manzana por cada treinta de las destinadas a la venta.

Todo el que cumpliese con las prescripciones de esa ley quedaría libre del pago de la contribución territorial por el lapso de cinco años a cuyo efecto la Dirección de Rentas mantendría en suspenso el cobro de la misma. En esos tres primeros años del surgimiento oficial de una colonia, su fundador estaría obligado a vender la mitad de los lotes rurales a razón de mil hectáreas por cada cinco familias afincadas en ellas. Cumplida esa condición, el poder ejecutivo ordenaría la anulación de las cuotas en suspenso pero, si pasado el término dispuesto por la ley no hubiese observado esa exigencia, debería informar al gobierno y, en ese caso, abonaría sólo la mitad del impuesto en suspenso y cesaría la exención. De no llenar ese requisito sería obligado a pagar íntegramente la contribución en suspenso, además de una multa de cuatrocientos pesos.

Todo jefe de familia que adquiriese lotes rurales, quedaría libre del impuesto territorial durante cinco años desde la fecha de su escritura de compra y perdería tal privilegio, en caso de no habitar el lote durante seis meses consecutivos. No gozaría de tal prerrogativa el fundador de una colonia, a cuyo dominio volviesen los lotes enajenados. Los molinos, destilerías y demás establecimientos industriales, no pagarían patente en los primeros cinco años de fundada una colonia y los comerciantes abonarían la mitad de la que le correspondiese. Esa prerrogativa no comprendía las patentes personales, aisladas o anexas a un ramo industrial o comercial.

Dentro de los centros agrícolas, se nombraría a un Juez de Paz por cada colonia que concentrase más de cincuenta familias y, en caso de estar diseminadas, uno por cada doscientas hectáreas⁶. A través de esa ley quedó reglamentada la colonización privada mediante las exigencias impuestas por el gobierno a los particulares.

El efecto inmediato de las leyes analizadas, fue el avance arrollador de la colonización cordobesa que de 6 colonias existentes en la provincia en 1877 – Tortugas, Sampacho, Caroya, Marengo Monferrati y Garibaldi – pasó a 31 en 1897, a 146 en 1895, a 164 en 1897, a 178

⁶ PROVINCIA DE CÓRDOBA, "Ley sobre protección a las colonias agrarias" en *Compilación de Leyes, Decretos y demás disposiciones de carácter público dictadas en la Provincia de Córdoba en 1896*, Córdoba, Edición Oficial, 1897, Tomo XXIII, pp. 324 a 327.

en 1898, a 268 en 1902-1903, a 308 en 1904-1905 y a 348 en 1905-1906⁷.

En ese proceso, destacamos la importancia de la iniciativa particular en la conformación de las colonias cordobesas pues, a nivel provincial y nacional, el intento resultó un fracaso, el que pudo palpase en los avatares sufridos por los habitantes de las seis colonias surgidas por iniciativa oficial⁸. Ese movimiento, que alteró la faz demográfica y económica de la pradera pampeana, sufrió el impacto de la primera guerra mundial, período en que se detuvo la corriente inmigratoria procedente del Viejo Mundo.

En el siglo XX es muy poco lo que se hizo en materia de legislación inmigratoria, si exceptuamos la ley de colonización de 1913 sancionada por Ramón J. Cárcano que facilitaba el acceso a la tierra a los hombres de trabajo sin capital, con el objeto de que el colono se sintiese seguro del porvenir y libre de la usura y especulación. La ley no iba a dar los resultados esperados pues la provincia no estaba en condiciones de expropiar tierras para su posterior venta y simultáneamente estallada la primera guerra mundial iba a reducir el ingreso de inmigrantes al país⁹.

Amparados por la legislación nacional y provincial, los extranjeros que llegaron a Córdoba, se radicaron preferentemente, en el interior, como propietarios, arrendatarios o simples jornaleros de considerables extensiones dedicadas a la explotación agrícola aunque, también, la ciudad capital sintió los efectos de la inmigración pues, de los 35.547 extranjeros relevados en 1895 en toda la Provincia, un 17.3% se estableció en ella. En lo que se refiere a los italianos, apenas un 12% eligió a la capital cordobesa como asiento definitivo mientras, el resto, prefirió las colonias. Ello demuestra que la mayoría de los peninsulares se inclinaron por las actividades agrícola-ganaderas¹⁰.

⁷ Manuel Río, *La colonización en Córdoba en 1898-1899*, Buenos Aires, Publicaciones de la Dirección General de Estadística de la Provincia de Córdoba, 1899, p. 12. PROVINCIA DE CÓRDOBA, *Anuario de la Dirección General de Estadística de la... correspondiente al año 1905*, Córdoba, F. Domenici, 1906, p. 248.

⁸ PROVINCIA DE CÓRDOBA, *Anuario de la Dirección General de Estadística de la... correspondiente al año 1905*, Córdoba, F. Domenici, 1906, pp. 122, 177, 179, 191 y 215.

⁹ María Cristina VERA DE FLACHS e Isabel MANACHINO DE PÉREZ ROLDÁN, "La inmigración centroeuropea a la Argentina. Córdoba en los años veinte", en *Emigración centroeuropea a América Latina*, Praga, Universidad Carolina de Praga, Editorial Karolinum, 2003, vol. II, pp. 161-178.

¹⁰ REPÚBLICA ARGENTINA, *Segundo Censo Nacional de la..., mayo de 1895*. Tomo II. *Población*, Buenos Aires, Imprenta Tipográfica Penitenciaria Nacional, 1898.

A pesar de lo manifestado por Alberdi, por la Constitución Nacional y por las leyes de colonización, ciertos sectores de la alta sociedad argentina se convirtieron en violentos opositores de los recién llegados, con excepción de los profesionales, que contaron con cierta aceptación de parte de la clase alta. Pero, los rústicos y desolados inmigrantes de la Europa meridional, del Cercano Oriente y otros grupos étnicos como los judíos sufrieron durante décadas una marcada segregación y fueron objeto del desdén y hasta de la burla de las familias más espectables y distinguidas. Es que el positivismo y sus teorías acerca de la superioridad de unas razas sobre otras y los agudos problemas sociales acarreados por la inmigración masiva, creaban un clima adverso para los extranjeros.

La despiadada opinión de algunos literatos sintetizaba el pensamiento de muchos argentinos de fines del siglo XIX que mantendrían con firmeza su desprecio hacia el inmigrante hasta muy entrado el siglo XX. Nada más elocuente que las palabras de Leopoldo Lugones cuando al referirse a este tema manifestara:

La inmigración puramente colectiva no nos conviene, pues y a semejanza de todo lo demás tenemos que metodizarla. Elegirla e instalarla bien, para refundirla cuanto antes en la unidad nacional que constituimos (...)
(...) Pretender que la patria tenga por huésped a la humanidad, es una paradoja (...)
(...) Tenemos que hacer patria con la gente que nos convenga, no que nos guste por satisfacción sentimental o ideológica. No se hace caridad con la patria ni filosofía con su destino¹¹.

Sin embargo, esa actitud no fue un impedimento para que los barcos desbordados de inmigrantes continuaran arribando al puerto de Buenos Aires, desde donde cada uno continuaría su camino, programado o no, pero con un sólo objetivo: la búsqueda del bienestar que su patria no les podía brindar.

2. Inserción de los italianos en la sociedad receptora

La historiografía argentina sostiene en estos últimos años que el proceso de inserción del inmigrante de fines del siglo XIX, fue rápido y efectivo aunque otros investigadores sustentan que la sociedad argentina se caracterizó por la existencia de colectividades cerradas

¹¹ Leopoldo LUGONES, *La grande Argentina*, Buenos Aires, Huemul, 1962.

que mantuvieron sus pautas más o menos similares a las de la sociedad de origen. Para el caso de Córdoba contamos con pocos aportes al respecto¹². En el presente trabajo trataremos de dar respuestas a los interrogantes que se plantean al tratar este tema.

Para fines del siglo XIX existía en la Argentina, en general, y en Córdoba, en particular, una élite de ascendencia hispánica que, a veces, podía unir su nombre a familias nobles europeas. Por debajo de ellos se encontraba un amplio espectro de empleados públicos, de pequeños productores y comerciantes al menudeo y, en un nivel mucho más bajo, una capa de pobladores paupérrimos.

En cuanto al sector más acomodado debía su bienestar al comercio, al manejo de estancias o al ejercicio de profesiones liberales, logro que las nuevas generaciones habían conseguido en América. Ellos ocupaban un lugar de privilegio en las altas esferas del gobierno provincial, en la Cámara de Senadores y en la de Diputados, en los Tribunales de Justicia y en la administración pública provincial y municipal.

A esa sociedad se incorporaría la oleada inmigratoria arribada a Córdoba en las últimas décadas del siglo XIX y principios del XX. Pocos fueron los comerciantes y profesionales italianos que lograron irrumpir con fuerza en el medio, al punto de cubrir cargos en el Concejo Deliberante de la Municipalidad capitalina y en la campaña¹³.

2.1. En el mercado laboral

2.1.1. En las actividades comerciales e industriales

Es sabido que el extranjero no podía aspirar a ocupar cargos de gran envergadura dentro del gobierno provincial y local. Una condición indispensable para ello hubiese sido su naturalización, lo que no fue frecuente para la época del presente estudio. Por lo tanto, el campo lógico en el que la colectividad italiana podría insertarse con mayor facilidad, sería en el económico, particularmente en el sector del comercio y de la industria.

En efecto, la colectividad italiana participó activamente del desarrollo industrial de Córdoba. Una de las razones fue la extensión de la red

¹² María Cristina VERA DE FLACHS, "Las colectividades extranjeras en Córdoba en el siglo XIX. Identidad e integración", *Cuadernos de Historia*, n. 35, Córdoba, Junta Provincial de Historia de Córdoba, 1993.

¹³ PROVINCIA DE CÓRDOBA, *Guía General de Córdoba*, Córdoba, F. Domenici, 1904. CÓRDOBA, *Guía social de... "Hojas de plata"*, Primera edición, Córdoba, 1912.

ferroviaria hacia el interior de la República en los años sesenta del siglo XIX que convirtió a la ciudad en un centro relativamente importante para las actividades industriales y comerciales, ya que en ella se surtían los minoristas del norte y oeste del país los que, debido a los modestos capitales con que operaban, no podían concurrir a Buenos Aires. A su vez, Córdoba estaba dotada por su naturaleza de elementos esenciales para el desarrollo de las actividades industriales, por ejemplo, las caídas de agua de las sierras que la circundaban le permitirían, a fines de siglo, obtener fuerza motriz barata. El desarrollo de la agricultura y de la ganadería, la explotación de los yacimientos minerales y la importancia y extensión de los bosques en el período de estudio, facilitaban la obtención de abundantes materias primas. Simultáneamente, los cordobeses habían sido beneficiados desde el Estado provincial por la Ley 1269 sancionada en 1893, que exoneraba de impuestos fiscales a las industrias que se establecieran en los tres años siguientes de su promulgación.

Al amparo de su privilegiada situación geográfica, de su naturaleza y de la legislación, la ciudad presenciaba diariamente la apertura de nuevos establecimientos industriales.

El análisis de las fuentes nos permite comprobar que, en general, la colectividad italiana explotó toda clase de negocios. En base a 86 establecimientos relevados en 1895 destacamos que los *rubros* por los que se inclinaron fueron: 1. alimentación, 2. construcciones, 3. vestidos y tocador, 4. maderas, muebles y anexos y 5. metales y anexos, 6. artísticas y de adorno, 7. artes gráficas, papel y anexos, 8. tejidos, cueros y pieles y 9. empresas e industrias varias.

En cuanto a las inversiones realizadas por los italianos asentados en la ciudad de Córdoba, pueden medirse teniendo en cuenta el *capital* con que se movía cada uno de los rubros mencionados.

En este aspecto destacamos que el capital comprendía, en primer lugar, lo invertido en casa, edificio, terreno, etc., en segundo, las máquinas y herramientas, en tercero, la materia prima y, por último el personal empleado. Todas esas variables dan una pauta de la magnitud del establecimiento estudiado.

Respecto a la materia prima usada en cada establecimiento es importante marcar el alto porcentaje de materia prima argentina utilizada en el rubro alimentación. Sin embargo, para el caso de vestidos y tocador, metales y anexos, artísticas y de adorno, artes gráficas, papel y anexos la proporción de origen extranjera es considerablemente superior a la nacional.

Otra variable que hemos considerado es el *valor de la producción* industrial en ese momento. Los mayores montos pertenecían a las

industrias de la alimentación (56.9%) y el resto estaba repartido entre las demás mencionadas.

En cuanto al *personal empleado* deben considerarse dos subvariables importantes. Por un lado el *sexo* y, por otro, la *nacionalidad* de la población ocupada.

En cuanto a la primera, es decir al sexo, es importante destacar que el personal masculino representaba el 80.7% del total de empleados mientras que, el femenino, sólo el 13,3% y del 5.9% restante no se tienen datos.

En realidad, la presencia de la mujer italiana en las fábricas cordobesas no fue demasiado importante. Sólo las encontramos ocupadas en tareas livianas, por ejemplo, como costureras en la industria de la vestimenta.

En cuanto a la nacionalidad de los empleados censados, el 53.3% era de origen extranjero mientras que sólo el 35.2% eran nativos y del 11.4% restante no se tienen datos.

En este aspecto debemos destacar la libertad que tenían los propietarios de establecimientos industriales para seleccionar a su personal, por lo tanto no debe extrañar la solidaridad puesta de manifiesto entre los extranjeros. En efecto, era acentuada la tendencia de los inmigrantes a apoyarse económicamente, sobre todo cuando arribaban a la ciudad. A su vez puede decirse que las actividades industriales actuaron como un medio eficaz para la integración en el campo laboral de inmigrantes y nativos, en tanto muchos dueños de negocios ocupaban no sólo a extranjeros sino también a argentinos. Ese fenómeno también se advertirá al analizar el personal empleado en el comercio.

Con el objeto de dar una visión global de las inversiones realizadas por los industriales italianos los agrupamos de acuerdo al monto del capital invertido. Consideramos como *industriales pequeños*, a los que contaban con un capital menor a los \$ 1.000 moneda nacional; *medianos*, a los que operaban con cifras que oscilaban entre \$ 1.000 y \$ 10.000 y *grandes*, a los que lo hacían con cifras superiores a los \$ 10.000 de la misma moneda.

Siguiendo la clasificación señalada, del total de industriales italianos censados, el 35,3% serían pequeños; el 43,5% medianos y el 20,9%, grandes industriales.

Resulta difícil establecer qué rubros estaban incluidos en cada categoría pues hay ejemplos diferentes en cada uno de ellos.

Entre los grandes industriales podríamos mencionar innumerables ejemplos teniendo en cuenta las distintas situaciones por las que atravesaron a su arribo a Córdoba. Muchos llegaron con capital propio,

otros abrieron establecimientos industriales luego de años de ahorro como empleados o bien se asociaron a sus antiguos patrones, los menos tenían una preparación técnica y, finalmente, unos pocos se beneficiaron con la Ley 1269 ya mencionada.

El rubro de la alimentación fue el más importante desarrollado por la colectividad estudiada. Los que se dedicaron a la explotación de ese ramo crearon negocios bastante significativos, particularmente los relacionados con la industria harinera.

El papel del inmigrante italiano, como el de otros extranjeros, fue muy importante en este proceso pues aportó capitales, tecnología y mano de obra con los que ese sector de la economía adquirió un ritmo inusitado.

En relación al comercio, hemos realizado el estudio en base a 262 comerciantes relevados en 1895. En general, los italianos desarrollaron todo tipo de negocios aunque, para su mejor comprensión, hemos resuelto agruparlos en los siguientes *rubros*: 1. alimentación, 2. vestidos y tocador, 3. hoteles y fondas, 4. droguerías y farmacias y 5. negocios varios.

Un primer acercamiento a la documentación consultada nos informa que la mayor parte de los comerciantes se dedicaban a la venta de artículos alimenticios.

Una de las variables que debemos considerar es el *capital* que invirtieron los comerciantes ya sea en inmuebles e instalaciones y en mercaderías. Esto último es muy importante, pues nos sirve como referencia para comprender la magnitud del negocio estudiado. Por eso los hemos clasificado, siguiendo las mismas pautas que para el caso de la industria en *pequeños, medianos y grandes comercios*.

Otra variable interesante a tener presente es la referente a los *artículos* que vendían. Debemos tener en cuenta que, en la época a que se circunscribe el presente estudio, era habitual la importación de artículos europeos, particularmente de almacén, tienda y drogas medicinales. Del total de casas de comercio relevadas, sólo el 30% negociaba con productos argentinos, mientras que el 47.9% lo hacía con artículos mixtos, es decir, argentinos y extranjeros; sólo el 1.6% con mercadería exclusivamente extranjera y, del 20.6% restantes, no se tienen datos.

En cuanto al *personal empleado* destacamos, por un lado el sexo y, por otro, la nacionalidad de la población ocupada.

En cuanto a la primera, es decir al *sexo*, el personal masculino representaba el 70% del total de empleados mientras que, el femenino, sólo el 29%. Recordemos que, por entonces, el sexo débil no tenía cabida en el mercado laboral en el rubro comercial, menos

aún en otras labores ya que su papel se limitaba al hogar y cuidado de su descendencia. Las menos que llegaban a ocupar un lugar dentro del sistema mercantil, lo hacían porque habían enviudado o eran familiares de algún dueño de comercio.

En cuanto a la *nacionalidad* de los empleados, el 68% era de origen extranjero, mientras que sólo el 32% eran nativos.

Entre los comerciantes italianos asentados en Córdoba en la época estudiada hemos observado, por un lado, los que llegaron dispuestos a instalar su propio negocio y, por otro, la masa de inmigrantes anónimos que trabajaron como empleados durante toda su vida. En una situación intermedia, encuadramos a los que con el tiempo consiguieron una cierta movilidad ocupacional, es decir, a los que de simples empleados pasaron a ser socios de sus antiguos patrones y a los que con los ahorros acumulados en estas tierras consiguieron instalarse por su cuenta. Indudablemente y al igual que lo ocurrido en otras partes del país, el último caso citado fue significativo. No desconocemos que hubo cientos de inmigrantes que no lograron superar su condición de empleados.

Todos los ramos comerciales a que hemos hecho referencia permitirían realizar un estudio pormenorizado pero, por razones de espacio, apuntamos a los del rubro alimentación. Más allá de los pequeños almacenes, carnicerías y verdulerías que satisfacían las necesidades del vecindario estaban los destinados a la importación de comestibles y otros géneros y los que se dedicaban a la venta de cereales y harinas que, por lo general, consiguieron hacerse de una brillante posición económica. A ello contribuyó indudablemente el auge que había cobrado la agricultura después de la inserción de la Argentina en el mercado mundial como proveedora de materias primas.

En base a los datos publicados por los viajeros europeos que recorrieron la Argentina a fines del siglo pasado y principios del presente, es posible analizar la historia personal de muchos de los comerciantes e industriales afincados en Córdoba.

2.1.2. Los peninsulares en el ámbito profesional

El ejercicio de la docencia fue también para los italianos un medio de vida. Los encontramos como maestros y profesores en la educación primaria y secundaria, respectivamente.

Ellos tuvieron cabida, en esta primera etapa de su asentamiento, en el *Collegio Coloniale Italiano*, cuya apertura completaría las

necesidades de la colectividad en tanto, en las escuelas primarias sostenidas por *Unione e Fratellanza*, se dictaban cursos en lengua italiana, con sólo una hora destinada al aprendizaje de la castellana. En consecuencia, los alumnos que por alguna causa debían cambiar de establecimiento, no podían adaptarse a las del país. Esa fue una de las razones invocadas para fundar un instituto que, conservando la impronta de la italianidad, impartiera enseñanza en los dos idiomas. El mismo debía estar organizado de modo de lograr una equiparación a las escuelas italianas gubernativas en el exterior y la incorporación gradual a las escuelas nacionales argentinas, mediante las inspecciones de los gobiernos de ambos países.

Con esos objetivos y con el aporte de las instituciones que ya tenían su experiencia en la comunidad cordobesa y de todos los peninsulares, nació el *Collegio Coloniale Italiano* a fines de 1905. El mismo estaba destinado a la enseñanza primaria y secundaria – aunque se proyectó también la instalación de una escuela nocturna para adultos – y anexo a la escuela había un internado masculino.

Unione e Fratellanza, una de las principales promotoras de la obra mencionada, aportaría todo el material escolar y le otorgaría al Director del *Collegio* un subsidio de \$ 100 mensuales, en compensación del descuento que la máxima autoridad se obligaba a dar a los hijos de los socios.

Cabe acotar que junto a los hijos de italianos también cursaron sus estudios alumnos argentinos y de otras nacionalidades. En cuanto a los docentes, los peninsulares debieron compartir sus lugares con los argentinos, dadas las particularidades del establecimiento. Pero, la Comisión Consultiva, el Consejo Directivo y la Comisión de Señoras, estaba integrada por connacionales¹⁴.

Hubo, asimismo, maestros de música cuyo paso por la ciudad ha perdurado a través de algunos conservatorios destinados a la enseñanza instrumental.

Pero lo que más ha llamado nuestra atención es la inserción de un número reducido de peninsulares en los claustros universitarios.

En efecto, la Universidad Nacional de Córdoba que había sido fundada en 1614 y por la que en la época colonial habían pasado prestigiosas figuras de la vida política y cultural sentía, a fines del siglo XIX y principios del XX – como el resto de la sociedad argentina – la presencia de la inmigración. Por entonces, junto a los que años

¹⁴ Sebastiano DE NAVASQUES, "Le Società Italiane di Mutuo Soccorso in Cordoba e il Collegio Coloniale Italiano" en *Gli Italiani..., nel distretto consolare di Córdoba (Re-pública Argentina)*, Córdoba, Stabilimento Tipográfico "La Italia" di A. Biffignandi, 1906.

más tarde ocuparían los cargos más importantes en la provincia y a los intelectuales de alto vuelo, cursarían sus estudios y egresarían como profesionales varios italianos; simultáneamente muchos de los que habían llegado con un título obtenido en su patria, lo revalidarían en la Casa de Trejo.

Es decir, la Universidad argentina les dio la posibilidad de acceder a un título superior e incluso de integrar su plantel docente en los años posteriores¹⁵. Creemos oportuno destacar a algunos miembros de la colectividad que descollaron como académicos de esa Alta Casa de Estudios como, por ejemplo, al doctor en medicina Luis Rossi quien como médico alcanzó éxito entre su distinguida clientela y prestigio económico entre sus colegas. Por su posición social tuvo gran influencia con los hombres políticos de entonces. Aprovechando tales circunstancias logró, en poco tiempo, incorporarse como profesor de la Facultad de Ciencias Médicas e incluso llegó a ser Decano de la misma entre los años 1881 y 1889. Simultáneamente, formó parte del primer Consejo de Higiene Pública creado por ley en 1881, al lado de médicos pertenecientes a familias espectables de la ciudad.

Se retiró de la labor docente en 1890, como consecuencia de los cambios socioeconómicos y políticos de ese año.

Félix Garzón Maceda que ha estudiado detalladamente su vida, refiere que la conducción que hizo de la Facultad fue bastante arbitraria, aunque señala que el saldo de su actuación fue favorable en tanto luchó por conseguir locales adecuados para cátedras y laboratorios y por la fundación de un Hospital de Clínicas¹⁶.

En efecto, su personalidad fue muy discutida. Los favores y prerrogativas que gozó en Córdoba entre los hombres del gobierno, provocaron severas críticas de una fracción de la sociedad contraria a la política de esos momentos. Así, por ejemplo, al referirse a este cuestionado médico un artículo periodístico decía:

[vive] en medio de un lujo que no soñaba al venir a América, ni aún en los instantes más febriles de su fantasía (...) Siempre fueron odiosos los intrusos, pero en el caso de Rossi, este natural sentimiento se ha acrecentado en Córdoba¹⁷.

¹⁵ PROVINCIA DE CÓRDOBA, *Guía General de...*, cit., 1904. ARCHIVO HISTORICO DE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE CÓRDOBA (en adelante AHUNC), *Libro 2 de los Grados que se confieren en la Real Universidad de Córdoba del Tucumán, 1806-1893. Libro 3 de los Grados*, cit., 1894-1913.

¹⁶ Félix GARZÓN MACEDA, *Historia de la Facultad de Ciencias Médicas*, Tomo III, Córdoba, Imprenta de la Universidad, 1927.

¹⁷ "El Doctor Rossi", en *El diario*, 23 de enero, 1886.

Pero las opiniones censurables sobre Rossi llegaron a plasmarse en algunos libelos de la época:

¿De dónde nace que un extranjero recién venido funde en un día, y de la noche a la mañana, el respeto y prestigio que le debe un círculo reducido?¹⁸

Pero, más allá de las apreciaciones de sus contemporáneos, lo cierto es que con gran perseverancia llevó adelante las mejoras necesarias en la organización de los estudios médicos y dio cabida en la Universidad a otros italianos.

Entre ellos destacamos a algunos ingenieros que dejaron su impronta en la Facultad de Ciencias Exactas, Físicas y Naturales¹⁹. Muchos otros se dedicaron al ejercicio de profesiones liberales tales como agrimensores, arquitectos, constructores, dentistas, farmacéuticos, ingenieros civiles, médicos, naturalistas, parteras, pintores y veterinarios. La inserción laboral de todos ellos no debió ser dificultosa ya que el bienestar económico logrado por la mayoría, habla a las claras de que su condición de extranjero no fue un obstáculo para el desarrollo de sus profesiones.

Más allá del éxito obtenido por ellos, mencionaremos a tres italianos ligados a la Córdoba de fines del siglo XIX, que dejaron su nombre perpetuado en edificios públicos y privados de la ciudad. Nos referimos al arquitecto Francisco Tamburini, al ingeniero José Franceschi y al pintor y decorador Arturo Nembrini Gonzaga, cuyos nombres identifican a tres obras de la ciudad capitalina que testimonian la arquitectura italianizante. Ellas son, el Teatro Rivera Indarte, el Banco de la Provincia de Córdoba y el Hospital de Clínicas²⁰.

Otros profesionales – sobre todo médicos y farmacéuticos – prefirieron instalarse en la campaña o en pequeñas ciudades donde, la competencia en el mercado laboral era menor.

Hasta aquí nos hemos referido al italiano y su inserción en el mercado laboral de la ciudad que eligió como segundo hogar. Pero

¹⁸ Miguel Ángel ANGULO Y GARCÍA, *Homoousios o Consubstancialidad cordobesa*, citado por Alfredo DIAZ DE MOLINA, *La oligarquía argentina. Su filiación y régimen (1840-1898)*, Buenos Aires, Ediciones Pannedille, 1883.

¹⁹ Gesualdo CROCCO, "Origine della città di Cordoba, e la sua Università" en *Gl'Italiani nel distretto*, cit., 1906.

²⁰ Isabel MANACHINO DE PÉREZ ROLDÁN, "Profesionales italianos en Córdoba" en *Congreso del Centenario de la Revolución del '90*, Tomo II, Córdoba, Junta Provincial de Historia de Córdoba, 1994.

cabe preguntarnos cuál fue el papel de la mujer italiana en ese aspecto.

La documentación de la época nos permite afirmar que muchas trabajaron como costureras y como operarias en los establecimientos industriales, sobre todo en los dedicados a la vestimenta.

También hemos encontrado a algunas italianas en el ámbito de la docencia o como maestras de música; pero lo que resulta curioso es su desempeño como parteras.

Hacia 1877, cuarenta mujeres desempeñaban esa profesión en la ciudad de Córdoba y en sus alrededores, de las cuales sólo dos habían sido autorizadas por el Protomedicato para el ejercicio de su profesión. Una de ellas era la italiana María Bottazzini, la primera diplomada que llegó a la capital provincial.

A fin de regularizar la situación creada por la falta de profesionales en esa rama del saber, el médico y naturalista alemán H. Weyembergh, pensó en la posibilidad de organizar una escuela provincial de parteras. Su objetivo era dar solución a los problemas de salud de las parturientas y de los recién nacidos ya que era alarmante el índice de mortalidad, por las malas condiciones de higiene, a la vez que buscaba mejorar la condición social de las mujeres solteras, sin recursos para sostenerse dignamente. Su idea se concretó en 1884, cuando se fundó la Escuela de Parteras de la Facultad de Medicina²¹. Esa profesión que despertó el recelo de aquellos médicos que se veían desplazados en los partos creó, a su vez, un rechazo hacia quienes eligieron esa carrera universitaria. Esa situación tan particular, ha quedado reflejada en algunas obras literarias aparecidas por entonces²².

Pero más allá de las críticas y de las quejas públicas hacia la nueva profesión, varias italianas pasaron por los claustros universitarios en busca de ese título que ampliaba sus posibilidades de trabajo.²³

²¹ Félix GARZÓN MACEDA, *La medicina en Córdoba. Apuntes para su historia*, Tomo I, Talleres Gráficos Rodríguez Giles, Buenos Aires, 1916. María Cristina VERA DE FLACHS e Isabel MANACHINO DE PÉREZ ROLDÁN, "La presencia femenina en la Universidad Nacional de Córdoba. La Escuela de Parteras. 1884-1914" en *VIII Jornadas de Historia del Pensamiento Científico Argentino*, Buenos Aires, Fundación para el Estudio del Pensamiento Argentino e Iberoamericano (FEPAI), 1997.

²² Antonio ARGERICH, *¿Inocentes o culpables?*, Madrid, Ed. Losada, 1943.

²³ AHUNC, *Libro 2 de los Grados*, cit. *Libro 3 de los Grados*, cit.

2.2. *Los italianos y la vida cotidiana*

Una forma de conocer el grado de aceptación de los italianos por parte de la sociedad cordobesa durante el período de estudio, es averiguar con quienes se emparentaron a través del matrimonio. Sin embargo, el hecho de que las colectividades extranjeras tendiesen a unirse maritalmente entre sus miembros y el que muchos de los que llegaron hubiesen contraído enlace en su patria, no nos permite precisar qué nivel de integración lograron por esa vía.

De todas formas, al analizar las actas de matrimonios de esa época, encontramos a algunos de los italianos que constituyen el centro de nuestro estudio, casados con mujeres argentinas y, lo que resulta relevante es el caso de algunos profesionales entroncados con familias cordobesas de apellidos tradicionales²⁴.

Claro está que en la sección *Vida Social* de los periódicos locales en la que, entre otros eventos se anunciaban los casamientos, no encontramos la participación de la boda de ninguno de los inmigrantes. Sólo aparecen publicados los enlaces de las parejas de alta alcurnia como, por ejemplo, la formada por el Ingeniero Roberto I. Peña – que había egresado de la Universidad Nacional de Córdoba – con Julia Peñalosa. Fue precisamente ese casamiento el que, en octubre de 1909 había constituido la nota social del momento. El mismo día que el ingeniero mencionado dejaba el celibato, hacía lo propio el farmacéutico italiano Mario Broglia – también diplomado en esa Alta Casa de Estudios – con una joven argentina. Pero la columna de sociales estaba reservada para el primero que se convertía en esposo de una dama de la sociedad cordobesa, en cuya casa había tenido lugar la ceremonia, tras la cual se desarrolló una importante reunión social²⁵.

Aun cuando no se nos permita hacer generalizaciones basados en escasos ejemplos de esa clase, sí podemos decir que hubo una aceptación a nivel individual de algunos de los contrayentes pesquisados, lo que demuestra que las jóvenes de posición acomodada, estaban dispuestas a aceptarlos como sus maridos. Ello implica que la vida de relación de esas señoritas había dado cabida a italianos que cursaban sus estudios en la Universidad o a profesionales que desempeñaban cargos importantes en el ámbito capitalino.

²⁴ Tal el caso de los médicos Carlos Rabellini y el de Alejandro Cristofolletti, ARCHIVO DE LA ARQUIDIOCESIS DE CÓRDOBA.

²⁵ "Vida social", en *La voz del interior*, 22 de octubre de 1909.

Si bien hubo en este proceso, cierto principio de integración, este fenómeno, no se dio en otros aspectos. Efectivamente, ni en los centros recreativos ni en las sociedades de beneficencia o de caridad en torno a los cuales se nucleaban la clase más alta de la ciudad, tales como el *Club Social*, el *Club Atlético Córdoba*, el *Círculo «El Centro»*, el *Casino Militar*, la *Sociedad Pro Patria*, la *Sociedad Entre Nous*, el *Consejo Particular de las Conferencias de San Vicente de Paul*, los italianos ni sus esposas tuvieron cabida a fines del siglo XIX y principios del XX, aun cuando perteneciesen al reducido núcleo de profesionales. En realidad, ellos se agruparon en sus propias asociaciones a las que aportaron capital y trabajo para que las mismas prosperasen. En 1874 fundaron la Sociedad Italiana de Socorros Mutuos *Unione e Benevolenza*, en 1893 la Sociedad Italiana de Socorros Mutuos e Instrucción: *Unione e Fratellanza* y en 1900 la *Regina Elena*.

Esta última era una sociedad femenina que congregó a las señoras italianas. En sus primeros seis años llegaría a contar con doscientas cincuenta socias, lo que resultaba demostrativo acerca de su nivel de aceptación y habla también de la tendencia de las inmigrantes a nuclearse con las de su propia colectividad. Sus principales objetivos eran la ayuda mutua entre las socias y la filantropía con las familias italianas necesitadas aun cuando ellas no perteneciesen a la sociedad²⁶. Cabe aclarar que si las italianas acomodadas no tuvieron cabida en las sociedades propias del país, las argentinas tampoco la tuvieron en las sociedades de inmigrantes.

Más allá de sociedades mutualistas, los italianos fueron creando, paulatinamente, otras que tuvieron un objetivo común: atender a los miembros de la colectividad en todos sus aspectos.

En lo referente a salud, el 4 de octubre de 1904 inauguraron el Hospital Italiano. *La Matricola dei soci della Società di Beneficenza «Ospedale Italiano»* y *el Elenco e firme degli oblatori per l'impianto dell'Ospedale Italiano* dan cuenta de la generosidad de los italianos de mayores recursos para con el resto de sus connacionales.²⁷

Otra institución que estuvo al servicio de la colectividad fue *El Patronato de Córdoba para los inmigrantes italianos* que comenzó a funcionar el 4 de marzo de 1904. Su finalidad era proteger a los inmigrantes italianos de las provincias que comprendía el distrito consular de Córdoba. En efecto, la sociedad tenía la misión de

²⁶ Sebastiano DE NAVASQUES, "Le Società Italiane", cit.

²⁷ Edoardo BERRUTI, "Città di Cabrera" en *Gli italiani*, cit.

ayudar a los campesinos y a los operarios italianos a encontrar trabajo, instruirlos y asistirlos cuando sufriesen abusos.

El fondo social estaba constituido por el subsidio donado por el *Real Commisariato dell'Emigrazione*, por las cuotas pagadas por los socios y por las donaciones recibidas. Ello permitía la publicación de boletines con las ofertas y demandas de trabajo, informaciones relativas al servicio militar italiano, noticias acerca de la enseñanza de la lengua italiana, de las condiciones sanitarias; la adquisición de libros para la biblioteca del Patronato y abono a publicaciones que contenían noticias sobre los mercados de trabajo, gastos de asistencia judicial a los italianos pobres en procesos penales o civiles; subsidiar a escuelas italianas; realizar donaciones a la *Sociedad de Beneficencia del Hospital Italiano de Córdoba* y a otros institutos de beneficencia de la ciudad de Córdoba y de la Provincia; solventar gastos de viaje para connacionales enfermos que debían ser internados en los hospitales de Rosario y Buenos Aires cuando faltaba lugar en el de Córdoba; el mantenimiento de convalecientes y el cuidado de los enfermos en su domicilio; el pago de pasajes a enfermos que debían retornar a sus hogares; otorgar subsidios a viudas y huérfanos menores y ayuda a los desocupados; la repatriación de connacionales inhabilitados por enfermedades, asistencia a la vejez, etc.²⁸

3. Reflexiones finales

El inmigrante italiano de fines del siglo XIX y principios del XX se insertó paulatinamente en la sociedad receptora a través de las actividades económicas y profesionales que desarrolló.

Sin embargo, salvo casos individuales, no logró cabida en los círculos sociales de la capital mediterránea. Distinto fue el caso de los que se asentaron en el interior provincial, sobre todo en los pequeños pueblos donde la mayoría de los habitantes era de origen extranjero.

Ellos tuvieron sus propias asociaciones las que le facilitaron la ayuda necesaria en un medio extraño al que debían adaptarse. Es indudable que esas instituciones fijaron una presencia en el período de estudio, que perduraría a lo largo del tiempo.

²⁸ Giosuè NOTARI, "Patronato di Córdoba per gli inmigranti italiani" en *Gli Italiani*, cit.

Bibliografía

- ALBERDI, Juan Bautista, *Bases y puntos de partida para la organización política de la República Argentina*, Buenos Aires, La Cultura Argentina, 1915.
- ANALES DE LA LEGISLACIÓN ARGENTINA, "Ley 817. Inmigración y colonización", en *Anales de la... Complemento años 1852-1880*, Buenos Aires, Editorial La ley, 1954.
- ANGULO Y GARCÍA, Miguel Ángel, *Homoousios o Consustancialidad cordobesa*, Córdoba, 1883 citado por Alfredo DIAZ DE MOLINA, *La oligarquía argentina. Su filiación y régimen (1840-1898)*, Buenos Aires, Ediciones Pannedille, 1972.
- ARCHIVO DE LA ARQUIDIOCESIS DE CÓRDOBA, *Matrimonios Catedral*, Libro 12, 1891-1895. *Matrimonios Catedral*, Libro 13, 1895-1899. *Matrimonios Catedral*, Libro 14, 1899-1905. *Matrimonios en El Pilar*, 1897-1915.
- ARCHIVO GENERAL DE LA NACIÓN, *Segundo Censo Económico-social. Provincia de Córdoba*. (Inédito), 1895.
- ARCHIVO HISTORICO DE LA UNIVERSIDAD NACIONAL DE CÓRDOBA, *Libro 2 de los Grados que se confieren en la Real Universidad de Córdoba del Tucumán*, 1806-1893. *Libro 3 de los Grados que se confieren en la Real Universidad de Córdoba del Tucumán*, 1894-1913.
- ARGERICH, Antonio, *¿Inocentes o culpables?*, Madrid, Ed. Losada, 1943.
- BERRUTI, Edoardo, "Città di Cabrera" en *Gli Italiani nel distretto consolare di Córdoba (República Argentina)*, Córdoba, Stabilimento Tipográfico "La Italia" di A. Biffignandi, 1906.
- CONSTITUCION DE LA NACIÓN ARGENTINA, *Constitución de la... (Sancionada por el Congreso General Constituyente el 1º de mayo de 1853, reformada y concordada por la Convención Nacional ad hoc el 25 de setiembre de 1860 y con las reformas de las convenciones de 1866, 1898, 1957 y 1994)*, Buenos Aires, Editorial Zavalía, 1994.
- CÓRDOBA, *Guía social de... "Hojas de plata"*, Primera edición, Córdoba, 1912.
- CROCCO, Gesualdo, "Origine della città di Cordoba, e la sua Università" en *Gli Italiani nel distretto consolare di Córdoba (República Argentina)*, Córdoba, Stabilimento Tipográfico "La Italia" di A. Biffignandi, 1906.
- DE NAVASQUES, Sebastiano, "Le Società Italiane di Mutuo Soccorso in Córdoba e il Collegio Coloniale Italiano" en *Gli Italiani nel distretto*

- consolare di Córdoba (República Argentina)*, Córdoba, Stabilimento Tipográfico "La Italia" di A. Biffignandi, 1906.
- "El Doctor Rossi", en *El diario*, 23 de enero 1886.
- GARZÓN MACEDA, Félix, *La medicina en Córdoba. Apuntes para su historia*. Tomo I, Buenos Aires, Talleres Gráficos Rodríguez Giles, 1916.
- GARZÓN MACEDA, Félix, *Historia de la Facultad de Ciencias Médicas*, Tomo III, Córdoba, Imprenta de la Universidad, 1927.
- LUGONES, Leopoldo, *La grande Argentina*, Buenos Aires, Huemul, 1962.
- MANACHINO DE PÉREZ ROLDÁN, Isabel, "Profesionales italianos en Córdoba" en *Congreso del Centenario de la Revolución del '90*, Tomo II, Córdoba, Junta Provincial de Historia de Córdoba, 1994.
- NOTARI, Giosuè, "Patronato di Cordoba per gli inmigranti italiani" en *Gli Italiani nel distretto consolare di Córdoba (República Argentina)*, Córdoba, Stabilimento Tipográfico "La Italia" di A. Biffignandi, 1906.
- PROVINCIA DE CÓRDOBA, "Ley de Colonias de la..." en *Compilación de Leyes, Decretos y demás disposiciones de carácter público dictadas en la Provincia de Córdoba en 1886*, Tomo Duodécimo, Córdoba, Edición Oficial, Imprenta de "El Interior", 1887.
- PROVINCIA DE CÓRDOBA, "Ley sobre protección a las colonias agrarias" en *Compilación de Leyes, Decretos y demás disposiciones de carácter público dictadas en la Provincia de Córdoba en 1896*, Tomo XXIII, Córdoba, Edición Oficial, 1897.
- PROVINCIA DE CÓRDOBA, *Guía General de Córdoba*, Córdoba, F. Domenici, 1904.
- REPÚBLICA ARGENTINA, *Segundo Censo Nacional de la..., mayo de 1895*. Tomo II. *Población*, Buenos Aires, Imprenta Tipográfica Penitenciaria Nacional, 1898.
- VERA DE FLACHS, María Cristina, "Las colectividades extranjeras en Córdoba en el siglo XIX. Identidad e integración", en *Cuadernos de Historia*, n. 35, Córdoba, Junta Provincial de Historia de Córdoba, 1993.
- VERA DE FLACHS, María Cristina y MANACHINO DE PÉREZ ROLDÁN, Isabel, "La presencia femenina en la Universidad Nacional de Córdoba. La Escuela de Parteras. 1884-1914" en *VIII Jornadas de Historia del Pensamiento Científico Argentino*, Buenos Aires, Fundación para el Estudio del Pensamiento Argentino e Iberoamericano (FEPAI), 1997.
- "Vida social", en *La voz del interior*, 22 de octubre, 1909.

Le trame simboliche archetipiche e le costellazioni del mito

La lettura di miti e simboli nell'opera teatrale di Wajdi Mouawad

Veronica Cappellari

Pièce che hanno come tema di fondo la ricerca delle origini materne e paterne, *Littoral*¹ e *Incendies*² dello scrittore libanese Wajdi Mouawad, tentano, in maniera del tutto singolare, di rivisitare i grandi miti del teatro antico. La drammaturgia di Mouawad può infatti essere accostata al teatro esistenzialista che Jean-Paul Sartre definisce «*théâtre de situations*», ovvero che esplora «*toutes les situations qui sont les plus communes à l'expérience humaine*», creando «*des mythes [afin de] projeter au public une image agrandie et enrichie de ses propres souffrances*»³. Del resto lo stesso Mouawad considera il proprio lavoro un «*théâtre politique*», intendendo con ciò sintetizzare il proprio impegno profondo di fronte alle grandi questioni etico-morali, che agitano da sempre la coscienza dell'umanità. A proposito di *Incendies*, egli sottolinea, infatti, quanto segue:

Oui, *Incendies* est une pièce politique. Mais je pense qu'il faut plutôt parler de requestionnement de la fonction du théâtre dans le monde. Pour moi, le théâtre doit parler de vie et de mort et de cette constante douleur de nos jours. Qui est l'Autre? Comment vivre avec lui? Qui est la victime et qui est le bourreau? Et, à travers tout cela, qu'est-ce que la justice? En abordant ces sujets, en parlant de cela, le théâtre touche à des tabous fondamentaux, aux ombres de la caverne. Et c'est ce besoin de raconter des histoires qui est éminemment politique, oui⁴.

La problematicità dell'esistenza, delle relazioni interpersonali, la sofferenza e, infine, la morte, sono i temi affrontati dal drammaturgo libanese nel più vasto intento di dar conto del dramma della perdita della propria identità. La guerra civile in Medio Oriente, tema centrale

¹ Wajdi MOUAWAD, *Littoral*, Montréal/Arles, Leméac/Actes Sud-Papiers, 1999.

² ID., *Incendies*, Montréal/Arles, Leméac/Actes Sud-Papiers, 2003.

³ Jean-Paul SARTRE, "Forger des mythes", in *Un théâtre de situations*, Paris, Gallimard, 1973, pp. 59 e 64.

⁴ Michel BELAIR, "Wajdi Mouawad brûle-t-il encore? ", entretien, in *Le Devoir*, 4-5 octobre, 2003, p. E4.

di molte sue opere, lo porta a domandarsi come sia possibile sopravvivere a tanto orrore senza fine. La storia lacera le identità, la cui ricostruzione può aversi solo al prezzo di un ripensamento profondo della propria vita.

In *Littoral* la guerra civile è sullo sfondo della vicenda del protagonista Wilfrid e fa da doloroso controcanto alla sua inquietudine interiore. La *pièce* si apre con la comunicazione a Wilfrid della morte del padre, circostanza che induce il giovane a ripensare il proprio passato. Egli apprende della scomparsa da una telefonata notturna mentre «est en train de tirer la baise de [s]a vie»⁵ con una «déesse»⁶. «Et quand je suis venu, monsieur le juge, je suis venu en même temps que le téléphone. J'ai eu l'impression de décharger de trois sonneries. Éjaculer d'un téléphone, c'est toujours surprenant, je vous jure»⁷. Citiamo un breve estratto dell'*incipit* della *pièce* centrato sulla coincidenza tra «la baise» e la morte del padre (figura quasi del tutto assente nel vissuto di Wilfrid), circostanza che sembra adombrare reminiscenze di situazioni edipiche: il decesso del padre è infatti interiorizzato come parricidio da parte del protagonista. Nel corso del viaggio intrapreso in Medio Oriente per dare sepoltura alla salma, egli minaccerà più volte il genitore defunto, come se desiderasse «[le] tuer à nouveau»⁸. L'inizio dell'opera, infatti, mette in scena Wilfrid di fronte a un giudice che deve concedergli l'autorizzazione al trasporto della salma del padre oltre oceano, e al quale il giovane confessa i tormenti e le ansie di figlio colpevole.

Wajdi Mouawad assume a soggetto di fondo di *Littoral* la morte e la sepoltura del padre come coordinate entro le quali si snoda la ricerca identitaria di Wilfrid; il decesso dell'uomo diviene per il protagonista il punto di partenza di un processo di maturazione: «Je traînerai les restes de mon père en un lieu propice et reposant pour son âme, mais en retour, en retour, je veux savoir ce que je suis venu faire sur la terre»⁹. Per Wilfrid non si tratta di sapere chi è attualmente, ma ciò che può divenire dopo aver compiuto la propria missione, quella di seppellire il padre, compito che gli consentirà di distaccarsi una volta per tutte dal sia pur esile rapporto filiale. La stessa notte in cui riceve la notizia della morte, Wilfrid prende altresì coscienza dell'esistenza di «un autre Wilfrid» entrando in possesso di

⁵ Wajdi MOUAWAD, *Littoral*, cit., p. 14.

⁶ *Ibi*, p. 13.

⁷ *Ibi*, p. 14.

⁸ *Ibi*, p. 81.

⁹ *Id.*, *Littoral*, cit., p. 93.

alcune lettere che il padre gli aveva scritto negli anni, ma che non gli aveva mai inviato:

Ma vie tout entière sortait des enveloppes que j'ouvrais, mes souvenirs, mon imagination, tout m'échappe et s'évapore. (...) D'où je viens moi? qu'est-ce que je suis? je suis qui moi? je suis qui? J'ai eu tout à coup le profond sentiment que je n'étais plus moi, qu'il y avait un autre Wilfrid et que ce Wilfrid-là, je pouvais presque le voir et le toucher. J'ai l'impression (...) que je suis en train d'assister à un spectacle et que c'est à moi-même que j'assiste. Toutes ces lettres que mon père m'avait écrites, qu'est-ce qu'elles étaient sinon la preuve que je n'ai jamais existé vraiment, puisque ces lettres ne m'étaient pas adressées à moi, mais à un autre que moi, un autre gars, qui me ressemblait beaucoup, qui a mon âge, qui s'appelle Wilfrid aussi et qui, par le plus grand des hasards, vit dans ma peau?¹⁰

Scoprire chi si è per prendere misura del mondo in cui si vive. Wilfrid, che, nonostante l'età ormai adulta, manifesta ancora atteggiamenti infantili, ha passato la propria esistenza a cercare rifugio in se stesso, a vivere della propria immaginazione: egli ha inventato delle figure oniriche con le quali instaurare un dialogo e un confronto. In diverse scene, assistiamo, infatti, alle lunghe conversazioni che egli intrattiene con il chevalier Guiromelan, personificazione di «un rêve»¹¹, che entra nell'azione drammatica non appena Wilfrid viene a sapere della scomparsa del padre, e che si impegna a sostenerlo nell'ardua impresa della sepoltura. Il chevalier Guiromelan, che riveste, in alcuni casi, i panni di un regista alle prese con la sceneggiatura di un film, si presenta al protagonista della *pièce* facendosi portatore di interrogativi che incrementano il tormento interiore del giovane: «Wilfrid, je n'existe pas, je le sais bien, mais est-ce que tu sais de façon certaine si tu existes toi-même? As-tu plus de vie réelle que moi?»¹². Di fronte alla telecamera Wilfrid si confronta con la propria difficoltà di esistere: «Marche, Wilfrid, marche, marche (...) Tu es la seule forme qui ne suscite pas l'ennui, car tu es toujours changeant, au gré de nos sentiments, et tu nous donnes vie»¹³, gli riferisce il regista. Nell'epilogo della *pièce*, si assiste, infine, ad uno scambio di battute immaginarie tra il padre e il chevalier Guiromelan nel quale più chiaro appare il senso della ricerca identitaria di Wilfrid:

¹⁰ *Ibi*, p. 56.

¹¹ *Ibi*, p. 87.

¹² *Ibi*, p. 16.

¹³ *Ibidem*.

LE PÈRE: Je te le dis, chevalier, je te le dis. Nous ne sommes rien. C'est ce que nous cherchons qui est tout. Parole de mort.

LE CHEVALIER: Facile à dire. Mais pas facile à faire, je te le jure. Parole de rêve¹⁴.

Il protagonista della *pièce* avverte la necessità di assumere la morte del padre e il compito di dargli una degna sepoltura, a fondamento del recupero della propria identità, punto di partenza per avviarsi verso una maturità psichica e spirituale. Allora, il viaggio intrapreso dal giovane personaggio non è solo in funzione della mera inumazione del cadavere paterno, ma assume il significato di un viaggio di recupero che lo porterà a scoprire il mistero che avvolge la propria nascita, altro elemento significativo, questo, che consente di instaurare un ulteriore accostamento tra la figura sua e quella del genitore. Il giorno in cui fu dato alla luce, il padre decise di abbandonare il proprio paese natale per sfuggire alla guerra civile libanese. I due eventi coincisero: «La nuit même où tu fus conçu, la haine s'était effondré sur le village»¹⁵, gli confiderà il vecchio saggio Ulrich. Ora, nonostante la guerra sia terminata da qualche anno, la popolazione e il territorio ne portano ancora le tracce, così come Wilfrid porta ancora i segni della prematura scomparsa della madre, deceduta poco dopo il parto. L'inizio della guerra, la nascita di Wilfrid, la morte del padre e lo stato di devastazione ancora presente in Medio Oriente al passaggio del giovane, trovano allora una loro corrispondenza.

Il dramma corale della guerra è simbolicamente accostato alla singola tragedia interiore, a quella continua ricerca di una propria identità, in cui un ruolo preminente è giocato dalla figura paterna che Wilfrid condivide con tre giovani personaggi della stessa *pièce*. Amé, la cui vicenda rimanda ancora una volta alla figura mitica di Edipo, ha ucciso il padre per sbaglio, senza riconoscerlo. Costui, a differenza degli altri giovani incontratisi al «croisement des chemins», mostra però un atteggiamento di totale distacco nei confronti del defunto e si esime anche dall'instaurare un qualsiasi tipo di contatto con la salma: «Je ne toucherai jamais à ton cadavre»¹⁶, riferisce a Wilfrid. Ciò ch'egli più desidera è dare, velocemente, in qualsiasi luogo, una sepoltura all'uomo, per potersi finalmente liberare dal senso di colpa che prova per averne causato la morte:

¹⁴ *Ibi*, p. 103.

¹⁵ *Ibi*, p. 68.

¹⁶ *Ibi*, p. 88.

Dans le noir je l'ai tué. (...) Parce que je ne l'ai pas reconnu. Je n'ai pas reconnu le visage de mon père. Arrivé à la croisée des chemins, j'ai vu un homme ensanglanté. Je me suis dit, tiens, une pourriture comme une autre. Je revenais du combat. (...) Je voyais bien que cet homme devant moi n'était blessé que des blessures des autres. Il a fait un pas vers moi, en levant rapidement un bras. J'ai tiré. J'ai vidé mon arme dans son corps rouge, je l'ai regardé et là encore je n'ai rien vu, rien reconnu. J'ai jeté son corps et je suis parti¹⁷.

La vicenda ricorda, a grandi linee, quella di Edipo che riassumeremo: nel viaggio di ritorno da Delfi, ove si è recato per consultare l'oracolo, venendo scacciato dalla Pizia, che gli ha predetto, disgustata, che ucciderà il padre e la madre, Edipo, si imbatte, a piedi, in un cocchio regale, che giunge di gran carriera dalla direzione opposta, e sul quale viaggia il re Laio; quest'ultimo ingiunge sprezzatamente al giovane di spostarsi, di far luogo al suo sovrano, e quando Edipo risponde che egli riconosce come a sé superiori solo gli dei e i propri genitori, ordina all'auriga Polifonte di avanzare senza esitazioni. Una delle ruote del carro colpisce i piedi di Edipo, accrescendone l'ira: egli uccide con la lancia l'auriga, trae Laio giù dal cocchio e quando vede che è rimasto impigliato nelle redini, frusta i cavalli godendo che lo trascinino alla morte.

Se il personaggio di Amé può essere accostato alla figura di Edipo, quello di sua madre richiama Giocasta: come nel mito greco si narra del suo suicidio, così la madre di Amé, informata della recente disgrazia dai suoi compaesani, «[se] précipite vers le gouffre»¹⁸ e si impicca.

Sabbé, che ha assistito all'omicidio del padre, e Massi, che è invece cresciuto senza una guida paterna, sebbene non adombrino le vicissitudini di un personaggio mitico, rappresentano, tuttavia, due particolari esempi di intertestualità, volendosi proporre, rispettivamente, come l'incarnazione dell'Amleto sheakespeariano e del principe Myskin de *L'Idiota* di Dostoievski; lo dice Mouawad stesso nell'*avant-propos* di *Littoral*:

Si Œdipe est dans l'aveuglement, Mychkine, son opposé, est dans la pure clairvoyance; quant à Hamlet, qui se trouve au centre, il est dans le profond questionnement entre la conscience et l'inconscience¹⁹.

¹⁷ *Ibi*, p. 95.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ *Ibi*, p. 6.

Il padre di Wilfrid diventa, per assonanza, il padre di tutti i giovani incontratisi al «croisement des chemins», «le père de toutes [leurs] douleurs»²⁰. Ciascuno di essi, nella morte del padre di Wilfrid e nella sua sepoltura, rivive il proprio lutto e dona una sepoltura simbolica al proprio genitore e – come desidera fare Joséphine, altra fanciulla che si unisce al gruppo per testimoniare la propria personale esperienza – al proprio Paese. Custode della memoria di un intero popolo, costei si pone come una novella Antigone: come l'eroina greca la quale, in obbedienza alle leggi divine, incurante del pericolo a cui si espone, dà sepoltura al corpo del fratello Polinice, Joséphine desidera assicurare a tutti i propri compaesani morti in guerra un degno, emblematico seppellimento attraverso quello del padre di Wilfrid. Abbandonando il cadavere nelle acque del mare, e legando al suo corpo i sacchi contenenti i nomi di tutti coloro che hanno sacrificato la propria vita per la patria, si assiste a una ideale riconciliazione tra l'uomo esiliatosi per via del conflitto e la propria terra, per l'abbandono della quale ha vissuto per tutta la vita un profondo senso di colpevolezza.

Con la sepoltura del padre, Wilfrid passa, metaforicamente, all'età adulta: «emmerrer le père» per trovarsi «dans la réalité» e iniziare una nuova vita, questa volta accanto a Joséphine. Di fronte al corpo del defunto, la fanciulla obbliga il giovane ad abbracciarla «devant lui», «devant [son] père»:

Devant lui. Devant lui, donne-moi un signe de vie, Wilfrid, et embrasse-moi! Tu es là à laver le corps de ton père, plongé dans les effluves de la mort depuis si longtemps, tu tombes dans son gouffre, tu tombes en regardant vers le bas où il n'y a que frayeur et obscurité! Laisse le mort et tourne-toi dans ta chute vers le bord du gouffre et regarde-moi! Embrasse-moi, Wilfrid, embrasse-moi! Je suis la lumière, embrasse-moi, embrasse-moi!²¹

«Pendant le baiser de Wilfrid et Joséphine», come sottolinea una didascalia, si assiste a un «récitatif» del padre: la sua odissea è terminata e annuncia un ritorno «[à la] mer»²². Egli diventa, nella profondità abissale del mare, «le gardeur de troupeau», una sorta di Hermes, di custode delle mandrie oltre che psicopompo verso gli Inferi. L'uomo diviene dunque il pastore degli spiriti dei defunti, li guida,

²⁰ *Ibi*, p. 102.

²¹ *Ibi*, p. 125.

²² *Ibi*, pp. 125-126.

li trasporta con sé e, infine, li ancora alla profondità marina, al flusso vitale, al ricettacolo materno, al ciclo infinito della vita e della morte.

Col ritorno nel grembo materno, pare quasi che il drammaturgo alluda al desiderio di instaurare nuovamente un legame tra il padre e la madre di Wilfrid, tragicamente separati in seguito alla nascita del figlio, nella culla della matrice universale. Essi possono ora ricongiungersi e ritrovare quella serenità che in vita non era stata loro concessa: «Mon père (...) a aimé ma mère comme un fou et c'est fou qu'il est devenu quand elle est morte [...] je voulais que mon père soit dans les bras de ma mère, pour toujours»²³.

Anche nella ricerca delle origini paterne che coinvolge i due protagonisti di *Incendies*, è possibile rilevare echi del mito classico di *Edipo Re* di Sofocle, quasi che il drammaturgo abbia tratto ispirazione dall'*Œdipe roi*²⁴ ch'egli aveva presentato sulla scena montrealese qualche anno prima della redazione della sua opera. In effetti, sia in Sofocle che in Mouawad l'incesto è tema centrale: Edipo, dopo aver liberato Tebe dalla mostruosa Sfinge, diviene re della città sposando Giocasta, senza per altro sapere che è sua madre; nel dramma di Mouawad, al contrario, il carnefice Abou Tarek sottopone, nella prigione di Kfar Rayat, la donna, che conosce soltanto con l'appellativo de «la femme qui chante», a continui abusi sessuali, ignorando che si tratta di sua madre.

Nawal Marwan, sorta di Giocasta, come abbiamo già osservato precedentemente, ha abbandonato, a quattordici anni, sotto la pressione dei genitori, il figlioletto dato alla luce. Il bambino, raccolto e cresciuto nell'orfanotrofio di Kfar Rayat, è Nihad Harmanni, il futuro Abou Tarek, personaggio che richiama Edipo non solo per il ruolo che riveste all'interno della trama, ma anche per un segno esteriore da cui anch'egli è contraddistinto: nella tragedia di Sofocle, Edipo deve il proprio nome (*oidi-pous*) al fatto di aver avuto, sin da neonato, «i piedi gonfi»²⁵; nella *pièce* di Mouawad, il personaggio di Nihad Harmanni/Abou Tarek indossa un naso da clown che la giovane madre Nawal aveva ricevuto in dono dal suo amato Wahab in occasione del passaggio di un teatro ambulante, e che aveva poi inserito nelle fasce del neonato prima di affidarlo alla levatrice Elhame.

Tra l'opera di Sofocle e di Mouawad esistono, tuttavia, anche alcune differenze: l'eroe greco si era attribuito il compito, per togliere la

²³ *Ibi*, p. 35.

²⁴ Cfr. Pierre L'HÉRAULT, "Troublant Œdipe", in *Spirale*, n. 161, juillet-août, 1998, p. 15.

²⁵ Carlo DIANO (a cura di), *Il teatro greco. Tutte le tragedie*, Firenze, Sansoni Editore, 1970, nota n. 58, p. 1140.

maledizione che incombeva sul suo popolo, di trovare l'assassino di Laio, divenendo fautore di un'inchiesta che lo identifica quale colpevole:

EDIPO: (...) ecco a tutti voi, discendenti di Cadmo, il mio proclama. Chiunque di voi sia a conoscenza da chi Laio figlio di Labdaco fu ucciso, a costui ordino di palesare a me ogni cosa²⁶.

In *Incendies* il ruolo di indagatore non appartiene all'orfano stesso (Nihad, figlio adottivo di Roger e Souhayla Harmanni), ma ai suoi figli, i gemelli Jeanne e Simon, concepiti nella prigione da lui diretta. Nati nel disonore e nel disprezzo, «du viol et de l'horreur»²⁷, essi furono affidati, dopo il parto, a Fahim, il guardiano della prigione di Kfar Rayat, il quale si rifiutò di obbedire all'ordine impostogli – quello di gettarli nel fiume – affidandoli a «un paysan [Malak] qui rentrait avec son troupeau vers le village du haut, vers Kisserwan»²⁸.

La duplice menzione del «paysan» e, qualche riga dopo, del «berger»²⁹, rinvia chiaramente alla tragedia di Sofocle, nella quale Edipo interroga tre testimoni. Il più celebre degli indovini, il vecchio e cieco Tiresia gli rivela l'atroce «verità»³⁰: Edipo è, come l'oracolo aveva predetto, l'assassino di suo padre e lo sposo di sua madre:

TIRESIA: Dico che l'uccisore che stai cercando, l'uccisore di Laio, sei tu. (...) Lo sai tu da chi sei nato? L'uomo che vai cercando da tempo con tante minacce e bandi su l'uccisione di Laio, quest'uomo è qui. Tutti lo credono un forestiero immigrato, ma poi si scoprirà (...) che è Tebano. (...) E di veggente diventerà cieco, e di ricco diventerà mendico, e se n'andrà vagando per paesi stranieri, tentando davanti a sé col suo bastone la strada. E anche si scoprirà che egli è al tempo stesso fratello e padre dei figli coi quali vive, e insieme figlio e marito della donna da cui nacque, e che fecondò col suo seme lo stesso grembo fecondato dal padre. E ora rientra in casa e ripensa a quello che ti ho detto³¹.

Il vecchio pastore di Laio, che ricevette l'incarico di far sparire Edipo dopo il parto, e l'anziano nunzio di Corinto che affidò il nascituro al re Polibo, dopo averlo trovato sul monte Citerone in un «anfratto

²⁶ *Ibi*, p. 291.

²⁷ Wajdi MOUAWAD, *Incendies*, cit., p. 67.

²⁸ *Ibi*, p. 64.

²⁹ *Ibi*, p. 65.

³⁰ Carlo DIANO (a cura di), *Il teatro greco. Tutte le tragedie*, cit., p. 292.

³¹ *Ibi*, pp. 293-295.

boscoso»³², trovano uno speculare riscontro nell'opera di questo drammaturgo contemporaneo. Anche in Mouawad, i gemelli interpellano tre testimoni, che corrispondono, ciascuno di essi, a un personaggio di Sofocle: Fahim³³, il custode della scuola che era stato, durante la guerra, guardiano della prigione di Kfar Rayat, riveste il ruolo del vecchio pastore di Laio nell'intertesto greco, visto che era stato incaricato di sbarazzarsi del neonato³⁴. Egli aveva conosciuto «la femme qui chante» in prigione ed era stato uno dei pochi a vederne il volto. La notte in cui Nawal partorì, «accroupie dans un coin de sa cellule»³⁵, Fahim ebbe il compito di sottrarle il neonato e di abbandonarlo in una cesta in riva al fiume, ordine che tuttavia non ebbe cuore di condurre a termine; colto infatti come da un anticipo di rimorso, decise di riprenderlo con sé, e di consegnarlo a un pastore incontrato lungo il cammino: «Je lui ai donné le seau. Je lui ai dit: 'Tiens, c'est l'enfant de la femme qui chante'. Et je suis reparti»³⁶.

Nel paysan Malak, rivive presumibilmente il nunzio di Corinto e, nel contempo, Polibo; egli ha ricevuto i bambini da Fahim, ha dato loro un nome e li ha cresciuti: «Je leur ai donné un nom. Le garçon s'appelle Sarwane et la fille, Jannaane»³⁷. Ed ecco, infine, Monsieur Chamseddine, colui che incontra Simon. A differenza di Tiresia, personaggio sofocleo con il quale è possibile fare un parallelismo, costui non è un indovino: anche se è a conoscenza di molti tasselli che consentono di ricomporre il *puzzle* delle origini di Simon e Jeanne, non conosce tuttavia la verità in anticipo, ed anzi comprenderà la tragedia sulle origini paterne dei gemelli proprio dopo aver parlato con il ragazzo:

Je t'attendais. Quand j'ai su que ta sœur était dans la région il y a quelque temps, j'ai dit: «Si Jannaane ne vient pas me voir, alors Sarwane viendra.» Avant de quitter le pays, ta mère est venue ici. Malak venait de vous remettre à elle. Quand j'ai su que le fils de la femme qui chante me cherchait, j'ai compris qu'elle était morte³⁸.

Simon gli confiderà che Nihad Harmanni, l'orfano che Chamseddine aveva raccolto e formato come tiratore scelto, non era altro che il

³² *Ibi*, p. 305.

³³ Cfr. Wajdi MOUAWAD, *Incendies*, cit., pp. 64-64.

³⁴ Solo successivamente l'uomo si accorgerà della presenza di due bambini, anziché di uno.

³⁵ *Id.*, *Incendies*, cit., p. 63.

³⁶ *Ibi*, p. 64.

³⁷ *Ibi*, p. 67.

³⁸ *Ibi*, p. 79.

figlio maggiore di Nawal Marwan, «la femme qui chante». Chamseddine apprende in quel momento la tragedia della storia di Abou Tarek in una narrazione che ricorda le parole di Tiresia a Edipo sopra citate:

Ton frère était ton père. Il a changé son nom. Il a oublié Nihad, il est devenu Abou Tarek. Il a cherché sa mère, l'a trouvée mais ne l'a pas reconnue. Elle a cherché son fils, l'a trouvé et ne l'a pas reconnu. (...) Le ciel tombe, Sarwane, il tombe. Oui, oui, tu comprends bien, il a torturé ta mère et ta mère, oui, fut torturée par son fils et le fils a violé sa mère. Le fils est le père de son frère, de sa sœur³⁹.

Wajdi Mouawad leggendo i miti classici li riscrive in chiave non solo di riscoperta ma anche di presenze reali, nella storia contemporanea, di questi archetipi sia simbolici sia umanamente definiti. Infatti, come è stato possibile osservare attraverso l'analisi di queste due opere, nelle vicende umane la ciclicità è un fattore dominante che si presenta in forme diverse nel corso dei secoli.

L'opera di Wajdi Mouawad trae, inoltre, larga ispirazione dal sacro con tentativi di ritualizzazione e di percorsi attraverso i simboli, che permettono di veicolare in modo sottile e nascosto un messaggio iniziatico o inconscio. La funzione primaria del simbolo, termine greco che in origine significava *accostamento*, è quello di legare o collegare il significante e il significato. Quale che ne sia la definizione e l'applicazione in campo filosofico, religioso, letterario, il simbolo presuppone comunque una sostituzione di segni e perciò trae il proprio fondamento originario in ciò che è visibile e in ciò che è immaginario. Ovviamente nella rappresentazione simbolica esiste, tra figura significante e cosa significata, un rapporto concettuale immediato e diretto, che implica una rispondenza automatica, reversibile, e una identificazione: questo spiega i profondi legami della simbologia con l'immagine religiosa. Il simbolo, infatti, consiste nella presentazione di un segno o di una immagine (significante) che fa riferimento ad una realtà (significato) che è diversa dall'immagine stessa, ma che finisce per identificarsi con essa⁴⁰. Il simbolo si presenta come una connessione naturale e ha carattere quasi magico, di valore assoluto ed esclusivo, di unicità riassuntiva; fa quindi parte di un patrimonio di nozioni generali usato nell'espressione artistica.

³⁹ *Ibi*, p. 84.

⁴⁰ Cfr. Lionello Sozzi, *Metafora e simbolo*, (testi raccolti e introdotti da Lionello Sozzi), Torino, Giappichelli, 1975.

Perché si possa parlare di simbolo è necessaria la compresenza, come sostiene Corinne Morel nell'introduzione al *Dizionario dei simboli, dei miti e delle credenze*, «di molti parametri»⁴¹; affinché un oggetto, soggetto o avvenimento possa considerarsi simbolo occorre, infatti, prima di tutto, la ricorrenza semantica, ovvero il fatto che in epoche e in civiltà differenti esso conservi il suo significato, nonché l'esistenza di una dimensione esoterica, filosofica, religiosa o sacra, che lo situi oltre la semplice interpretazione psicologica e affettiva. Il simbolo riposa su una credenza collettiva e ha una portata universale. Impiegato nella creazione artistica, esso svela i lati oscuri dell'umanità. Gli studi antropologici hanno messo in luce, attraverso l'analisi comparata delle diverse forme sociali e culturali, che il mito e i rituali rappresentano una costante e che essi costituiscono – nella loro complementarità – due importanti aspetti della comunicazione simbolico-sociale.

L'opera teatrale di Mouawad *Les mains d'Edwige au moment de la naissance* si apre con una citazione biblica, posta in esergo, tratta da Giovanni (III, 8): «*Le vent souffle où il vient et tu entends sa voix, mais tu ne sais pas d'où il vient ni où il va. Ainsi en est-il de qui-conque est né de l'Esprit*». È infatti possibile notare come l'intera *pièce* sia profondamente intrisa di elementi sacri preannunciati sin dall'*incipit*. Edwige, la protagonista, vive, da qualche tempo, una reclusione volontaria, isolandosi nella cantina della casa paterna⁴²; ella è in collera verso un mondo che ritiene ipocrita, bramoso soltanto di ricchezza e incapace di amare. Costei si rifiuta ostinatamente di uscire dalla cantina malgrado le esortazioni dei genitori e del fratello Alex, i quali tentano di convincerla a salire in casa, nel salone, per accogliere la gente del paese che vi si reca per assistere ai funerali della sorella Esther, misteriosamente scomparsa da più di dieci anni, fuggita per realizzare un sogno d'amore. La cerimonia funebre si organizza nonostante l'assenza del cadavere – «il n'y a pas de corps»⁴³ –, e la famiglia, dietro suggerimento di Alex, vede in tale evento una buona occasione per sfruttare le mani di Edwige dalle quali cola acqua quando si congiungono in preghiera; dietro la richiesta del pagamento di «un billet d'entrée», coloro che accorrono ai «funerailles

⁴¹ Corinne MOREL, *Dizionario dei simboli, dei miti e delle credenze*, Firenze, Giunti, 2006, p. 17.

⁴² Sottolineiamo che l'isolamento volontario è una costante rinvenibile nel teatro di Wajdi Mouawad: *les toilettes* per Willy Protogoras (*Willy Protogoras enrôlé dans les toilettes*), la camera d'albergo per Willem (*Rêves*), e la casa esposta ai bombardamenti per la famiglia Cromagnons (*Journée de nocces chez les Cromagnons*).

⁴³ Wajdi MOUAWAD, *Les mains d'Edwige au moment de la naissance*, Montréal, Leméac, 1999, p. 16.

de paille»⁴⁴ sperano di assistere a un miracolo e di trarne benefici spirituali che potrebbero alleggerire la loro anima o guarire il loro corpo malato:

Beaucoup de malades! Il y en a en béquilles et d'autres couchés aussi. Des aveugles aussi; et aussi ceux qui ne bougent pas; d'autres encore avec l'enfer dans leur corps; et puis des plus bizarres qui parlent la bouche décrochée, des sons dans la gorge, des fous⁴⁵.

La morte di Esther sistemerebbe economicamente un po' tutta la famiglia: a cominciare da Alex, per il quale il veloce guadagno di una somma di denaro, rappresenterebbe l'unica occasione per abbandonare un paese che non ama particolarmente, abitato da «des misérables qui ne connaissent qu'obscurité, froid et brouillard, un désert ignoré du soleil». Éloïse, la madre, desidera, invece, seppellire una volta per tutte la figlia; per lei la fanciulla è morta «la nuit où elle est sortie de la maison pour disparaître au fond de la forêt»⁴⁶. Il marito, Mathias, vuole la pace e crede che il mezzo più sicuro per ottenerla sia aderire all'opinione collettiva:

Les gens ont dit qu'elle est morte, Esther, alors je dis moi aussi qu'elle est morte, Esther. C'est plus facile. C'est ma fille? et alors? et après? Voilà si longtemps qu'elle est partie, si longtemps que je ne l'ai pas vue; qu'est-ce que ça change alors? ça ne change rien. J'espère seulement qu'elle est heureuse, Esther, là où elle est⁴⁷.

Ciò che l'uomo desidera organizzare è una cerimonia religiosa a tutti gli effetti, nonostante il funerale abbia un carattere del tutto fittizio, basato sulla menzogna, e si proponga puri fini di lucro. Il funerale si concretizza, infatti, nella semplice apparenza: una tomba vuota per «des gens vides qui vident leurs poches»⁴⁸. Il rito, che dovrebbe fondarsi su un autentico sentimento religioso, poggia invece su valori profani: persino il prete, dirà Alex, è più preoccupato del buffet e dell'annata del vino piuttosto che della celebrazione della Santa Messa. Edwige, invece, appare del tutto diversa dai suoi familiari; la giovane sa che «il ne faut pas prier quand c'est faux», che la preghiera richiede una fede e una devozione profonda. La donna possiede il dono della preveggenza, una sorta di ispirazione divina

⁴⁴ *Ibi*, p. 18.

⁴⁵ *Ibi*, p. 29.

⁴⁶ *Ibi*, p. 30.

⁴⁷ *Ibi*, pp. 51-52.

⁴⁸ *Ibi*, p. 25.

che le consente di presagire eventi drammatici e funesti. La decisione di isolarsi nella *cave* può essere letta, oltre che come gesto di protesta nei confronti dell'organizzazione di un finto funerale, anche come un modo per preservarsi dalla contaminazione profana. La ragazza è convinta del ritorno a casa della sorella, così come pensa pure il suo innamorato Vaklav. Costui la frequenta segretamente nella cantina, disubbidendo al divieto imposto dai propri genitori, i quali credono, come molti altri abitanti del villaggio, che la fanciulla comunichi col diavolo o che sia una persona poco affidabile.

Edwige è in disaccordo con i suoi in merito all'organizzazione del finto funerale: trova scorretto prendere in giro la gente facendola presenziare di fronte a una tomba vuota e crede inoltre che tale gesto non sia rispettoso nei confronti della sorella scomparsa: «*Ils veulent l'enterrer pour qu'ils puissent la tuer si un jour elle décidait de revenir*», aveva detto al padre, senza rendersi conto ch'ella poteva, con queste parole, annunciare una profezia. Vaklav, in effetti, le riferisce che alcune persone del villaggio credono di aver intravisto, tra gli alberi della foresta, in un giorno di nebbia fitta, «*un gros bonhomme, un fantôme obèse (...) une ombre, avec un gros ventre, qui saigne*»⁴⁹. Essi credono si tratti di Esther. Quasi come per miracolo, in coincidenza con la rivelazione di Vaklav, si assiste, improvvisamente, al suo inaspettato ritorno. La donna appare realmente come la gente del paese l'aveva scorta: tonda, insanguinata e dolente; ella attende un figlio da un uomo che amava «*comme un dieu*» e che le aveva insegnato «*à regarder le ciel, à regarder la lumière à travers une forêt, un buisson pour y voir un vitrail impressionnant*», morto tragicamente dopo esser stato investito da un treno in corsa. Esther decide dunque di rientrare a casa per chiedere soccorso alla sorella, sperando che le sue mani miracolose possano aiutarla; ma questa volta Edwige pare aver perso tutte le facoltà; le sue mani, impotenti e prive di forza, non riescono a compiere il prodigio. Anche la madre, che in un primo momento pareva in accordo con il resto della famiglia per l'organizzazione della cerimonia, in un secondo tempo, dopo aver saputo della presenza della figlia nello scantinato, e della sua gravidanza, interviene in suo aiuto: nell'intento di salvarla, opera la figlia tagliandole il ventre; il neonato è salvo, ma Esther muore disanguata.

La gente accorsa al funerale, sentitasi presa in giro, distrugge la casa e le dà fuoco. Éloïse prende con sé la neonata e la porta in salvo, mentre Edwige vieta al fidanzato Vaklav di trasportare all'esterno

⁴⁹ *Ibi*, p. 35.

della cantina il corpo della sorella defunta perché desidera che bruci tra le fiamme, come si evince dalla frase che pronuncia: «On brûle toujours ceux que l'on ne comprend pas».

Analizzando l'opera di Mouawad nel tentativo di metterne in luce le caratteristiche legate alla sacralità e alla dottrina cristiana, notiamo che il personaggio di Esther può essere l'esempio di un ciclo di trasformazioni che prefigurano la nascita, la vita, la morte e la rinascita. Se in un primo momento, Esther è una figura assente, una realtà invisibile minacciata dall'oblio – «Je veux être comme le ciel: n'oublier personne, personne (...) votre oubli est dégoûtant!» –, ella subisce, nel corso della *pièce*, una metamorfosi: divenuta un'ombra «qui saigne» «dans le ventre du brouillard» e che «cherche un lieu pour pouvoir se blottir contre le flanc de la pauvre terre», acquisisce fattezze umane solo quando appare nella cantina, luogo ctonio, inaugurale dell'universo chiuso e protetto⁵⁰, dove racconta le proprie vicissitudini, prima di incontrare la morte dando alla luce la bambina che, portando il suo stesso nome, darà un senso di continuità alla sua esistenza.

La cantina rappresenta una sorta di grembo materno nel quale Edwige accoglie la sorella e la spinge a confidarsi prima che sprofondi nella «lumière», nel «pays des rêves». Questo luogo può essere paragonato anche ad una caverna o ad una grotta, la matrice universale, il luogo della parola, della conoscenza, che permette di passare dall'ombra alla luce. Infatti, è in una grotta, a Betlemme, che Maria dà alla luce il Messia, così come Esther dà alla luce la figlioletta. La nebbia che avvolge Esther e il paesaggio che circonda l'abitazione rimanda alla confusione delle origini, al caos primordiale. All'alba dei tempi il mondo è rappresentato come avvolto in una nebbia tenace, che lo oscura al punto da far regnare solo le tenebre. La luce, simbolo di rinascita, è quella che consente di dissipare la confusione e, in senso metaforico, di svelare le menzogne dietro le quali si nasconde la famiglia di Esther. La luce, primo elemento creato nel racconto della *Genesi*, strappa l'universo al caos e introduce la differenziazione degli elementi naturali.

Nella semantica dell'opera, infine, si può notare la presenza di una trinità femminile, costituita dalle tre protagoniste i cui nomi, iniziati per la lettera E, rinviano alla figura di Eva, prima donna della storia dell'umanità, la quale, maledetta da Dio e bandita dall'Eden, fissa la condizione femminile secondo tre modalità: i dolori del parto, l'orrore dei serpenti e la sottomissione all'uomo. «Alla donna Dio disse: Mol-

⁵⁰ Cfr. Corinne MOREL, *Dizionario dei simboli, dei miti e delle credenze*, cit., p. 178.

tiplicherò i tuoi dolori e le tue gravidanze, con dolore partorirai figli»⁵¹. Ciò che a noi interessa in questa analisi è appunto la prima punizione inflitta da Dio ad Eva, elemento che ritroviamo nella figura di Esther, che soffre e perde la vita proprio a causa del parto.

Il titolo della *pièce* sottolinea allora l'*échec* spirituale di Edwige: le sue mani hanno perso il loro potere «au moment de la naissance», proprio quando ne avrebbe avuto maggiore bisogno per far trionfare la vita. Questo smacco costringe Edwige ad abbandonare lo scantinato e la obbliga ad andare a «vivre en plein air, là où l'obscurité est encore plus effrayante (...) affronter ce monde de désespoir et lui parler de l'amour, lui parler de la lumière, lui parler de ce qui anime [ses] mains lorsqu'elles coulent sur le visage du monde et de tout ce qui l'entoure». Come sottolinea nella sua opera Gilbert Durand, l'acqua acquisisce talvolta una valenza negativa, rivelandosi forza distruttrice ed emblema della morte. Essa ha un carattere «eracliteo»: «L'acqua che scorre è amaro invito al viaggio senza ritorno (...) figura dell'irrevocabile [ed] epifania dell'infelicità»⁵².

Le opere di Wajdi Mouawad sono una sorta di preludio all'inferno, una valle di lacrime e di dolori placabili soltanto attraverso la speranza in una rinascita e in una redenzione. In questo senso, anche *Littoral* è una *pièce* fortemente permeata di simbolismo religioso che presiede alla cerimonia del battesimo e al sacramento dell'eucaristia. Essa, infatti, mette in scena il percorso iniziatico e spirituale di Wilfrid, il quale, accompagnato da «un rêve» protettore, incarnato dal Chevalier Guiromelan, trasporta il cadavere del padre al paese natale, nel quale è in corso un conflitto, per seppellirlo, sperando, con tale gesto, di «le réconcilier avec la vie». Tuttavia, nonostante la recente sospensione delle ostilità non è possibile lo svolgimento di una degna sepoltura: l'impedimento della realizzazione di un rito liturgico, crea una rottura storica e simbolica che equivale a un esilio spirituale per tutti gli abitanti del paese. Il percorso intrapreso da Wilfrid e dagli altri ragazzi che lo accompagnano nella sua missione, porta allora a un rinnovo trascendentale. Ciascuno di essi ha tentato di sopravvivere come ha potuto: Massi trovando sfogo nell'ilarità, sostituto del grido di disperazione; Wilfrid, invece, all'ombra della rassicurante presenza del Chevalier Guiromelan.

Il cammino verso la redenzione è avviato da una figura femminile, Simone. Ella riunisce «le troupeau» e lo guida grazie al potere della parola: «Écoutez-moi, la bombe que je veux aller poser est encore

⁵¹ *Genesi*, 3, 16.

⁵² Gilbert DURAND, *Le strutture antropologiche dell'immaginario. Introduzione all'archetipologia generale*, Bari, Edizioni Dedalo, 1991, p. 89.

plus terrible que la plus terrible des bombes qui a explosé dans ce pays. (...) On va aller leur raconter des histoires»⁵³. I giovani raggiungono il luogo della sepoltura che diviene anche il luogo del battesimo, dell'iniziazione primordiale: il corpo del padre, «emmerré», immerso nell'oceano, viene accuratamente lavato dal figlio, purificato prima dell'immersione in mare, e proiettato, così, verso una nuova vita. L'aspersione con l'acqua (che in senso metaforico potremmo definire benedetta) è un richiamo al lavacro del battesimo e agli impegni che ne derivano. Essa invita l'umanità ad esaminare la propria coscienza, a pentirsi dei peccati, a implorare la purificazione del cuore, a ricevere la grazia del perdono. La *Genesi*, fin dai primi versetti, associa l'acqua, matrice originale, vettore di purificazione morale e fisica, oltre che segno della speranza messianica, al divino: «La terra era informe e deserta e le tenebre ricoprivano l'abisso e lo spirito di Dio aleggiava sulle acque».

Il rito dell'aspersione sostituisce così l'atto penitenziale. Il defunto viene dunque battezzato, lavato dei propri peccati, così come pure Simone, Massi, Sabbé e Amé, i quali, «[découvrent] la mer» e si «baptisent aux creux de sa beauté». Dopo il bagno, essi lavano, uno alla volta, il corpo di colui che è divenuto metaforicamente il loro padre, rituale che consentirà a quest'ultimo di cambiare condizione, di rinascere nella purezza, trovando nel contempo l'insieme delle potenzialità spirituali: «L'immersione totale (...) significa», difatti, come sottolinea Patricia Hidiroglu, «abbandono del peccato, abbandono di se stesso, abbandono del mondo; l'immersione è essere inghiottiti, è sepoltura»⁵⁴. Wilfrid, invece, intraprende un altro cammino, quello della redenzione nell'amore. Ricordiamo che la *pièce* si apre sull'immagine del ragazzo intento a spiegare a un giudice le circostanze in cui ha appreso la morte del padre:

J'étais au lit avec une déesse dont je ne me souvenais pas très bien du nom. (...) On baisait et c'était formidable. Je l'ai appelée Françoise, Chantal, Claudine, Marie et Ursule; elle m'a appelé William, Julien, John, Mustafa et Jean-Claude (...) et c'était bon. On était l'un dans l'autre, et ça allait par là, par là exactement où on voulait aller⁵⁵.

⁵³ Wajdi MOUAWAD, *Littoral*, cit., p. 84.

⁵⁴ Patricia HIDIROGLOU, *Acqua divina. Miti, riti, simboli*, Roma, Edizioni Mediterranee, 2007, p. 72.

⁵⁵ ID., *Littoral*, cit., p. 13.

Traendo ispirazione dal mito di Edipo, Mouawad fa dire a Wilfrid di se stesso: «C'est un type qui a couché avec son père parce qu'il faisait l'amour avec une fille au même moment où son père mourait»⁵⁶. Se la morte del padre gli viene annunciata nel corso di un amplesso con una ragazza di cui non conosce neppure il nome e con la quale non ha alcun tipo di rapporto particolarmente significativo, è nuovamente attraverso «le baiser», che dà, questa volta, a Joséphine dopo che il padre è stato abbandonato nelle acque dell'oceano, che il giovane raggiunge la propria redenzione. Testo significativo che sembra rievocare, se pensiamo alla scena del «baiser», il clima erotico e sacro del *Cantico dei Cantici*, lungo poema d'amore che celebra l'unione carnale e spirituale di due giovani amanti. Provando a mettere a confronto alcuni versi del testo biblico con qualche frammento tratto dalla scena intitolata «Récitatif II» di *Littoral*, è infatti possibile notare delle similitudini per quanto riguarda l'aspetto sensuale e mistico:

Qual melo tra gli alberi del bosco,
così tra i giovani è il mio diletto:
all'ombra sua, che bramo, io già
m'assisi,
dolce era al mio palato il frutto
suo.
Nella cella del vino m'introdusse,
e il suo vessillo su di me è
l'amore.
(*Cantico dei Cantici*, 2, 3-6)

Entendre la mer se soulever de colère,
Folle de désir,
Imaginer qu'elle est le sexe du monde
tourné vers le ciel,
Puis,
Aller plonger dans ses profondeurs,
S'y perdre (...)
Descendre, descendre, descendre,
Puis,
Juste avant la noyade,
Remonter (...) vers le ciel
Être alors pourfendu par le soleil,
Et lutter contre le vent,
Et s'élever avec les vagues,
Et courir sur les flots,
Pour aller s'écrouler, s'endormir et mourir,
épuisé d'amour⁵⁷.

Gli occhi chiusi di Wilfrid durante il bacio corrispondono, infine, alla cecità del padre nel momento in cui entra in contatto con il mare e sprofonda nell'oscurità abissale. Il ragazzo, ora, se non vuole essere anch'egli trasportato dagli effluvi terrificanti, deve trovare la forza di voltarsi verso l'amore divino impersonato da Joséphine: «Devant lui, donne-moi un signe de vie Wilfrid (...). Je suis la lumière, embrasse-

⁵⁶ *Ibi*, p. 116.

⁵⁷ *Ibi*, pp. 125-126.

moi». Il bacio, in questo caso, non rappresenta soltanto l'unione tra due persone che si amano: esso è «signe de vie», soffio vitale, e come tale rinvenibile in molti testi biblici, così come pure nella maggior parte delle tradizioni religiose; esso allude alla potenza creatrice di Dio che mantiene in vita le persone tramite il suo verbo. Il padre, immerso nell'oceano, sente il mare «haleter» e lotta «contre le vent», manifestazione cosmogonica dello spirito Divino. Divenuto, come osservato precedentemente, «gardeur de troupeau», egli terminerà il processo di redenzione assicurando la perennità dei morti nella culla primigenia del mare.

L'homme qui enjamba le Sahara*

Nadir Mohamed Aziza

Au moment de la célébration du centenaire de Léopold Sédar Senghor (9 octobre 1906 - 20 décembre 2001), premier Président de la République du Sénégal, membre de l'Académie Française et grand poète africain, j'ai tenu à apporter mon témoignage en retraçant trois moments de ma longue fréquentation de celui qui fut pour moi un ami d'élection, presque un père spirituel.

Puisse-t-il, là où il est, recevoir l'écho de cette remémoration et m'adresser, dans le clignement d'une étoile, un signe d'acquiescement.

1. Un "mouchard" pour intercesseur ou comment je fis la connaissance de Léopold Sédar Senghor

J'aurai pris pour un fou, à tout le moins un mauvais plaisantin quiconque m'aurait soutenu, au début de l'année 1966, qu'un "mouchard" serait l'intercesseur de ma rencontre avec Léopold Sédar Senghor alors Président de la République du Sénégal et l'un de mes modèles en poésie!

À mes yeux, ce terme de mouchard suintait l'abomination par toutes les lettres le composant.

Je voyais défiler, sous ce vocable, tous les traîtres d'hier et d'aujourd'hui: Judas et Dalila menant une cohorte aux dents jaunes et à l'haleine fétide où Iago tenait la main à un certain camarade de classe dont les délations me valurent quelques remontrances et punitions plus ou moins méritées et, fermant la marche, un "corbeau" emmitouflé dans ses ailes et entraînant une certaine traîtresse aux yeux de miel qui m'avait fait «avalé, de l'amour berné, la première arête».

Ce mot de mouchard, pris au pied de la lettre, faisait naître en moi une solide aversion et, pour rien au monde, je n'aurai admis qu'il pouvait avoir une face ensoleillée.

Alors, venir me soutenir qu'il sera l'instrument d'une rencontre qui me paraissait peu probable, pouvait relever à mes yeux, au choix, de

* Célébration du Centenaire de Léopold Sédar Senghor.

l'outrecuidance ou de la loufoquerie.

Et pourtant, les événements allaient confirmer la justesse de cette prédiction en prouvant la médiation essentielle d'un "mouchard" pour concrétiser ma rencontre avec l'auteur d'*Éthiopiennes*. J'expliquerai cela par la suite. Pour le moment, commençons par le commencement.

En Avril 1966, Senghor et André Malraux décidèrent de convoquer à Dakar, les États généraux de la Négritude en organisant le Festival des Arts Nègres et en rassemblant les représentants des cultures d'Afrique et la Diaspora noire dans le monde.

L'événement devait compter plusieurs manifestations: expositions, concerts, projections, symposium international. Les sites étaient disséminés en divers lieux de la capitale sénégalaise, polygone étoilé dont le centre devenait le Musée dynamique construit au bord de l'Océan et abritant, pour la circonstance, une des plus formidables concentrations d'œuvres d'art Nègre de tous les temps.

Certains pays avaient été associés à la manifestation, sans faire partie de l'Afrique Noire ou de la Diaspora. La Tunisie était du nombre.

Lorsque l'invitation officielle du gouvernement sénégalais arriva chez M. Chédly Klibi, alors Ministre des Affaires culturelles, il décida d'y répondre favorablement et d'assurer une participation tunisienne certes modeste mais capable de témoigner de l'intérêt porté par un pays ami à l'initiative.

Il commanda un film sur les communautés noires de Tunisie à un journaliste fin et subtil, Hamadi Essid et désigna un éminent historien, le Professeur Othman Kaak pour participer au Symposium international et y exposer l'histoire de la constitution des communautés noires en Tunisie.

J'étais élève au collège Sadiki lorsque je fis la connaissance de ce dernier alors qu'il dirigeait la Bibliothèque Nationale sise au souk Al Attarine, labyrinthe odorant qui abritait les échoppes des parfumeurs dans la belle médina de Tunis.

J'étais un visiteur assidu de cet antre du savoir, surtout pendant les vacances scolaires. Si assidu que le Directeur, le Professeur Kaak finit par me remarquer et me convoqua parfois dans son bureau embaumant l'encens et l'odeur si particulière du parchemin pour des exposés érudits sur l'histoire de la Tunisie et sur les Portes de Tunis, sujet qui m'intéressait particulièrement, préfigurant peut-être cette attraction que j'éprouverai toute ma vie à franchir les seuils pour des appareillages reculant sans cesse l'horizon.

Alors que des deux j'avais le plus besoin d'aide et de soutien, j'éprouvais pour le vieux maître un étrange sentiment protecteur. Comme si de constater les bouleversements intervenus dans la société tunisienne le rangeait à mes yeux dans la catégorie des espèces en danger, des icebergs menacés par la fonte des glaces, des reflets vieillis dans un miroir comme dans cette toile où se corrompt le portrait de Dorian Gray.

Je ressentais une grande tendresse lorsque je détaillais sa djebba raffinée mais plus du tout à la mode, son élégante mais désuète chéchia rouge surmontée d'un pompon noir dans lequel il s'entêtait à déceler un précurseur du paratonnerre de Benjamin Franklin, et les loupes qui lui servaient de lunettes pour lutter contre une forte myopie.

Au Ministre qui l'informait de sa désignation comme représentant de notre pays au Symposium international convoqué par Senghor et Malraux, le Professeur Kaak répondit par une moue dubitative. Un long silence s'ensuivit. Le Ministre attendait obligeamment la réponse.

Avec douceur, Kaak remercia son interlocuteur mais mit une condition à son acceptation. Vu son grand âge, sa famille lui interdisait de voyager seul. Alors il ne pouvait accepter d'accomplir cette mission qu'à la condition expresse de s'assurer de la présence, à ses côtés, d'un accompagnateur.

Le Ministre lui demanda s'il pensait à quelqu'un de précis. Kaak n'hésita pas longtemps: «Le jeune Aziza pourrait bien faire l'affaire. Je sais qu'il s'intéresse aux cultures africaines et, de plus, je le connais bien».

Cela tombait à propos. J'étais alors conseiller technique au Ministère des Affaires culturelles et travaillais dans un bureau situé à quelques encablures du bureau ministériel.

Je fus convoqué sur le champ et chargé de la mission d'accompagner le Professeur Kaak au Symposium international organisé dans le cadre du grand rendez-vous dakarois. J'acceptais la mission avec empressement.

Pour atteindre la capitale sénégalaise, il fallait faire escale à Casablanca et y changer d'avion. Ce fut un voyage un peu mouvementé. Quelques trous d'air et un retard dans la correspondance assombrirent l'humeur du Professeur. Mais un lourd sommeil, survenu au cours du trajet Casablanca-Dakar, empêcha que j'en subisse les effets et détendit le Professeur à son réveil, peu avant l'atterrissage.

C'est donc d'un pas léger que nous foulâmes la terre sénégalaise,

assaillis par l'air marin que l'Océan atlantique prodiguait dans une prolifération d'embruns et d'écumes venant lécher les remblais qui bordaient la piste d'atterrissage.

Nous fûmes aimablement reçus et conduits à notre hôtel, au centre de la ville. Ma première impression fut olfactive: l'arachide brûlée dégageait une senteur musquée qui emplissait l'air et que j'associerai, désormais, aux ailleurs exotiques.

À l'ouverture du Symposium, assis côte à côte, dans la grande salle du Parlement, nous admirâmes les deux discours d'inauguration prononcés par le Président-poète sénégalais et le Ministre-écrivain français.

Après cette splendide inauguration, les premières interventions commencèrent. La parole était donnée dans l'ordre alphabétique des noms des pays. Ce qui nous accordait quelque répit, relégués que nous étions entre la lettre S et la lettre U, en fin de parcours.

Comme à l'oral d'un examen, j'étais rassuré par ce supplément accordé à mon compagnon pour figurer son intervention. D'autant plus qu'après leurs discours d'inauguration, les deux grands écrivains s'étaient éclipsés de la salle de réunion, sollicités qu'ils étaient par leurs responsabilités politiques.

Las, l'après-midi même du jour de l'inauguration, il tomba malade. Du moins, diagnostiqua-t-il lui-même le mal, s'enferma dans sa chambre, déclina toutes les invitations, y compris celle de l'Ambassadeur de Tunisie et ne se sustenta plus que grâce au "Room service".

J'étais affolé. La défection de mon mentor pouvait me jeter dans l'arène, au cas où j'aurais à assumer son remplacement.

Mes prières pour la restauration de sa santé restèrent sans effet.

À l'aube du troisième jour, il m'appela sur le téléphone intérieur. Je courus vers sa chambre. Il me parla d'une voix affaiblie, me tendit quelques feuillets et me dit, avec son ton bienveillant habituel: «Je vous fais confiance. Vous saurez vous débrouiller avec ces quelques notes un peu mal écrites pour me remplacer aujourd'hui au Symposium. Bon courage et bonne chance. Vous me direz comment cela s'est passé».

«Un peu mal écrites!» Les notes étaient quasiment indéchiffrables. Et de toutes les façons, ces annotations d'ordre historique ne pouvaient pas être d'un grand secours pour le néophyte que j'étais.

Les marches du Palais du Parlement se muèrent en Golgotha et lorsque l'ordre alphabétique fatidique atteignit la lettre T et fit appeler après celui de Trinidad et Tobago, le représentant de la Tunisie à la tribune, je vécus l'angoisse des malades prenant

connaissance des résultats de leurs examens médicaux!

Je m'avançais vers le pupitre, avec dans mes mains moites et tremblantes, les feuillets inutilisables du Professeur et, dans ma poitrine, le ragtime déchaîné des battements de mon cœur. Ma seule consolation fut qu'absent de la salle de réunion, le Poète-Président retenu par ses obligations au Palais présidentiel, ne pouvait pas assister à ma déroute programmée.

J'avais la gorge nouée, lorsque je m'approchais du micro. Je mis quelques secondes pour déglutir avant de m'adresser au Président de la séance et d'émettre un souffle à peine perceptible: «Monsieur le Président,...»

Et soudain, une mystérieuse paix m'envahit.

Je continuais, d'une voix de plus en plus claire, à parler et me surpris à dire:

«Je remplace, au pied levé, le Professeur Kaak qu'un malaise retient dans sa chambre d'hôtel. Il m'a chargé de vous transmettre toutes ses excuses et m'a demandé de vous parler de l'histoire de l'établissement des communautés noires en Tunisie.

Il a préjugé de mes possibilités! N'étant pas historien, je ne puis remplir cette mission. C'est pourquoi si vous me le permettez, je souhaiterais remplacer l'étude que je ne puis faire à sa place par un témoignage...»

Et je continuais sur ma lancée, sans presque reprendre souffle.

«Parfois, mon père se rendait dans une zaouia¹ située à la périphérie de Tunis, au Mornag, dont le grand maître était un Noir de ses connaissances. Une ou deux fois, il m'amena, avec lui pour me permettre d'assister aux cérémonies qui s'y tenaient. La zaouia était une bâtisse trapue surmontée d'un dôme, à laquelle on accédait par un chemin au milieu des champs. Une cour carrée bordait les quatre ailes de la construction. Au milieu trônaient un mûrier centenaire et la margelle d'un puits.

La caractéristique principale de cette zaouia était qu'elle servait de caveau abritant un saint, Sidi Saad, en provenance du Tchad probablement, et certains membres de sa famille. Beaucoup de membres de la communauté noire de Tunisie la fréquentaient pour cette raison et certains amis blancs étaient admis, sans réticence, au sein de la confrérie.

Dès les abords de la zaouia, on percevait la musique des gombris²

¹ Endroits où les confréries religieuses organisent leurs activités.

² Instruments de musique traditionnels.

et des darboukas³ et la mélopée répétitive du dhikr⁴.

Quelques pas encore et les volutes de la fumée d'encens investissaient les narines.

Dès le seuil franchi, un tourbillon de couleurs enchantait l'œil: costumes traditionnels multicolores de paille ou de taffetas, masques rituels portés par des assistants du grand maître majestueusement assis sur un trône de bois précieux ciselé d'argent tandis que d'une grande pièce dont les fenêtres demeuraient largement ouvertes, s'élevaient les youyous stridents des femmes entraînées, elles aussi, dans la danse.

J'aimais cette frénésie sensorielle, visuelle et olfactive et, sans doute, les vapeurs de l'encens aidant, tout mon corps répondait à ces stimuli et je me retrouvais au milieu des danseurs imitant, avec plus ou moins de bonheur, leurs savantes contorsions et leurs déhanchements élégants et sans grossièreté.

Puis sur un geste du grand maître, la frénésie se calmait. La musique et la danse s'arrêtaient. Le grand maître se levait et s'adressait à l'assistance pour prononcer, dans une langue qui m'était inconnue, de longues formules rituelles.

C'était un moment que j'appréhendais parce qu'il constituait le prélude des sacrifices rituels: un coq rouge, un mouton blanc et une chèvre noire étaient immolés devant la margelle du puits. Leurs dépouilles étaient emmenées dans les cuisines tandis qu'on lavait, à grands seaux, les tâches de sang maculant les dalles de la cour. Pendant que les femmes s'affairaient à préparer le festin de la fête, les hommes se passaient l'embout des chichas⁵ et dialoguaient entre deux profondes inspirations.

Je quittais alors ces cercles d'hommes qui ne prêtaient guère attention à l'enfant que j'étais et m'élançais à la recherche de compagnons de mon âge, agglutinés autour de leurs mères, pour les convier à des parties de toupie ou de billes qui ne prenaient fin que quand les femmes nous appelaient pour partager, avec elles, le repas préalablement servi aux hommes.

La musique reprenait non pour la danse collective mais pour l'exhibition d'un seul danseur devant l'assemblée des convives regroupés, à présent, en cercle autour du mûrier.

Jusque là, caché dans l'une des pièces fermées du fond de la

³ *Idem.*

⁴ Chant religieux.

⁵ Pipes à eau.

bâtisse, Boussaadia⁶ jaillissait dans une gerbe de lumière fusant des petits miroirs qui sertissaient son masque de paille et les manches de son costume bariolé.

Une légende raconte que Boussaadia était, en fait, un roi dont la fille chérie nommée Saadia fut enlevée par un amant éconduit ou par un ennemi sournois. On le sut jamais. Depuis ce jour, le roi inconsolable se déguisa en mendiant pour mieux tromper la vigilance de l'auteur ou des auteurs du rapt et, de village en village, s'en alla à la recherche de sa chère enfant enlevée.

Sa complainte lui valut le surnom de Boussaadia, le père de Saadia mais ni ses danses, ni ses implorations, ni ses prières ne lui rendirent sa fille.

Sa vaine recherche déranger quelque peu son esprit jusqu'à le convaincre que l'auteur du rapt ne pouvait être de ce monde, ni habiter cette terre.

Il se mit à soupçonner la lune, reine des maléfices de la nuit, d'avoir commis cet horrible méfait et de garder sa Saadia prisonnière de ses glaces et ses mines d'albâtre.

Alors chaque mois de l'année, chaque nuit de pleine lune, il demandait au grand maître de la zaouia l'autorisation de se mêler à la procession des fidèles vers l'Oued des Tortues sacrées auxquelles on portait, en grande pompe, dans des plateaux en osier finement décorés des offrandes de laitues, de salades et de racines fraîches de toutes formes et dimensions pour s'assurer de leur bienfaitante protection contre nombre de vilénies visibles ou invisibles.

La procession s'ébranlait au son des mézoueds⁷ et des tars⁸ et déroulait la ligne serpentine de son cortège dansant.

Sautillant de part en part de la file, Boussaadia étreignait à bout de bras un tonneau à moitié rempli d'eau. De temps en temps, une giclée d'eau s'épanchait et brillait comme un collier de perles sous les rayons de la lune.

Intrigué par ce manège, j'en demandais à mon père la raison. Il me narra l'histoire de Boussaadia et de sa quête infinie qu'il tenait du grand maître de la confrérie.

Alors que nous nous approchions de l'Oued des Tortues, un hurlement de joie s'éleva de la poitrine de Boussaadia.

Je le vis recouvrir avec une rapidité étonnante le tonneau, de son bouclier déglingué.

Il s'arrêta de sautiller, s'affala au pied d'un arbre, mit le tonneau

⁶ Danseur masqué.

⁷ Instrument à vent ressemblant à la cornemuse.

⁸ Instrument à percussion.

entre ses jambes étendues et laissa le cortège disparaître à un coude du chemin.

Je continuais à regret la marche, aux côtés de mon père, vers l'Oued des Tortues.

Tout le reste du temps, j'imaginai Boussaadia enlevant le couvercle de fortune pour aller à la pêche à la lune, au fond de son tonneau.

Voici, Mesdames, Messieurs, un témoignage vécu sur les communautés noires en Tunisie.

Il ne prétend à aucun statut scientifique.

Tout juste, veut-il être un acte de reconnaissance envers ce don de poésie pure offert à l'imagination collective par nos concitoyens des communautés noires de Tunisie, comme la rumeur de la mer dont se souvient le coquillage, comme une mélodie tirée de la carapace de tortue, comme la mémoire sortilège d'un miroir.

Je vous remercie de votre attention».

Je n'attendais pas mon reste. Reprenant les notes du Professeur, je dévalais la tribune et regagnais ma place. J'entendis confusément les applaudissements qui avaient accueilli la fin de mon discours.

Du reste, je n'aurais pas su au compte de quoi les mettre: compassion avec l'épreuve du feu d'un débutant de 25 ans, reconnaissance pour la relative brièveté de l'exposé, appréciation d'un changement de ton rafraîchissant!

Peu m'importait, en vérité. J'étais content d'en avoir fini et je me cachais, avec volupté, dans mon fauteuil au côté de celui vide de mon "chef de délégation".

C'était à présent au tour du délégué de l'Uganda de passer l'épreuve de la tribune.

Je commençais à me détendre à la fin du discours beaucoup plus classique de mon successeur au micro, lorsqu'on effleura mon épaule.

Je me retournais et vis une hôtesse qui m'invita, à voix basse, à la suivre.

Lorsque sur ses pas je sortis de la salle, je vis un monsieur bien mis accompagné d'un gendarme qui s'avança vers moi.

— «Vous êtes le Professeur Aziza?»

— «Oui, en effet, c'est pourquoi?»

— «Suivez-moi, s'il vous plait».

Le ton était poli, affable même mais sans réplique possible.

Je m'exécutais, en me demandant quelle gaffe avais-je dû commettre, pour me valoir cette "interpellation!".

L'homme m'invita à monter à l'arrière d'une voiture officielle, se hissa lui-même à l'avant du véhicule et fit signe au chauffeur de démarrer. Le gendarme nous précédait sur sa moto.

Le trajet fut heureusement court. Nous entrâmes dans un grand parc où se promenaient en liberté quelques beaux et grands oiseaux multicolores. Puis la voiture s'arrêta devant le perron du Palais de la République. Toujours en silence, mon compagnon m'ouvrit la porte et m'invita à le suivre au premier étage.

Après un court conciliabule avec un appariteur en costume d'apparat, je fus invité à m'asseoir dans un salon d'une austère élégance.

J'étais intrigué mais plutôt rassuré. Mon "interpellation" ressemblait de plus en plus à une invitation.

Au bout d'un certain temps, une porte s'ouvrit, presque en face de moi.

À contre jour, apparut un homme petit et élégant que je mis un court moment à reconnaître: le Président Senghor!

Il me jeta un rapide regard, me salua d'un aimable: «Bonjour, monsieur», puis s'avança de deux pas et interrogea l'appariteur au garde à vous: «Le Professeur Aziza n'est pas encore arrivé?»

«Si, Monsieur le Président. Il est bien arrivé et j'étais sur le point de l'introduire. Il est devant vous, Monsieur le Président».

Le Président me regarda, de nouveau, effaça un sourire et s'excusa du quiproquo.

Il me fit entrer dans son bureau et m'invita à prendre un siège.

Il s'excusa encore de la manière un peu... comment dire: cavalière dont s'était effectuée notre rencontre.

Mais il avait hâte de connaître l'auteur de cette communication qui l'avait touché et puis il avait tellement de questions à me poser sur Boussaadia, les instruments de musique, la nature des danses, et sur tant d'autres détails qui avaient retenu son attention et remué sa fibre poétique.

J'étais sidéré. Comment avait-il pu écouter mon discours au Parlement alors que je le retrouvais, à quelques kilomètres de là, enfermé dans son bureau de la Présidence de la République. Aurait-il, en plus de ses capacités poétiques, des dons d'ubiquité ou des pouvoirs magiques, ou plus prosaïquement, existerait-il des passages secrets, à la Dumas, reliant le Parlement au Palais de la Présidence

de la République?

Le Président sourit franchement, cette fois-ci, devant ma mine ébahie.

Il me désigna, sur un côté de son bureau, une boîte rectangulaire en bois ordinaire hérissée de petites manettes.

«C'est ce qu'on appelle, en termes radiophoniques, un "mouchard". J'ai demandé que l'on m'en installe un afin que je puisse, depuis mon bureau, suivre les séances du Symposium international. Ainsi, ai-je pu entendre la plupart des exposés et des débats. Ceux que j'ai ratés, feront l'objet de mes prochaines lectures. C'est ainsi que j'ai pu vous entendre et apprécier votre... poème».

Je bredouillai un remerciement.

Il appuya sur une manette. À travers le brouhaha, on entendit distinctement la fin des applaudissements et le Président de la séance déclarer le Symposium clos.

Senghor releva la manette et s'assit à son tour. Il sourit encore et dit: «Ce sera probablement la première et la dernière fois que deux poètes font connaissance par l'intermédiaire d'un mouchard! C'est la preuve que la poésie est capable de toutes les rédemptions et de toutes les transfigurations!»

Pour comprendre l'aspect presque miraculeux de cette rencontre par récepteur interposé, il faut se rappeler les conditions de l'époque où les communications n'avaient pas encore accompli les progrès technologiques foudroyants que l'on connaît, de nos jours.

En 1966, en matière de technologie de la communication nous étions plus proches du célèbre sketch de Fernand Reynaud intitulé «le 22 à Asnières» que de la tenue de vidéoconférences réunissant des interlocuteurs situés aux quatre points cardinaux de la planète.

De cette journée mémorable date ma rencontre avec Senghor. Elle devait durer, inaltérée, jusqu'à son dernier jour.

Je m'en suis fortement souvenu, au moment où je déposais sur son front le baiser de l'adieu, lors de sa mise en bière dans sa demeure normande à Verson, près de la ville de Caen par un froid après-midi automnal.

2. Le Cincinnatus des mots

Depuis notre première rencontre à Dakar, nos relations furent continues et constamment chaleureuses.

En dehors des échanges épistolaires, il ne manquait jamais de me réserver une place sur son emploi du temps lorsqu'il passait par la

Tunisie, pour rencontrer son ami, le Président Bourguiba ou pour présider une réunion de l'Interafricaine Socialiste.

Lorsqu'il accepta de préfacer mon quatrième livre intitulé: *Le Chant Profond des Arts de l'Afrique*, nos relations se raffermirent encore.

Il aimait retrouver, au-delà des différences de générations, de perceptions et d'engagements, par-deçà les caractères spécifiques et l'empreinte d'une histoire et d'un présent asymétriques, de comparables préoccupations et, surtout, de convergentes aspirations.

Un degré de plus fut atteint lorsqu'il entreprit de préfacer un autre de mes ouvrages publié sous un pseudonyme littéraire, Shams Nadir que j'avais choisi pour marquer la différence que je mettais entre mes livres analytiques et ma production de fiction ou de poésie.

L'Astrolabe de la mer marqua ma double collaboration avec lui-même et avec la maison d'édition parisienne Stock.

Claude Glayman, un des directeurs littéraires de cette maison, avait entrepris, au début des années 70, de lancer une collection de livres-entretiens qui allait connaître pendant quelques temps un notable succès.

Un jour, il me contacta à l'UNESCO et me demanda de passer le voir au siège des éditions Stock, situé alors rue de l'Ancienne Comédie, près de la Place de l'Odéon.

Nous déjeunâmes au "Procopé" et il m'y apprit l'objet de cette sollicitation.

Il tenait, tout particulièrement, à inscrire sur le générique de sa collection de livres-entretiens, trois noms: Willy Brandt, le Chancelier-allemand, Olaf Palme, le Premier Ministre suédois et Léopold Sédar Senghor.

Si les deux premiers nommés avaient donné leur accord, le troisième mettait deux conditions: que l'échange qui devait fournir la matière du livre, soit mené par moi et que la forme de l'entretien soit laissée au libre choix de l'interviewer et de l'interviewé.

J'acceptai, séance tenante, la proposition y voyant un moyen d'approfondir ma connaissance de l'illustre ami, par l'intermédiaire d'un appareil enregistreur qui continuera ce qu'un "mouchard" avait commencé.

Je me retrouvai bientôt au Palais de la Présidence de la République à Dakar pour mettre au point avec Senghor, le plan général du livre.

Nous choisîmes de retracer son itinéraire personnel et public, en nous arrêtant à chaque séquence, pour approfondir un ou plusieurs thèmes d'intérêt général relatifs à ce moment de vie.

Nous convînmes d'enregistrer l'essentiel de la matière du livre, au cours de l'été 1978 dans la maison de son épouse située en Normandie. L'été était le seul moment où, relativement déchargé de la gestion directe des affaires de l'État, il pouvait consacrer ses matinées à l'enregistrement de nos entretiens. Ce qui me posa problème. Il était très matinal. Levé à 6 heures, il était fin prêt et d'attaque à 8 heures. J'étais plutôt noctambule. Et ce fut, au début du moins, une épreuve pour m'accorder aux horaires qu'il imposait à nos séances de travail.

L'après-midi, après le déjeuner et la sieste, nous nous opposions en des parties acharnées de ping-pong où je ne faisais pas semblant de me laisser battre. Ce qui le remplissait d'une joie presque enfantine lorsqu'il remportait la partie. Il savait que son succès était mérité parce qu'obtenu à la régulière.

Ensuite, il vaquait à ses occupations officielles, recevant visites de ministres et de responsables, adressant missives et courrier.

Je profitais de ces moments pour m'éclipser et aller vivre ma vie, de mon côté en m'adonnant à des activités plus frivoles: découverte de la région, dîners à la bonne franquette et soirées libres.

Néanmoins, au bout de ce mois de travail, nous réussîmes à presque entièrement boucler l'ensemble des chapitres prévus dans notre plan de travail.

Les bobines furent données pour la transcription. Ensuite, chacun de son côté travailla sur le manuscrit.

L'année 1979 fut consacrée à cette réécriture du texte et à quelques compléments nécessaires.

Nous nous retrouvâmes en Normandie au cours de l'été 1979, pour figoler le manuscrit.

Le travail avança plus rapidement que prévu.

Nous avions plus de temps à notre disposition pour nous promener dans le parc qui entourait la demeure et pour discuter de choses et d'autres, surtout de philosophie grecque qui était, en cette saison, son sujet favori, avec *Les Mémoires d'Hadrien* de Marguerite Yourcenar qu'il était en train de relire.

De temps en temps, il approfondissait, hors enregistrement, tel ou tel aspect de nos entretiens, revenant par exemple sur les critiques que de jeunes "révolutionnaires" africains – comme le Nigérien Wole Soyinka, futur prix Nobel de littérature et auteur de la fameuse dénégration de la Négritude: «Est-ce qu'un tigre invoque sa tigritude?» – faisaient de ses idées et de son action politique qualifiée de "bourgeoise".

Il tenait à réfuter ces jugements qu'il trouvait sommaires en

faisant un plaidoyer pour le système de "multipartisme organisé" qu'il avait voulu, le premier en Afrique, instaurer sans y être aucunement obligé.

En pédagogue, il m'expliquait pourquoi seul de tous ses collègues africains, il avait tourné le dos au système du parti unique, alors que l'épisode de la dispute avec son ex-bras droit Mamadou Dia ayant été clôturée à son avantage, il tenait les rênes du Parti Socialiste et de l'appareil de l'État, entre ses seules mains.

Il trouvait ce système du parti unique "anti-naturel" disait-il en utilisant les arguments d'un naturaliste, car le corps social lui paraissait comparable au corps humain.

Tous deux sont partagés entre le désir de conserver, celui de réformer et celui de transformer.

Trois aspirations fondamentales qui structurent les comportements et peuvent aider à organiser la vie politique autour de trois pôles: les conservateurs, les réformateurs et les révolutionnaires.

Le choix des électeurs pouvait être, à son avis, canalisé, dans un premier moment d'apprentissage de la pratique démocratique, dans le cadre de ces trois grandes options.

Au bout d'une allée ombragée, nous nous assimes en silence. Soudain, il chuchota: «Vous savez que je songe sérieusement à me retirer de ma fonction, avant la fin de mon mandat. Qu'en pensez-vous?»

La question inattendue me désarçonna, un court moment. Mais je me repris rapidement. J'avais, depuis longtemps, espéré une telle issue sans oser le lui dire, de crainte qu'il ne le prenne mal ou qu'il pense que j'outrepasse les limites de l'amitié dont il m'honorait.

Mais puisqu'il me demandait, lui-même, d'exprimer mon opinion, je ne me fis pas prier une deuxième fois.

Sans reprendre souffle, je fis d'une traite, un plaidoyer pour l'hypothèse qu'il me suggérait lui-même.

J'exprimai ma conviction qu'un tel geste ne serait pas une fin mais une apothéose et que nul couronnement ne parachèverait mieux son œuvre politique.

Au moment où certains leaders africains s'accrochaient au pouvoir, de manière indécente, où la seule interruption du mandat présidentiel ne pouvait se concevoir que par un complot souvent sanglant ou par la mort naturelle du Président à vie, au moment où les élections étaient travesties en grotesques parodies, le renoncement volontaire et choisi à la magistrature suprême de la part d'un chef historique, d'un "Père de la Nation" pouvait avoir une portée symbolique et effective d'une indéniable valeur.

Et je finis, avec quelque emphase, par ces mots: «Soyez le Cincinnatus des mots et retournez à la charrue de l'inspiration pour faire germer la graine du Poème dans le sillage tracé par son socle».

Il sourit de ma fougue puis, me tapotant l'épaule et se levant, il m'invita à continuer notre promenade.

Je ne le sus que plus tard mais cette conversation à bâtons rompus allait engager une partie serrée entre partisans de son départ volontaire avant terme: son épouse, moi-même et peut-être, d'autres proches dont je ne connus pas l'identité et de nombreux collaborateurs et conseillers ennemis de cette hypothèse qui n'y voyaient au mieux que lubie d'esthète, au pire parole irresponsable, voire complot malveillant.

Je fus étonné d'apprendre que, parmi cette catégorie, figuraient les guides spirituels des Mourides et des Tidjanes, les deux confréries musulmanes majoritaires du pays.

Mais à bien y réfléchir, je compris leur opposition. Si Senghor, le catholique arrangeait les deux chefs musulmans, la compétition qui s'établira après son départ, pouvait opposer leurs confréries pour la conquête de la Magistrature suprême au bénéfice de l'un de leurs représentants.

Quoiqu'il en soit, il me sembla que le débat entre partisans et adversaires du départ volontaire de Senghor n'eut pas grand effet sur le principal intéressé qui avait déjà pris sa décision lorsque, dans un chuchotement confidentiel, il sembla demander mon avis, par cette radieuse matinée d'été où nous étions assis sur un banc du parc de la résidence normande, alors que la brise faisait frissonner, sur nos têtes, le feuillage des pommiers.

3. Adieu, l'Ami

Notre dernière collaboration s'était déroulée dans le cadre du dernier projet dont j'ai eu à m'occuper à l'UNESCO: la proclamation de la Journée mondiale de la Poésie.

J'ai bénéficié de ses avis et de ses conseils.

Et, lorsqu'en prolongement de la Résolution que prit, à ce propos, le Conseil Exécutif, je répondis à l'invitation de Madame Sironi, Maire de Vérone pour y fonder, avec l'aide du grand poète italien Mario Luzi, l'Académie mondiale de Poésie, il me parut normal de proposer au Poète majeur que je m'honorais d'avoir pour ami et aîné de faire partie de son Comité d'Honneur. Ce qu'il accepta sans délai.

Sa santé déclinante ne lui permettait plus de recevoir d'autres

visites que celles du cercle restreint de la proche famille.

Je n'ai jamais insisté pour le revoir durant cette période.

Je voulais garder de lui, l'image rayonnante de l'Homme qui, filiforme et cyclopéen comme ces statues de Giacometti, enjamba le Sahara.

Je voulais composer librement l'album de photos de notre compagnonnage et n'y retenir que les traces heureuses d'un échange qui détermina, de manière significative, quelques-uns de mes choix et de mes engagements.

Mais, Grand Prince sérène, à l'heure ultime, je fus au rendez-vous pour déposer sur votre front froid le baiser de l'adieu avant que ne fut clouée la planche du cercueil qui vous ravit, à jamais, à la vue de ceux que la douleur de vous perdre avait rassemblés.

D'autres n'ont pas manqué au rendez-vous de l'estime et de l'amitié. Erik Orsena, votre confrère académicien, prononça un magnifique éloge funèbre et le 9 octobre 2006 qui a marqué votre centenaire, fêté par des amis de vous connus, ou inconnus.

Dois-je vous dire qu'à la peine se mêle en moi un certain soulagement, lorsque je pense à vous, en ces temps gris et incertains où, orphelins d'une espérance, nous nous débattons.

Vous n'auriez pas aimé vivre ce début de siècle chaotique et ensanglanté où une logique folle du conflit généralisé semble avoir pris le pas sur ce dialogue des cultures et ce métissage des civilisations dont vous fûtes le chantre harmonieux.

Puisse votre souvenir nous guider, comme un génie des forêts, une pulsion des marées, une gerbe d'étoiles, vers les clairières où se rassemblent les souffles de vie pour tenter de reconstruire l'Arche d'une nouvelle Alliance qui nous sauvera, peut-être, du Déluge.

Dossier

Sguardi sul
Medio Oriente

Le relazioni tra Stati Uniti ed Israele nel contesto della crisi mediorientale, 1948-1956

Antonio Donno

1. L'Amministrazione Truman e la nascita dello Stato di Israele. La nuova strategia di Eisenhower e di Dulles

La nascita dello Stato di Israele, il 14 maggio 1948, rappresentò un punto di svolta nella politica degli Stati Uniti verso il Medio Oriente. Ma, nei due anni precedenti, l'intervento americano nella crisi iraniana (1946) ed in quella greco-turca (1946-1947), culminata quest'ultima nella promulgazione della "dottrina Truman"¹, aveva costituito la presa d'atto, da parte di Washington, che il Mediterraneo orientale ed il Medio Oriente sarebbero divenuti sempre più un teatro fondamentale della Guerra Fredda, per quanto inizialmente Washington considerasse il proprio intervento "provvisorio" e soprattutto finalizzato al contenimento dell'espansione sovietica al di là di quella linea che, successivamente, sarebbe stata definita la *northern tier*, restando tuttavia l'attenzione e gli sforzi dell'Amministrazione Truman prevalentemente indirizzati alla difesa dell'*iron curtain* in Europa, giudicata come priorità assoluta degli Stati Uniti nella Guerra Fredda. In sostanza, gli Stati Uniti avevano il timore di impegnarsi in scacchieri internazionali molteplici, con un dispiegamento eccessivo e forse non sostenibile di risorse, timore che si univa all'eventuale necessità di differenziare l'analisi politica e gli strumenti da adottare per far fronte a situazioni talvolta assai diversificate. Per questo motivo, l'Amministrazione Truman desiderava delegare alla Gran Bretagna la gestione dell'area, anche se le residue pretese egemoniche inglesi mal si conciliavano con la penuria di risorse economiche che la Gran Bretagna poteva mettere in campo: il caso iraniano e quello greco-turco stavano a dimostrare che il governo di Sua Maestà non era più in grado di operare alcun efficace controllo politico nel Medio Oriente, per quanto la

¹ Nella vasta bibliografia sulla crisi degli Stretti turchi il punto di vista sovietico è ora narrato in Jamil HASANLI, "La «crisi turca» nella guerra fredda", in *Ventesimo Secolo*, a. VIII, 19, giugno 2009, pp. 149-169.

presunzione inglese (del governo laburista e di Bevin in particolare)² superasse largamente le reali possibilità, creando qualche illusione nel Governo americano. La questione della Palestina mise a nudo brutalmente l'impotenza inglese e demolì definitivamente le residue speranze americane nella capacità della Gran Bretagna di continuare a gestire la situazione mediorientale.

Ma il coinvolgimento degli Stati Uniti nella questione della Palestina aveva una particolare origine: non si trattava di una conseguenza della Guerra Fredda e del confronto con l'Unione Sovietica nel Medio Oriente, ma risale a tempi più remoti, cioè al progetto sionista di ricostruire una *national home* ebraica in Palestina. Questo progetto aveva avuto, alla fine, il consenso degli Stati Uniti ai tempi di Wilson³, secondo una lunga e consolidata tradizione *yankee* fondata sul legame profondo con la storia del popolo ebraico e con gli insegnamenti della Bibbia, ma i successivi Governi americani avevano progressivamente diminuito questo iniziale consenso, puntando ancora una volta sulle buone relazioni (o ritenute tali) di Londra con il mondo arabo e prendendo le distanze da un coinvolgimento diretto nella spinosa questione. Negli anni più recenti, infine, Roosevelt, di concerto con il *Foreign Office* britannico, aveva steso un velo di ambiguità e di reticenza su tutta la questione, facendo inutili ed opposte promesse alle due parti in causa, sionisti ed arabi. In conclusione, il coinvolgimento diretto degli Stati Uniti nella questione della Palestina avvenne perché Roosevelt morì al momento opportuno e perché lo sostituì un Presidente favorevole alla causa sionista: Harry S. Truman. Tutto il resto venne di conseguenza⁴.

Ma la volontà di Truman non era condivisa dal Dipartimento di Stato. Esso era erede della politica di Roosevelt e, prima ancora, delle Amministrazioni repubblicane degli anni '20, ma soprattutto non stimava il nuovo Presidente all'altezza del suo mitico predecessore. I fatti, però, dimostrarono il contrario. Alla fine della guerra,

² *Memorandum from the Chairman of the Special Committee to Study Assistance to Greece and Turkey (Henderson) to the Under Secretary of State (Acheson)*, n. d., in *Foreign Relations of the United States 1947* (d'ora in poi *FRUS*), Washington, U.S. Government Printing Office, 1971, vol. V, pp. 47-55. Cfr. anche Bruce R. KUNIHOLM, *U.S. Policy in the Near East: The Triumphs and Tribulations of the Truman Administration*, in Michael J. LACEY (ed.), *The Truman Presidency*, New York, Cambridge University Press, 1989, pp. 299-317.

³ Sul tema cfr. Giuliana IURLANO, *Sion in America. Idee, progetti, movimenti per uno Stato ebraico (1654-1917)*, Firenze, Le Lettere, 2004, pp. 383-447.

⁴ Sulla politica americana verso il sionismo prima di Truman cfr. Frank W. BRECHER, *Reluctant Ally: United States Foreign Policy toward the Jews from Wilson to Roosevelt*, Westport (CT), Greenwood Press, 1991.

comunque, secondo le analisi del Dipartimento di Stato, occorreva proseguire nella tradizionale politica americana di *appeasement* nei confronti degli arabi; se, durante la guerra, gli arabi dovevano esser tenuti buoni perché minacciavano di passare dalla parte dell'Asse, alla fine del conflitto il posto dell'Asse era preso dall'Unione Sovietica. Di qui la necessità di non irritare il mondo arabo e lasciar perdere il sionismo in quanto le esigenze della Guerra Fredda imponevano che i sovietici fossero tenuti il più possibile lontani dal Medio Oriente e che nulla fosse fatto che desse il pretesto agli arabi di passare dalla parte sovietica. Era certamente un'analisi realistica, anche se prospettava una politica puramente difensiva da parte americana e soprattutto passiva, perché sottoposta ad un ricatto perenne. Tuttavia, il Dipartimento di Stato, ed al suo interno la *Division of Near Eastern Affairs*, diretta da un diplomatico autorevole e di grande prestigio come Loy Henderson, ed il *Policy Planning Staff*, diretto da George Kennan, autore del famoso *long telegram* del 1946, non reputavano perseguibile alcun'altra politica per il Medio Oriente che non fosse ancorata ai seguenti presupposti: stretta intesa con la Gran Bretagna, la cui conoscenza del mondo arabo era giudicata vitale per il controllo occidentale della regione; amicizia e collaborazione con il mondo arabo, che deteneva le riserve petrolifere indispensabili per lo sviluppo dell'Occidente e che era ritenuto un alleato strategico per allontanare la minaccia della penetrazione sovietica nel Medio Oriente; rinvio *sine die* della questione della Palestina e delle richieste sioniste attraverso la riproposizione di un mandato fiduciario internazionale sulla Palestina. Si trattava, né più né meno, della politica di Roosevelt adattata alle nuove circostanze⁵.

Truman, insieme al suo consigliere speciale, Clark Clifford, non era di questa opinione. Il Presidente americano nutriva una personale, profonda simpatia per la causa sionista ed in lui le convinzioni personali avevano un peso notevole, in questo caso decisivo. La tragica sorte di milioni di ebrei annientati nelle camere a gas naziste lo aveva profondamente colpito e le ragioni di Stato non potevano più avere il sopravvento sulle motivazioni umanitarie sempre più

⁵ *Memorandum from Henderson to Marshall* ("Various Plans Suggested for the Future Government of Palestine"), July 7, 1947, in National Archives and Records Administration, Department of State Central Files, *Record Group 59* (d'ora in poi *RG 59*), 867N.01/7-747; per la posizione del *Policy Planning Staff*, diretto da Kennan, cfr. *Position of the United States with Respect to Palestine*, PPS 19, January 19, 1948, in *The State Department Policy Planning Staff Papers*, vol. I, Anna K. NELSON (ed.), New York, Garland Publications, 1983, pp. 34-44; Wilson D. MISCAMBLE, *George F. Kennan and the Making of American Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1992, pp. 93-102.

impellenti; di questo avviso era l'opinione pubblica e la stampa *liberal* americana che condussero una campagna intensa a favore della causa della ricostruzione di una patria ebraica in Palestina. Truman era un *liberal* e quindi non poteva restare insensibile di fronte alle pressioni del proprio elettorato; parte importante di questo elettorato era costituito dalla comunità ebraica americana ed anche in questo caso Truman si sentiva chiamato a rispondere direttamente di fronte all'opinione pubblica a lui favorevole⁶. La sensibilità del Presidente americano verso la causa sionista poggiava, infine, sui suoi sentimenti religiosi: Truman era un battista e, come tale, membro di quell'immensa comunità cristiana evangelica americana cresciuta sulle pagine della Bibbia⁷.

Ma, accanto a tutte queste ragioni, vi erano considerazioni di politica internazionale che erano giudicate vitali e che portavano, nell'analisi di Truman e Clifford, alla conclusione che era indispensabile favorire la nascita di uno Stato ebraico in Palestina. Truman non si fidava del mondo arabo e considerava i regimi arabi, a causa della loro instabilità e antidemocraticità, del tutto inadatti ad essere alleati fidati dell'Occidente nel confronto con l'Unione Sovietica. Viceversa, la nascita di uno Stato ebraico democratico in Palestina avrebbe rappresentato un solido bastione dell'Occidente nel Medio Oriente⁸. Fu su queste valutazioni di fondo che lo scontro fra la Casa Bianca ed il Dipartimento di Stato divenne assai aspro, fino alla storica seduta delle Nazioni Unite del 29 novembre 1947, la cui decisione finale, per la quale Truman dette un'espressa, personale direttiva al rappresentante americano, sancì la divisione della Palestina in due Stati, uno ebraico, l'altro arabo, e alla Dichiarazione d'Indipendenza di Israele il 14 maggio 1948. Ma ciò che avvenne dopo la fondazione di Israele ha un rilievo politico internazionale che deve essere brevemente descritto.

La pressione sovietica nel Medio Oriente convinse ancor di più il Dipartimento di Stato americano e il *Foreign Office* britannico che la

⁶ *Memorandum by Clark Clifford to President Truman («The Politics of 1948»)*, November 19, 1947, Clark Clifford Papers, H. S. Truman Library, Independence (MO). Cfr. anche Bruce J. EVENSEN, *Truman, Palestine and the Press: Shaping Conventional Wisdom at the Beginning of the Cold War*, Westport (CT), Greenwood Press, 1992.

⁷ Sull'importanza dei fattori religiosi nelle convinzioni pro-sioniste di Truman, cfr. Michael T. BENSON, *Harry S. Truman and the Founding of Israel*, Westport (CT) - London, Praeger, 1997.

⁸ *Memorandum by the President's Special Counsel (Clifford)*, March 8, 1948, *FRUS, 1948*, vol. V, part II, pp. 690-96. Cfr. anche David McCULLOUGH, *Truman*, New York, Simon & Schuster, 1992, pp. 595-620.

fondazione dello Stato di Israele era stato un errore politico e strategico. Ebbe inizio, così, una politica progressiva di raffreddamento delle relazioni degli Stati Uniti verso Israele, cui non fu garantito alcun aiuto militare da parte occidentale, per non dire delle Nazioni Unite, neppure quando l'invasione araba nel 1948-49 mise a repentaglio l'esistenza stessa dello Stato ebraico. Tra il 1948 ed il 1952, negli anni della seconda Amministrazione Truman, il Dipartimento di Stato scavalcò di fatto le ottime relazioni tra la Casa Bianca e Gerusalemme ed impostò una politica di riavvicinamento nei confronti degli Stati arabi nella speranza di recuperarli alla causa occidentale⁹. Ciò presupponeva, ovviamente, un raffreddamento delle relazioni degli Stati Uniti nei confronti di Israele al fine di convincere gli arabi che non esisteva una *special relationship* tra i due Stati ma che la posizione americana era improntata a imparzialità, se non proprio di favore verso i paesi arabi. I risultati furono scarsi, anzi il raffreddamento delle relazioni israelo-americane convinse gli Stati arabi che era possibile un "secondo round" contro Israele. Con questi presupposti si insediò la nuova presidenza di Eisenhower ed il suo frenetico Segretario di Stato, John Foster Dulles.

La strategia mediorientale di Eisenhower e Dulles si muoveva all'interno di una concezione che prevedeva il superamento del *containment*, giudicato perdente e rinunciatario, e l'impostazione di una politica più aggressiva verso il comunismo internazionale che costringesse l'Unione Sovietica sulla difensiva. Ma la strategia dei repubblicani, applicata alla situazione mediorientale, non faceva i conti con un complesso di fattori di natura regionale (culturali, politici, religiosi) che connotavano il Medio Oriente in modo del tutto diverso dalla situazione europea. Per la verità, Dulles intuì tale differenza, cercò di analizzarla e di trarne delle conseguenze politiche rigorose, ma all'atto pratico la politica mediorientale americana, concepita prioritariamente come politica anti-comunista, con i caratteri e le strategie tipiche della Guerra Fredda, portava inevitabilmente a leggere le dinamiche della regione in modo erroneo. Secondo il Segretario di Stato americano, il popolo arabo non tollerava più il colonialismo occidentale e desiderava una vera indipendenza dalle influenze straniere. Gli Stati Uniti dovevano

⁹ *Memorandum by Kennan to Lovett and Marshall*, May 21, 1948, RG 59, 711.67N/5-2148. Cfr. anche Michael J. COHEN, *Truman and Israel*, Berkeley, University of California Press, 1990, pp. 223-281; William Roger LOUIS, *The British Empire in the Middle East, 1945-1951: Arab Nationalism, the United States, and Postwar Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 1988, pp. 514-571.

aiutare le emergenti forze nazionalistiche del mondo arabo a consolidarsi al potere al fine di attirarle in una nuova, paritaria alleanza con gli Stati Uniti. Dulles riteneva che il nazionalismo arabo, tendenzialmente neutralista, fosse facile preda del comunismo e che tale timore avrebbe portato gli arabi a ricercare un fidato alleato per allontanare questa minaccia: gli Stati Uniti erano pronti a fare la loro parte ed a garantire l'indipendenza del mondo arabo dalla penetrazione sovietica. Dulles si mosse senza sosta per creare le condizioni di un'intesa tra le forze nazionaliste arabe e gli Stati Uniti, presentando la potenza americana come un baluardo contro il comunismo sovietico e, nello stesso tempo, contro i residui del colonialismo europeo. Gli Stati Uniti elessero Nasser come il vero *leader* di tale movimento e lo corteggiarono insistentemente¹⁰.

Ma l'analisi di Dulles era profondamente errata. Il nazionalismo arabo, e Nasser in particolare, disdegnava sia il modello comunista che quello occidentale ed era intenzionato ad utilizzare gli Stati Uniti o l'Unione Sovietica (o anche ambedue contemporaneamente) in modo strumentale e opportunistico. Nasser, nel quale Dulles riponeva tante speranze, era un *leader* abile e sgusciante, che aveva come obiettivo un ruolo centrale per se stesso e per l'Egitto nel mondo arabo (panarabismo), anche ponendosi come guida carismatica della rivincita contro Israele. Egli chiese ingenti aiuti finanziari per la realizzazione della diga di Assuan ma non aveva alcuna intenzione di coinvolgere l'Egitto, come contropartita, in una alleanza con gli Stati Uniti. Allo stesso modo, chiese grandi quantitativi di armi agli americani, ma ciò insospettì Eisenhower e Dulles, che, pur non amando affatto Israele, non potevano permettere che Nasser muovesse guerra allo Stato ebraico, creando un pericoloso sconvolgimento dello *status quo* nella regione, che avrebbe favorito le mire di Mosca. Così, sia per la diga di Assuan che per le armi, Nasser si rivolse disinvoltamente all'Unione Sovietica ed ottenne subito quello che voleva: il leader egiziano, in realtà, intendeva giocare su due tavoli contemporaneamente e ciò lo favorì sul piano tattico, anche se strategicamente la sua politica ebbe un respiro molto limitato, alla fine perdente.

Questo gioco a rimpiazzino tra Dulles e Nasser ebbe conseguenze importanti nelle relazioni israelo-americane. Per Dulles, Israele era

¹⁰ *Statement of Policy by the National Security Council*, NSC 155/1 («U.S. Objectives and Policies with Respect to the Near East»), July 14, 1953, in *FRUS, 1952-1954*, vol. IX, part I, pp. 399-406. Cfr. anche Henry W. BRANDS, *The Specter of Neutralism: The United States and the Emergence of the Third World, 1947-1960*, New York, Columbia University Press, 1989, pp. 223-262.

una presenza fastidiosa ed impacciante, ma non poteva esorcizzarla. Il Segretario di Stato americano tentò di mettere nell'angolo lo Stato ebraico, di raffreddare il più possibile le relazioni tra i due paesi e di dare sempre ragione agli arabi nella loro disputa con Israele; egli voleva in tutti i modi far dimenticare agli arabi che gli Stati Uniti avevano avuto un ruolo decisivo nella fondazione di Israele e alludeva spesso al fatto che tale operazione era stato un lascito della precedente Amministrazione¹¹. Ora gli Stati Uniti perseguivano una nuova politica nel Medio Oriente, fondata sulla ricerca dell'amicizia con il mondo arabo. Dulles era profondamente convinto che fosse nell'interesse degli arabi scegliere gli Stati Uniti come *partner* nella lotta contro il comunismo, ma i nazionalisti arabi, con in testa Nasser, avevano ben altri obiettivi, come si è detto. Alla fine degli anni '50 i risultati della politica mediorientale di Eisenhower e Dulles erano i seguenti: la crisi di Suez del 1956 e la rottura della solidarietà occidentale; l'isolamento di Israele in un contesto sempre più minaccioso e lo stallo delle relazioni israelo-americane; l'insediamento dell'Unione Sovietica nel Medio Oriente come protettore di alcuni paesi arabi, soprattutto l'Egitto. Esattamente il contrario degli obiettivi che John Foster Dulles si era prefisso

2. Il contrasto tra la Casa Bianca e il Dipartimento di Stato sulla questione della Palestina

L'asprezza dello scontro che sulla questione della Palestina oppose la Casa Bianca al Dipartimento di Stato, prima e dopo la nascita di Israele, cioè negli anni di Truman, solleva alcuni interrogativi fondamentali sull'interpretazione della politica del *containment* che gli Stati Uniti intendevano perseguire nel Medio Oriente e addirittura pone il problema di base se l'Amministrazione Truman, nel momento di varare il *containment*, avesse in progetto di applicarlo al teatro mediorientale. Infatti, l'intervento americano nella crisi iraniana del 1946 ed in quella greco-turca del 1946-47 fu imposto dall'urgenza degli avvenimenti ed è difficile affermare che si inquadrasse in un progetto compiuto ed articolato imperniato su un'analisi della situazione mediorientale e del futuro ruolo degli Stati Uniti nella

¹¹ *Department of State Position Paper («Israel»)*, May 5, 1953, in *FRUS, 1952-1954*, vol. IX, part I, pp. 1188-1199; *National Intelligence Estimate («Israel»)*, August 18, 1953, in *FRUS, 1952-1954*, vol. IX, part I, pp. 1275-1290. Cfr. anche Isaac ALTERAS, *Eisenhower and Israel: U.S.-Israeli Relations, 1953-1960*, Gainesville (FL), University Press of Florida, 1993, pp. 23-156; Abba EBAN, *An Autobiography*, New York, Random House, 1977, pp. 154-205.

regione. Fino agli anni di Eisenhower e Dulles il governo americano non elaborò mai una strategia definita per il Medio Oriente e si barcamenò tra interventi parziali, imposti dalle circostanze, anche se spesso coronati da successo, ed un atteggiamento di condiscendenza verso i punti di vista inglesi, pur se non poteva sfuggire la loro complessiva inadeguatezza. Il problema era che il Governo americano, come si è detto, avrebbe volentieri delegato alla Gran Bretagna la gestione della regione e concentrato i suoi sforzi sul teatro europeo, ma l'azione inglese era debole ed insufficiente, pericolosamente incline a lasciare margini di manovra all'Unione Sovietica. In particolare, la gestione del mandato sulla Palestina da parte inglese era talmente screditata da consigliare al Dipartimento di Stato di preferire un nuovo mandato fiduciario, ma affidato alle Nazioni Unite. Sarebbero state in grado le Nazioni Unite di gestire una situazione così esplosiva ed ottenere una pacificazione tra ebrei ed arabi utile ad assicurare alla Palestina un assetto politico definitivo? In verità, è difficile rispondere positivamente a tale interrogativo¹².

La proposta del Dipartimento di Stato americano di rinnovare un mandato fiduciario internazionale sulla Palestina era dettata da motivi contingenti e non si inquadrava in un progetto generale di intervento americano nel Medio Oriente fondato su analisi precise e circostanziate. Per contro, la situazione della regione era tale che non si poteva più indugiare: occorreva urgentemente colmare il vuoto politico lasciato dalla Gran Bretagna, sbarrare il passo alla penetrazione dell'Unione Sovietica e, possibilmente, tenere calmi gli arabi opponendosi di fatto alla spartizione della Palestina e, conseguentemente, alla formazione di uno Stato ebraico. George C. Marshall, Segretario di Stato dal 1947 al 1949, George Kennan, capo del *Policy Planning Staff* in quegli stessi anni, James V. Forrestal, Segretario alla Difesa, Loy Henderson, capo della *Division of Near Eastern Affairs*, e Robert Lovett, Sottosegretario di Stato, incessantemente tentarono di convincere Truman della bontà di questa visione della situazione mediorientale e dell'interesse degli Stati Uniti a che gli eventi si sviluppassero in tale direzione. Truman, Clifford e Niles non ne erano affatto convinti. Il Presidente americano, oltre che ragioni umanitarie e di politica interna, poneva questioni riguardanti le prospettive politiche dell'azione americana nel Medio Oriente. Sarebbe stato sufficiente un nuovo mandato fiduciario internazionale per mantenere le posizioni occidentali in Palestina? Gli

¹² Sulla collaborazione anglo-americana nel Medio Oriente cfr. *Report of the Near East Regional Conference in Cairo*, March 16, 1950, in *FRUS, 1950*, vol. V, pp. 2-8.

arabi si sarebbero accontentati di questo ennesimo *escamotage* della diplomazia occidentale o non avrebbero preteso, a quel punto, che gli Stati Uniti rinunciassero definitivamente ad appoggiare il progetto sionista? Il Dipartimento di Stato era sicuramente pronto anche a questo, ma Truman no. Il Presidente americano, ispirato da Clifford, giudicava il progetto del Dipartimento di Stato non solo una violazione di un solenne impegno internazionale assunto dagli Stati Uniti, con il discredito che ne sarebbe derivato, ma anche un errore politico. La Casa Bianca puntava a creare nel Medio Oriente, nonostante la prevedibile, successiva ostilità da parte degli arabi, un solido punto di riferimento dell'Occidente: questo non poteva che essere uno Stato ebraico di sicura fede democratica. Clifford, in particolare, non era neppure certo che tutti gli Stati arabi della regione sarebbero passati dalla parte dell'Unione Sovietica, in quanto i dollari americani avrebbero pagato il petrolio arabo assai meglio dei rubli sovietici. I fatti gli avrebbero dato ragione.

In sostanza, sulla questione della Palestina si scontrarono due concezioni opposte del ruolo americano nel Medio Oriente. Alla base, tuttavia, non vi era ancora una definita strategia americana per le questioni mediorientali e questo può spiegare in parte lo scontro tra la Casa Bianca e il Dipartimento di Stato sulla specifica questione della Palestina. È opportuno ricordare, peraltro, che le precedenti sortite degli Stati Uniti nel Medio Oriente (Iran e Grecia-Turchia, come si è detto all'inizio) avevano registrato la piena unità d'azione del Governo americano. Che cosa, dunque, spingeva il Dipartimento di Stato ad opporsi alla linea presidenziale? Poiché la strategia del *containment* era stata elaborata, con il consenso di Truman, da un personale politico del tutto consapevole delle proprie qualità e della propria statura intellettuale e politica, la diversa posizione politica del Presidente americano sul problema della Palestina era giudicata inammissibile dal Dipartimento di Stato, perché frutto di valutazioni personali completamente errate e perciò dannose agli interessi americani nella regione. Inoltre, poiché il consigliere speciale del Presidente, Clark Clifford, era ritenuto, nonostante la sua posizione strenuamente favorevole alla formazione di uno Stato ebraico in Palestina, uomo di notevole acume politico, il Dipartimento di Stato tendeva a metterlo in cattiva luce e ad emarginarlo, per quanto possibile, dai processi decisionali sull'argomento in questione¹³.

In secondo luogo, vi era la *special relationship* tra gli Stati Uniti e la Gran Bretagna che si protrasse per tutto il secondo mandato

¹³ Cfr. Michael J. COHEN, *Palestine to Israel: From Mandate to Independence*, London, F. Cass, 1988, pp. 198-219.

presidenziale di Truman, anche quando al Dipartimento di Stato subentrò Dean Acheson. Questa *special relationship* si tradusse, negli anni 1948-1952, in una sorta di acquiescenza passiva degli Stati Uniti allo spasmodico tentativo della Gran Bretagna di restaurare un impossibile primato inglese nel Medio Oriente. Dal progetto del *Middle East Command* al "progetto Alpha" si assistette ad una sostanziale accondiscendenza del Governo americano alle pressioni inglesi, tutte volte a recuperare le simpatie degli arabi, i quali interpretarono giustamente le frenesie inglesi e la passività americana come un segno di debolezza da sfruttare adeguatamente¹⁴. La *special relationship* fu, dunque, una palla al piede della politica americana nel Medio Oriente tra il 1946 ed il 1952: né il Dipartimento di Stato, né il *Policy Planning Staff* furono in grado di elaborare un'autonoma politica americana per il Medio Oriente e, quando l'iniziativa di Truman sembrò volgersi in questa direzione dando il sostegno alla creazione di uno Stato ebraico in Palestina alleato dell'Occidente, essi la contrastarono apertamente con l'appoggio del *Foreign Office* britannico, ostile alla diminuzione del proprio prestigio presso gli arabi a causa della nascita di uno Stato ebraico. Gli americani confusero i propri interessi con quelli inglesi e, cosa ancor più grave, interpretarono gli interessi dell'Occidente, nel confronto con l'Unione Sovietica, alla luce delle residue ambizioni imperialistiche inglesi nel Medio Oriente. Ecco perché Bevin detestava Truman.

Infine, vi era il problema petrolifero. Che cosa, in fondo, rappresentavano gli ebrei di Palestina? Essi costituivano una piccola comunità povera ed indifesa, cioè, secondo le valutazioni del Dipartimento di Stato, non più che una presenza simbolica e priva di potere sulle immense ricchezze della regione. Viceversa, il mondo arabo possedeva i campi petroliferi, vitali per l'Occidente, e su questo punto soprattutto Forrestal era inflessibile: occorre privilegiare l'alleanza degli arabi e mettere da parte i problemi dell'*yishuv* ebraico e la causa sionista, che avrebbero solo procurato grattacapi al Governo americano nelle sue relazioni con i paesi arabi del Medio Oriente. Era un motivo plausibile, anche se, con altrettanta lucidità,

¹⁴ Sui due progetti cfr., rispettivamente, Peter L. HAHN, *The United States, Great Britain, and Egypt, 1945-1956: Strategy and Diplomacy in the Early Cold War*, Chapel Hill (NC) - London, University of North Carolina Press, 1991, pp. 109-130, e Shimon SHAMIR, *The Collapse of Project Alpha*, in Wm. Roger LOUIS - Roger OWEN (eds.), *Suez 1956: The Crisis and Its Consequences*, Oxford - New York, Clarendon Press - Oxford University Press, 1989, pp. 73-100.

Clifford sosteneva che, comunque fossero andate le cose, gli arabi avrebbero preferito sempre i dollari americani¹⁵.

Allo scadere della seconda Amministrazione Truman, nel 1952, la questione di Israele e delle relazioni americane con lo Stato ebraico era ancora aperta. Certo, gli Stati Uniti avevano riconosciuto prima *de facto*, poi *de jure* lo Stato ebraico¹⁶, ma la complessa situazione mediorientale isolava Israele dagli Stati arabi ad esso ferocemente ostili, mentre il Dipartimento di Stato, al traino degli inglesi, si affannava a lasciar intendere ai paesi arabi che, in fin dei conti, Israele era lì per volontà esclusiva di Truman, ma che gli interessi degli Stati Uniti erano di tutt'altro segno. La tenacia del Dipartimento di Stato nel sostenere le ragioni dell'inopportunità della fondazione di uno Stato ebraico in Palestina, anche dopo la stessa nascita di Israele, induce a riflettere brevemente, alla luce delle considerazioni postume di Clark Clifford, sullo scenario internazionale che si sarebbe creato se Israele non fosse nato e se le motivazioni del Dipartimento di Stato, peraltro plausibili, avessero prevalso.

Innanzitutto, per Clifford, occorre prendere in considerazione la situazione dell'ebraismo europeo e le reazioni del movimento sionista. Il rinvio o addirittura la rinuncia definitiva della fondazione di uno Stato ebraico con il sostegno dell'Occidente, e soprattutto degli Stati Uniti, alla fine di una guerra che aveva visto lo sterminio di sei milioni di ebrei, avrebbe creato un problema internazionale di enormi proporzioni e condotto il movimento sionista, un movimento ormai forte e maturo, all'esasperazione: l'opinione pubblica internazionale, e soprattutto quella *liberal* americana, non avrebbe sopportato tanto cinismo nei confronti di un popolo martoriato. In particolare, negli Stati Uniti, qualsiasi Presidente avrebbe avuto a che fare con un sionismo americano ed un'opinione pubblica in grado di contrastarlo in modo assai duro, quasi insostenibile, con evidenti ricadute sul piano elettorale¹⁷.

¹⁵ Sulla questione petrolifera negli anni di Eisenhower, cfr. Nathan J. CITINO, *From Arab Nationalism to OPEC: Eisenhower, King Sa'ūd, and the Making of U.S.-Saudi Relations*, Bloomington (IN), Indiana University Press, 2002.

¹⁶ Sulla controversa questione del riconoscimento dello Stato di Israele cfr. Evan M. WILSON, *A Calculated Risk: The U.S. Decision to Recognize Israel*, Cincinnati (OH), Clerisy Press, 2008.

¹⁷ Esempi delle reazioni sionista alla politica del Dipartimento di Stato sono alcuni documenti redatti tra il dicembre 1947 ed il febbraio 1948: *Memorandum by the Jewish Agency for Palestine on the Situation in Palestine*, December 26, 1947, in RG 59, 867N.01/12-3147; *Memorandum Submitted by the Jewish Agency for Palestine to the U.N. Palestine Commission*, February 2, 1948, RG 59, 867N.01/2-448; *Resolutions Adopted by the American Zionist Emergency Council*, February

Nel Medio Oriente la posizione degli americani, sempre secondo Clifford, non avrebbe avuto quegli sbocchi positivi prefigurati dal Dipartimento di Stato. La Gran Bretagna, infatti, premeva affinché il Governo americano rinunciasse all'idea di sostenere la nascita di uno Stato ebraico in Palestina, ma ciò non per favorire le mire di Washington, ma quelle di Londra; come al solito, gli inglesi intendevano puntellare la propria traballante situazione in Medio Oriente appoggiandosi alla solida stampella americana. La regione si sarebbe venuta ben presto a trovare in una situazione magmatica, senza alcun punto di riferimento certo, perché il mondo arabo odiava l'Occidente per il suo passato di sfruttamento coloniale e per le sue attuali mire imperialistiche, come il caso dell'Iran nel 1951-53 dimostrò chiaramente, a prescindere dalla presenza di Israele. La nascita di Israele fu un motivo in più, ma l'ostilità del mondo arabo verso l'Occidente aveva radici profonde e lontane, che né la presunzione inglese né le incertezze americane erano in grado di valutare. Peraltro, l'emergente nazionalismo non apprezzava la generosità dell'Occidente nell'offrire il suo aiuto nella lotta contro il pericolo della penetrazione sovietica; indifferenti, anzi ostili nei confronti sia del modello democratico occidentale che di quello comunista, i nazionalisti arabi intendevano muoversi a tutto campo, con il solo obiettivo di consolidare il proprio progetto politico e di liberarsi dalla tutela straniera, ma utilizzandola strumentalmente, come tentò di fare Nasser. Gli arabi non sarebbero mai divenuti sinceri alleati dell'Occidente ma una mina vagante tra le sponde opposte della Casa Bianca e del Cremlino. Allo stesso modo, continuava Clifford, l'estrema fluidità della situazione mediorientale avrebbe posto la piccola comunità ebraica, già insediata in Palestina sin dagli ultimi decenni dell'Ottocento, in una condizione di grande pericolo, alla mercé dell'aggressività araba, e la sua fine sarebbe stata segnata; né al suo posto sarebbe mai nato uno Stato arabo palestinese, perché il nazionalismo palestinese fu, per molti aspetti, un riflesso di quello ebraico. In mancanza di uno Stato ebraico, quella terra sarebbe stata divisa tra gli Stati arabi vicini ed i suoi

15, 1948, RG 59, 868N.01/2-1748; *Memorandum Submitted by the Jewish Agency for Palestine to the U.N. Palestine Commission*, February 21, 1948, RG 59, 867N.01/2-2748. Sull'influenza del movimento sionista sulla politica di Washington, cfr. Allon GAL, *David Ben-Gurion and the American Alignment for a Jewish State*, Bloomington (IN) - Jerusalem, Indiana University Press - Magnes Press, 1991, in particolare le pp. 99-136.

abitanti avrebbero continuato a considerarsi arabi del Medio Oriente, senza alcun'altra specificazione, come nei decenni precedenti¹⁸.

In conclusione, un Medio Oriente senza Israele non avrebbe mai costituito un riferimento sicuro per l'Occidente, almeno non più di quanto lo sia adesso, con Israele al suo posto. Viceversa, per tutto il dopoguerra Israele ha rappresentato un solido bastione dell'Occidente a sud dei confini meridionali dell'Unione Sovietica, sulla direttrice di espansione russa verso il Mar Rosso ed il Golfo Persico e sulle sponde del Mediterraneo orientale: una posizione strategica importantissima, vitale per l'Occidente. Queste sono le conclusioni che possono essere tratte dalle considerazioni di Clifford¹⁹.

3. Il fallimento della politica mediorientale di Eisenhower e Dulles

Con Eisenhower e Dulles al potere gli Stati Uniti cominciarono a considerare la necessità di prendere le distanze dalla Gran Bretagna, elaborando un'autonoma politica per il Medio Oriente che tenesse conto principalmente degli interessi americani. La lunga crisi anglo-egiziana, tuttavia, che culminò nella guerra di Suez del 1956, mise in evidenza le difficoltà per gli Stati Uniti di dissociarsi dalla politica inglese o di spingere quest'ultima ad uniformarsi al nuovo corso americano. Gli inglesi, come già era avvenuto nella crisi iraniana del 1951-53, erano piuttosto vischiosi e sapevano come utilizzare al momento opportuno il timore, peraltro ossessivo, del nuovo Governo americano che il Medio Oriente potesse cadere sotto il controllo dell'Unione Sovietica per indurre l'Amministrazione americana a

¹⁸ Cfr. Clark M. CLIFFORD (with Richard HOLBROOKE), *Counsel to the President: A Memoir*, New York, Random House, 1991; ID., *Harry S. Truman Remembered* [sound recording], New York, Encyclopedia Americana/CBS News Audio Resource Library, 1972.

¹⁹ Su questo argomento cfr. Dore GOLD, *Israel as an American non-NATO Ally: Parameters of Defense-Industrial Cooperation*, Tel Aviv, Jaffee Center for Strategic Studies, 1992; Moshe EFRAT - Jacob BERCOVITCH (eds.), *Superpowers and Client States in the Middle East: The Imbalance of Influence*, London - New York, Routledge, 1991, pp. 55-138. Recenti studi hanno nuovamente affrontato il problema del ruolo determinante di Truman nella nascita dello Stato di Israele: Michael J. DIVINE, Robert P. WATSON, Robert J. WOLZ (eds.), *Israel and the Legacy of Harry S. Truman*, Kirksville (MO), Truman State University Press, 2008; Michael J. DIVINE (ed.), *Harry S. Truman, the State of Israel, and the Quest for Peace in the Middle East: Proceedings of a Conference Held at the Harry S. Truman Research Institute for the Advancement of Peace, Hebrew University, Jerusalem, 29 May 2008*, Kirksville (MO), Truman State University Press, 2009.

sposare i punti di vista britannici. Nonostante ciò, Dulles elaborò e tentò di mettere in pratica un'autonoma politica americana per il Medio Oriente.

Il punto di partenza era l'analisi del significato e del ruolo dell'emergente nazionalismo arabo. Dulles sosteneva che il colonialismo aveva aperto un baratro tra il mondo arabo e le democrazie occidentali e che le spinte nazionaliste, essendo tese a ridare dignità a grandi masse umane sfruttate, dovevano essere comprese e assecondate dagli Stati Uniti. Ma, subito dopo, l'analisi di Dulles cominciava a scontrarsi con la realtà della politica internazionale. Quando, infatti, le forze nazionaliste arabe si trovarono a scegliere una linea di neutralità tra i due blocchi, al fine di dare maggior vigore e significato alla rinascita del mondo arabo, Dulles interpretò il neutralismo arabo come l'anticamera del passaggio di quest'ultimo al blocco comunista. Il Segretario di Stato non poteva concepire, nel suo dogmatismo anticomunista, che il mondo arabo rifiutasse di aderire alla generosa offerta americana di difenderlo dall'insidia del comunismo sovietico, cioè dagli assalti del Male. D'altro canto, Nasser, il massimo esponente del nazionalismo arabo, era spregiudicato nel giocare al ricatto e tenne con il fiato sospeso il Governo americano sino alla crisi finale, nel 1956. Se dunque, per Dulles, il nazionalismo arabo aveva radici nel giusto risentimento verso il colonialismo occidentale, le esigenze della Guerra Fredda imponevano, comunque, scelte di campo precise. Il rifiuto di Nasser, e del nazionalismo arabo, in generale di aderire alla causa dell'Occidente veniva interpretato come il primo passo verso il comunismo, ma ciò poteva suggerire a Dulles due sole possibili alternative: cercare nuovi, veri alleati nel Medio Oriente (Israele) oppure eliminare dalla scena Nasser, come la Cia aveva fatto con Mossadegh nella crisi iraniana del 1951-53. Dulles non scelse alcuna delle due alternative; si impantanò nel tentativo spasmodico di recuperare Nasser sino all'estremo limite del fiasco politico. Solo la crisi di Suez consigliò a Dulles di operare alcune correzioni di rotta²⁰.

²⁰ Sul nuovo corso della politica mediorientale degli Stati Uniti è sufficiente considerare il seguente passaggio: «Gli Stati Uniti dovrebbero: a) assumersi una crescente parte di responsabilità verso l'area, agendo di concerto con il Regno Unito quanto più possibile, ma riservandosi il diritto di agire insieme ad altri o da soli (...); b) (...); c) convincere gli Stati arabi che simpatizziamo per le loro legittime aspirazioni e rispettiamo i loro interessi (...); e) cercare di portare le istanze rivoluzionarie e nazionalistiche dell'area in canali non antagonisti verso l'Occidente piuttosto che tentare semplicemente di preservare lo *status quo*». *Statement of Policy by the National Security Council («U.S. Objectives and Policies with Respect to the Near East»)*, NSC 5428, July 23, 1954, in *FRUS, 1952-1954*,

Israele assisteva impotente ed assediato. L'Amministrazione americana operò costanti pressioni sullo Stato ebraico perché facesse concessioni agli arabi (per esempio, sul problema dei profughi), ignorando sempre il punto di vista israeliano. Lo stoico tentativo di Eisenhower e Dulles di recuperare Nasser portò, durante la crisi di Suez, ad un duro scontro tra Washington e Gerusalemme, benché fosse noto che l'Egitto aveva ricevuto ingenti quantitativi di armi da Mosca e che tale evento aveva segnato lo smacco della politica repubblicana nel Medio Oriente.

Dogmatico fino al masochismo, Dulles non fece marcia indietro neppure davanti all'evidenza: l'ingresso della politica sovietica nel Medio Oriente. Avrebbe potuto scegliere l'opzione israeliana e rafforzare i legami israelo-americani di fronte al pericolo sovietico; invece, preferì rincorrere un'impossibile alleanza con Nasser. Il fallimento degli anglo-francesi nella crisi di Suez e l'ostilità di Washington verso gli alleati finì per esaltare il carisma di Nasser, il quale ricambiò il favore degli americani scatenando una campagna anti-occidentale senza distinzione di sorta.

Tra il 1948 ed il 1956, in sostanza, gli Stati Uniti avrebbero potuto condurre una politica diversa nei confronti di Israele in base ad una diversa interpretazione della crisi mediorientale. Uscito di scena Truman, venne meno anche l'ultimo oppositore di una linea politica che si rivelò fallimentare. Eppure, tutte le premesse dell'analisi del Dipartimento di Stato erano apparse fondate e perciò plausibili, utili per impostare una politica americana verso la questione della Palestina e, in generale, verso il Medio Oriente. La scelta del mondo arabo come possibile, anzi auspicabile alleato degli Stati Uniti nel confronto con l'Unione Sovietica nella regione era considerata la più ovvia a causa dei molti fattori analizzati nelle pagine precedenti. Ma fu proprio l'ovvietà a mettere fuori strada il Dipartimento di Stato, complice la visione che del mondo arabo mediorientale aveva ancora il *Foreign Office* britannico, una visione obsoleta e perdente²¹.

vol. IX, part I, p. 529. Cfr. anche Steven Z. FREIBERGER, *Dawn over Suez: The Rise of American Power in the Middle East, 1953-1957*, Chicago (I.R.) Dee, 1992, pp. 35-54; David W. LESCH, *Syria and the United States: Eisenhower's Cold War in the Middle East*, Boulder (CO), Westview Press, 1992, pp. 4-16, 29-35; Fawaz A. GERGES, *The Superpowers and the Middle East: Regional and International Politics, 1955-1967*, Boulder (CO), Westview Press, 1994, *passim*. In particolare, per le relazioni anglo-americane anche nel Medio Oriente, cfr. David C. WILLIAMSON, *Separate Agendas: Churchill, Eisenhower, and Anglo-American Relations, 1953-1955*, Lanham (MD), Lexington Books, 2006.

²¹ Per tutti questi problemi cfr. Benny MORRIS, *Israel's Border Wars, 1949-1956: Arab Infiltration, Israeli Retaliation, and the Countdown to the Suez War*, Oxford-

Quando le forze nazionaliste presero il potere nei vari paesi arabi nel corso degli anni '50, la situazione si complicò ulteriormente. Il nazionalismo arabo fu ritenuto a torto incline ad accettare la protezione occidentale contro il pericolo del comunismo e l'esistenza stessa di Israele come un insulto all'orgoglio nazionalistico del mondo arabo. Ci si impantanò in vari e sterili tentativi di creare un sistema difensivo regionale associato all'Occidente, ma il nazionalismo arabo aveva profonde conflittualità interne e la lotta per la *leadership* panaraba rappresentava uno degli ostacoli più duri per la politica occidentale nel Medio Oriente²². Gli Stati Uniti, di volta in volta, cercarono di cavalcare le ambizioni di Nasser o di re Ibn Saud, ma la tattica di acuire le gelosie reciproche non produsse altro che fratture, incomprensioni, confusione. Eisenhower e Dulles erano convinti che fosse nell'interesse dei nazionalisti arabi ricercare l'appoggio dell'Occidente, perché la Guerra Fredda imponeva scelte di campo precise e stabili; gli Stati Uniti erano pronti ad ergersi a difensori delle giuste rivendicazioni del popolo arabo e a difenderlo dalla minaccia sovietica. Ma, se tale alleanza si fosse realizzata, essa avrebbe generato solo ambiguità ed instabilità nella regione: le rivalità endemiche tra i paesi arabi e la natura stessa del nazionalismo arabo, profondamente antidemocratico, anche se affermava di rappresentare gli interessi delle masse arabe, avrebbero posto ben presto gli Stati Uniti in una assurda posizione politica, cioè a fianco di regimi dittatoriali e guerrafondai contro l'unico paese democratico del Medio Oriente: Israele²³.

L'alleanza tra gli Stati Uniti e i nazionalismi arabi non avrebbe avuto alcuna base di stabilità e di reciprocità, anzi sarebbe stata soggetta ai mutevoli venti delle dittature arabe e sottoposta a ricatti continui ed insostenibili. Per le ragioni esposte in precedenza, il nazionalismo arabo era fondamentalmente anti-occidentale ed anti-sovietico; forse sarebbe meglio dire che era incline a sfruttare di volta in volta, a seconda delle circostanze, i favori degli Stati Uniti o quelli dell'Unione Sovietica, preferibilmente ambedue nello stesso tempo. Uno scenario di impossibile gestione, che probabilmente

New York, Clarendon Press-Oxford University Press, 1993, pp. 263-291; David SCHOENBAUM, *The United States and the State of Israel*, New York, Oxford University Press, 1993, pp. 92-124; Henry W. BRANDS, *Into the Labyrinth: The United States and the Middle East, 1945-1993*, New York, McGraw Hill, 1994, pp. 31-68.

²² Cfr., a questo proposito, il fondamentale volume di Malcolm H. KERR, *The Arab Cold War: A Study of Ideology in Politics*, London - New York, Oxford University Press, 1965.

²³ Henry W. BRANDS, *The Specter of Neutralism*, cit., pp. 305-327.

avrebbe ancor più acuito il confronto tra le due superpotenze ed aggravato enormemente la crisi mediorientale. Non è facile prevedere quale sarebbe stata la sorte di Israele, o forse è fin troppo facile. Fu lo stesso Nasser a sbrogliare la matassa: il suo gioco al rialzo finì per rivelare il suo *bluff* e far retrocedere gli americani, fino ad allora sempre disposti ad assecondarlo. Da un certo punto di vista, la crisi di Suez fu benefica: screditò definitivamente la Gran Bretagna e la Francia (grazie anche all'azione americana), ma svelò l'inconsistenza della politica americana e rilanciò l'opzione israeliana. L'insediamento dell'Unione Sovietica fu un vero e proprio regalo degli occidentali, i quali dovettero ripiegare mestamente sull'unico alleato affidabile nel Medio Oriente, una scelta imposta dai fatti²⁴. Solo a partire dagli anni '60 Israele entrò a far parte delle strategie mediorientali degli Stati Uniti.

Gli anni '50, come ha giustamente affermato Abba Eban, furono un decennio terribile per Israele. Il giovane Stato si trovò a sostenere l'urto di nemici decisi a cancellarlo dalla carta geografica, ma soprattutto si vide completamente isolato nel contesto internazionale, osteggiato in varia misura sia dagli Stati Uniti che dall'Unione Sovietica. Ebbe la forza di resistere fino al momento in cui la politica americana non intraprese nuove strade nel Medio Oriente agli inizi degli anni '60, quando lo scenario della regione si definì in modo meno ambiguo e contraddittorio, nella sostanza come lo avevano prefigurato Truman e Clifford: Israele sostenuto dagli Stati Uniti, alcuni paesi arabi nell'orbita sovietica, mentre altri in bilico tra una generica solidarietà araba e i dollari americani. Il conflitto arabo-israeliano e la questione palestinese restavano problemi irrisolti, anche se con il tempo finirono per essere inquadrati negli equilibri della Guerra Fredda²⁵.

²⁴ Isaac ALTERAS, *Eisenhower and Israel*, cit., pp. 304-314.

²⁵ Cfr. al proposito Kathryn C. STATLER and Andrew L. JOHNS (eds.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield, 2006.

L'amministrazione Nixon e i rapporti con la Giordania alla vigilia di Settembre Nero, novembre 1969-agosto 1970

Lucio Tondo

Introduzione

L'11 giugno 1970, Henry Kissinger, Assistente per la Sicurezza Nazionale di Richard Nixon, nel corso di un *meeting*, chiese ai componenti del *Washington Special Actions Group*¹ (WSAG) di esaminare «le ricadute militari e politiche in caso di una richiesta specifica di Hussein per un intervento militare americano al fine di prevenire la sua detronizzazione»². La richiesta del *Chairman* del *National Security Council* (NSC) testimoniava la preoccupazione dell'Amministrazione Nixon che Siria e Iraq, Paesi arabi radicali e vicini all'Unione Sovietica, potessero intervenire militarmente a supporto dei *fedayin* del Fronte Popolare per la Liberazione della Palestina (FPLP) di George Habash e del Fronte Democratico Popolare per la Liberazione della Palestina (FDPLP) di Nayif Hawatmah³. I guerriglieri, nel contesto di una contrapposizione contro la politica filo-occidentale del moderato monarca hascemita – progressivamente montata sin dalla fine della Guerra dei Sei Giorni –, il 9 giugno avevano tentato, fallendolo, un regicidio.

Le considerazioni di Henry Kissinger non escludevano aprioristicamente un coinvolgimento diretto degli Stati Uniti all'interno di un conflitto interno al mondo arabo⁴, che, data la sempre più crescente

¹ Sul ruolo assunto dal WSAG nella gestione di alcune crisi internazionali durante le Amministrazioni Nixon si veda Asaf SINIVER, *Nixon, Kissinger, and U.S. Foreign Policy Making: The Machinery of Crisis*, New York, Cambridge University Press, 2008.

² *Memorandum from Henry A. Kissinger for the President: «U.S. Response to the Jordanian Situation»*, June 11, 1970, enclosure to (TAB A) *Memorandum from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Report to the President on Jordan»*, June 11, 1970, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, in National Archives And Record Administration, Maryland, College Park, (d'ora in poi NARA), *Nixon Presidential Materials Project* (d'ora in poi NPMP), National Security Council (d'ora in poi NSC) FILES, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

³ *Ibidem*.

⁴ Cfr. Malcom H. KERR, *The Arab Cold War: Gamal 'Abd al-Nasir and His Rivals, 1958-1970*, London - Oxford - New York, Oxford University Press, 1971.

presenza militare russa in Medio Oriente, avrebbe potuto condurre a un confronto diretto con l'Unione Sovietica. Ciò evidenziava l'importanza geo-strategica che la Giordania rivestiva nell'ambito della politica mediorientale americana. Gli Stati Uniti avevano tutto l'interesse a garantire la sopravvivenza politica di un regime moderato lontano dall'orbita sovietica, che – seppur in modo informale – sin dalla fine della Guerra dei Sei Giorni colloquiava con Israele e che, all'interno del mondo arabo, al contrario della gran parte degli altri Stati, continuava ad avere relazioni diplomatiche con Washington. Se non avesse ricevuto alcun tipo di supporto da parte statunitense, la *leadership* di Hussein, indebolita dalla sempre più pressante minaccia politica interna palestinese, avrebbe rischiato l'implosione e il potere sarebbe potuto passare nelle mani di Yasser Arafat e dell'Organizzazione per la Liberazione della Palestina (OLP). Se si fosse verificata una tale ipotesi, in Medio Oriente si sarebbe assistito alla crescita del numero di Stati arabi vicini a Mosca e ostili sia a Israele sia all'Occidente in generale e agli Stati Uniti in particolare. In sostanza, le già citate parole di Kissinger ponevano in rilievo come nella regione mediorientale la Grande Distensione si dovesse conciliare con una più ampia *Realpolitik*, di stampo globalistico, finalizzata a contenere la tendenza espansionistica sovietica e a garantire il mantenimento della *balance of power*.

1. Nixon e le differenti strategie dell'NSC e del Dipartimento di Stato per il Medio Oriente

All'atto del proprio insediamento alla Casa Bianca, in un Paese attraversato da tensioni sociali montanti, in cui l'opinione pubblica reclamava a gran voce la fine dell'impegno militare in Vietnam, Richard Nixon assegnò direttamente al Dipartimento di Stato la gestione della questione mediorientale. La ragione principale di tale scelta stava nel fatto che il Presidente intendeva sottrarre la Casa Bianca dalle eventuali critiche dell'opinione pubblica per delle iniziative diplomatiche che, a causa della recrudescenza del contrasto arabo-israeliano, sembravano destinate al fallimento⁵. Ciononostante, Nixon non era seriamente intenzionato a estraniare la Presidenza dal *decision-making process* in ambito mediorientale. La stessa nomina a Segretario di Stato di una personalità quale William Rogers, che possedeva «scarsa familiarità con il compito che lo

⁵ Cfr. Robert DALLEK, *Nixon and Kissinger: Partners in Power*, New York, HarperCollins, 2007, p. 170.

attendeva»⁶, lasciava presupporre che Nixon intendesse garantire «la permanenza della direzione [della] politica [estera] all'interno della Casa Bianca»⁷. Tale volontà appariva più evidente se si poneva a confronto la figura di Rogers con quella di un esponente di rilievo del mondo accademico come Henry Kissinger⁸, posto a guida dell'NSC⁹. Il neo-insediato Presidente affidò a Kissinger il compito di elaborare una strategia politico-diplomatica in grado d'affrontare le priorità dell'Amministrazione: il Vietnam e l'avvio del dialogo con l'Unione Sovietica – la *détente*¹⁰ – per la limitazione dell'arsenale nucleare, al fine di far diminuire i contrasti e aumentare «la possibilità di stabilire una nuova *relationship* con l'Unione Sovietica che avrebbe dovuto contribuire a assicurare la stabilità globale e a minimizzare i rischi di un confronto»¹¹. Nixon mirava a rendere più incisive le iniziative diplomatiche statunitensi mediante la creazione di un legame – il *linkage* – che rendesse interdipendenti le varie vertenze con l'Unione Sovietica:

Durante il periodo di transizione, Kissinger e io elaborammo una nuova politica per trattare con i sovietici. Sino a quando gli interessi statunitensi e sovietici (...) fossero stati coincidenti e sovrapposti, era irrealista separare o compartimentare le aree più delicate. Perciò decidemmo di legare i progressi in quelle aree importanti per i sovietici, come la limitazione delle armi strategiche e l'incremento del

⁶ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, Milano, SugarCo, 1980, p. 32.

⁷ *Ibidem*.

⁸ *Ibi*, pp. 35-36.

⁹ Sull'attività dell'NSC, si vedano, tra gli altri, David J. ROTHKOPF, *Running the World: The Inside Story of the National Security Council and the Architects of American Power*, New York, PublicAffairs, 2005; Richard A. BEST, Jr, *The National Security Council: An Organizational Assessment*, Hauppauge (NY), Nova Science Pub Inc, 2002.

¹⁰ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., pp. 64-68. È da sottolineare come per il gruppo dirigente sovietico, il concetto di "distensione" si differenziasse nettamente da quello occidentale. Il *Piccolo Dizionario Politico* sovietico, enciclopedia propagandistica del PCUS, riprendendo un vecchio concetto di Lenin, traduceva il termine distensione con «allentamento della tensione (*razrjadka naprjažemnosti*) e la definiva come il frutto dell'incessante rafforzamento delle posizioni del campo socialista». Mihail GELLER - Aleksandr NEKRIČ, *Storia dell'URSS dal 1917 a Eltsin*, Milano, Bompiani, 1997, p. 724. Di fatto, per l'Unione Sovietica, «la distensione non metteva (...) fine alla lotta tra i due blocchi e era uno strumento per l'affermazione di quello socialista». Andrea GRAZIOSI, *L'Urss dal trionfo al degrado. Storia dell'Unione Sovietica. 1945-1991*, Bologna, Il Mulino, 2008, p. 387.

¹¹ William B. QUANDT, *Peace Process: American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, Berkeley - Los Angeles (CA), University of California Press, 1993, p. 68.

commercio, con i progressi nelle aree importanti per noi, il Vietnam, il Medio Oriente e Berlino. Questo concetto divenne noto come *linkage*¹².

Henry Kissinger ribadì il concetto espresso da Nixon arricchendolo di un carattere decisionale che mirava a inserire i punti d'attrito con l'Unione Sovietica all'interno di una cornice globale:

(...) Il *linkage* era una realtà e non una decisione. Una dimostrazione d'impotenza da parte dell'America in una parte del mondo come l'Asia o l'Africa, avrebbe inevitabilmente compromesso la nostra credibilità in altre parti del mondo, come nel Medio Oriente. (...) Per noi, il *linkage*, in definitiva, era sinonimo di una complessiva concezione geo-politica e strategica. Ignorare le connessioni tra gli avvenimenti significa[va] minare la coerenza di *ogni* politica¹³.

Di fatto, la semplice definizione kissingeriana di *linkage* poneva le basi per un netto distinguo della linea strategica dell'NSC da quella del Dipartimento di Stato, limitata, nelle sue parole, da una interpretazione regionalistica delle contingenze della politica estera:

La nostra organizzazione burocratica è articolata in uffici regionali e funzionali, e anche certamente la nostra tradizione accademica si combinano con la tendenza di dividere tutto in compartimenti stagni. Il pragmatismo americano preferisce esaminare i problemi separatamente: risolvere i problemi nel loro merito, senza un senso del tempo o del contesto o della realtà intesa come unico canovaccio. E la tradizione legale americana incoraggia una rigida attenzione ai "fatti concreti", nella sfiducia dell'astrazione¹⁴.

Nel momento in cui l'Amministrazione si avviò a rendere in prassi politica tale linea strategica si determinò un contrasto di vedute tra il Dipartimento di Stato e l'NSC, specie riguardo la questione mediorientale. A differenza di Kissinger, l'apparato dei funzionari dello *State Department* e Rogers partivano dall'assunto – assai semplicistico – che la sconfitta subita nella guerra dei Sei Giorni avesse provocato l'aumento dell'ostilità del mondo arabo nei riguardi di Israele e degli Stati Uniti, generando una progressiva radicalizzazione politica. La causa principale di tale situazione veniva ascritta alla posizione filo-israeliana che l'Amministrazione Johnson aveva assunto pubblicamente

¹² Richard M. NIXON, *RN: The Memoirs of Richard Nixon*, New York, Grosset & Dunlap, 1978, p. 346.

¹³ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 117. In corsivo nel testo.

¹⁴ *Ibidem*.

causa principale di tale situazione veniva ascritta alla posizione filo-israeliana che l'Amministrazione Johnson aveva assunto pubblicamente nel corso del conflitto del 1967 e che aveva portato Egitto, Siria e Iraq a rompere le relazioni diplomatiche con gli Stati Uniti. Il crescente supporto politico-diplomatico, economico, e militare accordato a Israele, aveva causato l'avvicinamento di molti Paesi arabi all'Unione Sovietica, producendo una graduale «erosione dell'influenza (...) e un deterioramento della posizione americana»¹⁵ a solo vantaggio di Mosca e degli Stati arabi radicali. Secondo gli analisti del Dipartimento di Stato, se gli Stati Uniti non avessero avviato un'azione diplomatica di più ampio respiro, prestando ascolto alle istanze arabe e limitando il sostegno a Israele, avrebbero corso il rischio di arrivare allo scontro politico-militare diretto con l'Unione Sovietica. In sostanza, il Dipartimento di Stato riteneva che il solo modo a disposizione dell'Amministrazione per recuperare credibilità politica nei riguardi degli Stati arabi, al fine di ottenerne l'allontanamento dall'influenza sovietica, fosse quello di far assumere alla diplomazia americana – all'interno dei principi sanciti nella risoluzione ONU N° 242 del 22 novembre 1967¹⁶ – un ruolo da protagonista nella mediazione tra le parti. Gli Stati Uniti avrebbero dovuto rimodulare in senso più imparziale il proprio atteggiamento nei confronti di Israele. Joseph (Joe) Sisco, *Assistant Secretary of State for Near Eastern and South Asian Affairs*, sintetizzò esaurientemente tale impostazione a Yitzhak Rabin, all'epoca ambasciatore israeliano a Washington:

I nostri interessi in Medio Oriente non si incentrano sul solo Israele. (...) Il nostro impegno morale e pratico con Israele non significa aderire a qualunque cosa Israele voglia o faccia. (...) Se la nostra amicizia con Israele è l'unica cosa che gli Stati Uniti stanno lasciando all'interno del Medio Oriente, ciò costituirà un catastrofico passo indietro per la politica estera americana¹⁷.

Affinché la politica mediorientale americana potesse ottenere un ampio consenso in ambito internazionale, gli Stati Uniti si sarebbero dovuti rendere disponibili a avviare dei negoziati bilaterali con l'Unione Sovietica, non rifiutando aprioristicamente ogni loro proposta

¹⁵ William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 72.

¹⁶ Cfr. *United Nations Security Council Resolution 242*, November 22, 1967, in <<http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/240/94/IMG/NR024094.pdf?OpenElement>>.

¹⁷ Cit. in Yitzhak RABIN, *The Rabin Memoirs*, Berkeley (CA), University of California Press, 1996², p. 149.

avanzato il 16 gennaio 1969 Charles de Gaulle¹⁸, gli Stati Uniti non si sarebbero dovuti mostrare refrattari a un allargamento dei negoziati a Francia e Gran Bretagna. Ciò, infatti, avrebbe consentito di presentare a Gunnar Jarring, inviato dell'ONU in Medio Oriente, la proposta per un piano di pace ampiamente condiviso da sottoporre alle parti.

Al contrario della posizione assunta dallo *State Department*, Henry Kissinger non si dimostrò convinto che il ruolo crescente assunto dall'Unione Sovietica in Medio Oriente si potesse ridimensionare grazie a un crescente attivismo diplomatico. Il taglio regionalistico impresso dal Dipartimento di Stato ne limitava fortemente la strategia diplomatica. Inoltre, l'avventurarsi «in negoziati di cui non avevamo definito gli obiettivi e dei cui risultati saremmo stati ritenuti responsabili»¹⁹ rischiava di offrire all'Unione Sovietica l'opportunità di rinsaldare le proprie posizioni nella regione piuttosto che favorirne un regresso. Invece, se l'Amministrazione Nixon avesse perseguito «una prolungata situazione di immobilismo»²⁰, ciò avrebbe incentivato gli Stati arabi alla moderazione, «portando i sovietici ai margini della diplomazia mediorientale»²¹. Ma Kissinger, almeno sino all'estate del 1970, non ebbe l'opportunità di attuare politicamente i principi teorici riguardanti il conflitto arabo-israeliano. All'inizio del proprio mandato presidenziale, Nixon, anche a causa delle origini ebraiche di Kissinger²², non investì l'NSC di alcuna responsabilità diretta nei

¹⁸ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 281. Il Presidente de Gaulle aveva proposto di avviare dei colloqui tra Stati Uniti, Unione Sovietica, Gran Bretagna e Francia per la soluzione del conflitto arabo-israeliano già precedentemente alla guerra dei Sei Giorni. De Gaulle rilanciò la proposta nell'ottobre 1968 e nel gennaio 1969. Cfr. Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, Syracuse (NY), Syracuse University Press, 1997, p. 103.

¹⁹ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 281.

²⁰ Henry A. KISSINGER, *Anni di crisi*, Milano, SugarCo, 1982, p. 162.

²¹ *Ibidem*.

²² Secondo Robert Dallek, «Nixon era un antisemita culturale. Egli si trovava abbastanza a proprio agio con dei singoli ebrei, come Kissinger, William Safire e Leonard Garment, ognuno dei quali era stato elevato a delle posizioni importanti nella sua Amministrazione. Ma era stata la loro competenza eccezionale a persuaderlo a mettere da parte sentimenti di ostilità per la loro identità etnica». Robert DALLEK, *Nixon and Kissinger*, cit., p. 170. Lo stesso Kissinger sostenne che Nixon «credeva che gli ebrei formassero un potente, coeso gruppo della società americana, che riteneva essere *liberal* in modo predominante (...) e che essi fossero interamente più solidali con l'Unione Sovietica rispetto a qualunque altro gruppo etnico». Cit. in Seymour M. HERSH, *The Price of Power: Kissinger in the Nixon White House*, New York, Summit Books, 1983, p. 84. A riprova delle proprie affermazioni, Kissinger riportava alcuni aneddoti. In un'«occasione, dopo che Kissinger ebbe espresso un'opinione sugli affari mediorientali in un *meeting*

confronti del Medio Oriente, separandone le «funzioni di progettazione da quelle di realizzazione»²³. All'ex accademico di Harvard era «concesso progettare, consigliare, rinviare; potevo forzare delle delibere nell'ambito del consiglio di sicurezza nazionale»²⁴, ma sino alla deflagrazione della crisi giordana non gli «fu permesso di assumere iniziative diplomatiche se non in rari momenti di acuta crisi quale l'invasione siriana della Giordania nel settembre 1970»²⁵.

Tuttavia, fu proprio la titolarità dell'NSC a fornire a Kissinger l'occasione di poter esprimere giudizi di merito nei riguardi della conduzione della politica mediorientale e di opporsi alla linea tratteggiata dallo *State Department*. In più occasioni, egli sostenne che l'Amministrazione non dovesse avventurarsi in iniziative diplomatiche – bi o tri-tetralaterali – che avrebbero potuto solo indebolire la posizione di Israele²⁶. Al contrario, solo fornendo allo Stato ebraico un pieno appoggio di tipo economico, politico e militare, gli Stati Uniti avrebbero convinto gli arabi a allontanarsi da Mosca, rendendo evidente l'incapacità sovietica di soddisfare le loro richieste. Da ciò sarebbe scaturito – secondo l'analisi di Kissinger – un indebolimento dei vincoli tra arabi e sovietici e sarebbe seguito un tanto graduale quanto inevitabile riavvicinamento agli Stati Uniti, gli unici in grado di fornire loro assistenza politica e diplomatica. In altri termini, gli Stati Uniti avrebbero dovuto inquadrare il conflitto arabo-israeliano all'interno della più ampia cornice del confronto globale con l'Unione Sovietica e non circoscriverlo, come propugnava il Dipartimento di Stato, nei limiti di una mera rivalità regionale su cui agire diplomaticamente per limitare il vantaggio acquisito da Mosca. Come ha messo in evidenza Edward Sheenan, «quando Kissinger lanciava uno sguardo alla mappa del Medio Oriente non vi vedeva Israele, l'Egitto, la Giordania, la Siria; vedeva l'Unione Sovietica e gli Stati Uniti»²⁷.

dell'NSC, Nixon gli chiese malignamente: "Ora, Henry, ci può esporre la cosa da un punto di vista americano?". *Ibi*, p. 86.

²³ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 279. Oltre alle origini ebraiche di Kissinger, le remore di Nixon nascevano dal fatto che egli aveva incaricato Kissinger di avviare un processo distensivo con l'Unione Sovietica che, oltre a riguardare il Vietnam, era finalizzato a evitare che alla recrudescenza politica, diplomatica e militare mediorientale corrispondesse uno stato di tensione permanente con Mosca. *Ibidem*.

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Seymour M. HERSH, *The Price of Power*, cit., p. 172.

²⁷ Edward R. F. SHEENAN, *The Arabs, Israelis, and Kissinger: A Secret History of American Diplomacy in the Middle East*, New York, Reader's Digest Press, 1976, p. 18.

La cesura determinatasi tra la linea politica dell'NSC e il Dipartimento di Stato si tradusse inevitabilmente in un aperto contrasto, anche personale, tra William (Bill) Rogers e Henry Kissinger, in cui Joe Sisco assunse il ruolo di mediatore. La responsabilità di tale scontro era da ascrivere almeno in parte a Nixon che evidenziò, sin dall'inizio del mandato presidenziale, la propensione «a dimostrarsi d'accordo con entrambe le scuole di pensiero, a seconda delle circostanze»²⁸. Il 27 gennaio 1970, a pochi giorni dall'insediamento, partendo dalla necessità di arrivare alla distensione con l'Unione Sovietica, Nixon sostenne che l'Amministrazione intendeva

avviare dei negoziati sulle armi strategiche in una modalità e in un [arco di] tempo capaci di garantire, ove possibile, dei progressi su dei problemi politici rimasti in sospeso e, allo stesso tempo (...) sulla questione del Medio Oriente e altri problemi in cui gli Stati Uniti e l'Unione Sovietica, lavorando insieme, possano perseguire la causa della pace²⁹.

Inoltre, appoggiando di fatto il progetto di Rogers per un piano di pace generale in Medio Oriente, nella stessa occasione, Nixon sostenne che fosse necessario assumere delle «nuove iniziative e una nuova leadership [diplomazia] da parte degli Stati Uniti, in modo tale da calmare le acque in Medio Oriente»³⁰.

Kissinger si oppose immediatamente alla presa di posizione di Nixon. Egli era convinto che se gli Stati Uniti avessero coinvolto francesi e britannici nei colloqui avrebbero solo recato un vantaggio a Mosca:

Date le propensioni sovietica e francese verso il punto di vista arabo (e le pressioni esercitate da tale tendenza sui britannici), era probabile che il foro delle quattro potenze così come veniva proposto dalla Francia portasse a un allineamento contro gli Stati Uniti³¹.

Egli, inoltre, diffidava della bontà di avviare dei *talks* bilaterali con la sola Unione Sovietica poiché, in caso di successo, Mosca avrebbe potuto ascrivere il merito davanti all'opinione pubblica, incrementando il proprio prestigio e influenza nei riguardi degli arabi. Al contrario, se i colloqui avessero avuto esito negativo, il fallimento sarebbe stato accollato agli Stati Uniti³². Kissinger espose tali rimostranze il 1° febbraio, durante una riunione dell'NSC, anche se

²⁸ William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 74.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 281.

³² *Ibidem*.

ciò non riuscì a evitare che le dichiarazioni di Nixon si codificassero in strategia politico-diplomatica. Nel corso del meeting, si decise di «perseguire una politica più attiva da parte degli Stati Uniti, implicante dei colloqui sovietico-americani»³³. Infatti, nonostante fosse approvata la proposta di Kissinger di far dipendere «i progressi conseguiti nei negoziati quadrilaterali dai colloqui esplorativi con i sovietici»³⁴, il Presidente approvò l'avvio dei negoziati con Mosca al fine di «stabilizzare la situazione esplosiva in Medio Oriente».³⁵

Alcuni giorni prima che Joe Sisco avviasse ufficialmente i colloqui con Anatolij Dobrynin ambasciatore sovietico a Washington, Kissinger si incontrò – in modo strettamente ufficioso – con il diplomatico. Dopo un colloquio preliminare avuto il 14 febbraio, in cui Dobrynin riportò a Kissinger come Mosca fosse disposta a intraprendere dei negoziati bilaterali con gli Stati Uniti, «al di fuori del contesto delle Nazioni Unite»³⁶, l'ambasciatore sovietico incontrò privatamente Nixon tre giorni dopo. In quell'occasione, in cui – contravvenendo al protocollo diplomatico ufficiale – emblematicamente non era presente il Segretario di Stato, il Presidente mise a conoscenza Dobrynin della sua volontà di «stabilire un canale confidenziale con Henry Kissinger»³⁷. Oltre i contatti ufficiali che l'ambasciatore avrebbe dovuto intrattenere con Bill Rogers e il Dipartimento di Stato, Nixon

voleva essere in grado di scambiare in modo urgente e privato alcuni punti di vista con la leadership sovietica e intendeva farlo attraverso

³³ William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 74.

³⁴ *Ibidem*. Secondo Kissinger, tale opzione avrebbe consentito agli Stati Uniti di non assumere impegni vincolanti, di godere di un più ampio margine negoziale e di attuare la strategia del *linkage* mediante il collegamento tra le concessioni statunitensi in Medio Oriente e l'aiuto sovietico nel Vietnam. Cfr. *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon, Secret/Sensitive/Eyes Only*, February 3, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, National Security Council Institutional Files (H-Files) (d'ora in poi NSC H-Files), Box H-109, *National Security Council Meeting Minutes, 1969*.

³⁵ *Letter From President Nixon to the Secretary of State Rogers*, February 4, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969 - October 1970*, Washington (DC), U.S Government Printing Office, 2006, p. 26.

³⁶ *Memorandum from Presidential Assistant Kissinger to President Nixon*, February 15, 1969, in Edward C. KEEFER - David C. GEYER - Douglas E. SELVAGE (eds.), *Soviet-American Relations: The Détente Years, 1969-1972*, Washington (DC), U.S. Government Printing Office, 2007, p. 4; Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 123.

³⁷ Anatolij DOBRYNIN, *In Confidence: Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents*, Seattle (WA) - London, University of Washington Press, 2001, p. 198.

di me tramite Kissinger, che avrebbe dovuto mantenersi in contatto con me e fare rapporto esclusivamente al Presidente³⁸.

Il 21 febbraio, Dobrynin e Kissinger s'incontrarono nella *Map Room*, nell'*East Wing* della Casa Bianca, al lato opposto dello Studio Ovale, lontani dalle indiscrezioni dell'*entourage* presidenziale³⁹, inaugurando l'instaurazione del *back channel* con la stesura dell'agenda dei colloqui che il diplomatico russo avrebbe dovuto tenere con il Dipartimento di Stato.

All'interno di un contesto simile, Joe Sisco condusse a periodi alterni, tra marzo e ottobre 1969, i negoziati diretti con Dobrynin per un piano di pace per il Medio oriente⁴⁰. La prima fase delle trattative fu caratterizzata dalla stesura di una lunga sequela di bozze che non trovarono una condivisione comune a causa della differente analisi dei principali punti di frizione tra Washington e Mosca: Gerusalemme Est; il ritiro dell'*Israeli Defense Force* (IDF) dai territori occupati nella Guerra dei Sei Giorni; la ridefinizione dei confini; il ritorno dei profughi palestinesi in Israele⁴¹. La Presidenza, nel tentativo di sbloccare l'impasse a cui sembravano destinati i negoziati, interpellò direttamente israeliani, egiziani e giordani circa la risoluzione delle varie vertenze che non consentivano il raggiungimento di un accordo condiviso. Abba Eban, Ministro degli Esteri di Israele, pur dichiarandosi disponibile a negoziati bilaterali con Egitto e Giordania, rifiutò nettamente di accettare un piano di pace generale proposto dalle quattro potenze per evitare che «con il "globalizzare" ogni evento nel Medio Oriente si trasforma[ss]e la zona in una nuova Berlino»⁴². Mahmud Fawzi, consigliere di Nasser per gli affari esteri, in visita negli Stati Uniti in occasione dei funerali di Dwight Eisenhower, nonostante avesse riportato la volontà del *raïs* di riallacciare i rapporti diplomatici con gli Stati Uniti, rese noto che

³⁸ *Ibi*, p. 199; *Memorandum of Conversation (USSR)*, February 14, 1969, in Edward C. KEEFER - David C. GEYER - Douglas E. SELVAGE (eds.), *Soviet-American Relations*, cit., p. 5.

³⁹ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 123; Anatolij DOBRYNIN, *In Confidence*, cit., p. 199.

⁴⁰ Cfr. *Memorandum From Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger): «The Dobrynin-Sisco Talks»*, April 18, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969 - October 1970*, pp. 133-135; *Memorandum From Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger): «Sisco-Dobrynin Meeting on April 22»*, April 23, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969 - October 1970*, pp. 137-138.

⁴¹ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., pp. 284-286.

⁴² *Ibi*, p. 288.

l'Egitto non avrebbe siglato alcun accordo diretto con lo Stato ebraico e che «i suoi obblighi sarebbero stati indicati solo dal Consiglio di Sicurezza (in cui l'Unione Sovietica aveva diritto di veto)»⁴³. Hussein di Giordania, pur cercando «di conciliare i ruoli di nazionalista arabo e di amico dell'America»⁴⁴ non si distaccò di molto dalla posizione assunta dall'Egitto. Il monarca hascemita – come sarà più dettagliatamente illustrato in seguito –, stretto nella morsa del montante estremismo palestinese e sottoposto alla minaccia delle truppe irachene e siriane presenti sul territorio nazionale giordano, si disse disposto «a firmare qualsiasi documento con Israele, *eccetto* un trattato di pace»⁴⁵. Le posizioni estremamente divergenti delle parti e il sospetto – fondato – che Mosca stesse trascinando per le lunghe le trattative per consentire alle truppe egiziane – coadiuvate dai propri consiglieri militari – di rafforzare le proprie posizioni lungo il Canale di Suez⁴⁶, rese infruttuosa la seconda fase di colloqui tra Sisco e Dobrynin, tra maggio e giugno 1969⁴⁷. Al fine di raggiungere una convergenza politico-diplomatica ai più alti livelli e sbloccare lo stallo dei colloqui, il Segretario di Stato autorizzò Sisco a recarsi a Mosca dal 14 al 17 luglio⁴⁸. Gli incontri che Sisco tenne misero in evidenza la scarsa propensione del Cremlino a accettare proposte che avrebbero potuto deteriorare i rapporti con i propri Stati clienti nell'area mediorientale. Lo stesso Sisco, dopo essere ritornato a Washington,

riferì al Presidente di non aver in alcun modo riscontrato una disponibilità da parte sovietica a fare pressioni su Nasser sui temi

⁴³ *Ibi*, p. 289.

⁴⁴ *Ibi*, p. 291.

⁴⁵ *Ibidem*. In corsivo nel testo.

⁴⁶ *Ibi*, p. 292; Anatolij DOBRYNIN, *In Confidence*, cit., p. 204.

⁴⁷ Cfr. *Memorandum From Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger): «Sisco-Dobrynin Meeting, June 9»*, June 10, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969 - October 1970*, p. 174; *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon: «Memorandum of Conversation with Ambassador Dobrynin, June 11, 1969»*, June 11, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 178-180; *Memorandum From Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger): «The Soviet Counterproposal on the Middle East»*, June 20, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 186-188.

⁴⁸ Cfr. *Memorandum From Harold Saunders of the National Security Council Staff to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger): «Complete Wrapup on Sisco in Moscow»*, July 18, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 213-215.

basilari della pace e dei negoziati diretti. I russi consideravano Nasser come il loro strumento principale nel Medio Oriente; non erano disposti a mettere a repentaglio la sua situazione politica o la loro influenza su di lui invitandolo a stipulare una pace in termini diversi da quelli che aveva proposto. Invece di fare pressioni su Nasser, avevano adottato una strategia che consisteva nel non muoversi di un passo e nell'indebolire la nostra posizione fino al punto in cui avremmo deciso di imporre a Israele le loro condizioni⁴⁹.

Bill Rogers, di fatto andando incontro alle richieste arabo-sovietiche, propose la presentazione di un piano di pace generale in cui gli Stati Uniti si dichiaravano pronti ad accettare il confine internazionale del 1967 fra Israele e Egitto⁵⁰. L'iniziativa, tuttavia, non produsse gli effetti sperati. Il 28 ottobre, l'Unione Sovietica accolse tiepidamente l'apertura americana⁵¹; Israele rifiutò la proposta statunitense mentre Nasser, alzando il tono dello scontro con gli Stati Uniti,

tenne un acceso discorso alla sua assemblea nazionale, il 6 novembre, in cui si dichiarava pronto a reclamare i territori occupati "con il ferro e il fuoco" anziché con "mezze soluzioni" politiche e in cui accusava gli Stati Uniti di militarizzazione attiva a sostegno di Israele⁵².

Nonostante il sostanziale fallimento della propria iniziativa diplomatica per il Medio Oriente, il Dipartimento di Stato e Rogers, fermi «nella convinzione che sarebbe stato ancora possibile un compromesso»⁵³, a novembre proposero la ripresa dei colloqui con l'Unione Sovietica, allargandoli anche a Gran Bretagna e Francia. Accanto all'originale bozza di piano di pace con l'Egitto fu accluso un equivalente accordo riguardante la Giordania. Kissinger oppose un netto rifiuto alla forma e alla sostanza dell'accordo. Ma, in virtù del fatto che il Presidente aveva assegnato la titolarità della politica mediorientale al Dipartimento di Stato, l'NSC, per contenere al massimo le conseguenze che tale accordo avrebbe procurato, non si oppose a che il piano di pace per la Giordania ricalcasse quello stilato per l'Egitto. Ciò avrebbe evitato una cesura nei rapporti tra Hussein e

⁴⁹ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., pp. 294-295.

⁵⁰ *Ibi*, p. 299.

⁵¹ *Telegram From the Department of State to the Embassy in the Soviet Union Washington: «Sisco-Dobrynin Meeting on ME October 28»*, October 29, 1969, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969 - October 1970*, pp. 293-300.

⁵² Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 299.

⁵³ *Ibi*, p. 300.

Nasser e non avrebbe generato una situazione di disequilibrio che avrebbe potuto rendere ulteriormente instabile la già precaria posizione del sovrano hascemita: «(...) Dovrebbe essere pacifico che un accordo tra la Giordania e Israele deve essere parallelo ad un accordo tra Israele e la RAU [Repubblica Araba Unita]»⁵⁴. Ignorando la ritrosia egiziana a sottoscrivere un accordo diretto con Israele e la scarsa collaborazione dimostrata dall'Unione Sovietica⁵⁵, il Segretario di Stato, il 9 dicembre, il giorno precedente alla convocazione di un meeting dell'NSC che avrebbe potuto rimettere completamente in discussione la politica dello *State Department* nei riguardi del Medio Oriente⁵⁶, rese pubblica la proposta statunitense. Il «Piano Rogers»⁵⁷, come essa fu immediatamente ribattezzata, prevedeva, nei suoi punti principali, la liberazione dei territori arabi occupati da Israele durante il conflitto del 1967, la cessazione delle ostilità lungo il Canale di Suez, lo stabilimento di zone demilitarizzate lungo i confini di Israele e la libertà di navigazione nello Stretto di Tiran⁵⁸. Il piano di pace ricevette un'accoglienza alquanto fredda dalle parti nei giorni immediatamente successivi alla sua proclamazione. Gli egiziani lo interpretarono come un tentativo statunitense d'incunarsi nelle proprie relazioni con i sovietici. Mosca «criticò il discorso come un tentativo da parte americana di mascherare una parzialità nei confronti di Israele. Il 10 dicembre, il gabinetto israeliano respinse tutti gli sforzi esterni per imporre una definizione dei confini. Il primo ministro [Golda] Meir dichiarò che Rogers "faceva del moralismo" e che le grandi potenze non potevano fare la pace a spese degli altri»⁵⁹.

2. Re Hussein tra filo-occidentalismo e solidarietà araba

Nonostante il sostanziale fallimento dell'iniziativa di Rogers, il 18 dicembre il Dipartimento di Stato presentò alle quattro potenze un piano di pace per la Giordania.⁶⁰ Il piano conteneva molti dei punti

⁵⁴ *Memorandum 04584 from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Jordan Settlement» Secret*, November 13, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. II, Box 613, Folder 2.

⁵⁵ Cfr. William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., pp. 81-82.

⁵⁶ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 300.

⁵⁷ *Ibi*, p. 301.

⁵⁸ Cfr. William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., pp. 80-81.

⁵⁹ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 301.

⁶⁰ Cfr. *Telegram 05988 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordan Proposal»*, *Secret*, December 22, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

presenti nella proposta per l'Egitto, opportunamente riadattati alla situazione giordana.⁶¹ Il documento prevedeva lo stabilimento del confine israelo-giordano sulla linea armistiziale del 1967; l'avvio di negoziati per la risoluzione della questione di Gerusalemme (la cui amministrazione avrebbe dovuto essere congiunta); la soluzione del problema dei rifugiati palestinesi, invitati a scegliere se continuare a risiedere nei territori dove si trovavano – ricevendo un indennizzo – o a ritornare in Israele.⁶² Di fronte alla proposta statunitense Hussein mantenne una posizione ambigua: non accettò esplicitamente i punti del piano per evitare l'accusa di aver rotto l'unità araba, ma, al tempo stesso, non ne denunciò i termini. Al contrario, in un'intervista rilasciata al "New York Times", il sovrano hascemita definì il piano «un passo avanti che rinnova le possibilità di un accordo politico [con Israele]»⁶³. La buona disposizione di Hussein costituiva il naturale prosieguo dei colloqui segreti e informali che la Giordania aveva tenuto con gli israeliani tramite il *Foreign Office* e il Dipartimento di Stato sin dalla fine della guerra dei Sei Giorni⁶⁴.

Il supporto politico-diplomatico americano nei riguardi di Hussein scaturiva direttamente dal profondo interesse nutrito per la dinamica politica giordana. Nello scenario mediorientale, il regno hascemita costituiva uno degli Stati arabi moderati con saldi vincoli con il mondo occidentale risalenti all'atto della sua stessa istituzione. Tale vicinanza, stretta da Abdallah – figlio di Hussein ibn Alì, Sceriffo e Emiro della Mecca –, con l'*entourage* coloniale inglese nel periodo del Mandato britannico in Palestina⁶⁵, non si era sfaldata al momento

⁶¹ Cfr. *Telegram 210193 from Department of State to American Embassy Amman: «Under Secretary's Meeting with Israeli Ambassador on US Proposal in FOUR-POWER Talks for Jordanian Settlement»*, Secret, December 19, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

⁶² Cfr. *Telegram 212470 from Department of State to American Embassy Amman: «Letter To Be Delivered to Zaid Rifai re Peace Settlement Efforts»*, Secret, December 24, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

⁶³ Cit. in Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., p. 106.

⁶⁴ Cfr. Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, Cambridge (MA), Cambridge University Press, 1987, pp. 164-165; Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni. Giugno 1967: alle origini del conflitto arabo-israeliano*, Milano, Mondadori, 2002, pp. 413-416; Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., pp. 99-105.

⁶⁵ Cfr. David FROMKIN, *Una pace senza pace. La caduta dell'Impero Ottomano e la nascita del Medio Oriente moderno*, Milano, Rizzoli, 2002, p. 581. Sui rapporti tra la Gran Bretagna e Abdallah nel periodo del Mandato in Palestina si vedano, tra gli altri, Joseph NEVO, *King Abdullah and Palestine: A Territorial Ambition*, New York - London, Palgrave MacMillan, 1997; Avi SHLAIM, *The Politics of Partition: King*

della concessione dell'indipendenza alla Transgiordania da parte di Londra, il 22 marzo 1946⁶⁶. Essa era persistita, rinsaldandosi⁶⁷, anche dopo il 25 maggio 1946, data in cui Abdallah fu proclamato sovrano del Regno Hascemita di Giordania. La partecipazione alla guerra arabo-israeliana del 1948-1949 e il regicidio di Abdallah non incrinarono i rapporti tra la Giordania e l'ex potenza mandataria⁶⁸. Al contrario, l'ascesa al trono del diciassettenne Hussein nel 1953, successivamente alla destituzione per incapacità mentale del padre Talal, confermò la saldezza dei rapporti anglo-giordani.

Hussein, i cui legami con la Gran Bretagna risalgono all'epoca della sua formazione – al momento della successione stava completando il Corso Ufficiali dell'Accademia Militare di Sandhurst –, fu immediatamente costretto a fronteggiare l'attacco all'alleanza con la Gran Bretagna scatenato dai nazionalisti arabi e diretto contro la dipendenza politico-militare giordana dai finanziamenti, dall'equipaggiamento e dal comando inglese della Legione Araba, identificati nella persona e nel rango di John Glubb (Glubb Pascià)⁶⁹. L'antioccidentalismo subì una recrudescenza nel 1955, quando Nasser, negando l'adesione egiziana al Patto di Baghdad⁷⁰, denunciò come

Abdullah, the Zionists, and Palestine, 1921-1951, Oxford, Oxford University Press, 1999; Mary C. WILSON, *King Abdullah, Britain, and the Making of Jordan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

⁶⁶ Cfr. Nigel J. ASHTON, "A «Special Relationship» Sometimes in Spite of Ourselves": *Britain and Jordan, 1957-1973*, in *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, XXXIII, 2, May, 2005, pp. 223-224.

⁶⁷ In concomitanza con l'ottenimento dell'indipendenza, l'Emirato di Transgiordania si impegnava «a mantenere pace e amicizia perpetue con la Gran Bretagna in cambio della garanzia dell'assistenza militare britannica nel caso di attacco. In un protocollo speciale del trattato, la Transgiordania si impegnò anche a fornire alla Gran Bretagna delle basi militari in cambio della continuazione della sovvenzione e del supporto alla anglicizzata Legione Araba». *Ibi*, p. 224.

⁶⁸ Nei colloqui armistiziali di Rodi, Abdallah evidenziò uno spiccato senso realistico, avviando dei negoziati diretti con Israele al fine di stabilizzare le frontiere giordane e mantenere le acquisizioni territoriali conquistate. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime, Storia del conflitto arabo-sionista*, Milano, Rizzoli, 2002⁴, p. 332. Il mondo arabo interpretò la forza militare e la capacità diplomatica giordana come le prove della complicità con Israele, sponsorizzata dalla Gran Bretagna, affinché lo Stato ebraico si potesse mantenere nei confini del Mandato britannico in Palestina. Cfr. Nigel J. ASHTON, "A «Special Relationship» Sometimes in Spite of Ourselves", cit., p. 224.

⁶⁹ Sulla vita e sul ruolo di Glubb Pascià si vedano John B. GLUBB, *The Story of the Arab Legion*, Cambridge (MA), Da Capo Press, 1976; Benny MORRIS, *The Road to Jerusalem: Glubb Pasha, Palestine, and the Jews*, London, I. B. Tauris & Company, 2004.

⁷⁰ Cfr. Daniele DE LUCA, "Il processo di polarizzazione e la politica difensiva mediorientale americana: il Patto di Baghdad", in *Clio*, XXXI, 1, Gennaio-Marzo 1995, pp. 141-160.

fiancheggiatori degli anglo-americani sia quei Paesi che lo avevano siglato sia quelli in procinto di entrarvi a far parte⁷¹. Nel dicembre dello stesso anno, in concomitanza del viaggio del *Chief of Imperial General Staff* britannico ad Amman, Sir Gerald Templer, funzionale all'ottenimento dell'adesione giordana al Patto di Baghdad, Hussein non sottoscrisse l'accordo a causa di una serie di sommosse popolari di chiara ispirazione nasseriana⁷². La martellante propaganda egiziana – il cui uditorio era costituito soprattutto dalla maggioranza palestinese della popolazione giordana⁷³ – e la formazione nei quadri dell'esercito di gruppi di ispirazione baathista, contribuirono all'allontanamento di John Glubb, il 1° marzo 1956. Nonostante il sovrano si dimostrasse deciso a non mettere fine alla *special relationship* tra la Giordania e il Regno Unito, la crisi di Suez, nell'ottobre 1956, rappresentò «il chiodo finale piantato nella bara dei rapporti *old-style* anglo-giordani»⁷⁴. La definitiva consacrazione della leadership di Nasser e dell'ideologia pan-araba costrinsero Hussein ad assumere un tono e un atteggiamento quantomeno concilianti nei confronti della deriva nazionalista che la politica giordana stava assumendo al fine di evitare lo scollamento tra la monarchia e la società. L'affermazione dei partiti filo-nasseriani, nelle elezioni dell'ottobre 1956 e la successiva nomina del nazionalista Suleiman Nabulsi alla carica di Primo Ministro ebbero come effetto immediato la fine dell'alleanza anglo-giordana, ratificata il 13 marzo 1957⁷⁵. Nonostante i proclami propagandistici anti-imperialisti di Nabulsi, la conclusione del trattato non portò all'allentamento dei legami della Giordania con l'Occidente. Al contrario, essa costituì un passo notevole verso la costituzione di un rapporto privilegiato tra Amman e Washington a cui Londra,

⁷¹ Cfr. Saïd K. ABURISH, *Nasser: The Last Arab*, London, Duckworth, 2004, p. 85.

⁷² Cfr. Nigel J. ASHTON, "A «*Special Relationship*» *Sometimes in Spite of Ourselves*", cit., p. 225.

⁷³ Cfr. Ilan PAPPÉ, "Jordan Between Hascemite and Palestinian Identity", in Joseph NEVO - Ilan PAPPÉ (eds.), *Jordan in the Middle East: The Making of a Pivotal State, 1948-1988*, London, Frank Cass, 1994, pp. 62-64.

⁷⁴ Nigel J. ASHTON, "A «*Special Relationship*» *Sometimes in Spite of Ourselves*, cit., p. 226. Sulla crisi di Suez e sulle sue ricadute nella politica anglo-americana, si vedano, tra gli altri, Daniele DE LUCA, *Fuochi sul Canale. La crisi di Suez, gli Stati Uniti e la ricerca di una nuova politica in Medio Oriente, 1955-1958*, Milano, M&B Publishing, 1999; Bruno PIERRI, *Guerra fredda e illusioni imperiali. La Gran Bretagna, gli Stati Uniti e i rapporti con l'Egitto (1948-1954)*, Galatina, Congedo, 2007.

⁷⁵ Cfr. Nigel J. ASHTON, "A «*Special Relationship*» *Sometimes in Spite of Ourselves*, cit., p. 226, p. 227; Uriel DANN, *King Hussein and the Challenge of the Arab Radicalism: Jordan, 1955-1967*, New York, Oxford University Press, 1991, pp. 39-52.

ridimensionata politicamente e finanziariamente nel proprio ruolo di potenza regionale in Medio Oriente, cedette il passo⁷⁶.

L'avvicendamento degli Stati Uniti alla Gran Bretagna risultò più evidente a partire dal 1° febbraio 1958, successivamente all'unione di Egitto e Siria nella Repubblica Araba Unita (RAU). Agli Stati Uniti non sfuggì «che si era creato un forte blocco nazionalista e filo-sovietico nel Medio Oriente che poteva creare seri problemi (...) agli altri Stati della regione»⁷⁷. Il pericolo dell'allargamento dell'influenza della RAU, e il conseguente aumento del peso di Mosca nell'area, parvero avverarsi nel momento in cui si prospettò la possibilità di un *golpe* in Giordania. In un tale frangente, rispondendo direttamente a un appello di Hussein che richiedeva supporto militare sia al Regno Unito sia agli Stati Uniti⁷⁸, quest'ultimi assunsero un ruolo di primo piano nelle vicende giordane fornendo alla Gran Bretagna la necessaria copertura diplomatica, logistica e finanziaria funzionale alla buona riuscita dell'operazione militare inglese a sostegno della

⁷⁶ Cfr. Miriam JOYCE, *Anglo-American Support for Jordan*, New York - London, Palgrave MacMillan, 2008, pp. 26-28.

⁷⁷ Daniele DE LUCA, *La difficile amicizia. Alle radici dell'alleanza israelo-americana (1956-1963)*, Manduria - Bari - Roma, Lacaia, 2001, p. 40. Nel maggio 1958, la propaganda della RAU provocò il tentativo di far cadere il regime filo-occidentale libanese di Camille Chamoun. *Ibi*, pp. 40-41. Sulla crisi libanese si vedano, tra gli altri, Daniele DE LUCA, "La diplomazia armata. Gli Stati Uniti e le crisi giordana e libanese (1957-1958)", in Antonio DONNO (a cura di), *Ombre di guerra fredda. Gli Stati Uniti nel Medio Oriente durante gli anni di Eisenhower (1953-1960)*, Napoli, Edizioni Scientifiche Italiane, 1998, pp. 651-685; Camille CHAMOUN, *Crise au Moyen-Orient*, Paris, Gallimard, 1963; Erika G. ALIN, *The United States and the 1958 Lebanon Crisis: American Intervention in the Middle East*, Lanham (MD), University Press of America, 1994. La progressiva radicalizzazione della politica filo-nasseriana si tradusse in Iraq in un *putsch* guidato dal generale Abdul Karim-Kassem, che il 14 luglio portò al regicidio del sovrano hascemita dell'Iraq, Faysal, trucidato insieme alla famiglia reale e al Primo Ministro Nuri al-Said. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime*, cit., pp. 379-380.

⁷⁸ In seguito alla richiesta di supporto politico-militare avanzata da Hussein al Dipartimento di Stato tramite il *Foreign Office* (Cfr. *Message from Prime Minister Macmillan to President Eisenhower*, July 14, 1958, in FRUS, 1958-1960, vol. XI; Louis J. SMITH (ed.), *Lebanon and Jordan*, Washington (DC), U.S. Government Printing Office, 1992, p. 304), il Segretario di Stato John Foster Dulles assicurò al sovrano l'aiuto americano al fine di «salvaguardare l'indipendenza e l'integrità [della Giordania]». *The Department of State to the American Embassy in Jordan*, July 15, 1958, in FRUS, 1958-1960, vol. XI, *Lebanon and Jordan*, p. 305. Alla fine di luglio, in un incontro con Robert Murphy, Sottosegretario per gli Affari Politici, «Hussein parlò vigorosamente dell'ostilità di Nasser, dei complotti e delle cospirazioni che provenivano dal Cairo». Robert MURPHY, *Diplomat Among Warriors*, Garden (NY), Doubleday & Company, Inc., 1964, p. 411.

monarchia hashemita⁷⁹. Il passo costituì la pratica applicazione della «Dottrina Eisenhower», pronunciata il 5 gennaio 1957⁸⁰, traducendosi nell'impegno americano a garantire la sopravvivenza politica del moderato Hussein⁸¹.

Per evitare l'aumento dell'influenza delle forze filo-nasseriane e per contenere l'influsso sovietico, nella decade intercorrente tra la fine dell'alleanza con la Gran Bretagna e la guerra dei Sei Giorni, gli Stati Uniti rafforzarono il proprio rapporto con la Giordania, divenendone ottimi finanziatori e fornitori d'armi⁸². L'Amministrazione Kennedy inserì il progetto di rafforzamento dei legami con i Paesi arabi moderati all'interno di una più ampia strategia che mirava al miglioramento dei rapporti politico-diplomatici con l'Egitto. Kennedy, convinto che l'Egitto avrebbe potuto riavvicinarsi all'Occidente, ammorbidire la propria posizione nei riguardi dei regimi arabi moderati e non stringere ulteriori patti con l'Unione Sovietica dopo il finanziamento russo della diga di Assuan, cercò d'incunarsi nell'asse Cairo-Mosca⁸³. Nel 1961, per venire incontro alle esigenze di Nasser, gli Stati Uniti offrirono all'Egitto delle forniture semestrali di grano e di altri generi di prima necessità che, nel 1962, arrivarono a sfamare circa il 40% della popolazione⁸⁴. L'intervento militare egiziano nella guerra civile in Yemen a sostegno del golpista filo-nasseriano generale Sallal, nel novembre 1962, concorse «a gettare i semi del disastro nella distensione fra Stati Uniti e Egitto»⁸⁵.

Il punto di rottura tra Washington e il Cairo fu raggiunto con Lyndon Johnson. Dopo una serie di incidenti ispirati dalla propaganda

⁷⁹ Cfr. Nigel J. ASHTON, "A «Special Relationship» Sometimes in Spite of Ourselves", cit., pp. 227-229.

⁸⁰ Cfr. *Special Message to the Congress on the Situation in the Middle East*, January 5, 1957, in *Public Papers of the Presidents of the United States: Dwight D. Eisenhower, 1957*, Washington (DC), U.S. Government Printing Office, 1958, pp. 6-16.

⁸¹ Cfr. Michael B. OREN, *Power, Faith, and Fantasy: America in the Middle East, 1776 to Present*, New York - London, W. W. Norton & Company, 2007, pp. 574-575.

⁸² Cfr. Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, cit., pp. 109-111.

⁸³ Cfr. Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 24.

⁸⁴ Cfr. Michael B. OREN, *Power, Faith, and Fantasy*, cit. pp. 519-520; William J. BURNS, *Economic Aid and American Policy Toward Egypt, 1955-1981*, Albany (NY), State University of New York Press, 1985, pp. 212-216.

⁸⁵ Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 25. Sul coinvolgimento dell'Egitto nella guerra civile yemenita, si vedano Ali A. R. RAHMI, *Egyptian Policy in the Arab World: Intervention in Yemen, 1962-1967, A Case Study*, Washington (DC), University Press of America, 1983, pp. 189-196; Malcom H. KERR, *The Arab Cold War*, cit., pp. 107-114; Saïd K. ABURISH, *Nasser*, cit., pp. 209-211.

anti-occidentale⁸⁶, gli Stati Uniti ritirarono gli aiuti forniti all'Egitto e Nasser si riavvicinò a Mosca. Ciò fece scaturire una recrudescenza degli attacchi nei confronti dei Paesi arabi moderati – la Giordania in primo luogo – e dei loro governanti, in cui Hussein assunse il ruolo di catalizzatore dell'astio popolare. Il sovrano venne accusato di scarso sostegno al pan-arabismo e alla lotta contro l'«imperialismo sionista» quando, nel 1964, rifiutò di ospitare sul suolo giordano le truppe irachene e saudite pur avendo aderito formalmente al Comando Arabo Unito (CAU)⁸⁷. L'atteggiamento di Hussein verso la cooperazione militare inter-araba scaturiva dalla paura di offrire a Israele un ulteriore pretesto, oltre alla necessità di mettere fine alle azioni terroristiche dei *fedayin* palestinesi di al-Fatah, per occupare la Cisgiordania⁸⁸. La rappresaglia che l'IDF lanciò dopo l'uccisione di 6 civili israeliani contro i villaggi cisgiordani di Jenin, Qalqilya e Shuna, nel maggio 1965, fornì a Hussein il destro per avviare un primo regolamento di conti con l'OLP: furono arrestati oltre 200 palestinesi e chiusi gli uffici di al-Fatah a Amman⁸⁹.

Il contrasto tra Nasser e Hussein si acuì dopo la rappresaglia dell'IDF nel villaggio cisgiordano di Samù in risposta a un attentato

⁸⁶ Nel novembre 1964, vi furono alcuni attacchi contro l'ambasciata americana al Cairo in cui fu incendiata la biblioteca. Successivamente, l'aviazione egiziana abbatté per errore l'aereo di John Mecom, businessman texano, amico personale di Johnson. Alle richieste dell'ambasciatore Battle di dimostrare più moderazione per non rischiare il taglio delle forniture alimentari, Nasser reagì affermando che «chi non accetta il nostro comportamento può andare a bere in mare. (...) Taglieremo la lingua a chiunque parli male di noi (...). Non accetteremo un gangsterismo da cow-boy». Cit. in Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 34.

⁸⁷ L'istituzione del CAU era stata decisa in una conferenza dei leader arabi tenuta al Cairo, il 14 gennaio 1964, in cui era stato approvato un progetto finalizzato a deviare le acque del Giordano «alle sue sorgenti, i fiumi Baniyas e Hatzbani, e ridurre così drasticamente la quantità e la qualità dell'acqua di Israele». *Ibi*, p. 31. All'interno di tale strategia, il CAU aveva lo scopo di fornire la copertura militare contro i tentativi di sabotaggio israeliani e, al contempo, di coordinare le azioni in vista di una futura offensiva contro lo Stato ebraico. *Ibidem*.

⁸⁸ Cfr. Asher SUSSER, *On Both Banks of Jordan: A Political Biography of Wasfi al-Tall*, London, Frank Cass, 1994, pp. 77-78; Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, cit., pp. 38-39.

⁸⁹ Cfr. Malcom H. KERR, *The Arab Cold War*, cit., pp. 112-122. Sui rapporti tra Hussein e l'OLP si vedano Adnan ABU OUDEH, *Jordanians, Palestinians, and the Hasemite Kingdom in the Middle East Peace Process*, Washington (DC), United States Institute for Peace, 1998; William B. QUANDT - Fuad JABBER - Ann M. LESCH, *The Politics of Palestinian Nationalism*, Berkeley (CA), University of California Press, 1973; Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity, 1959-1974: Arab Politics and the PLO*, London, Frank Cass, 1989.

contro dei poliziotti israeliani a Hebron⁹⁰. Il *ra'is* sfruttò l'accaduto per istigare l'anti-sionismo delle masse arabe e Radio Cairo accusò Hussein di aver opposto una scarsa resistenza in difesa dei palestinesi, mentre la stampa siriana sostenne che «Samù era il risultato della sinistra congiura tra il "regime reazionario giordano e il sionismo imperialista"»⁹¹. Hussein, avvertendosi accerchiato politicamente e militarmente da Egitto e Siria, mise fuori legge l'OLP, proclamò la legge marziale e – cercando una riabilitazione popolare – ribaltò su Nasser l'accusa di scarsa autorevolezza nella leadership araba perché non aveva ancora avviato alcuna iniziativa militare contro Israele⁹². La reazione di Nasser fu rabbiosa: la stampa egiziana accusò Hussein di appropriazione indebita di fondi CAU per approvvigionarsi di armi statunitensi. Il culmine dello scontro fu toccato il 22 febbraio 1967, quando Nasser «giocando sul termine arabo per re (*'ahil*), definì Hussein "la puttana (*'ahir*) di Giordania"»⁹³. Il sovrano, profondamente offeso⁹⁴, ritirò l'ambasciatore al Cairo determinando una frattura nel fronte anti-israeliano che Nasser stava cercando di compattare.

Gli avvenimenti che condussero alla guerra dei Sei Giorni acuirono ulteriormente il dualismo a cui Hussein fu sottoposto. Dopo Samù, in vari incontri segreti con il Primo Ministro israeliano, Levi Eshkol, egli segnalò la presenza in Giordania di presunti terroristi palestinesi al fine di prevenire l'eventuale reazione israeliana alla chiusura dello stretto di Tiran e alla cacciata degli osservatori ONU dal Sinai operato da Nasser⁹⁵. Hussein si trovò stretto tra le spinte popolari che chiedevano l'adesione all'azione nasseriana e l'esigenza realistica di preservare l'integrità e l'autonomia del proprio regno. Come ha sottolineato Michael Oren, l'impresa a cui Hussein fu chiamato era quella di «navigare tra la Scilla egiziana e la Cariddi israeliana»⁹⁶. Il compito era estremamente arduo e, pur ritenendo il comportamento di Nasser «incomprensibile e estremamente pericoloso»⁹⁷, il sovrano non poté

⁹⁰ Il 13 novembre 1966, con un'azione congiunta di truppe corazzate e aeronautica, l'IDF, mentre erano impegnate a scovare i *fedayin* palestinesi a Samù, si scontrarono con la Legione Araba, trasformando «un'azione veloce e chirurgica (...) in una battaglia campale». Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 49.

⁹¹ *Ibi*, p. 52.

⁹² Cfr. Asher SUSSER, *On Both Banks of Jordan*, cit., pp. 117-118.

⁹³ Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 54.

⁹⁴ Cfr. Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, cit., pp. 73-79.

⁹⁵ Cfr. Richard B. PARKER, *The Six Day War*, Jacksonville, University of Florida Press (FL), 1997, p. 157.

⁹⁶ Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 173.

⁹⁷ *Ibi*, p. 174.

esimersi dall'appoggiarlo pubblicamente: «Hussein non aveva altra scelta che fare quadrato attorno a Nasser. Doveva convincere gli arabi di non essere un fantoccio dell'Occidente e i suoi sudditi – per due terzi palestinesi – di essere disposto a combattere per la loro patria»⁹⁸.

Di fatto, Hussein fu costretto a unire le proprie sorti a quelle dell'Egitto. Dopo aver assicurato Eshkol, tramite il canale diplomatico americano⁹⁹, che la Giordania non avrebbe attaccato Israele, destituì il proprio capo della corte reale – l'anti-nasseriano Wasfi al-Tall¹⁰⁰ – e il 30 maggio 1967 volò al Cairo per stringere l'alleanza con l'Egitto¹⁰¹. Nasser ottenne dal sovrano il riconoscimento dell'OLP quale organo rappresentativo palestinese e lo obbligò ad accettare la presenza ad Amman del suo leader, Ahmad Shuqayri. Ciò avrebbe consegnato a Nasser un ampio margine di manovra costringendo Hussein a non recedere dall'alleanza per non assistere a una progressiva erosione del proprio potere in virtù dell'ascendente che l'Egitto, tramite il filonasseriano Shuqayri, avrebbe esercitato sulla popolazione giordana¹⁰². Vincolato dagli impegni che era stato costretto ad assumere, Hussein fu letteralmente trascinato nel conflitto contro Israele. Le notizie sulle fantomatiche avanzate delle armate egiziane verso Tel Aviv dissiparono le ansie del re circa l'ipotesi che, se la Giordania avesse attaccato Israele, l'IDF avrebbe potuto minacciare la propria integrità territoriale¹⁰³. In base a tali assunti, la Giordania aprì le ostilità contro Israele e, in soli due giorni di combattimenti, perse Gerusalemme Est, la Cisgiordania e fu costretta alla resa.

⁹⁸ *Ibidem*.

⁹⁹ Cfr. Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, cit., pp. 105-106.

¹⁰⁰ Cfr. Asher SUSSER, *On Both Banks of Jordan*, cit., pp. 122-123.

¹⁰¹ Cfr. Mohamad I. FADDAH, *The Middle East in Transition: A Study of Jordan's Foreign Policy*, New York, Asia Publication House, 1974, p. 175; Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, cit., pp. 108-110.

¹⁰² Immediatamente dopo il suo arrivo in Giordania Shuqayri, esercitò una serrata opera di propaganda presso le masse affinché spingessero Hussein alla guerra con Israele. In un discorso tenuto a Gerusalemme, egli affermò che l'OLP «era pronta a prendere il proprio posto in prima linea sul fronte giordano, in modo tale da potersi trovare faccia a faccia con le bande sioniste. (...) Distruggeremo Israele e i suoi abitanti, e, quanto ai superstiti, se ce ne saranno, sono pronti i battelli per deportarli». Cit. in Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 178.

¹⁰³ *Ibi*, p. 248.

Nonostante la sconfitta¹⁰⁴, la Giordania non omologò il proprio atteggiamento a quello della gran parte dei Paesi arabi, che avevano tradotto la frustrazione¹⁰⁵ con un avvicinamento all'Unione Sovietica¹⁰⁶ e con la rottura dei rapporti diplomatici con gli Stati Uniti¹⁰⁷. Hussein intendeva preservare la vicinanza con Washington e sfruttarne la mediazione nelle trattative – segrete – che egli aveva intenzione d'intavolare con gli israeliani per la restituzione dei territori perduti mentre manteneva una linea dura di facciata contro lo Stato ebraico di fronte alle masse arabe¹⁰⁸. Il fine del sovrano era quello d'arrivare

¹⁰⁴ La dimensione della sconfitta araba, oltre all'occupazione israeliana del Sinai, della Striscia di Gaza, della Cisgiordania, del Golan e di Gerusalemme Est, era evidenziata dalle perdite inflitte dall'IDF. Gli Egiziani persero tra i 10.000 e i 15.000 uomini, cui si dovevano aggiungere alcune migliaia di feriti; i Siriani lasciarono sul campo circa 500 morti e circa 2500 feriti; i Giordani subirono perdite per circa 800 unità e contarono oltre 6000 feriti. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime*, cit. pp. 413-415.

¹⁰⁵ La sconfitta ridimensionò di molto le aspettative politico-militari degli arabi. Michael Oren ha messo evidenziato che alla vigilia della guerra dei Sei Giorni, le «nazioni arabe non erano mai state così unite nella loro storia postcoloniale. (...) Era giunto finalmente il momento che tanti, in quel mondo, avevano ardentemente desiderato da molto prima del 1948. La punizione non solo di Israele, ma anche dell'Occidente che l'aveva creato per perpetuare un'oppressione pluricentennale, non sarebbe più tardata». Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., p. 220. La partecipazione entusiastica a un evento che avrebbe portato alla vittoria contro Israele non aveva investito solo gli strati popolari, ma si era manifestata anche nelle affermazioni dei governanti arabi. L'algerino «Boumediene tuonava: "La libertà della patria sarà completata dalla distruzione dell'entità sionista e dall'espulsione dalla regione di americani e inglesi"». *Ibidem*. Il Ministro degli Esteri yemenita Salam affermò che «la guerra è l'unico mezzo per risolvere il problema di Israele. Gli arabi sono pronti». *Ibidem*. Il presidente iracheno 'Aref lanciò agli arabi un appuntamento che l'affermazione militare israeliana fece rimanere disatteso: «Il nostro scopo è chiaro: cancellare Israele dalla carta geografica. Ci rivedremo, se Dio lo vorrà, a Tel Aviv e Haifa». *Ibi*, p. 221.

¹⁰⁶ Il materiale bellico arabo, distrutto o caduto in mano degli israeliani, fu quasi immediatamente rimpiazzato dalle forniture sovietiche. Il 22 giugno 1967, in una visita al Cairo, il Presidente sovietico Nikolaj Podgornyj accettò le richieste egiziane e sottoscrisse la fornitura di aerei, carri armati e di consiglieri militari. Come contropartita, chiese e ottenne delle basi navali per la flotta sovietica, in seguito impiantate a Porto Said e Alessandria. Cfr. David KORN, *Stalemate: The War of Attrition and Great Power Diplomacy in the Middle East, 1967-1970*, Boulder (CO), Westview Press, 1992, pp. 54-55; Magid A. FARID, *Nasser: The final Years*, Reading (NY), Ithaca Press, 1994, pp. 4-5.

¹⁰⁷ Nasser, già durante il secondo giorno dell'offensiva israeliana nel Sinai, dopo la rotta delle proprie truppe, aveva lanciato agli Stati Uniti e alla Gran Bretagna l'accusa di aver appoggiato le operazioni dell'IDF. In base a questo pretesto, egli ritirò l'ambasciatore dagli Stati Uniti. L'esempio fu seguito immediatamente da Siria, Sudan, Algeria, Iraq, Mauritania e Yemen. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime*, cit. p., 291.

¹⁰⁸ Cfr. Samir A. MUTAWI, *Jordan in the 1967 War*, cit., pp. 164-165.

a un accordo di massima con Israele, ma senza che ciò ne prevedesse l'implicito riconoscimento – così come richiesto dal governo Eshkol¹⁰⁹ – e egli insisteva perché a base di qualunque negoziato fosse posto il ritiro dell'IDF dai territori occupati. Tale atteggiamento ambivalente si manifestò, tra il 29 agosto e il 1° settembre 1967, nella Conferenza inter-araba di Khartum: Hussein propose l'approvazione di una risoluzione che contemplasse la demilitarizzazione della Cisgiordania, nel momento in cui l'IDF avesse evacuato il territorio. Inoltre, riconoscendo implicitamente un diritto a Israele, prospettò l'ipotesi che a Gerusalemme Est, nella zona del Muro del Pianto, fosse autorizzata la presenza di un'*enclave* ebraica¹¹⁰. L'assise rifiutò le proposte di Hussein, pronunciando i celebri «tre no»¹¹¹ a Israele. Ciononostante, il re rivelò a Harold Wilson, in un *meeting* segreto a Londra, che per la Giordania ciò si traduceva solo nel mancato riconoscimento d'Israele e non in un no alla pace con lo Stato ebraico¹¹². Ulteriore riprova della volontà di Hussein di raggiungere un accordo con Israele si ebbe il 22 novembre 1967, in occasione della promulgazione della Risoluzione N° 242 del Consiglio di Sicurezza dell'ONU. Il documento, che chiedeva «una pace giusta e duratura in Medio Oriente»¹¹³, utilizzava volutamente una certa ambiguità semantica¹¹⁴ al fine di mediare tra le istanze israeliane di

¹⁰⁹ Il 19 giugno 1967, Israele si era dichiarato pronto al ritiro dal Sinai e dal Golan e alla restituzione di gran parte della *West Bank* alla Giordania in cambio dell'avvio di negoziati di pace, del riconoscimento e della normalizzazione dei rapporti diplomatici e di garanzie nella navigazione dello Stretto di Tiran. Cfr. Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., pp. 413-416.

¹¹⁰ Cfr. Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., p. 96.

¹¹¹ I Paesi arabi si dichiararono contrari a qualunque trattativa con Israele affermando che avrebbero cooperato per «assicurare il ritiro delle forze d'occupazione israeliane dalle terre arabe che sono state prese con l'aggressione del 5 giugno» (*Khartoum Conference Resolution, August 29-September 1st, 1967*, in <<http://www.mideastweb.org/khartoum.htm>>) sulla base di tre principi, «vale a dire, nessuna pace con Israele, nessun riconoscimento d'Israele, nessun negoziato con Israele». *Ibidem*.

¹¹² Cfr. Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., pp. 96-97.

¹¹³ *United Nations Security Council Resolution 242*, November 22, 1967, in <<http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/240/94/IMG/NR024094.pdf?OpenElement>>.

¹¹⁴ Il testo in inglese chiedeva il ritiro dell'IDF «*from territories*» mentre quello in francese «*des territoires*». *Ibidem*. La voluta omissione dell'articolo determinativo al lemma «*territori*» del testo in inglese, al contrario di quello francese – ufficialmente riconosciuto dagli arabi –, offriva la possibilità agli israeliani di gestire il ritiro dell'IDF da non meglio definite zone occupate funzionalmente all'ottenimento da parte araba di garanzie di sicurezza per i propri confini. Cfr. Michael B. OREN, *La guerra dei Sei Giorni*, cit., pp. 428-429.

pace e quelle arabe di recuperare i territori perduti nel conflitto. A differenza di Nasser e di gran parte degli altri capi di Stato arabi¹¹⁵, Hussein l'accolse e tale apertura gli consentì di incontrare in varie riprese, tra il 1967 e il 1968, i rappresentanti diplomatici israeliani a Londra con la mediazione del *Foreign Office* e del Dipartimento di Stato, e con la supervisione dell'inviato dell'ONU in Medio Oriente, Gunnar Jarring¹¹⁶. Hussein ribadì anche a quest'ultimo come la condizione necessaria all'avvio di trattative con Israele – senza il riconoscimento – rimanesse il ritiro dell'IDF dai territori occupati. Nonostante Israele non rifiutasse tale tipo d'approccio, che richiamava lo stesso *modus operandi* tenuto a Rodi nel 1949, continuava a ritenerlo propedeutico alla definizione di un trattato di pace¹¹⁷. Per tale ragione, Hussein, fu nuovamente costretto a cedere alle pressioni provenienti dal Cairo e ad allinearsi alle posizioni intransigenti di Nasser¹¹⁸.

L'indisponibilità del *ra'ís* ad avviare dei colloqui con Israele nasceva dalla volontà di non negoziare con una controparte che avrebbe potuto dettare i termini dell'eventuale accordo in virtù della propria preponderanza politico-militare. Per esercitare pressioni su Israele ed ottenerne il ritiro dal Sinai, Nasser, alla fine del 1967¹¹⁹, optò per un'azione militare¹²⁰. Grazie all'approvvigionamento di uomini e

¹¹⁵ Nasser dichiarò che «ciò che è stato preso con la forza sarà restituito con la forza». Cit. in *Ibi*, p. 429. Siria e Iraq respinsero la Risoluzione *in toto*. Pur richiedendo il documento «una giusta soluzione del problema dei profughi» (*United Nations Security Council Resolution 242*, November 22, 1967, in <<http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/240/94/IMG/NR024094.pdf?OpenElement>>), l'OLP lo denunciò preannunciando l'avvio di una campagna terroristica. Arafat, all'epoca leader di al-Fatah, dichiarò che il «diritto a esistere» di Israele non aveva fondamento e proclamò l'avvio delle azioni di guerriglia. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat. L'uomo che non volle la pace*, Milano, Mondadori, 2005, p. 54.

¹¹⁶ Cfr. Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., p. 100.

¹¹⁷ *Ibi*, p. 102.

¹¹⁸ Levi Eshkol dichiarò che «la Giordania ha attaccato il proprio carro a quello dell'Egitto e del fratello maggiore Nasser e non può intraprendere alcun passo senza il consenso preventivo del leader egiziano». *Ibidem*.

¹¹⁹ Il 20 ottobre 1967, gli egiziani affondarono il cacciatorepediniere israeliano *Eilat*. Israele rispose bombardando le principali raffinerie di petrolio a Suez e la città di Ismailia. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime*, cit., p. 438.

¹²⁰ Nel febbraio 1968, Nasser comunicò la linea politico-militare al proprio gabinetto asserendo che «collaboreremo con Jarring (...). Ascolteremo gli Stati Uniti (...). Lavoreremo anche col diavolo in persona, [ma] sappiamo sin da ora che spetterà a noi liberare la nostra terra con la forza delle armi». Cit. in David KORN, *Stalemate*, cit., p. 89.

mezzi ricevuti dai sovietici¹²¹, nel giugno 1968, egli avviò contro le postazioni israeliane lungo il Canale di Suez un conflitto a bassa intensità, meglio noto come «"guerra d'attrito", basato su cannoneggiamenti intermittenti, "scaglionati", delle posizioni più avanzate dell'IDF»¹²². L'intensità della risposta israeliana¹²³, che il 30 ottobre 1968 culminò con la distruzione della principale centrale elettrica egiziana a Naj Hammadi, consentì una sospensione temporanea delle ostilità¹²⁴, permettendo a Gerusalemme l'edificazione della linea Bar-Lev, rafforzamento delle difese delle posizioni sul Canale¹²⁵. Il confronto riprese, con una maggiore recrudescenza, nel marzo 1969, quando, utilizzando le nuove armi fornite da Mosca, gli egiziani superarono gli israeliani in potenza e intensità di fuoco¹²⁶.

3. La Giordania e la ricerca del supporto americano dopo la Guerra dei Sei Giorni

Di fronte all'intransigenza politica nasseriana, Hussein fu costretto a oscillare tra l'adesione formale al pan-arabismo e il proprio filo-occidentalismo per non mettere a repentaglio la sopravvivenza della monarchia stessa. Il re, oltre al rapporto con Nasser, era stato costretto a gestire il pericolo di una destabilizzazione socio-politica

¹²¹ Il numero dei consiglieri militari sovietici in Egitto passò da circa 500 del periodo precedente la guerra a circa 1.500. Mosca si fece carico dell'addestramento dei piloti egiziani. *Ibi*, pp. 56-57.

¹²² Benny MORRIS, *Vittime*, cit., p. 439. Sulla guerra d'attrito, si vedano, tra gli altri, Tom SEGEV, *1967: Israel, the War, and the Year that Transformed the Middle East*, New York, Metropolitan Books, 2007; Lawrence WHETTEN, *The Canal War: Four Power Conflict in the Middle East*, Cambridge (MA), MIT Press, 1974; Ya'acov BAR-SIMAN-TOV, *The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-1970*, New York, Columbia University Press, 1980.

¹²³ Dopo i primi due cannoneggiamenti alle postazioni israeliane del giugno 1968, a cui l'IDF si limitò a rispondere, l'8 settembre gli egiziani avviarono un bombardamento intensivo nel settore settentrionale del Canale, tra al-Qantra e Porto Said. Il 26 ottobre, ripeterono l'operazione lungo tutto il Canale uccidendo 15 israeliani. Cfr. David KORN, *Stalemate*, cit., pp. 93-95.

¹²⁴ Successivamente alla sospensione dei bombardamenti, l'Egitto costruì delle fortificazioni per proteggere gli obiettivi civili posti nella valle del Nilo. Allo stesso tempo, Il Cairo potenziò le difese delle basi, le retrovie e si fornì di una rete radar per coprire l'Alto Egitto e il golfo di Suez. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime*, cit., p. 440.

¹²⁵ Israele costruì lungo il Canale di Suez una linea di due-tre fortini, posizionati a distanza di 10 km circa uno dall'altro, «in grado di resistere a proiettili di artiglieria di qualunque calibro, circondati da filo spinato e campi minati» (*Ibidem*) e collegati da una «strada pavimentata, orientata come i meridiani» (*Ibidem*). Una linea più interna ospitava erette le basi dei *tank* e l'artiglieria (*Ibidem*).

¹²⁶ *Ibi*, p. 441.

della Giordania scaturita dalla presenza di oltre 250.000 profughi palestinesi che, fuoriusciti da Gaza e dalla Cisgiordania dopo la fine della Guerra dei Sei Giorni, si erano riversati in massa nel regno hascemita. Dai numerosi campi-profughi dove erano stato radunati, i più numerosi dei quali erano allocati a Amman e a Irbid¹²⁷, essi avevano canalizzato il proprio malcontento nell'adesione al programma delle organizzazioni politiche palestinesi. L'OLP fu il soggetto che trasse il maggior beneficio in termini quantitativi dalla frustrazione dei profughi. Nel corso di pochi mesi, infatti, la linea politica dell'organizzazione palestinese passò dal mero filonasserismo del suo primo leader, Ahmad Shuqayri, al rilancio di uno spirito nazionalista, propugnato da Yasser Arafat. Questi, dopo averne assunto la leadership, dotò l'OLP di una strategia che, identificando la Palestina con l'intera Giordania, mirava a una vera e propria "palestinizzazione" forzata del regno¹²⁸. La linea di Arafat era tesa a rafforzare, mediante l'utilizzo dell'arma terroristica, la determinazione dei Paesi arabi a non negoziare con Israele, avendo come fine ultimo la distruzione dell'«entità sionista»¹²⁹. Tale posizione permise all'OLP di porsi in una posizione nettamente alternativa ed antagonista rispetto al moderatismo di Hussein, e di costituirsi come un vero e proprio Stato nello Stato¹³⁰.

La guida dell'OLP da parte di Arafat rappresentò un *turning point* nella dinamica politica giordana. L'OLP aveva avviato già nell'estate del 1967 un'intensa campagna terroristica contro Israele mediante delle azioni di guerriglia che i *fedayin*¹³¹ muovevano sia dal teatro interno, nei territori occupati e nello Stato ebraico stesso, sia da quello esterno, oltrepassando il confine cisgiordano e libanese¹³². Gli ordini per le operazioni dei *fedayin*, una «propaggine orientale»¹³³

¹²⁷ Cfr. Ilan PAPPÉ, "Jordan Between Hasemite and Palestinian Identity", in Joseph NEVO - Ilan PAPPÉ (eds.), *Jordan in the Middle East*, cit., p. 69.

¹²⁸ Cfr. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 58.

¹²⁹ Il testo integrale della Costituzione dell'OLP è rinvenibile in <<http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Peace/plocon.html>>.

¹³⁰ Sull'influenza dell'OLP nella politica giordana, si vedano, Uriel DANN, *King Hussein and the Challenge of Arab Radicalism*, cit; Clinton BAILEY, *Jordan's Palestine Challenge, 1948-1983*, Boulder (CO), Westview Press, 1984; Shaul MISHAL, *West Bank/East Bank: The Palestinians in Jordan, 1949, 1967*, New Haven (CT), Yale University Press, 1978.

¹³¹ Sulla guerriglia palestinese si vedano, tra gli altri, Edgar O'BALLANCE, *Arab Guerrilla Power, 1967-1972*, Handem (CT), Archon Books, 1974; Saul MISHAL, *PLO under Arafat: Between Gun and Olive Branch*, New Haven (CT), Yale University Press, 1986.

¹³² Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., pp. 53-54.

¹³³ Benny MORRIS, *Vittime*, cit., p. 461.

della guerra d'attrito, ideate già alla fine di giugno 1967¹³⁴, partivano dalla cittadina cisgiordana di Nablus, dove Arafat aveva stabilito il proprio quartiere generale. In seguito alle risposte dell'IDF e dell'intelligence israeliani¹³⁵, le file dell'OLP furono sensibilmente decimate e lo stesso Arafat fu costretto ad abbandonare i territori occupati e a attraversare il confine con la Giordania.¹³⁶ All'interno del regno hascemita, Arafat indirizzò la propria azione politica verso il sabotaggio di ogni accordo di massima che Hussein avrebbe potuto stipulare con Israele. A tal fine, già nei primi mesi del 1968, egli approvò che i *fedayin* lanciassero delle offensive contro Israele dal confine con la Giordania. L'IDF reagì immediatamente e gli scontri tra le forze di Gerusalemme e quelle di Amman acuirono il divario tra la leadership giordana e l'OLP, rendendo tangibile il rischio di una guerra civile: «Ogni volta che Hussein annunciava un giro di vite contro al-Fatah, Arafat rispondeva minacciando il ricorso alla forza, e il re batteva velocemente in ritirata»¹³⁷. I rapporti privilegiati tra l'OLP, gli egiziani ed i siriani spinsero Hussein ad evitare lo scontro aperto con Arafat per non generare un'esplosione del mondo arabo. La tutela nasseriana dell'OLP si evidenziò nella sua portata nel 1968, successivamente all'azione militare compiuta dall'IDF a Karama, nella valle del Giordano, una cittadina «notevolmente fortificata e totalmente controllata da al-Fatah, al punto che nemmeno il re poteva visitarla senza il permesso di Arafat»¹³⁸. Il 21 marzo 1968, in un'azione congiunta tra forze terrestri e aeree, gli israeliani ne tentarono la conquista. Nonostante l'assenza di Arafat, che scappò dal campo di battaglia in motocicletta¹³⁹, la Legione Araba e i *fedayin* opposero una strenua resistenza all'IDF, che si ritirò. La dirigenza dell'OLP sfruttò a fini propagandistici tale resistenza, presentandola come l'esempio delle possibilità arabe di affermazione su Israele¹⁴⁰.

¹³⁴ Il 12 giugno 1967, a Damasco, Arafat e i dirigenti di al-Fatah pianificarono la ripresa della guerriglia contro Israele senza operare all'interno degli Stati arabi per evitare loro gli effetti della rappresaglia israeliana. Cfr. Benny MORRIS, *Vittime*, cit., p. 441.

¹³⁵ Cfr. Benny MORRIS - Ian BLACK, *Mossad. Le guerre segrete di Israele*, Milano, Rizzoli, 2003, pp. 280-283.

¹³⁶ Le operazioni del Mossad e dello Shin Bet riuscirono a smontare la rete di al-Fatah in Cisgiordania mediante la «combinazione di tattiche militari creative, mediante il blocco del confine giordano e sfruttando utili fonti d'intelligence tra i palestinesi». Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 54. Arafat si rifugiò a Ramallah, dove ai primi di dicembre 1967 fu scovato dai soldati dell'IDF e costretto a fuggire. *Ibi*, p. 55.

¹³⁷ *Ibi*, p. 58.

¹³⁸ *Ibidem*.

¹³⁹ *Ibidem*.

¹⁴⁰ *Ibi*, pp. 58-59.

Dopo Karama, il prestigio di Arafat aumentò e egli ottenne il pubblico appoggio di Nasser. Il *raïs* lo invitò al Caio, gli donò una stazione radio e ne favorì il riconoscimento politico, oltre che l'approvvigionamento militare, da parte di Brežnev e Kosygin, autorizzandolo, di fatto, ad ergersi a rappresentante del popolo palestinese a discapito del filo-occidentale Hussein. Con la benedizione nasseriana, Arafat, cercò l'appoggio dei palestinesi di Giordania – più della metà della popolazione –, ma anche dell'opposizione politica ad Hussein per incitarli alla sollevazione contro la monarchia, arrivando «al punto di sostenere che tutti gli abitanti della Giordania erano palestinesi»¹⁴¹. L'aver ottenuto la maggioranza nel Consiglio Nazionale Palestinese (CNP) – consolidata dalla successiva assunzione della presidenza del Comitato esecutivo dell'OLP, nel febbraio 1969 – consentì a Arafat di chiedere ai palestinesi di Giordania l'adesione totale alla propria linea politica. Sotto la sua leadership, l'OLP si radicò profondamente nel tessuto sociale palestinese e il passo successivo – più che naturale – fu quello di impiantare delle organizzazioni del tutto indipendenti dal governo di Amman¹⁴². Gli uomini dell'OLP detenevano un potere quasi assoluto all'interno dei campi profughi, arrivando a negare impunemente l'accesso alla polizia, all'esercito e ai funzionari del governo giordano¹⁴³. Nelle strade di Amman, i guerriglieri non avevano timore di ostentare la propria autonomia dall'autorità giordana, ergendosi unilateralmente a referenti politici, amministrativi e militari dei palestinesi e, di fatto, sfidando apertamente l'autorità del re. Abu Jihad, braccio destro di Arafat, ammise che «ogni comandante locale [di al-Fatah] si sentiva Dio, l'intelligence assomigliava a uno Stato e così dicasi per l'organizzazione politica e per i militari, ciascuno metteva in piedi un proprio Stato e faceva ciò che più gli piaceva»¹⁴⁴. Come riassunse esaurientemente un funzionario dell'intelligence statunitense, «a partire da novembre 1968, la posizione dei *fedayin* si [era] andata rafforzando sino al punto che dei *fedayin* in uniforme ed armati si pavoneggia[va]no nel centro di Amman, impiantando blocchi stradali, trattenendo civili (sia giordani sia stranieri) e estorcendo delle "tasse" dalle persone che viv[evano] nelle aree in cui essi opera[va]no»¹⁴⁵.

¹⁴¹ Cfr. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 62.

¹⁴² Cfr. Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., pp. 131-132.

¹⁴³ Cfr. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 63.

¹⁴⁴ Cit. in Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., p. 132.

¹⁴⁵ *Intelligence Note 691 from INR George C. Denney, Jr, to the Acting Secretary of State: Jordan: Lawlessness Approaches the Limits of Government's Tolerance*,

In un tale contesto, la possibilità che Hussein, nel novembre 1969, potesse accettare i termini del «Piano Rogers» e stipulare un accordo di pace con Israele, generò un contrasto tra i palestinesi e la monarchia, a cui seguirono degli scontri violenti con l'esercito giordano. Hussein cercò di porvi fine mediante la negoziazione di un accordo con Arafat che impegnava le milizie dell'OLP a non muoversi nelle città in uniforme e a operare come un vero e proprio esercito, requisendo mezzi e procedendo ad arresti di civili¹⁴⁶. Nonostante la sottoscrizione dell'accordo, l'OLP ne violò continuamente i termini e, tra il dicembre 1969 ed il febbraio 1970, i *fedayin* sfidarono apertamente l'autorità di Hussein intensificando le azioni terroristiche nei riguardi d'Israele.

La ripresa dei combattimenti tra i guerriglieri dell'OLP e le forze regolari giordane e i continui proclami alla sollevazione popolare funzionale alla detronizzazione di Hussein erano dovute in massima parte all'intento della dirigenza palestinese di boicottare un probabile accordo negoziale tra la monarchia hascemita e Israele¹⁴⁷. Le continue sfide lanciate dai *fedayin* all'autorità del re mettevano in evidenza i limiti della capacità di reazione militare che l'esercito giordano poteva opporre all'inasprimento delle azioni palestinesi, rinvigorite dal continuo afflusso di armi sovietiche¹⁴⁸. Per sopperire a tale inferiorità, Hussein, sin dal novembre 1969, inviò allo *State Department* pressanti richieste per ottenere forniture militari finalizzate al rafforzamento dell'artiglieria e dell'aviazione giordane¹⁴⁹. Il re era a conoscenza dell'avvio dei contatti tra il Cairo e Mosca¹⁵⁰, funzionali allo storno di alcune batterie russe di missili terra-aria Sa-3 da posizionare sul Canale di Suez in chiave anti-israeliana. Per tale ragione, Hussein intensificò le pressioni verso gli Stati Uniti minacciando, nel caso di diniego da parte di Washington, di rivolgersi

September 26, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. II, Box 613, Folder 2.

¹⁴⁶ Una clausola segreta prevedeva che l'OLP non bombardasse Israele dal territorio giordano e che concordasse «con i comandanti dell'esercito regolare le incursioni oltreconfine». Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 65.

¹⁴⁷ Cfr. Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., pp. 135-136.

¹⁴⁸ Cfr. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 59.

¹⁴⁹ Cfr. *Telegram 05575 from American Embassy Amman to the secretary of State: «Jordanian Military Request»*, *Secret*, November 19, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. II, Box 613, Folder 2.

¹⁵⁰ Cfr. *Telegram 05612 from American Embassy Amman to the secretary of State: «Reported Soviet View on Recent UAR Actions»*, *Secret*, November 21, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. II, Box 613, Folder 2

a Mosca e di accettarne le eventuali offerte di armi¹⁵¹. Pur non fornendo un'immediata risposta positiva alle istanze giordane, lo *State Department* non liquidò le richieste di Hussein come le mere manifestazioni di un bluff. Al contrario, Rogers, in un memorandum inviato a Nixon, si dichiarò allarmato dalla prospettiva di un rifiuto statunitense e dal conseguente disequilibrio che una Giordania vicina all'Unione Sovietica avrebbe prodotto in Medio Oriente:

Il re ci ha fatto sapere che anche se ha sondato i sovietici, preferirebbe continuare a acquistare armi dagli Stati Uniti (...). Penalizzare il re in questo frangente potrebbe risultare controproducente perché indebolirebbe quell'influenza positiva che dovremmo continuare ad esercitare in Giordania¹⁵².

Tra la fine di gennaio¹⁵³ e i primi di febbraio del 1970¹⁵⁴, fu evidente quanto fosse fondata l'urgenza delle richieste politico-militari di Hussein. Il 10 febbraio, a causa dell'ingestibilità dell'attività dei *fedayin*, il re revocò l'accordo sottoscritto con l'OLP a novembre sostituendolo con un editto in 10 punti che restringeva ulteriormente la libertà d'azione dei palestinesi¹⁵⁵. Nei giorni immediatamente

¹⁵¹ Cfr. *Telegram 05613 from American Embassy Amman to the secretary of State: «Jordanian Request for Soviet Artillery»*, *Secret*, November 21, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. II, Box 613, Folder 2. Come ha evidenziato recentemente Federico Scarano, Hussein aveva ricevuto vantaggiose offerte da parte di Mosca già nel 1964 e le aveva sfruttate per persuadere gli Stati Uniti a rifornire militarmente la Giordania: «Il re filooccidentale visitò Washington alla metà di aprile [1964] e lasciò capire che se le armi non venivano fornite dagli Stati Uniti egli sarebbe stato costretto a rivolgersi all'URSS che offriva, tra l'altro, aerei Mig 21 a 2/3 del prezzo». Federico SCARANO, "Gli Stati Uniti e le forniture militari segrete ad Israele: strade tedesche e diversioni italiane (1961-1965)", in Liliana SAIU (a cura di), *Stati Uniti e Italia nel Mediterraneo. Operazioni di pace e di guerra*, Milano, Franco Angeli, 2008, p. 192.

¹⁵² *Memorandum from William P. Rogers for the President: «Possible Move by King Hussein to Acquire Soviet Arms»*, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, November 26, 1969, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. II, Box 613, Folder 2.

¹⁵³ Cfr. *Telegram 0420 from American Embassy Tel Aviv to the Secretary of State: "Hussein's Plan To Deal With Fedayeen"*, *Secret*, January 26, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁵⁴ Cfr. *Telegram 0536 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Hussein's Decision on Law and Order in Jordan»*, *Secret*, February 4, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁵⁵ Cfr. *Telegram 09522 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Hussein To Move Against Fedayeen: Request USG and Israeli Cooperation»*,

seguenti all'emissione del decreto, l'ambasciatore Harrison Symmers informò il Dipartimento di Stato che Hussein aveva chiesto il supporto politico-diplomatico occidentale in difesa della propria legittimità a regnare e che aveva asserito che «una resa dei conti [con i *fedayin*] è nell'aria. Il re ha dichiarato che intende muovere contro i *fedayin* alla prima occasione favorevole e quando i negoziati con l'OLP s'interromperanno»¹⁵⁶. Al fine di rafforzare la posizione del monarca in un simile frangente, gli Stati Uniti avrebbero dovuto considerare l'ipotesi di fornire ogni mezzo in grado di garantire la sopravvivenza politica della monarchia hascemita: «Qualunque azione noi potremmo compiere per rafforzare la sua determinazione [di Hussein], dovremmo compierla»¹⁵⁷. L'appoggio statunitense, oltre a garantire la sopravvivenza politica del monarca, avrebbe assicurato il prosieguo del processo d'avvicinamento tra la Giordania e Israele. Lo stesso Hussein, per il tramite di Zaid Rifai, ex studente dei corsi di Kissinger a Harvard e molto vicino agli ambienti diplomatici statunitensi¹⁵⁸, rassicurò Gerusalemme circa il proprio impegno nel contrasto ai gruppi radicali palestinesi e alle azioni terroristiche dei *fedayin* indirizzate contro lo Stato ebraico:

Rifai ha detto che il governo giordano (...) non potrebbe accettare dai *fedayin* nient'altro se non una "capitolazione totale" e la loro accettazione pubblica del decreto del governo. Il re è "assolutamente determinato"¹⁵⁹.

Nonostante le rassicurazioni fornite agli occidentali, Hussein non fu in grado di mantenere l'ordine interno. Il FPLP di Habash e il FDPLP di Hawatmah, pochi giorni dopo la promulgazione dell'editto reale, scatenarono una vasta azione di protesta popolare contro la decisione del sovrano. Hussein fu costretto a ritirare il decreto e a rinegoziare un accordo con l'OLP accettando termini estremamente meno favorevoli alla corona. In cambio del rispetto della propria autorità, Hussein accordava una più ampia libertà di movimento e d'azione ai guerriglieri palestinesi nelle città, vincolandoli all'osservanza della disciplina e a

Secret, February 16, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁵⁶ *Ibidem*.

¹⁵⁷ *Ibidem*.

¹⁵⁸ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 484.

¹⁵⁹ *Telegram 09538 from American Embassy Amman to the American Embassy in Tel Aviv: «Israel-Jordan»*, *Secret*, February 18, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

non indossare uniformi in pubblico né a girare armati¹⁶⁰. Per evitare che la riacutizzazione dell'atteggiamento eversivo dei *fedayin* mettesse ulteriormente a repentaglio la stabilità della propria posizione, Hussein esternò una solidarietà di facciata con l'OLP, «pronunciando appassionati discorsi di sostegno alla causa palestinese nei quali escludeva qualsiasi soluzione pacifica con Israele»¹⁶¹. Nonostante tali proclami, infatti, il re non esulò dall'informare le cancellerie occidentali – e per il loro tramite Israele – della propria determinazione ad opporsi alla radicalizzazione politica di cui l'OLP era latrice.

Anche all'apice dello scontro con i *fedayin*, Hussein aveva tenuto al corrente Gerusalemme delle proprie contromisure, finalizzate al contenimento delle azioni terroristiche dei guerriglieri. Mediante il canale diplomatico americano, il re aveva sondato le reazioni del governo di Golda Meir nel caso in cui egli avesse ordinato uno spostamento delle truppe giordane dal confine con Israele al fine di utilizzarle per tenere sotto controllo le operazioni dei palestinesi. In un messaggio inviato a Abba Eban il 17 febbraio, Hussein chiese se Israele fosse disponibile a «non trarre vantaggio dalla riduzione delle forze armate [giordane posizionate] sul confine con Israele»¹⁶². Il sovrano chiedeva a Gerusalemme di non operare ritorsioni nei confronti dell'esercito giordano per rispondere alle azioni dei guerriglieri: «Il re confida nella cooperazione di Israele in questo momento delicato (...) e chiede che esso sia paziente nel caso in cui i *fedayin* dovessero compiere degli atti provocatori sul confine giordano»¹⁶³. Hussein continuava proponendo a Israele una vera e propria assistenza militare per contrastare un eventuale supporto delle forze armate siriane e irachene ai *fedayin*¹⁶⁴. La replica immediata del governo Meir, pur non garantendo l'omissione della risposta militare alle azioni terroristiche dei palestinesi, assicurava Hussein sulla disponibilità israeliana a non avvantaggiarsi dalla diminuzione delle truppe giordane di stanza sul confine giordano e dichiarava la «buona volontà a fornire assistenza [militare] alla Giordania nel caso in cui essa dovesse averne bisogno»¹⁶⁵.

¹⁶⁰ Cfr. Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., p. 138.

¹⁶¹ Cit. in Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 66.

¹⁶² *Telegram 0784 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordanian-Israeli Exchange of Messages», Secret, February 21, 1970*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁶³ *Ibidem.*

¹⁶⁴ *Ibidem.*

¹⁶⁵ *Ibidem.*

Le rassicurazioni sulla propria sicurezza interna ed estera che la Giordania chiedeva ad Israele nel contrasto alle operazioni dei *fedayin* si legavano direttamente alle richieste rivolte al Dipartimento di Stato per la fornitura di materiale bellico. Le sollecitazioni di Hussein subirono un'accelerazione nei primissimi giorni di febbraio¹⁶⁶, successivamente all'attestazione di volontà sovietica di rifornire militarmente gli Stati arabi¹⁶⁷. Il Dipartimento di Stato, pur essendosi dichiarato favorevole «ad un accordo di principio per rifornire la Giordania di artiglieria contraerea e di ulteriori F-104»¹⁶⁸, non aveva manifestato esplicitamente il proprio consenso alla consegna del pacchetto di armi anche per non sconfessare la propria politica di dilazione nella consegna di *Phantom* e *Skyhawk* a Israele¹⁶⁹. *Lo State Department*, infatti, si era opposto alla vendita a Israele di 25 caccia F-4, 100 bombardieri d'attacco *Skyhawks*, oltre che di un grosso quantitativo di carri armati e autocarri corazzati, per non alienare del tutto la vicinanza con i Paesi arabi e per non mettere a repentaglio il tentativo di Rogers di arrivare ad un cessate-il-fuoco sul Canale di Suez. Nixon, che inizialmente era proteso a rifornire Israele delle armi richieste, dopo le violente manifestazioni di protesta contro il Presidente francese Pompidou, in visita negli Stati Uniti successivamente alla vendita di un buon numero di *Mirage* alla Libia, decise di rinviare la consegna del materiale a Gerusalemme¹⁷⁰.

¹⁶⁶ Cfr. *Memorandum from Theodore L. Eliot, Jr. (Executive Secretary), for Mr. Henry A. Kissinger: «Status Report on Jordanian Arms Request», Secret, February 3, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. III, Box 614, Folder 1.*

¹⁶⁷ Il 31 gennaio, il *Premier* sovietico Kosygin inviò una lettera ai governi statunitense, britannico e francese, con la quale, addossando ad Israele la responsabilità di aver violato il cessate-il-fuoco sul Canale di Suez, informava le cancellerie occidentali che Mosca avrebbe fornito gli Stati arabi di tutti i mezzi idonei alla propria difesa. Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 453. Kissinger riportò a Nixon la necessità degli Stati Uniti di reagire con la massima fermezza: «(...) Se si vuole costringere Israele a rispettare il cessate-il-fuoco, anche l'altra parte – forze irregolari comprese – deve fare lo stesso». *Ibidem*. Il 4 febbraio, recependo le motivazioni kissingeriane, Nixon inoltrò la risposta statunitense alla lettera di Kosygin sostenendo che «gli Stati Uniti tengono d'occhio con grande attenzione l'equilibrio delle forze in Medio Oriente, e non esiteranno a fornire armi ai Paesi amici se la cosa dovesse divenire necessaria». *Ibi*, p. 454.

¹⁶⁸ *Airgram 0526 from American Embassy Amman to the Department of State: «Jordanian Arms Request», February 5, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. III, Box 614, Folder 1.*

¹⁶⁹ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 458.

¹⁷⁰ *Ibidem*.

In un tale frangente, costretto a fronteggiare le crescenti minacce dell'OLP alla propria legittimità, il re giordano ribadì con forza agli Stati Uniti la necessità di disporre del materiale bellico richiesto. Il 19 febbraio, egli comunicò all'ambasciatore Symmers che «[la Giordania] ha bisogno di queste armi aggiuntive per armare del personale tribale beduino selezionato. Questo è fondamentalemente fedele al re, ma potrebbe anche subire il fascino dei *fedayin*»¹⁷¹. Nel caso in cui il Dipartimento di Stato avesse protratto il suo diniego, la Giordania si sarebbe vista costretta ad avanzare le proprie richieste all'Unione Sovietica¹⁷². Il disequilibrio delle forze in Medio Oriente, rappresentato dall'arrivo dei missili sovietici Sa-3 in Egitto a marzo¹⁷³, unitamente ad un sostanziale accordo ottenuto dalla Giordania con Israele riguardo alla presenza dell'IDF nella zona del Mar Morto¹⁷⁴, spinsero il Dipartimento di Stato a rivedere le posizioni riguardo alle forniture militari al regno hascemita¹⁷⁵.

¹⁷¹ *Telegram 0736 from American Embassy Amman to the Secretary of State, Secret*, February 19, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁷² Cfr. *Memorandum from Frank Chapin for Dr. Kissinger: «King Hussein's Urgent Request for 5,000 Rifles»*, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, February 26, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁷³ Il 17 marzo, l'Unione Sovietica consegnò all'Egitto le batterie di missili terra-aria di ultima generazione Sa-3. Cfr. *Memorandum of Conversation between Ambassador Anatoliy Dobrynin and Dr. Henry A. Kissinger*, March 20, 1970, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 447-448. Ciò che destava la preoccupazione dell'Amministrazione Nixon – e di Kissinger in special modo – era che «il tutto era aggravato dal fatto che i missili erano accompagnati da ben 1500 militari sovietici. Era evidente che si trattava solo del primo passo di un'iniziativa militare in grande stile, che costituiva una svolta di tutto rilievo nella strategia sovietica: prima d'ora, infatti, Mosca non aveva mai posto a repentaglio le proprie forze armate per un paese non-comunista». Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 460.

¹⁷⁴ Durante un incontro segreto tenuto a marzo, Hussein chiese a Abba Eban e a Moshe Dayan di evacuare le truppe israeliane presenti nel territorio giordano, nell'area di al-Safi, a sud del Mar Morto, per stanare i *feadyin* dalla base lì allocata e da essi utilizzata per lanciare attacchi contro lo Stato ebraico. Cfr. Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., p.107. In cambio della garanzia che la Legione Araba avrebbe vigilato sulle azioni di guerriglia, Israele acconsentì al ritiro dell'IDF. Per rafforzare la propria immagine di solidarietà con i palestinesi, Hussein – d'accordo con gli israeliani – fornì una versione dell'evacuazione delle forze di Gerusalemme secondo la quale essa era seguita ad un confronto militare. *Ibi*, pp. 107-108.

¹⁷⁵ Cfr. *Memorandum for the Assistant to the President for the National Security Affairs: «M-14s for Jordan»*, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, March 3, 1970, in NARA,

La crescente tensione tra le forze regolari giordane e i *fedayin* e la necessità di garantire la sopravvivenza politica della monarchia determinarono le condizioni adatte perché l'Amministrazione Nixon accettasse definitivamente le richieste di Hussein. Nel mese di aprile, in occasione del *tour* di Joe Sisco nelle capitali mediorientali, ufficialmente destinato a un giro di consultazioni diplomatiche, ma che in realtà «intendeva sondare ogni eventuale prospettiva di pace»¹⁷⁶, nella capitale giordana le forze regolari giordane e i palestinesi si scontrarono nel corso di alcune manifestazioni di piazza. Già a partire dall'annuncio della visita del Vice Segretario di Stato, il FPLP, con il *placet* di Arafat, istigò i palestinesi dipingendo Sisco come il latore di un «piano di pace» per il Medio Oriente che avrebbe recato danno alla loro causa e «accusando gli Stati Uniti di cercare la sottomissione degli arabi e la liquidazione della loro rivoluzione»¹⁷⁷. Il 15 aprile, Sisco prestò ascolto al consiglio dispensatogli direttamente da Hussein per il tramite di Zaid Rifai¹⁷⁸ e non si recò a Amman. Ciononostante, i gruppi politici palestinesi mossero a Hussein l'accusa di connivenza e di difesa degli interessi occidentali. Il re fu dipinto alla stregua di un fantoccio manipolato dagli Stati Uniti e, in un crescendo di tensione, il furore popolare fu indirizzato contro la sede diplomatica americana¹⁷⁹. Decine di migliaia di persone si riversarono per le strade della capitale e si diressero verso la sede della *US Information Agency*, appiccandovi il fuoco. Successivamente, mossero presso l'Ambasciata, lasciata sguarnita dalle forze di polizia e dai militari giordani, danneggiandola seriamente¹⁸⁰. I *fedayin* rivendicarono l'omicidio di un addetto

NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁷⁶ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 463.

¹⁷⁷ Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 66.

¹⁷⁸ Cfr. *Telegram 01699 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Sisco visit to Amman»*, *Secret*, April 21, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁷⁹ Cfr. *Telegram 016109 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Sisco visit and April 15th Event in Amman»*, *Secret*, April 15, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁸⁰ *Ibidem*. Harrison Symmers affermò nel 1992 che «il re ritirò la protezione dell'ambasciata, dal centro culturale e da altri luoghi di Amman al fine di, come affermò in quel momento, evitare di incitare i *fedayin*». Dayton MAK - Charles S. KENNEDY, *American Ambassadors in Troubled World: Interviews with Senior Diplomats*, Westport (CT), Greenwood Publishing Group, 1992. Le parole di Symmers non intendevano muovere alcuna accusa di connivenza di Hussein con i palestinesi, ma, al contrario, cercavano di dimostrare come il re fosse costretto a

militare americano¹⁸¹ e il sequestro di un altro¹⁸². L'ordine fu ristabilito solo dopo che le forze armate giordane ebbero inflitto pesanti perdite ai guerriglieri nel corso di scontri armati¹⁸³. Al fine di giungere alla normalizzazione della situazione e per recuperare un certo credito nella fiducia della popolazione giordana, Hussein espresse pubblicamente la propria solidarietà ai palestinesi, accettando la versione di fatti fornita dall'OLP. Inoltre, Hussein, rovesciando sull'ambasciatore Symmers la responsabilità dell'accaduto¹⁸⁴, lo dichiarò ufficialmente *persona non grata*. La ragione addotta per giustificare una tale misura diplomatica draconiana era rinvenibile nella presunta scarsa solidarietà che Symmers aveva dimostrato nei riguardi della causa palestinese. Secondo il re, il diplomatico, non curandosi affatto del sentimento popolare giordano, non si era opposto all'arrivo di Joe Sisco – percepito dalle masse come il rappresentante di uno Stato filo-israeliano¹⁸⁵ – a Amman. Per questa ragione, il 16 aprile Hussein dichiarò che «aveva considerato un'offesa personale la cancellazione della visita dell'*Assistant Secretary Sisco*»¹⁸⁶ e si disse convinto che Symmers

non aveva incoraggiato Sisco a procedere con la visita (...) anche se non ve ne era motivo. (...) Date le circostanze, il re crede che l'ambasciatore debba essere trasferito "anche perché il grado di cooperazione si è ridotto"¹⁸⁷.

Nonostante le attestazioni di solidarietà pan-araba e anti-occidentale di facciata del monarca hascemita, anche dopo gli eventi di aprile, l'Amministrazione americana non accantonò le richieste di forniture militari avanzate dai giordani. Il 16 aprile, il giorno

sopraspedere alle manifestazioni del loro radicalismo per non mettere ulteriormente a rischio la propria sopravvivenza politica. *Ibidem*.

¹⁸¹ Cfr. Edgar O'BALLANCE, *Arab Guerrilla Power, 1967-1972*, cit., pp. 133-134.

¹⁸² Cfr. *Telegram 016109 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Sisco visit and April 15th Event in Amman»*, *Secret*, April 15, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁸³ *Ibidem*.

¹⁸⁴ Cfr. *Telegram 01872 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Appraisal of Current Jordanian Situation»*, *Secret*, April 30, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁸⁵ *Ibidem*.

¹⁸⁶ *Telegram 01635 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «King Requests Transfer of Ambassador»*, *Secret*, April 16, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁸⁷ *Ibidem*.

successivo ai disordini di Amman, il Dipartimento di Stato ricevette un'ulteriore richiesta da parte di Hussein¹⁸⁸. Il 5 maggio, il Presidente assunse in pieno le ragioni del re anche grazie alla disincantata analisi finale della situazione politica in Giordania redatta da Harrison Symmers poco prima di passare le consegne a Jerry Odell, *chargé d'affaires* in Amman. Symmers metteva in risalto l'urgenza di fornire il necessario appoggio politico-diplomatico ad Hussein nella sua lotta contro i *fedayin* e perché si giungesse alla stabilizzazione dell'area. Il diplomatico affermava che, sin dalla fine della guerra dei Sei Giorni, Hussein aveva assistito alla progressiva erosione del proprio potere e che «a partire dal suo scontro di febbraio con i *fedayin*, egli [aveva] avuto il solo controllo nominale del proprio Paese»¹⁸⁹. Per tale motivo, Symmers

raccomanda[va] pieno ed esclusivo appoggio al regime hascemita. Egli conclude[va] che non si può più presupporre che Hussein possa impegnarsi attivamente o che possa essere in grado di concludere un accordo di pace con Israele e allo stesso tempo mantenere il controllo interno contro le sfide dei *fedayin* e degli altri dissidenti¹⁹⁰.

Al fine di porre Hussein nelle condizioni ottimali per contrastare l'estremismo palestinese, Rogers, Kissinger e Nixon assunsero come carattere prioritario la consegna del materiale militare richiesto dal re. Già il 15 aprile, Hal Saunders invitò Kissinger a rimarcare al Presidente la necessità di supplire la Giordania con le forniture americane per non correre il rischio di far avvicinare il regno hascemita all'Unione Sovietica¹⁹¹. Dopo aver inoltrato a Nixon un primo memorandum il 5 maggio¹⁹², il 13 Kissinger evidenziò al Presidente l'urgenza di garantire al re giordano il sostegno militare richiesto, specie per scongiurare l'ipotesi che un'eventuale presenza sovietica potesse sostenere le azioni di destabilizzazione interna

¹⁸⁸ Cfr. *Telegram 09523 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Special Assistance for Hussein»*, *Secret*, April 16, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. III, Box 614, Folder 1.

¹⁸⁹ *Memorandum 09943 from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Symmers Analysis of Jordan Political Situation»*, *Secret*, May 5, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁹⁰ *Ibidem*.

¹⁹¹ Cfr. *Memorandum from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Arms Supply to Jordan»*, *Secret*, April 15, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁹² Cfr. *Memorandum 09943 from Henry A. Kissinger for the President: «Arms Support to Jordan»*, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, May 5, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

messe in atto dai *fedayin*¹⁹³. Kissinger appoggiava le ragioni addotte dal sovrano confidando «sulla fiducia di Hussein nella fedeltà dell'esercito e nel nostro interesse a contenere gli sforzi sovietici di trarre vantaggio dalla situazione giordana»¹⁹⁴. In base a tali presupposti, Nixon non ebbe alcuna difficoltà a accordare al Dipartimento di Stato l'assenso per stilare un accordo di massima per la fornitura del materiale bellico statunitense alla Giordania. Il 18 maggio esso fu presentato ufficialmente a Hussein che lo sottoscrisse lo stesso giorno¹⁹⁵.

La consegna del materiale bellico alla Giordania si legò solo alcuni giorni dopo, il 21 maggio, all'autorizzazione concessa da Nixon allo storno delle forniture aeree richieste da Israele.¹⁹⁶ Ciò evidenziò come la Presidenza, nel tentativo di controbilanciare la presenza sovietica in Medio Oriente, stesse maturando uno spostamento graduale del proprio baricentro politico mediorientale, passando dalla visione regionalistica di Rogers a quella globale di Kissinger. La recrudescenza del sovversivismo dei guerriglieri dell'OLP, che si riversò sulla persona e sullo *status* di re Hussein tra il giugno e l'agosto del 1970, mise in risalto tale passaggio e fece emergere la crescente responsabilità politico-diplomatica di Kissinger e del *National Security Council* nella gestione della questione mediorientale.

4. L'Amministrazione Nixon e la radicalizzazione del contrasto tra i fedayin e Hussein

Nei primi giorni di giugno 1970, apparve chiaramente evidente la difficoltà del governo giordano a riuscire a gestire la recrudescenza politica dei gruppi palestinesi. Disattendendo scientemente gli accordi sottoscritti da Arafat con il sovrano hascemita – che li impegnavano ad una tregua degli attacchi contro Israele –, il 3 giugno, un gruppo di *fedayin*, sottopose ad un pesante bombardamento l'insediamento israeliano di Bet Shean, a Nord-Ovest del Lago di Tiberiade,

¹⁹³ Cfr. *Memorandum from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Jordan Arms Package»*, *Secret*, May 13, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁹⁴ *Ibidem*.

¹⁹⁵ Cfr. *Telegram 02155 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «King Accept US Arms Offer to Jordan»*, *Secret*, May 18, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁹⁶ Cfr. William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 89.

«uccidendo e ferendo diversi scolari»¹⁹⁷. Nonostante il Dipartimento di Stato avesse chiesto al governo israeliano di non procedere ad una rappresaglia per non indebolire la già precaria situazione politica del re¹⁹⁸, lo stesso giorno l'aviazione israeliana compì dei raid aerei sul villaggio giordano di Irbid¹⁹⁹. L'azione militare israeliana provocò la morte di 2 bambini e 9 civili²⁰⁰ e la serie di manifestazioni popolari che ne seguirono determinò una risposta dell'aviazione giordana che colpì la città di Tiberiade²⁰¹. Il re riferì immediatamente agli israeliani – tramite il Dipartimento di Stato – che «la decisione di bombardare Tiberiade era stata molto sofferta»²⁰², ma la giustificò dal punto di vista politico: «Re Hussein ha dichiarato che non aveva altre alternative se voleva evitare ulteriori disordini con la popolazione di Irbid e degli altri luoghi attaccati da Israele»²⁰³. A riprova della volontà di non alzare il livello dello scontro con Gerusalemme e manifestando tutta la difficoltà di gestire le azioni terroristiche «ordinate dalla leadership di al-Fatah»²⁰⁴. Hussein assicurò gli israeliani che avrebbe provveduto ad avvisarli in anticipo di qualunque azione *fedayin* in grado di rompere la tregua appena raggiunta.

¹⁹⁷ *Telegram 085280 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Latest Fedayeen Attack on Bet Shean Settlement»*, Secret, June 3, 1970, NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

¹⁹⁸ *Ibidem*.

¹⁹⁹ Cfr. *Telegram 02415 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Israel-Jordan»*, Secret, June 3, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²⁰⁰ *Ibidem*.

²⁰¹ Cfr. *Telegram 02424 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Israel-Jordan»*, Secret, June 4, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²⁰² *Ibidem*.

²⁰³ *Ibidem*.

²⁰⁴ *Telegram 02425 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Alleged Fatah Intensions to Shell Beisan»*, Confidential, June 4, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2. Nonostante le smentite e le pubbliche manifestazioni di condanna del terrorismo, Arafat deteneva il comando dei gruppi *fedayin*. Il 6 giugno 1970, si tenne al Cairo una riunione del Consiglio Nazionale Palestinese (CNP), in cui «tutti i gruppi di *fedayin*, inclusa la formazione del FPLP di [George] Habash (...) hanno decretato la formazione di un nuovo comitato centrale, sotto la guida dell'OLP, per la coordinazione delle politiche dei *fedayin*». *Telegram 087917 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Highlights Report»*, Secret, June 6, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

Il cessate-il-fuoco tra le forze giordane ed israeliane provocò l'immediata reazione dei gruppi palestinesi più radicali, facendo «emergere la dicotomia esistente all'interno dell'*establishment* giordano»²⁰⁵. Al fine di indebolire ulteriormente l'autorità di Hussein, mettere in evidenza il peso del potere raggiunto ed incidere direttamente nella formulazione della linea politica del regno hascemita, il 7 giugno, i guerriglieri sequestrarono il *political chargé* dell'ambasciata americana, Morris Draper²⁰⁶. Per il rilascio dell'ostaggio, i *fedayin* avanzarono termini che, qualora accettati, si sarebbero tradotti nella capitolazione politica di Hussein. Oltre alla «liberazione di [50] *fedayin* attualmente trattenuti dalle autorità giordane»²⁰⁷, veniva chiesto al re «l'abrogazione della legge nazionale sul servizio militare»²⁰⁸ e «la rimozione di alcuni alti ufficiali dai propri ruoli (compresi Sharif Nasir; Zaid Rifai; Sharif Zayd bin Shaker e il principe Alì bin Nayif)»²⁰⁹. Hussein accettò di negoziare con i *fedayin* e, l'8 giugno, ottenne il rilascio di Morris Draper²¹⁰. Tuttavia, il re non si piegò al *diktat* impostogli dai guerriglieri e si rifiutò di rimuovere dal suo *entourage* i propri parenti, tra le personalità più filo-occidentali e propense ad un accordo con Israele. La reazione palestinese fu immediata: il 9 giugno, alcuni *fedayin*, con un'azione di forza, cercarono di assaltare il penitenziario della periferia di Amman in cui erano reclusi dei guerriglieri²¹¹. La Legione Araba oppose una strenua resistenza e i militari, per cercare di stabilizzare la situazione, non si fecero scrupoli a utilizzare l'artiglieria e i carri armati, senza distinguere tra civili e guerriglieri, contro i

²⁰⁵ *Telegram 02458 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordan, Israel, and Breathing Space», Confidential, June 5, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.*

²⁰⁶ *Cfr. Telegram 02485 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Draper Kidnapping», Confidential, June 8, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.*

²⁰⁷ *Ibidem.*

²⁰⁸ *Ibidem.*

²⁰⁹ *Ibidem.*

²¹⁰ *Cfr. Telegram 02486 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Draper Kidnapping», Confidential, June 8, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.* Un resoconto di Draper sul proprio rapimento è rinvenibile in Carol E. BAUMANN, *The Diplomatic Kidnappings: A Revolutionary Tactic of Urban Terrorism*, Boston (MA), Brill Archive, 1973, p. 92.

²¹¹ *Cfr. Telegram 02489 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Fighting in Amman», Confidential, June 9, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.*

campi-profughi presso cui i *fedayin* si erano rifugiati²¹². I *fedayin* risposero tentando il regicidio: il 9 giugno, un gruppo di guerriglieri aprì il fuoco «contro l'auto del re mentre si spostava dalla propria residenza verso il palazzo [reale]»²¹³. Hussein rimase illeso e il giorno seguente cercò di avviare una trattativa con i palestinesi. Arafat si oppose e rifiutò rispondendo con «un forte attacco al regime giordano»²¹⁴. L'incitamento alla violenza da parte del leader dell'OLP mirava ad indebolire la capacità negoziale del re e a forzarlo a ridiscutere una nuova tregua che concedesse una maggiore autonomia politico-militare ai *fedayin* nella lotta contro Israele. Proprio a tal fine, l'11 giugno, il FPLP incitò i propri militanti all'azione contro gli occidentali residenti nella capitale giordana. Alcuni *fedayin* fecero irruzione «in un gran numero di appartamenti di americani, colpendo due ufficiali statunitensi, violentandone le mogli e compiendo dei reati contro la proprietà»²¹⁵. La rabbia dei palestinesi non risparmiò alcuni cittadini britannici e tedesco-occidentali: il numero degli ostaggi si fermò complessivamente a 33 occidentali, che i *fedayin* radunarono in stato di reclusione presso gli hotel *Intercontinental* e *Philadelphia* di Amman²¹⁶. Come condizione per la loro liberazione, il FPLP chiese al re di mettere fine ai cannoneggiamenti nei campi-profughi, di dimettere il Ministro degli Interni – ritenuto responsabile dell'azione dei militari –, del comandante delle forze armate e del generale che si era rifiutato di ordinare il cessate-il-fuoco contro i campi palestinesi²¹⁷.

A Kissinger non sfuggirono le implicazioni politico-diplomatiche che il ricatto, a cui i *fedayin* stavano sottoponendo Hussein, avrebbero avuto nei confronti della monarchia. L'11 giugno, in una riunione del WSAG indetta al fine di elaborare la migliore strategia per

²¹² *Ibidem*.

²¹³ *Telegram 02498 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Reported Attack on King Hussein June 9», Confidential, June 9, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.*

²¹⁴ Cfr. *Telegram 02549 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Read Cease-Fire May Have Been Reached Late in Day June 10», Secret, June 10, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.*

²¹⁵ *Memorandum from Theodore L. Eliot, Jr. (Executive Secretary), for Mr. Henry A. Kissinger: «Situation in Jordan», June 11, 1970, enclosure to (TAB B) Memorandum from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Report to the President on Jordan», June 11, 1970, Secret/Sensitive/Eyes Only, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. IV, Box 614, Folder 2.*

²¹⁶ *Ibidem*.

²¹⁷ *Ibidem*.

fronteggiare la crisi in Giordania, egli indicò come punto prioritario dell'azione statunitense quello di provvedere ad evacuare da Amman nel più breve tempo possibile i circa 400 cittadini americani (composti dal personale governativo e dalle relative famiglie), mediante il Comitato Internazionale della Croce Rossa (CICR)²¹⁸. Da Amman, gli statunitensi e gli altri occidentali sarebbero stati trasferiti a Beirut e da lì ad Atene, da dove avrebbero raggiunto le proprie capitali nazionali. Il WSAG, inoltre, non scartò l'ipotesi di inviare dei militari statunitensi per coprire le operazioni d'evacuazione del CICR. Poiché ciò avrebbe significato appoggiare – seppur indirettamente – la Legione Araba nel contrasto dei *fedayin*, Kissinger temeva che i palestinesi avrebbero potuto ricevere un sostegno dagli iracheni o dai siriani; eventualità che avrebbe provocato «un intervento militare israeliano. Ciò potrebbe fornire ai sovietici l'occasione per stabilirsi sul fronte orientale del Medio Oriente, oltre che nella RAU»²¹⁹. Per tale motivo, Kissinger chiese ai membri del WSAG di esaminare «le ricadute militari e politiche in caso di una richiesta specifica di Hussein per un intervento militare americano al fine di prevenire la sua detronizzazione, specie se i *fedayin* dovessero ricevere supporto militare attivo da iracheni e siriani»²²⁰. Tuttavia, pur tenendo conto dell'impostazione realistica del proprio *Chairman*, il WSAG non scartò la possibilità di un allentamento della tensione e della liberazione degli ostaggi dovuti al raggiungimento di un accordo tra Hussein ed i guerriglieri²²¹. Ciò che destava più preoccupazione era la natura di tale accordo: se Hussein avesse accettato *in toto* le condizioni poste dai *feadyin*, ciò avrebbe migliorato «la situazione, ma lo [avrebbe] sicuramente lasc[iato] in una posizione molto più debole rispetto al passato»²²².

In effetti, la situazione che Hussein si trovò a fronteggiare era estremamente delicata. L'esercito giordano non era in grado di

²¹⁸ Cfr. *Memorandum from Henry A. Kissinger for the President: «US Response to the Jordanian Situation»*, June 11, 1970, enclosure to (Tab A) *Memorandum from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Report to the President on Jordan»*, June 11, 1970, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²¹⁹ *Ibidem*.

²²⁰ *Ibidem*.

²²¹ Cfr. *Memorandum from Theodore L. Eliot, Jr. (Executive Secretary), for Mr. Henry A. Kissinger: «Situation in Jordan»*, June 11, 1970, enclosure to (TAB B) *Memorandum from Harold H. Saunders for Dr. Kissinger: «Report to the President on Jordan»*, June 11, 1970, *Secret/Sensitive/Eyes Only*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²²² *Ibidem*.

garantire la sicurezza ai convogli del CICR e della Mezzaluna Rossa turca, che aveva dato la propria disponibilità alla collaborazione²²³, autorizzati a trasportare gli evacuati dal centro di Amman all'aeroporto²²⁴. La Legione Araba, inoltre, era di fatto impossibilitata a sventare la minaccia dei *fedayin* di far esplodere gli hotel in cui erano reclusi gli ostaggi qualora il re non avesse accettato le loro richieste²²⁵. La situazione di stallo si cominciò ad incrinare nel tardo pomeriggio dell'11 giugno: grazie alla mediazione del delegato per il Medio Oriente del CICR, lo svizzero André Rochat, Habash e Arafat avviarono dei negoziati con Hussein²²⁶. La disponibilità del sovrano alla trattativa si rese evidente con l'annuncio, diffuso ufficiosamente da Radio Amman, che «re Hussein [aveva] accettato a malincuore le dimissioni di Sharif Nasir e del comandante della Terza Divisione Armata, Sharif Zaid bin-Shaker»²²⁷. Alla notizia dell'accettazione delle condizioni poste per la liberazione degli ostaggi, il FPLP autorizzò il rilascio dei primi occidentali, tra cui lo statunitense Paul Schrun²²⁸. Ciò favorì l'incremento dei contatti dei palestinesi con Rochat²²⁹, che si tradusse in una notevole facilitazione delle operazioni di evacuazione degli ostaggi, ormai totalmente rimessi in libertà. Al fine di non intralciare l'evacuazione e, per non inficiare il risultato ottenuto dai negoziati tra Hussein ed i palestinesi, il Dipartimento di Stato chiese di evitare «qualunque dichiarazione politica che

²²³ Cfr. *Telegram 03682 from American Embassy Ankara to the Secretary of State: «GOT Preparations RE Jordan»*, *Secret*, June 11, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4.

²²⁴ Cfr. *Telegram 0983422 from Secretary of State to American Embassy Teheran*, *Secret*, June 11, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4.

²²⁵ Cfr. *Telegram 02588 from American Embassy Amman to the Secretary of State: Confidential*, June 11, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4. In un incontro con un funzionario del CICR, Habash assicurò «la sicurezza degli ostaggi sino a quando il governo [giordano] non cercherà di assaltare gli hotel». *Ibidem*.

²²⁶ *Ibidem*.

²²⁷ *Telegram 02585 from American Embassy Amman to the Secretary of State, Limited Official Use*, June 11, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4.

²²⁸ Cfr. *Telegram 02599 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Pflp Hostages»*, *Confidential*, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4.

²²⁹ Cfr. *Telegram 02590 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Consultation With ICRC and UN Peps Re Evacuation»*, *Confidential*, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4.

[potesse] ritorcersi contro gli sforzi di Hussein»²³⁰. Nonostante il WSAG avesse posto in stato d'allerta l'aviazione statunitense per offrire un'eventuale copertura aerea ai convogli del CICR²³¹, i *fedayin* non opposero alcuna resistenza²³² all'atterraggio e al successivo decollo degli aerei provenienti da Beirut e destinati al rimpatrio degli stranieri²³³. Anche se in alcune zone della capitale persistevano scaramucce tra la Legione Araba e i *fedayin*, il fatto che «ad Amman la situazione sembra[ss]e abbastanza tranquilla»²³⁴, testimoniava che Hussein «aveva accettato le richieste dei *fedayin*»²³⁵. La resa del re al *diktat* dei guerriglieri consentì la normalizzazione della situazione in Giordania, anche se l'accordo sottoscritto con l'OLP ed un attentato contro il generale al-Jazi, «un generale beduino molto popolare ed importante esponente della tribù di beni-Sakr»²³⁶, lasciarono uno strascico di malumore all'interno dell'esercito²³⁷. Inoltre, l'azione energica della Lega Araba nei confronti dei campi-profughi – che provocò 400 morti e 750 feriti tra i palestinesi – causò una forte ondata di manifestazioni popolari nel mondo arabo. A Beirut, le pro-teste dei palestinesi salirono di livello, sino all'assalto

²³⁰ *Telegram 0791711 from Secretary of State to the American Embassy Amman: «Public Posture On Evacuation US Nationals», Secret, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4.*

²³¹ Cfr. *Telegram 092034 from Secretary of State to American Embassy Beirut, Limited Official Use, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4.*

²³² Cfr. *Telegram 02597 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Evacuation», Confidential, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4.*

²³³ *Telegram 04704 from American Embassy Beirut to the Secretary of State, Confidential, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4; Telegram 02659 from American Embassy Amman to the Secretary of State, Confidential, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4; Telegram 04747 from American Embassy Beirut to the Secretary of State, Limited Official Use, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4.*

²³⁴ *Jordan Sitrep No 5, Secret, June 12, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4.*

²³⁵ *Ibidem.*

²³⁶ *Jordan Sitrep No 8, Secret, June 13, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, «Jordanian Situation», Box 619, Folder 4.*

²³⁷ Un battaglione della divisione comandata da al-Jazi, composto per lo più da beduini, aveva rifiutato l'accordo stipulato tra Hussein e l'OLP, ribellandosi alle dimissioni forzate di Nasir e bin-Shaker. Il tentato ammutinamento era rientrato solo dopo che al-Jazi aveva potuto parlare alle truppe. *Ibidem.*

dell'ambasciata giordana e a prospettare un'azione dei cristiano-maroniti contro i *fedayin*²³⁸.

Le tensioni tra i palestinesi ed i governi degli Stati arabi moderati crebbero a causa della probabilità che Amman e il Cairo²³⁹ sottoscrivessero la proposta che Rogers era intenzionato a presentare al fine di far cessare le ostilità tra egiziani e israeliani lungo le sponde del Canale di Suez. Il 10 giugno, in un meeting dell'NSC, il Segretario di Stato lanciò una nuova iniziativa diplomatica per il Medio Oriente, volta ad ottenere una tregua di 90 giorni e l'avvio di negoziati tra Egitto ed Israele per il tramite di Gunnar Jarring e finalizzati all'attuazione della risoluzione 242 dell'ONU. Rogers sottolineò che la proposta non avrebbe comportato automaticamente una limitazione dello storno delle armi che gli Stati Uniti avrebbero dovuto fornire ad Israele, ma solo in una loro dilazione, mantenendo «all'incirca lo stesso ritmo tenuto nel recente passato»²⁴⁰. A Gerusalemme sarebbero stati forniti 3 Phantom a luglio ed agosto e 4 Skyhawk nei mesi successivi e, come clausola, il Segretario di Stato aggiunse che «queste forniture sarebbero però state riesaminate "nel caso i negoziati (...) [avessero] effettivamente avuto inizio e [dimostrassero] buone possibilità di successo"»²⁴¹. Come rilevò immediatamente Kissinger, «la proposta (...) incoraggiava Israele a boicottare i negoziati, visto che le forniture aeree sarebbero state

²³⁸ Nonostante il 13 giugno la situazione generale a Beirut fosse abbastanza tranquilla, il governo libanese temeva che «la leadership moderata dei *fedayin* non [fosse] capace di esercitare una certa influenza nel corso degli eventi». *Telegram 04775 from American Embassy Beirut to the Secretary of State: «Contingency Planning – Lebanon»*, *Secret*, June 13, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4. Se fossero persistite le manifestazioni contro il governo, accusato di filo-americanismo, «sarebbe [stato] difficile evitare degli incidenti che avrebbero potuto innescare un'esplosione di rabbia» (*Ibidem*). L'aspetto che destava le maggiori ansie era che il verificarsi di una tale ipotesi avrebbe reso impossibile evitare l'avvio di una guerra civile: «I cristiani [maroniti] libanesi prenderanno sicuramente parte agli scontri – essi continuano a costituire il maggiore deterrente verso i *fedayin* più estremisti – ed i libanesi saranno costretti ad affrontare la prospettiva di una guerra confessionale» (*Ibidem*). Al fine di scongiurare tale ipotesi, Beirut contemplava anche la possibilità di richiedere l'aiuto militare diretto degli Stati Uniti» (*Ibidem*).

²³⁹ Cfr. *Telegram 092885 from Secretary of State to Usint in Cairo*, *Secret*, June 13, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «*Jordanian Situation*», Box 619, Folder 4.

²⁴⁰ Cit. in *Editorial Note*, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, p. 511.

²⁴¹ Cit. in Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 466.

riesaminate solo nel caso che le trattative "mostrassero buone possibilità di successo"²⁴².

L'Assistente per la Sicurezza Nazionale si oppose immediatamente alla proposta del Segretario di Stato contestandogli una certa miopia politico-diplomatica nel voler inquadrare la questione mediorientale mediante un approccio regionale. Secondo Kissinger, il Segretario di Stato aveva sottodimensionato il ruolo e le aspettative politico-militari dell'Unione Sovietica nell'area. Mentre gli Stati Uniti si erano limitati a mantenere verso Israele gli impegni assunti dall'Amministrazione Johnson, Mosca aveva dato vita a un'ampia *escalation*, schierando «in Egitto dai 4 ai 5 reggimenti di missili Sa-3 e dalle 3 alle 4 squadriglie di MIG21 pilotati da sovietici»²⁴³ e portando il numero del proprio personale militare sino a 10.000 unità. Se fosse stata raggiunta una tregua, «e le forze sovietiche [fossero] rima[ste] in Egitto, la RAU sar[ebbe stata] più potente, in qualunque avventura [avesse] deci[so] di imbarcarsi. La conseguenza diretta della presenza sovietica nella RAU è che ciò rappresenterà il maggior fattore geo-politico che dovremo affrontare»²⁴⁴. Se la tregua avesse ratificato la presenza sovietica in Egitto, ciò avrebbe determinato «un problema per gli Stati Uniti perché l'unione Sovietica potrà agire alle spalle gli Arabi radicali ed erodere ulteriormente l'influenza americana nell'area»²⁴⁵. Nonostante Kissinger, dopo un colloquio con Dobrynin a bordo dello yacht presidenziale *Sequoia*²⁴⁶, si dicesse convinto che i sovietici non fossero disponibili al ritiro dall'Egitto nel caso del raggiungimento di una tregua, Nixon il 18 giugno approvò la proposta di Rogers. Due giorni dopo, la nota venne trasmessa all'Unione Sovietica, all'Egitto ed alla Giordania²⁴⁷ e, il 25 giugno, essa fu resa pubblica²⁴⁸.

L'iniziativa dello *State Department* non ricevette il consenso sperato: Nasser continuò ad «osservare un assoluto silenzio»²⁴⁹, mentre la reazione che «giunse da Israele non fu affatto incoraggiante»²⁵⁰. La maggiore preoccupazione di Gerusalemme era

²⁴² *Ibidem*.

²⁴³ *Ibi*, p. 508.

²⁴⁴ *Ibi*, p. 512.

²⁴⁵ *Ibidem*.

²⁴⁶ Cfr. *Memorandum of Conversation*, June 10, 1970, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 515-524.

²⁴⁷ Cfr. *Editorial Note*, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 526-527.

²⁴⁸ *Ibi*, pp. 527-528.

²⁴⁹ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 469.

²⁵⁰ *Ibi*, p. 468.

la possibilità che l'avanzamento dei negoziati, così come prospettato da Rogers, potesse produrre uno slittamento delle consegne degli aerei americani. Anche la reazione dell'Unione Sovietica alla proposta statunitense fu abbastanza fredda. In un colloquio con Kissinger, Dobrynin, dal momento che l'avvio dei negoziati non era legato al ritiro del personale militare russo dall'Egitto, respinse l'ipotesi di una partecipazione sovietica ai negoziati, liquidandoli come «un tentativo "unilaterale" da parte degli Stati Uniti di ottenere il controllo delle trattative diplomatiche in Medio Oriente»²⁵¹. La sostanziale impasse che si stava prospettando fu superata da una dichiarazione giornalistica di Kissinger, il 26 giugno. Forzando la mano al Dipartimento di Stato, egli sostenne che l'iniziativa di Rogers era mirata a «raggiungere un accordo capace di rafforzare i regimi [arabi] moderati e non i regimi radicali. Stiamo cercando di espellere la presenza militare sovietica, non tanto i consiglieri, quanto i piloti e il personale da combattimento, prima che essa diventi estremamente radicata»²⁵². Il 1° luglio, in un'intervista televisiva, Nixon non sconfessò le posizioni di Kissinger. Paragonando la situazione mediorientale a quella balcanica del giugno 1914, il Presidente ventilò l'ipotesi che, a causa della massiccia presenza russa in Egitto, Stati Uniti e Unione Sovietica avrebbero potuto scontrarsi. Egli sostenne che gli Stati Uniti non avrebbero consentito che Israele fosse meno forte dei suoi «vicini aggressivi»,²⁵³ come la Siria e l'Egitto, perché ciò avrebbe violato la *balance of power* in Medio Oriente. Per tale ragione, gli Stati Uniti avrebbero

compiuto quanto necessario per mantenere la forza [militare] di Israele pari a quella dei propri vicini, non perché vogliamo porre Israele nella posizione di muovere guerra (...), ma perché riteniamo che ciò potrà dissuadere i suoi vicini dall'attaccarlo»²⁵⁴. L'aperto sostegno reso a Israele di-mostrò a Mosca che gli Stati Uniti «erano decisi a fare sul serio»²⁵⁵

e ciò produsse un prima dichiarazione di disponibilità da parte sovietica, manifestatasi durante dei colloqui tra Dobrynin e Kissinger. Il 7 luglio, infatti, Dobrynin esternò la buona volontà sovietica,

²⁵¹ *Ibi*, p. 469.

²⁵² *Ibidem*.

²⁵³ «A Conversation with the President», *Interview by John Chancellor and Howard K. Smith*, July 1, 1970, in *State Department Bulletin*, Vol. LXIII, n° 1622, July 27, 1970, Washington (DC), U.S. Government Printing Office, 1970, p. 112.

²⁵⁴ *Ibi*, p. 113.

²⁵⁵ Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 470.

sostenendo che «l'Unione Sovietica non cercava alcun confronto e che i *leaders* sovietici erano impazienti di raggiungere un accordo politico»²⁵⁶. Tale attestazione di disponibilità fu reiterata il 9, quando, alla dichiarazione di Kissinger circa il fatto che «l'introduzione di personale militare sovietico in Egitto rappresenta un serio problema per noi e più duraturo esso appare, sempre più serio il problema diventa»²⁵⁷, Dobrynin replicò sostenendo che «egli non conosceva i dettagli del dispiegamento sovietico in Egitto, che pensava che esso si fosse esteso al di là di ogni proporzione e che l'Unione Sovietica non avrebbe continuato ad aumentarlo»²⁵⁸.

All'apertura sovietica corrispose una parziale disponibilità del mondo arabo. Mentre l'Iraq rifiutò a-priori la proposta di Rogers, in Siria si evidenziò un atteggiamento altalenante, tra una tiepida apertura da parte del governo civile ed il rifiuto netto dei militari²⁵⁹. Dall'Egitto, dalla Giordania e dal Libano pervennero dei segnali positivi. Hussein si era immediatamente dimostrato ben disposto ad accettare la proposta del Dipartimento di Stato che contemplava il ritorno della *West Bank* sotto l'autorità di Amman e che continuava a non considerare l'OLP ed i gruppi palestinesi degli interlocutori politico-diplomatici a causa della loro attività terroristica. Al contempo, egli paventava che ciò, unitamente all'ipotesi della consegna – seppur dilazionata – degli aerei statunitensi a Israele, avrebbe potuto tradursi in un'ulteriore radicalizzazione dell'azione politico-militare dei *fedayin* volta alla sua detronizzazione²⁶⁰. Secondo lo *State Department*, il fatto che il re non avesse chiuso definitivamente la partita con i *fedayin*, aveva permesso loro di «continuare a sottoporre richieste e pressioni»²⁶¹. Il ristretto margine di manovra politico-diplomatico in cui il monarca era costretto a destreggiarsi rischiava di farlo abdicare a parte della propria

²⁵⁶ *Memorandum of Conversation (U.S.)*, July 7, 1970, in Edward C. KEEFER - David C. GEYER - Douglas E. SELVAGE (eds.), *Soviet-American Relations*, cit., p. 169.

²⁵⁷ *Memorandum of Conversation (U.S.)*, July 9, 1970, in Edward C. KEEFER - David C. GEYER - Douglas E. SELVAGE (eds.), *Soviet-American Relations*, cit., p. 173.

²⁵⁸ *Ibidem*.

²⁵⁹ Cfr. Pia Grazia CELOZZI BALDELLI, *Richard M. Nixon. Una politica per l'Europa e il Medio Oriente (1969-1970)*, Roma, Gangemi Editore, 2006, p. 219.

²⁶⁰ Cfr. *Telegram 088897 from Secretary of State to American Embassy Amman: «Arab Concern About for Aircraft for Israel»*, *Secret*, June 9, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²⁶¹ Cfr. *Telegram 097656 from Secretary of State to American Embassy Amman*, *Secret*, June 20, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

autonomia decisionale: «In futuro, egli dovrà tenere in considerazione [le posizioni] dei palestinesi negli sforzi per la costituzione di un accordo di pace [con Israele]»²⁶². Nonostante le difficoltà politiche, Hussein, nel momento in cui fu posto a conoscenza dell'iniziativa di Rogers²⁶³, si dichiarò immediatamente disponibile all'avvio dei negoziati²⁶⁴, anche se sottolineò come, a causa dell'instabilità interna giordana, egli fosse vincolato alla pubblica accettazione del cessate-il-fuoco da parte di Nasser²⁶⁵.

Ai primi di luglio i timori espressi dal monarca hascemita trovarono un riscontro nel fermo atteggiamento di rifiuto della tregua da parte dell'OLP, del FPLP di Habash e del FDPLP di Hawatmah. Hussein cercò di normalizzare i rapporti con l'OLP mediante la negoziazione di un nuovo accordo che, affidando alla diretta responsabilità di Arafat la limitazione delle azioni dei *fedayin*, potesse garantire alla monarchia il mantenimento dell'ordine interno²⁶⁶. Andando ulteriormente incontro alle richieste di Arafat, il re nominò un nuovo Esecutivo più vicino alle esigenze dei palestinesi, ponendovi a capo il proprio consigliere presso la Corte, Abdul Monem Rifai, e si rese disponibile anche ad «incorporare nel gabinetto giordano degli elementi fortemente pro-*fedayin*»²⁶⁷. Nonostante le aperture del re, l'OLP, perseverò nello sfidarne apertamente l'autorità, «mantenendo una libertà d'azione nella valle del Giordano (...) senza paura di

²⁶² *Ibidem*.

²⁶³ Cfr. *Telegram 100492 from Secretary of State to American Embassy Amman: «Secretary's Announcement of US Middle East Initiative»*, Secret, June 24, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²⁶⁴ Cfr. *Telegram 02984 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordanian (Zaid Rifai) Reaction to USG Initiative»*, Secret, June 25, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²⁶⁵ *Telegram 03051 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «USG Peace Initiative»*, Secret, June 30, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. IV, Box 614, Folder 2.

²⁶⁶ Durante i negoziati per la stesura del nuovo accordo con l'OLP, Hussein aveva cercato soprattutto di limitare l'influenza ed il ruolo dei gruppi *fedayin* che godevano dell'appoggio politico-militare della Siria. In tal senso, il re aveva chiesto la mediazione «di quei governi (RAU, Algeria, Sudan, Libia) che non hanno alcun interesse particolare nell'indebolimento ulteriore di un legittimo governo arabo». *Telegram 03130 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Assessment of Current Jordanian Situation: Prospects for Future»*, Secret, July 4, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁶⁷ *Ibidem*.

essere contrastata dall'esercito»²⁶⁸. Di fronte a tale rafforzamento delle posizioni dell'OLP, gli Stati Uniti ritennero indispensabile rinvigorire l'appoggio politico, diplomatico e militare fornito ad Hussein. Il 10 luglio, Hal Saunders inviò un memorandum a Kissinger in cui chiese che l'NSC operasse delle pressioni sui Dipartimenti di Stato e della Difesa perché accelerassero le procedure tecnico-amministrative per la consegna delle forniture aeree e militari concordate a fine maggio con la Giordania²⁶⁹. L'evidenziazione della delicatezza della posizione politica di Hussein riuscì ad ottenere l'effetto sperato: il 15 luglio lo *State Department* inoltrò al governo giordano l'elenco comprendente il numero, i costi e le date approssimative di consegna – dai 12 ai 19 mesi – degli F-104 e delle altre forniture militari²⁷⁰, di cui Hussein accettò i termini 3 giorni dopo²⁷¹. Gli Stati Uniti erano convinti che l'aiuto militare avrebbe rafforzato l'ala dell'esercito giordano leale alla monarchia e che non intendeva fornire copertura ai *fedayin*, consentendo al re di godere del supporto necessario per accettare il cessate-il-fuoco proposto da Rogers. Alcuni alti ufficiali giordani, infatti, non avevano interpretato del tutto negativamente l'aumento della libertà d'azione contro Israele insito nell'accordo tra Hussein e l'OLP. Per molti di essi ciò rappresentava meramente «il prezzo che [il re] ha dovuto pagare per un effettivo ritiro dei *fedayin* armati dalle città e per reindirizzare le energie dei *fedayin* lontano dai tentativi di rovesciare il governo giordano»²⁷². Inoltre, i militari riconoscevano al sovrano il merito di

²⁶⁸ *Ibidem*. L'OLP disattese apertamente gli impegni sottoscritti con Hussein poiché faceva affidamento sull'appoggio che l'esercito iracheno aveva reiteratamente promesso di fornire nell'eventualità di uno scontro con Hussein. Jerry Odell raccolse la testimonianza di un diplomatico francese ad Amman che gli riportò «il 20 giugno, l'ambasciatore iracheno ha indicato all'ambasciatore francese che gli iracheni sono pronti a intervenire se dovessero scoppiare altri disordini». *Ibidem*.

²⁶⁹ Cfr. *Memorandum from Harold H. Saunders and Richard T. Kennedy for Dr. Henry Kissinger: «F-104 Delivery Dates for Jordan»*, *Secret*, July 10, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁷⁰ Cfr. *Telegram 112920 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Availability of F-104 Aircraft»*, *Secret*, July 15, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁷¹ Cfr. *Telegram 03384 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «F-104 Aircraft»*, *Secret*, July 18, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁷² *Telegram 116105 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Increased Fedayeen-JAA Cooperation»*, *Secret*, July 20, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

aver creato le condizioni ottimali per ottenere un certo indebolimento politico-militare dei *fedayin*, dovuto alle rappresaglie che Israele avrebbe inevitabilmente operato in risposta alle loro azioni:

È implicito il fatto che il governo giordano si aspetta che i *fedayin* possano soffrire il maggior numero di perdite possibili come risultato degli attacchi dell'IDF. (...) Il re non ha volutamente limitato le operazioni dei *fedayin* in queste due aree sensibili [a Sud del Mar Morto e nella zona di Aqaba], come aveva fatto in passato, nella letterale speranza di fornire loro abbastanza corda per potersi impiccare²⁷³.

La volontà di Hussein di giungere quanto prima ad una resa dei conti con i palestinesi si rese maggiormente evidente con il fatto che egli continuò a cercare alleati tra gli Stati arabi per la sua lotta contro i *fedayin*. Il re sperava che le rappresaglie dell'IDF in risposta agli attacchi dei guerriglieri palestinesi gli potessero consentire di presentare «ai *leaders* arabi la prova che i *feadyin* stanno recando più danni che benefici alla causa araba»²⁷⁴. Hussein non abbandonò tale speranza né ridimensionò le ansie legate alla propria sopravvivenza politica nemmeno dopo che Nasser, il 22 luglio, accettò "improvvisamente" la tregua proposta da Rogers²⁷⁵. Il 23 luglio, il monarca trasmise a Washington la sua convinzione che l'accettazione del cessate-il-fuoco avrebbe potuto «rappresentare un

²⁷³ *Ibidem*.

²⁷⁴ *Ibidem*.

²⁷⁵ Cfr. *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affaire (Kissinger) to President Nixon: «Ambassador Dobrynin's Reply to the U.S. Mid-East Initiative»*, July 23, 1970, in FRUS, 1969-1976, vol. XII, *Soviet Union, January 1969-October 1970*, pp. 573-574. Kissinger, nelle sue memorie, si disse convinto del fatto che Nasser avesse accettato la tregua del Dipartimento di Stato «come una copertura che permettesse [agli egiziani] di spostare in avanti tutto il complesso missilistico senza correre rischi eccessivi». Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 471. In effetti, le forze armate egiziane tra giugno e luglio 1970, avevano notevolmente rafforzato le proprie postazioni dei missili Sa-2 e Sa-3 sul Canale di Suez, coadiuvati dall'apporto tecnico e militare dei sovietici. Probabilmente sulla decisione di Nasser pesò anche la volontà del Cremlino. L'Unione Sovietica aveva autorizzato di utilizzare in combattimento aereo dei Mig-21 pilotati dai propri ufficiali. Alcuni di essi si erano direttamente scontrati contro l'aviazione israeliana e se ciò avesse perso la caratteristica dell'eccezionalità, assumendo i contorni dell'usualità, avrebbe prodotto un inevitabile confronto diretto con gli Stati Uniti. Cfr. *Telegram 111811 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Highlights Report»*, *Secret*, July 14, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

problema maggiore per la Giordania che non per la RAU»²⁷⁶. La probabile dilazione dell'adesione all'iniziativa di Rogers era imputata al fatto che, specie nella parte settentrionale del regno, il governo giordano non era in grado di garantire il controllo sulle probabili reazioni negative dei *fedayin*. La prospettiva che si presentava era quella di uno scontro d'intensità maggiore dei precedenti: «Una risposta positiva giordana trasferirà inevitabilmente la sempre più incerta relazione tra il governo e i *fedayin* all'interno di un'arena molto più delicata»²⁷⁷. Nonostante il 23 luglio, «il quotidiano di al-Fatah avesse rivolto un durissimo attacco contro l'iniziativa di pace del governo americano»²⁷⁸, nello stesso giorno Hussein manifestò in via informale il proprio *placet* alla proposta statunitense²⁷⁹, rendendone ufficiale l'adesione il 26²⁸⁰.

Sebbene il Ministro degli Esteri giordano, Antun Atallah, nell'accettare la proposta di Rogers avesse espressamente ribadito la condizione del ritiro di Israele dai territori occupati nel 1967 e al

²⁷⁶ *Telegram 03480 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordanian Position on U.S. Peace Initiative», Secret, July 23, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1.*

²⁷⁷ *Telegram 03494 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Increased Fedayeen-JAA Cooperation», Secret, July 24, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1.*

²⁷⁸ *Ibidem.*

²⁷⁹ *Telegram 118965 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Soviet Allegation that GOJ Has Accepted Our Political Initiative», Secret, July 24, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1.*

²⁸⁰ Cfr. *Telegram 03534 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «U.S. Peace Proposal. GOJ Positive Response», Secret, July 27, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1; Telegram 120680 from the Secretary of State to the American Embassy Amman: «Positive GOJ Response to U.S. Proposal», Secret, July 28, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1.* Nel tentativo di anticipare le probabili proteste palestinesi, Hussein evidenziò all'opinione pubblica interna ed al mondo arabo come la propria adesione al Piano Rogers fosse una prosecuzione di quella di Nasser. Il 26 luglio, indirizzò una lettera aperta al *ra's* – la cui reale destinataria era l'OLP – in cui cercò di sottolineare come il suo fosse un atto dovuto: «Tu sei il fratello maggiore, le tue forze armate sono le forze arabe più forti nella battaglia decisiva e la tua cara nazione ed il suo popolo dignitoso sono i fratelli maggiori della nazione araba. Noi accettiamo ciò che tu accetti e rifiutiamo ciò che tu rifiuti nella battaglia del nostro destino e del prestigio nazionale (...). È un onore per me informarti che il governo giordano ha adottato un atteggiamento in piena armonia con il saggio atteggiamento politico assunto dalla RAU nei riguardi dei recenti sviluppi». Cit. in Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., p. 110.

riconoscimento del «diritto totalmente legale del popolo palestinese»²⁸¹, le reazioni dell'OLP alla decisione di Hussein e Nasser furono furiose. Il 27 luglio, l'Assemblea Nazionale Palestinese si riunì in sessione straordinaria e rilasciò una dichiarazione in cui si sosteneva che «chiunque [cercasse] di parlare a nome del popolo palestinese o pretend[esse] di rappresentare fraudolentemente lo stesso o la sua volontà [... sarebbe] un traditore»²⁸². Lo stesso giorno, Arafat, si rivolse ai palestinesi invitandoli apertamente a opporsi a «qualsiasi soluzione politica della sua lotta contro Israele»²⁸³, se necessario anche facendo ricorso alla violenza.

L'istigazione della propaganda del FPLP e del FDPLP causò una vera e propria invasione di manifestanti per le strade della capitale giordana. Nasser, fatto oggetto di scherno, fu raffigurato nelle sembianze di un asino²⁸⁴. Per non alienarsi il sostegno politico che Nasser aveva sino a quel momento dispensato all'OLP, Arafat si recò al Cairo. L'accoglienza che il *ra'is* gli riservò fu alquanto fredda: si rifiutò di abbracciarlo e gli lasciò intendere chiaramente che, se i palestinesi avessero cercato uno scontro frontale con Hussein, l'Egitto non avrebbe fornito loro alcun sostegno²⁸⁵. Nei giorni seguenti, il distacco ormai consumatosi tra Nasser e Arafat divenne molto più marcato. Successivamente a critiche sull'atteggiamento politico del *ra'is* lanciate dalla *Voce della Palestina*, radio che trasmetteva dal Cairo e finanziata interamente dal governo egiziano, Nasser ordinò la chiusura immediata dell'emittente²⁸⁶. Furono sospesi, inoltre, gli stanziamenti di denaro e le forniture d'armi egiziani che giungevano per via clandestina all'OLP e destinati ai *fedayin* che operavano nella Striscia di Gaza²⁸⁷. Ciononostante, Arafat non ridimensionò la portata dei propri proclami e, il 31 luglio, alzò il livello dello scontro con l'*establishment* giordano. In un

²⁸¹ *Telegram 03534 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «U.S. Peace Proposal. GOJ Positive Response»*, Secret, July 27, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁸² Cit. in Yehuda LUKACS, *Israel, Jordan, and the Peace Process*, cit., p. 111.

²⁸³ Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 67.

²⁸⁴ Cfr. Saïd K. ABURISH, *Nasser*, cit., p. 304; Edgar O'BALLANCE, *Arab Guerrilla Power*, cit., p. 134.

²⁸⁵ Cfr. Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., p. 109.

²⁸⁶ Cfr. *Telegram 0143451 from the Secretary of State to American Embassy Amman: «Highlights Report August 21-28»*, Secret, September 2, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁸⁷ *Ibidem*.

discorso tenuto ad Amman davanti ad un alto numero di dimostranti, lasciando velatamente intendere che l'oggetto delle proprie parole fosse Hussein, attaccò la politica filo-occidentale della Giordania incitando i palestinesi alla rivolta: «Noi respingiamo qualunque soluzione pacifica [della lotta contro Israele]»²⁸⁸.

A inasprire ulteriormente le posizioni di Arafat e dell'OLP contribuì il fatto che Israele, il 30 luglio²⁸⁹, nonostante Golda Meir avesse manifestato forti perplessità sin dall'annuncio dello *State Department*²⁹⁰, aderisse alla proposta di Rogers. Nel tentativo di non offrire ulteriori motivi di recriminazione ai *fedayin*, che avrebbero potuto tradursi in un aperto tentativo di *putsch*, Hussein si rivolse all'Amministrazione Nixon affinché premesse su Israele perché «le sue condizioni non diventassero troppo esose»²⁹¹. Le preoccupazioni del monarca trovavano un riscontro nel fatto che Iraq e Siria, dove il radicalismo dei militari aveva avuto il sopravvento sulla semi-apertura del governo civile, avevano ufficialmente respinto la proposta di Rogers. Baghdad, il 2 agosto, non aveva inviato una propria delegazione per partecipare ai lavori del Consiglio dei Ministri degli Esteri dei Paesi arabi tenuto a Tripoli perché ciò «avrebbe rafforzato l'accettazione della RAU e della Giordania dell'iniziativa di

²⁸⁸ *Telegram 03683 from American Embassy Amman to the Secretary of State, Secret*, July 31, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁸⁹ Cfr. William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., pp. 90-91; Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., pp. 472-473.

²⁹⁰ Gerusalemme si dimostrò immediatamente titubante nei riguardi della proposta di Rogers. Richard Nixon cercò di ottenere una piena adesione da Golda Meir inviandole una lettera, il 23 luglio. Nella missiva, il Presidente americano assicurava ad Israele che gli Stati Uniti non avrebbero consentito che a base della Missione Jarring si ponesse l'interpretazione araba della Risoluzione 242 del 1967, che l'eventuale rientro dei profughi palestinesi non avrebbe alterato il carattere ebraico dello Stato israeliano e che non si sarebbe chiesto a Gerusalemme alcun ritiro dai territori «sino a quando non fosse stato raggiunto un accordo di pace contrattuale e vincolante soddisfacente per voi». Cit. in William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 91. Israele replicò chiedendo di garantire la fornitura dei missili *Shrike* e dei jet *Phantom*, il ritiro del Piano Rogers e che gli Stati Uniti ponessero il veto ad ogni risoluzione anti-israeliana delle Nazioni Unite. *Ibidem*. Nixon accordò il proprio consenso alle forniture di armi e, in una conferenza stampa rilasciata il 30 luglio, dichiarò che gli Stati Uniti si sarebbero impegnati «al mantenimento della *balance of power* in Medio Oriente». *Ibidem*.

²⁹¹ *Telegram 03690 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Arab Comments on Israeli Reply»*, *Secret*, August 2, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

pace del governo americano a spese dell'Iraq»²⁹². Nella stessa sede, inoltre, la delegazione siriana si era eretta a portavoce delle rimostranze irachene e aveva denunciato un «Asse Nasser-Hussein»²⁹³, filo-occidentale ed anti-palestinese. Poiché sul suolo giordano erano presenti circa 17.000 militari iracheni, addetti ufficialmente alla protezione del regno hascemita da Israele²⁹⁴, Hussein temeva che la sfida politica che, da Tripoli, Siria ed Iraq avevano lanciato alla *leadership* di Nasser sul mondo arabo si trasformasse in un aperto sostegno militare iracheno ai tentativi di detronizzarlo messi in atto dai *fedayin*. Effettivamente, nel momento in cui Israele, il 6 agosto, aderì ufficialmente al cessate-il-fuoco sul Canale di Suez, che sarebbe stato operativo dal giorno successivo²⁹⁵, la sfida dei *fedayin* divenne sempre più evidente. Per cercare di circoscrivere le azioni dei palestinesi, Hussein cercò appoggio nei Paesi arabi moderati. Il 4 agosto, il re si era rivolto ai sauditi, i più generosi tra i finanziatori arabi dell'OLP, evidenziando come essi stessero sovvenzionando un'organizzazione all'interno della quale avevano ormai preso il sopravvento le posizioni marxiste di Habash e Hawatmah. Hussein chiese ai sauditi «che anche se non po[tevano] tagliare le sovvenzioni ai *fedayin*, [avrebbero] pot[uto] almeno ritardare i pagamenti ed indicare in tal modo che si [sarebbero] oppo[sti] con determinazione a qualunque sfida dei *fedayin* al regime giordano»²⁹⁶. Il 7 agosto, Jerry Odell trasmise al Dipartimento di Stato una dichiarazione in cui Hussein annunciava «un ampio *tour* in alcune capitali arabe»²⁹⁷ in vista della preparazione di un *summit* da tenersi in agosto. Il fatto che egli manifestasse la volontà di recarsi solo in alcuni Stati – presumibilmente quelli moderati – lasciava intendere chiaramente come fosse alla ricerca di un supporto arabo contro le sfide dei *fedayin*.

²⁹² *Telegram 03691 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Cease-Fire: Iraqi Forces», Secret, August 2, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1.*

²⁹³ *Ibidem.*

²⁹⁴ Cfr. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 68.

²⁹⁵ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 474.

²⁹⁶ *Telegram 03710 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Saudi Role with Fedayeen», Secret, August 4, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1.*

²⁹⁷ *Telegram 03740 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordanian Views RE Arab Summit Conference», Confidential, August 7, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Middle East 1969-1974, Country Files: Jordan, vol. V, Box 615, Folder 1. Il corsivo è mio.*

Il re era conscio che la dilazione continua dei negoziati diretti tra egiziani, giordani ed israeliani – nei primi giorni le discussioni si erano incentrate sulla scelta della sede in cui tenere gli incontri²⁹⁸ – rendeva sempre più labile la possibilità che la tregua sul Canale di Suez divenisse permanente. La conseguenza diretta di ciò sarebbe stata quella di permettere all'OLP e ai gruppi palestinesi radicali di non cessare le proprie azioni contro Israele, di far fallire il cessate-il-fuoco e di ergersi di fronte agli arabi come unici rappresentanti legittimi del popolo palestinese. Le tensioni serpeggianti tra israeliani ed egiziani lungo il Canale di Suez²⁹⁹ fornirono un aiuto concreto alle aspirazioni dei *fedayin* d'incunarsi direttamente nel processo politico-diplomatico. La stessa ambasciata statunitense ad Amman sottolineò tale pericolo in un telegramma inviato allo *State Department*, il 13 agosto. Odell sostenne che «la capacità di Hussein di limitare le violazioni del cessate-il-fuoco da parte dei *fedayin* [sarebbe dipeso] di progressi compiuti nel processo di pace»³⁰⁰. Se questi fossero sfociati in una impasse, i guerriglieri palestinesi avrebbero potuto «incrementare la propria attività lungo le linee del cessate-il-fuoco nel tentativo di dimostrarne la nullità e provocare una dura reazione israeliana»³⁰¹. Nonostante Odell fosse certo che Israele non avrebbe risposto alle provocazioni «perché in pratica

²⁹⁸ Cfr. *Telegram 03817 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Arab-Israeli Discussions Under Jarring Auspices», Secret, August 8, 1970*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1; *Telegram 03821 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Discussions Under Auspices Ambassador Jarring», Secret, August 9, 1970*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

²⁹⁹ Il 10 agosto, un U2 israeliano sorvolò il Canale di Suez e riuscì a provare come gli egiziani avessero spostato alcune postazioni missilistiche Sa-2 e Sa-3 in prossimità della zona di combattimento. Cfr. William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 96. Il 13, la notizia trapelò sulla stampa israeliana e Menachem Begin, per protesta contro la decisione di Golda Meir di aderire al cessate-il-fuoco, uscì dal governo. Cfr. Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 474. Criticandone l'atteggiamento, Kissinger sostenne che «il Dipartimento di Stato [aveva deciso] di battere tutt'altra strada: affermò che gli Stati Uniti non erano giunti "a delle conclusioni certe" in riferimento a eventuali violazioni della tregua. Chiedemmo al nostro ambasciatore a Gerusalemme, Walworth Barbour, di premere sul governo israeliano perché smettesse di discutere pubblicamente della questione, e nominasse piuttosto un rappresentante alla missione Jarring». *Ibidem.*

³⁰⁰ *Telegram 03887 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Prospects for Jordanian Implementation of Cease-Fire», Secret, August 13, 1970*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

³⁰¹ *Ibidem.*

sembra che si stia comportando come vogliamo che faccia»³⁰², metteva in guardia il Dipartimento di Stato sul probabile uso che i palestinesi avrebbero potuto fare «degli stock di razzi *katiusha* [che] non erano diminuiti durante la crisi di giugno»³⁰³ per raggiungere il proprio fine: «(...) I *fedayin* probabilmente stimeranno necessario "coprire le spalle alla rivoluzione" mantenendo una parte del proprio arsenale e del loro personale nelle zone di Amman, Zarqa e Irbid, città dell'*East Bank* con una solida maggioranza palestinese e che rappresentano i loro reali santuari»³⁰⁴. In effetti, l'OLP non celava il proposito di mobilitare le masse e il dissenso palestinese contro l'autorità di Hussein: il 16 agosto, tenendo un discorso alle nuove reclute di al-Fatah, Arafat dichiarò che l'adesione giordana alla tregua con Israele nascondeva la volontà di sbarazzarsi dell'OLP e sostenne che avrebbero trasformato «la Giordania in un cimitero per chi [avesse tentato] di farlo»³⁰⁵.

Le recriminazioni di Arafat circa l'inutilità del cessate-il-fuoco parvero avvalorarsi in seguito alle difficoltà per il mantenimento dello stesso³⁰⁶. Una parte di responsabilità per tale situazione era da ascrivere all'approccio di tipo regionale alla questione mediorientale evidenziato dallo *State Department*, tendente ad esulare dalla strategia globale del *linkage* kissingeriano. Nonostante le prove delle violazioni egiziane, a cui era seguita una nota di protesta redatta in «toni moderati»³⁰⁷, Rogers, «che aveva ormai capito che il Medio Oriente era l'unico problema in cui egli non era escluso dal processo di decisione strategica»³⁰⁸, si dimostrò del tutto «riluttante a riconoscere i difetti [del cessate-il-fuoco], e ad ammettere la possibilità

³⁰² *Ibidem*.

³⁰³ *Ibidem*.

³⁰⁴ *Ibidem*.

³⁰⁵ Cit. in Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 68.

³⁰⁶ L'Egitto aveva continuato a violare i termini della tregua. Il 14 agosto, ciò fu confermato da un'analisi dell'*intelligence* americana (Cfr. William B. QUANDT, *Peace Process*, cit., p. 96) e da una nota israeliana, consegnata il giorno seguente da Yitzhak Rabin, all'epoca ambasciatore a Washington, a Kissinger. Almeno 14 missili Sa-2, oltre ad alcuni Sa-3, erano stati spostati dalle forze egiziane nella zona che avrebbe dovuto essere soggetta agli accordi di tregua. La reazione israeliana era stata immediata e negli scontri Gerusalemme aveva perso 5 *Phantom*, «un ottimo esempio di ciò che può succedere durante un cessate il fuoco in Medio Oriente». Henry A. KISSINGER, *Gli anni della Casa Bianca*, cit., p. 475. Nixon autorizzò immediatamente l'invio di alcuni *Shrike* anti-Sa-3, di sistemi elettronici anti-missile ed un discreto quantitativo di *cluster-bombs* ad Israele. *Ibidem*, pp. 475-476.

³⁰⁷ *Ibi*, p. 476.

³⁰⁸ *Ibi*, p. 477.

di un fallimento»³⁰⁹. In effetti, il perseverare del Dipartimento di Stato nello «scopo di istituire un cessate-il-fuoco»³¹⁰ in Giordania stava producendo il risultato di esasperare il contrasto socio-politico che opponeva l'OLP e i *fedayin* alla monarchia hascemita. Nonostante l'ambasciatore giordano a Washington, Abdul Hamid Sharaf, in un incontro tenuto il 20 agosto con Joe Sisco tendesse a rassicurare gli Stati Uniti che «l'atmosfera in Amman fosse estremamente favorevole all'accettazione della proposta di pace americana»³¹¹ e che «il re e Nasser fossero appoggiati da una vasta maggioranza di palestinesi della *West Bank*, di Gaza e di Giordania»³¹², Hussein avvertiva la portata delle minacce *fedayin*. Per circoscriverne le conseguenze, il re non smise di andare alla ricerca di alleati in vista di una resa dei conti definitiva con i palestinesi. Il 21 agosto, tenne una riunione con i vari capi-tribù beduini e, chiedendone un'attestazione di lealtà, li mise in guardia contro le ambizioni politiche di Arafat e dei gruppi politici palestinesi³¹³. La volontà di Hussein di arrivare ad un definitivo *showdown* si rese ancora più evidente il 25 agosto, in occasione di una conferenza inter-araba al Cairo. Hussein aveva tenuto con Nasser «discussioni di natura generale»³¹⁴ ed entrambi avevano evidenziato «una buona predisposizione nel coordinamento di una strategia comune circa gli argomenti da affrontare ai negoziati»³¹⁵. Il re chiese a Nasser di supportarlo nella soluzione dello «status anomalo delle truppe irachene»³¹⁶ di stanza in Giordania per scongiurare l'ipotesi che potessero sostenere militarmente un'eventuale azione dei *fedayin*. Privatamente, Hussein dichiarò a Nasser di «non essere più disposto a tollerare altre provocazioni»³¹⁷ da parte dell'OLP, del FPLP e del FDPLP. Nasser invitò il re a pazientare. Ciononostante, i modi ed i termini della replica del *ra'is* lasciarono intendere che, nel caso in cui

³⁰⁹ *Ibi*, p. 478.

³¹⁰ *Ibi*, p. 477.

³¹¹ *Telegram 135423 from the Secretary of State to the American Embassy Amman, Secret*, August 20, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

³¹² *Ibidem*.

³¹³ Cfr. Malcom H. KERR, *The Arab Cold War*, cit., p. 145.

³¹⁴ *Telegram 04107 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Cairo Conference», Secret*, August 25, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

³¹⁵ *Ibidem*.

³¹⁶ *Ibidem*.

³¹⁷ Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 68.

ci fosse stato un conflitto tra giordani e palestinesi, l'Egitto avrebbe appoggiato pubblicamente Hussein³¹⁸.

Gli ultimi giorni d'agosto misero in evidenza come il deterioramento dei rapporti tra i palestinesi ed Hussein fosse ormai vicino al limite. Il 26, in un clima «carico d'aspettativa e di qualche tensione»³¹⁹ per l'apertura dei lavori del CNP ad Amman, «nel centro si [erano] verificati alcuni scontri nelle vicinanze della Moschea di al-Hussein»³²⁰. Gli episodi, che avevano seguito «degli incidenti che avevano coinvolto dei *fedayin* in alcune aree periferiche come l'aeroporto e la municipalità di Naur»³²¹, erano la dimostrazione che «i *fedayin* sta[vano] operando pressioni sui civili giordani perché si oppon[essero] al Piano Rogers»³²². Arafat chiamò ad una vera e propria mobilitazione generale dei *fedayin* contro le forze regolari giordane. E, rivolgendosi ai «fratelli arabi»³²³, chiese il sostegno e la solidarietà con il proprio popolo, con il diritto all'esistenza di uno Stato palestinese e si appellò a Siria ed Iraq perché non facessero mancare il proprio appoggio politico – e soprattutto militare – nello scontro ormai imminente contro Hussein³²⁴.

Conclusioni

Il 1° settembre 1970, dopo i continui appelli all'insurrezione lanciati dalla dirigenza palestinese, alcuni *fedayin* del FDPLP crivellarono di colpi il corteo automobilistico che scortava Hussein verso il palazzo reale, anche se «l'attacco [fu] fortunatamente infruttuoso»³²⁵. In un crescendo, il tentato regicidio provocò un'immediata reazione dell'esercito giordano che aprì il fuoco contro i guerriglieri nelle strade di Amman. Nonostante i tentativi messi in

³¹⁸ Cfr. Malcom H. KERR, *The Arab Cold War*, cit., p. 147; Saïd K. ABURISH, *Nasser*, cit., p. 305; Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., p. 142.

³¹⁹ *Telegram 04114 from American Embassy Amman to the Secretary of State: «Amman on Eve of Palestine National Congress», Confidential, August 26, 1970*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

³²⁰ *Ibidem*.

³²¹ *Ibidem*.

³²² *Ibidem*.

³²³ Moshe SHEMESH, *The Palestinian Entity 1959-1974*, cit., p. 144.

³²⁴ *Ibidem*.

³²⁵ *Telegram 04241 From American Embassy Amman to the Secretary of State: «Hussein Requests Big Four Communiqué in View Possible Confrontation», Secret, September 1, 1970*, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

atto per avviare negoziati che mettessero fine agli scontri³²⁶, la recrudescenza dell'azione dei *fedayin* crebbe esponenzialmente. La situazione precipitò il 6 settembre quando i *fedayin* dirottarono un jumbo 707 della TWA, proveniente da Tel Aviv e destinato a New York³²⁷, un DC-8 della Swiss Air³²⁸, un jumbo 747 della Pan American³²⁹. Un quarto aereo dell'El Al, subì «un fallito tentativo di dirottamento»³³⁰. I governi occidentali cercarono di coordinare un'azione comune per ottenere il rilascio degli ostaggi, la maggior parte dei quali era formata da statunitensi, israeliani, britannici, tedesco-occidentali e svizzeri. Ciononostante, i *fedayin* continuarono a lanciare diversi *ultimatum* e a cambiare la natura delle proprie richieste. L'esplosione degli aerei in diretta televisiva, dopo l'evacuazione degli ostaggi, condusse Hussein a intensificare lo scontro con i palestinesi. Il 16 settembre, Hussein, dopo «aver accettato le dimissioni di Abdul Mon'em [*sic*] Rifai e del suo gabinetto [nominò] un governo militare [formato da] 12 uomini guidato dal generale di brigata Mohamed Daud»³³¹, e autorizzò che «l'esercito giordano, con autoblindo, carri armati ed almeno una compagnia di fanteria, entr[asse] ad Amman»³³² ed aprisse il fuoco contro le zone della città sotto controllo dei *fedayin*. Schierando oltre 55.000 soldati, 300 carri armati e la forza aerea, la Legione Araba accerchiò i campi-profughi palestinesi³³³. L'azione decisa di Hussein provocò l'inter-

³²⁶ Cfr. *Telegram 04300 From American Embassy Amman to the Secretary of State: «King Husain Addresses Nation»*, Confidential, September 3, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1; *Telegram 04333 From American Embassy Amman to the Secretary of State: «Jordan Situation»*, Confidential, September 4, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

³²⁷ Cfr. *Memorandum From the President's Deputy Assistant for National Security Affairs (Haig) to President Nixon: «Middle East Development»*, September 6, 1970, in FRUS, 1969-1976, vol. XIV, *Middle East Region and Arabian Peninsula, 1969-1972; Jordan, September 1970*, Washington (DC), U.S. Government Printing Office 2008, p. 604.

³²⁸ *Ibidem*.

³²⁹ *Ibi*, p. 605.

³³⁰ *Ibi*, p. 604.

³³¹ *Telegram 04827 From the American Embassy Amman to the Secretary of State: «King Hussein Forms Military Govt»*, Confidential, September 16, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, Country Files: *Jordan*, vol. V, Box 615, Folder 1.

³³² *Memorandum From the President's Deputy Assistant for National Security Affairs (Haig) to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger): «Jordan Situation Report»*, September 17, 1970, in FRUS, 1969-1976, vol. XIV, *Middle East Region and Arabian Peninsula, 1969-1972; Jordan, September 1970*, p. 699.

³³³ Cfr. Barry RUBIN - Judith COLP RUBIN, *Arafat*, cit., p. 72.

vento delle forze armate siriane che, penetrando a Nord del regno hascemita, accorsero in aiuto dei *fedayin* che lottavano contro la Legione Araba dai loro villaggi-santuario. Il re chiese più volte ai britannici prima e agli statunitensi poi un appoggio militare in difesa della sovranità del proprio Stato³³⁴.

In un tale frangente, Kissinger assunse direttamente la responsabilità della gestione dell'azione politica, diplomatica e militare statunitense. A partire dal dirottamento degli aerei e per tutto il corso della crisi giordana, egli coordinò l'azione dell'NSC e del WSAG e non escluse né un diretto intervento americano né uno israeliano a supporto dell'azione militare della Legione Araba. L'azione politica di Kissinger di sostegno a Hussein – che ricevette il pieno appoggio di Nixon – mirava, oltre che alla pur imprescindibile difesa dell'autonomia politica giordana, a evitare che in Medio Oriente si assistesse a una supremazia del radicalismo palestinese e, conseguentemente a una recrudescenza del conflitto arabo-israeliano. Ciò, infatti, avrebbe potuto condurre Israele ad un'azione unilaterale volta alla difesa dei propri confini territoriali e all'incremento dell'influenza sovietica nell'Area. Mosca, muovendo dallo stretto legame con Il Cairo e Damasco, avrebbe potuto far entrare nella propria orbita la gran parte del mondo mediorientale, mettendo a serio rischio la *balance of power* in Medio Oriente.

Di fatto, il *modus operandi* kissingeriano evidenziava come nella regione mediorientale la Grande Distensione si dovesse conciliare con una più ampia *Realpolitik*, di stampo globalistico, finalizzata a contenere la tendenza espansionistica sovietica e a garantire il mantenimento della *balance of power*. In base a tale motivazione, l'ex professore di Harvard, nonostante non avesse ricevuto alcun mandato specifico in materia da parte del Presidente, avviò una politica mediorientale alternativa rispetto a quella tratteggiata e propugnata dal Dipartimento di Stato e fatta propria da Rogers. Se Kissinger raggiunse il fine di rafforzare le posizioni israeliane e dei Paesi arabi moderati (per incrinare il rapporto privilegiato degli Stati radicali della regione con Mosca) nel momento in cui assunse direttamente la gestione della politica mediorientale americana, durante la fase più acuta dello scontro tra Hussein e i *fedayin*, anche nel periodo a cavallo tra l'insediamento dell'Amministrazione Nixon e

³³⁴ Cfr. *Telegram From the Department of State to the Embassy in Jordan*, September 20, 1970, in FRUS, 1969-1976, vol. XIV, *Middle East Region and Arabian Peninsula, 1969-1972; Jordan, September 1970*, p. 767; *Telegram 02159 From the Usint in Cairo to the Secretary of State, Secret*, September 20, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, *Middle East 1969-1974*, «Jordan Crisis», Box 619, Folder 2.

il dirottamento degli aerei, l'Assistente per la Sicurezza Nazionale agì direttamente nel *decision-making process*, riuscendo gradualmente a ridimensionare la strategia mediorientale dello *State Department*. Tra il gennaio del 1969 e l'agosto del 1970, Kissinger – con il sempre più esplicito appoggio di Richard Nixon – fu uno tra i più attivi sostenitori della necessità di fornire ogni tipo di assistenza alla moderata monarchia hascemita. L'NSC agì direttamente in ambito estero affinché gli Stati Uniti garantissero al governo di Amman un robusto appoggio diplomatico per fare in modo che Hussein potesse gestire i rapporti con Nasser, nune tutelare dei palestinesi, su un livello paritario, nel mentre la diplomazia americana assumeva un ruolo di mediazione tra le esigenze di sicurezza israeliane e la necessità di Hussein di non essere tacciato dal mondo arabo di connivenza con il "nemico sionista" nella sua lotta contro i *fedayin*. Kissinger, inoltre, fornì un contributo decisivo perché il Presidente accordasse il proprio assenso e soddisfacesse le richieste del re giordano di essere rifornito del materiale bellico più idoneo per contrastare il radicalismo montante della guerriglia palestinese e arginarne il tentativo di detronizzazione. Al fine di garantire la sopravvivenza politica della monarchia hascemita, già a partire dai prodromi della resa dei conti tra Hussein e i *fedayin*, tra giugno e agosto del 1970, Kissinger presentò l'ipotesi e ottenne il *placet* di Nixon nel non escludere, pianificare e gestire un eventuale intervento logistico-militare statunitense a supporto delle forze armate giordane, qualora l'Iraq o la Siria fossero accorsi in aiuto dei guerriglieri palestinesi. In sostanza, fu proprio nel periodo in cui Kissinger non gestì ufficialmente alcun aspetto della questione mediorientale che egli riuscì a ottenere l'assenso di Nixon sulla propria strategia, gettando le basi, di fatto, all'azione dell'NSC che informò la condotta politico-diplomatica statunitense assunta durante il settembre 1970.

Gli interessi petroliferi della Gran Bretagna nel Medio Oriente: i contrasti con gli Stati Uniti tra guerra dello Yom Kippur e crisi energetica, 1973-1974

Bruno Pierri

Introduzione

All'indomani delle elezioni presidenziali americane del 1972, il governo britannico si dimostrava molto interessato alla conferma di Richard Nixon, in particolare per quanto concerneva la sicurezza nazionale e la politica economica di Washington. Nonostante il clima di distensione con l'Unione Sovietica, l'ambasciatore di Sua Maestà nella capitale statunitense sosteneva che l'Amministrazione appena confermata perseguisse sempre una politica di contenimento, ma seguiva una versione più adeguata ai tempi, basata da un lato su una maggiore autonomia degli alleati occidentali, e dall'altro su tentativi di cooperazione tra le superpotenze al fine di evitare tensioni nelle aree delicate del pianeta. Tra queste, il Medio Oriente rappresentava la regione potenzialmente più critica per un eventuale scontro con Mosca, ragion per cui era plausibile che il Presidente moderasse il sostegno assicurato ad Israele durante la campagna elettorale. Secondo le analisi di Londra, il Vietnam aveva insegnato agli americani a non impegnarsi militarmente laddove gli interessi nazionali non fossero direttamente coinvolti. Pertanto, la stabilità dell'ordine internazionale doveva essere garantita tramite il negoziato con gli avversari comunisti, mentre gli alleati di Washington avrebbero dovuto difendersi da soli – pur con l'assistenza economica e militare degli americani – dalle probabili sovversioni comuniste¹. Da un punto di vista britannico, tale approccio avrebbe favorito la tentazione di instaurare rapporti bilaterali con l'Unione Sovietica all'insaputa dello stesso Dipartimento di Stato, cui avrebbe

¹ Cfr. *Her Majesty's Ambassador at Washington to the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs: US Foreign Policy*, 15 November 1972, in Keith HAMILTON-Patrick SALMON (eds.), *Documents on British Policy Overseas* (in seguito DBPO), Series III, Vol. IV, *The Year of Europe: America, Europe and the Energy Crisis 1972-1974*, London - New York, Routledge, 2006, Doc. No 2, Diplomatic Report No. 480/72, AMU 2/3, Confidential - Eclipse.

contribuito la propensione del Consigliere per la Sicurezza Nazionale, Henry Kissinger, alla diplomazia segreta. Ciò avrebbe nuociuto agli interessi della Corona, e per tal motivo l'ambasciatore sottolineava la necessità di far sì che la Casa Bianca fosse sempre informata con un certo anticipo circa gli interessi britannici². Per quanto concerneva l'area mediorientale, poiché nessuna delle due superpotenze era in grado di esercitare uno stretto controllo sulle scelte politiche dei rispettivi clienti, era necessario trovare una soluzione all'ormai venticinquennale conflitto arabo-israeliano. Una nuova guerra, infatti, avrebbe messo seriamente in discussione gli interessi energetici della Gran Bretagna e dell'Occidente in generale. Tali timori sembravano confermati dalle indiscrezioni provenienti dal Cairo, secondo cui il Presidente Sadat, convinto che Mosca avesse sacrificato gli interessi egiziani sull'altare della distensione con gli Stati Uniti e che la diplomazia internazionale potesse prima o poi imporre una soluzione del conflitto con Gerusalemme sgradita agli arabi, avrebbe potuto lasciare la parola alle armi per sbloccare lo stallo diplomatico e recuperare i territori occupati da Israele nel 1967³.

Facendo un passo indietro, occorre dire che qualche mese prima lo stesso Segretario Generale del Partito Comunista dell'Unione Sovietica, Leonid Breznev, aveva affermato che la situazione in Medio Oriente sarebbe potuta uscire fuori controllo. A ciò si aggiungeva il timore che Sadat scatenasse una nuova guerra per costringere i sovietici ad accorrere in suo aiuto. Perciò, il Cremlino aveva tutto l'interesse a raggiungere un risultato diplomatico con gli americani sul Medio Oriente⁴. Nello stesso tempo, Mosca aveva buoni motivi per non innescare la miccia in quella regione. Infatti, i sovietici avevano bisogno del grano americano e non avevano intenzione di aggiungere una crisi mediorientale a quella dell'Estremo Oriente che si avviava a conclusione. Ad ulteriore conferma di quanto entrambe le superpotenze volessero evitare una conflagrazione nel Medio Oriente, basti ricordare che, durante la permanenza di Nixon a Mosca in occasione dello storico *summit*, l'unica discussione approfondita

² Cfr. *Ibidem*.

³ Cfr. *British Embassy, Cairo, to A. J. M. Craig Esq., Near East and North Africa Department, Foreign and Commonwealth Office, 12 December 1972*, in National Archives (in seguito NA), Kew, London, FCO 39/1226, 316876, NAU 3/598/4, Confidential.

⁴ Cfr. *Paper Prepared by the National Security Council Staff: Middle East, May 16, 1972*, in National Archives and Record Administration (in seguito NARA), Nixon Presidential Material Project (in seguito NPMP), National Security Council (in seguito NSC) Files, Box 484, President's Trip Files, The President, Issues Papers - USSR, Part 1, Top Secret.

sul Medio Oriente ebbe luogo nel pomeriggio del 26 maggio, e che il tutto fu liquidato in due ore e mezzo. Gli unici punti su cui c'era concordia furono la necessità di impedire un'altra guerra nell'area, che avrebbe seriamente rischiato di trascinare le superpotenze nel conflitto, e il diritto all'esistenza dello Stato d'Israele, che l'Unione Sovietica non discuteva⁵. In pratica, le superpotenze avevano deciso di rimandare ogni confronto sul Medio Oriente e ciò rendeva la posizione del regime di Sadat sempre più precaria⁶.

In breve, è facile comprendere che il Governo Heath era seriamente preoccupato che gli Stati arabi, da cui in massima parte dipendevano gli approvvigionamenti energetici della Gran Bretagna, potessero avvalersi dell'arma petrolifera come ritorsione all'appoggio che l'Occidente aveva fornito alle politiche americane di sostegno allo Stato ebraico. Tale ipotesi avrebbe messo in crisi le economie dei Paesi europei e del Giappone molto più di quella americana, relativamente auto-sufficiente in termini di risorse energetiche. In realtà, all'inizio degli anni settanta il Regno Unito stava attraversando una fase di transizione per quanto concerneva la dipendenza energetica dall'estero. Alla fine del decennio precedente, infatti, importanti giacimenti di gas e petrolio erano stati scoperti nel Mare del Nord, non lontano dalle coste britanniche. Nel giro di pochi anni erano stati scoperti ben dieci giacimenti petroliferi nel settore britannico del Mare del Nord. Tuttavia, mettere a regime gli impianti e trarre profitto da quelle scoperte era un'operazione che richiedeva tempo e gli esperti stimavano che Londra non avrebbe potuto raggiungere l'auto-sufficienza petrolifera prima degli anni ottanta. Di conseguenza, nella prima metà degli anni settanta la Gran Bretagna era ancora largamente dipendente dalle risorse mediorientali e non poteva permettersi di rinunciare, neppure per un breve lasso di tempo, alla linfa vitale della propria economia⁷. Oltre a ciò, nello stesso periodo una serie di fattori aveva fatto sì che i governi dei maggiori Paesi industrializzati, compresi quelli americano e britannico, non fossero più in grado di influenzare l'andamento dei

⁵ Cfr. *Meeting between President Nixon and General Secretary Brezhnev: Memorandum of Conversation*, May 26, 1972, in NARA, NPMP, NSC Files, Box 487, President's Trip Files, The President's Conversations in Salzburg, Moscow, Tehran, and Warsaw, May 1972, Part 2, Top Secret.

⁶ Cfr. *Telegram 1621 from USINT Cairo to SecState Washington D.C.*, June 2, 1972, Action SS-25 021342Z, Secret, in NARA, NPMP, National Security Files (in seguito NSF), Middle East 1969-1974, Country File Egypt, Vol. VIII, Box 638, Folder 2.

⁷ Cfr. Frank BRENCHLEY, *Britain and the Middle East: An Economic History 1945-87*, London, Lester Crook Academic Publishing, 1989, pp. 197-198.

prezzi dell'oro nero. Ad esempio, la domanda mondiale cresceva sempre più, mentre gli Stati Uniti, pur continuando ad essere uno dei maggiori esportatori di petrolio e gas, non avevano grandi prospettive future di conservare tale primato, in virtù della mancanza di nuovi giacimenti nel territorio nazionale, fatta eccezione per quelli dell'Alaska. In proiezione, ciò rendeva sempre più alta la quota di importazione di materie prime anche per il gigante nordamericano. Inoltre, le più importanti compagnie petrolifere erano sempre più incalzate da *outsiders*, il che permetteva ai diversi governi maggiore libertà di scelta e trattativa. Occorre anche dire che il declino militare della Gran Bretagna nel Medio Oriente e la contemporanea crescente presenza sovietica aveva ridotto la capacità delle potenze atlantiche di influenzare gli eventi nell'area. Infine, diversi piccoli Paesi produttori erano diventati sufficientemente ricchi da potersi permettere un'interruzione delle rendite petrolifere più a lungo di quanto le nazioni industrializzate potessero resistere senza rifornimenti di greggio⁸. Alla luce di tale situazione, i produttori stavano diventando sempre più protagonisti sui mercati, a scapito dei consumatori. Con i vertici di Teheran e Tripoli del 1971, infatti, le compagnie e i Paesi produttori avevano stipulato un accordo, in base al quale per la prima volta quest'ultimi avevano imposto una revisione al rialzo dei *posted price*⁹ e un aumento delle imposte ad essi dovute¹⁰. In ragione di tutto ciò, il Primo Ministro Heath era convinto che un ennesimo conflitto tra Israele e i suoi vicini avrebbe indotto gli arabi a tagliare i rifornimenti energetici. Perciò, Londra divenne sempre più impaziente con gli americani affinché quest'ultimi affrettassero una soluzione della questione arabo-israeliana¹¹.

⁸ Cfr. *Ibi*, pp. 199-200.

⁹ Il *posted price* è un prezzo di riferimento su cui vengono calcolate le tasse da versare ai Paesi produttori.

¹⁰ Cfr. Francesco PETRINI, *L'arma del petrolio: lo "shock" petrolifero e il confronto Nord-Sud. Parte prima. L'Europa alla ricerca di un'alternativa: la Comunità tra dipendenza energetica ed egemonia statunitense*, in Daniele CAVIGLIA - Antonio VARSORI (a cura di), *Dollari, petrolio e aiuti allo sviluppo: il confronto Nord-Sud negli anni '60-70*, Milano, Franco Angeli, 2008, p. 85.

¹¹ Cfr. Christopher HILL - Christopher LORD, *The Foreign Policy of the Heath Government*, in Stuart BALL - Anthony ELTON (eds.), *The Heath Government 1970-74: A Reappraisal*, London - New York, Longman, 1996, p. 301.

1. Politiche energetiche e relazioni anglo-americane

Che le questioni di natura petrolifera costituissero causa di preoccupazione per il governo britannico è facile da comprendere, data la mole di documenti a riguardo. Nonostante il primo gennaio 1973 il Regno Unito avesse ufficialmente aderito alla Comunità Economica Europea (CEE), per questioni così delicate Downing Street conservava il rapporto particolare con Washington. Ciò è dimostrato dai costanti contatti con rappresentanti e consulenti dell'Amministrazione americana, come Walter Levy, il quale così riassume le ragioni per le quali la situazione energetica era ormai estremamente delicata: a) le compagnie petrolifere non riuscivano ad esercitare più alcuna influenza sui produttori, quindi i prezzi diventavano sempre più intollerabili per i consumatori; b) i governi dei Paesi consumatori avrebbero dovuto intervenire per colmare la distanza tra compagnie e produttori; c) i governi dei Paesi consumatori avrebbero dovuto agire in concerto tra sé e tale iniziativa sarebbe dovuta partire proprio da quello britannico; d) data la posta in palio, in circostanze estreme l'uso della forza non era da escludere¹². Alla luce di tali considerazioni, secondo i consiglieri del Premier, occorre valutare la possibilità che i Paesi consumatori esercitassero forti pressioni sui produttori, ad esempio minacciando di ritirare il proprio sostegno militare e diplomatico, comprando di conseguenza il greggio dai Paesi dell'Europa orientale e lasciando così i produttori alla mercé dei sovietici¹³. A tal proposito, se fosse stato a conoscenza delle manovre politiche tra Il Cairo e Mosca, probabilmente il Primo Ministro avrebbe avuto preoccupazioni ancora maggiori. Infatti, all'inizio del 1973 le tensioni tra le due capitali si erano notevolmente attenuate¹⁴ e Sadat, determinato a scendere in

¹² Cfr. *Greenhill to Acland: Oil Supplies*, 18 January 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 13, SMG 2/1, Minute, Confidential.

¹³ Cfr. *Record of Meeting of the Oil Policy Committee; Minutes of a Meeting Held in Room 78, Second Floor, Treasury Chambers, Great George Street, London, SW1: Oil Policy*, 24 January 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 16, NB 12/1, Confidential.

¹⁴ Nel giugno 1972, esponenti del governo egiziano avevano incontrato rappresentanti americani, ai quali fu detto che le relazioni con l'Unione Sovietica erano molto deteriorate. Questa, accusavano gli egiziani, voleva mantenere l'Egitto dipendente da sé, approfittando delle continue tensioni nella regione mediorientale. Invece, gli arabi intendevano ormai rivolgersi agli Stati Uniti per ottenere sia sostegno politico nel contenzioso con Israele che finanziamenti economici. Cfr. *Memorandum of Conversation, Annex 2*, June 15, 1972, Cairo's A-86, Secret, in NARA, NPMP, NSF, Middle East 1969-1974, Country File Egypt, Vol. VIII, Box 638, Folder 2. Il mese successivo, Sadat comunicò all'ambasciatore

guerra contro lo Stato ebraico, aveva stabilito obiettivi bellici limitati, tali da ridurre al minimo i rischi per l'Unione Sovietica, assolutamente contraria ad un coinvolgimento diretto in un conflitto su larga scala nella regione¹⁵. Secondo il Presidente egiziano, occorreva assicurare Mosca su due principi in particolare: 1) non ci sarebbe stata alcuna richiesta di truppe sovietiche in Egitto; 2) l'Egitto non aveva intenzione di provocare un confronto tra le superpotenze¹⁶.

Ad ogni modo, la questione energetica fu affrontata in occasione del viaggio di Heath negli Stati Uniti, ai primi di febbraio del 1973. In tale occasione, Nixon stesso affermò che la Casa Bianca aveva già messo in piedi un gruppo di lavoro, di cui faceva parte anche il Dr. Kissinger, con l'intento di rivedere la politica energetica, con particolare riferimento alle importazioni di greggio. Tuttavia, la situazione era ancora molto fluida, tanto che nessuna strategia era stata ancora chiaramente definita. Nella circostanza, infatti, Kissinger si limitò a sostenere che un punto da non scartare sarebbe stato quello di premiare i governi arabi amici e frustrare le aspirazioni di quelli ostili¹⁷. Riguardo a ciò, forse i maggiori punti interrogativi che Londra si poneva concernevano una possibile competizione tra gli stessi alleati occidentali per l'approvvigionamento delle materie prime, alla luce del prevedibile aumento delle importazioni di greggio, dovuto ai consumi sempre maggiori, e del conseguente ricatto energetico degli arabi a seguito dell'irrisolta situazione con

sovietico che tutti i tecnici e gli esperti militari di stanza in Egitto (circa 15.000 uomini) avrebbero dovuto lasciare il Paese entro una settimana. Inoltre, tutto il materiale di proprietà dell'Unione Sovietica sarebbe stato portato via, a meno che non fosse stato venduto immediatamente all'Egitto. Cfr. *Reuter-Egypt Has Asked the Soviet Union to Remove all Russian Military Experts from the Country*, 18 July 1972, UKP582 EPG604, in NA, FCO 39/1265, 316876.

¹⁵ L'Alto Comando egiziano aveva messo a punto due piani di offensiva: a) "Operazione 41", un piano ambizioso che richiedeva piena conoscenza e cooperazione da parte sovietica, e che proprio per questo era costruito come un programma a lungo termine, in modo che la richiesta di approvvigionamento bellico fosse meno traumatica; b) un piano più limitato, denominato "Gli Alti Minareti", ritagliato secondo le reali possibilità egiziane e tenuto segreto anche agli stessi consiglieri sovietici. Cfr. Fred WEHLING, *Irresolute Princes: Kremlin Decision Making in Middle East Crises, 1967-1973*, London, Macmillan, 1997, pp. 102-103.

¹⁶ Cfr. Jon D. GLASSMAN, *Arms for the Arabs: The Soviet Union and War in the Middle East*, Baltimore (MD) - London, The John Hopkins University Press, 1975, p. 98.

¹⁷ Cfr. *Record of Discussion at Camp David: Energy Policy*, 2 February 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 21, AMU 3/548/8, SMG 25/304/1, Top Secret.

Israele¹⁸. Perciò, in caso di crisi energetica il rischio sarebbe stato di non poter condividere le riserve di greggio con gli alleati, e soprattutto con gli altri membri della CEE, arrivando al paradosso di mettere a rischio le economie dei *partners* per salvaguardare la propria. Per evitare tale prospettiva, i governi occidentali, ma in particolare quello britannico, avrebbero dovuto svolgere un ruolo più attivo nei negoziati commerciali coi produttori, pur lasciando le responsabilità maggiori alle compagnie. Nonostante ciò, vi era sempre il timore che la cooperazione tra Londra, la CEE e l'Organizzazione per la Cooperazione Economica e lo Sviluppo (OCSE) potesse limitare la capacità, in caso di crisi internazionale¹⁹, di tenere per sé le riserve del Mare del Nord²⁰. Un fattore importante, in ogni caso, sarebbe stato l'approccio americano al problema energetico; di conseguenza, occorre attendere che Nixon ne delineasse la strategia²¹. A proposito di ciò, negli ambienti diplomatici britannici si nutriva una certa fiducia nella collaborazione con gli Stati Uniti²², dettata anche dal fatto che la visita di Heath a Washington era stata

¹⁸ Sin dall'inizio del suo insediamento, nel 1970, il governo conservatore, e in particolare il *Foreign Secretary*, Alec Douglas-Home, aveva messo in guardia circa il pericolo derivante dall'occupazione israeliana di territori arabi dopo la guerra del 1967. Tale situazione, infatti, era diventata un collante per i popoli arabi, che su questo punto stavano raggiungendo un livello di unità senza precedenti. Cfr. Lord HOME, *The Way the Wind Blows: An Autobiography*, Glasgow, William Collins Sons and Co. Ltd, 1978, p. 256.

¹⁹ In occasione di un colloquio tra Heath e Hafiz Ismail, Consigliere per la Sicurezza Nazionale del Presidente Sadat, quest'ultimo cercò di lanciare un segnale circa il pericolo di una nuova guerra in Medio Oriente, sostenendo che gli amici degli Stati Uniti in quella regione cominciarono a dubitare delle buone intenzioni di Washington circa un reale interessamento alle questioni arabo-israeliane. Cfr. *Record of a Conversation between the Prime Minister and General Hafiz Ismail at 5.15 p.m. on Tuesday 20 February 1973 at 10 Downing Street*, 20 February 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 27, NFW 3/322/1, Confidential.

²⁰ Cfr. *Cabinet Ministerial Committee on Economic Strategy - Memorandum by the Secretary of State for Trade and Industry: Oil Policy*, 8 February 1973, in NA, CAB 134/3606, ES(73)7, Confidential.

²¹ Cfr. *Cabinet Ministerial Committee on Economic Strategy - Memorandum by the Secretary of State for Trade and Industry: Oil Policy. Consumer Government Co-operation*, 21 February 1973, in NA, CAB 134/3607, ES(73)8, Confidential.

²² In realtà, non tutti i funzionari del *Foreign Office* condividevano tale ottimismo. Secondo Edward Peck, Rappresentante Permanente del Regno Unito presso la NATO, i metodi della diplomazia di Kissinger – il *Deus ex Casa Blanca* –, che tendeva a lasciare all'oscuro i propri alleati, erano adatti a negoziare con governi totalitari, ma non potevano funzionare con le democrazie alleate, a meno che gli Stati Uniti non avessero intenzione di ridurle a docili satelliti, o di dividere la NATO. Cfr. *Edward Peck to Sir Denis Greenhill: U.S.A. and N.A.T.O.*, 22 February 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 30, NWE 3/304/1, Secret-Eclipse.

un'ulteriore espressione della relazione naturale tra le due potenze anglo-sassoni, considerato che il Premier britannico era stato il primo Capo di Governo a recarsi in visita ufficiale negli Stati Uniti dopo la rielezione di Nixon²³. Più concretamente, la collaborazione tra i governi atlantici si esplicitava in una serie di colloqui tra i vertici di Whitehall e gli inviati speciali del Presidente. Tuttavia, invertire la rotta in materia di politiche energetiche non era così semplice. Secondo gli stessi analisti americani, infatti, molto tempo sarebbe occorso per costruire nuove centrali nucleari e i costi per lo sfruttamento dei giacimenti gassosi e petroliferi negli Stati Uniti sarebbero stati molto alti. D'altro canto, un continuo deficit nella bilancia dei pagamenti a causa delle importazioni di materie prime non era più accettabile²⁴.

Intanto, la questione energetica procedeva di pari passo con le vicende mediorientali. Mentre i britannici discutevano con gli americani dei comuni interessi economici, Ismail era a colloquio con Nixon e Kissinger negli Stati Uniti. In tale occasione, l'inviato di Sadat sostenne che il contenzioso con Israele dovesse essere sistemato entro l'anno, sperando di concludere un accordo sui principi fondamentali per il mese di settembre. Egli non chiarì che cosa sarebbe successo se non si fossero ottenuti risultati entro la data indicata, ma sostenne che Israele doveva accettare in ogni caso di tornare ai confini del 1967. Solo su questa base l'Egitto avrebbe partecipato ai negoziati, ponendo fine allo stato di guerra e aprendo le acque internazionali alle navi israeliane, ma senza ancora stipulare una pace definitiva. In sostanza, il prezzo che Israele doveva pagare per il ritorno ai confini prebellici non era la pace, bensì la fine dello stato di belligeranza, cosa non molto diversa dallo *status quo* della prima metà del 1973²⁵. Ciò appariva ai britannici come un passo in avanti, in quanto almeno il governo egiziano non chiudeva la strada

²³ Cfr. *Her Majesty's Ambassador at Washington to the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs: Comments on the Official Visit to Washington of the Prime Minister*, 22 February 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 29, Diplomatic Report No. 180/73, AMU 3/548/8, Confidential-Eclipse.

²⁴ Cfr. *Record of a Conversation between the Foreign and Commonwealth Secretary and the Special Adviser to the President of the United States at the Foreign and Commonwealth Office*, 22 February 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 31, NWE 3/304/4, Confidential.

²⁵ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Anni di crisi*, Milano, Sugarco Edizioni, 1982, pp. 175-176; *Telegram No. 820 from Washington to Foreign and Commonwealth Office*, 1 March 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 36, 012353Z, Secret-Eclipse.

a negoziati²⁶. Nonostante questi piccoli spiragli di speranza, il *Foreign Office* non si mostrava molto ottimista circa la situazione egiziana. La preoccupazione maggiore sembrava riguardare la stabilità del regime di Sadat, che si reggeva sulla fedeltà delle forze armate e rischiava di essere soppiantato da gruppi estremisti. Perciò, un'eventuale rappsaglia israeliana, per quanto devastante, avrebbe causato meno pericoli per la tenuta del governo di quanti ne costituissero l'inerzia prolungata nei confronti del vicino ebraico. Infatti, l'alternativa a Sadat sembrava essere un regime militare simile a quello di Gheddafi in Libia, disposto a continuare fino alle estreme conseguenze la lotta contro Israele, stringendo alleanza con libici e palestinesi. Tale prospettiva era del tutto sgradita non solo agli europei occidentali, ma a lungo termine anche agli stessi americani. Se avesse avuto a disposizione le vaste riserve energetiche libiche, infatti, un Egitto così radicalizzato avrebbe potuto diffondere un cancro anti-occidentale in Paesi arabi anche più sensibili per gli interessi dell'Occidente, come l'Arabia Saudita e i vari emirati del Golfo Persico. Pertanto, per il *Foreign Office* Sadat era il miglior presidente che l'Egitto potesse avere. Ciò rendeva urgente una soluzione del problema arabo-israeliano e perciò la Gran Bretagna doveva esercitare ogni pressione possibile sugli americani affinché quest'ultimi si attivassero in tal senso²⁷. Londra si rendeva conto che gli alleati d'oltre Atlantico erano gli unici che potessero esercitare una certa influenza sugli israeliani, ma al momento Washington non intendeva ancora mettere in moto la macchina diplomatica nel Medio Oriente, sia perché non aveva ancora delineato una precisa strategia per quell'area, che perché considerava praticamente nullo il rischio di guerra. In fondo, i grossi movimenti di armi che si registravano dall'Unione Sovietica verso l'Egitto erano interpretati come un tentativo di destare l'interesse della comunità internazionale per il Paese arabo e di mettere pressione su Israele e Stati Uniti²⁸. Da parte sovietica, poi, nonostante Mosca fosse incalzata dai suoi clienti arabi per intercedere presso gli americani affinché quest'ultimi persuadessero Gerusalemme a trattare, nello stesso tempo il

²⁶ Cfr. *Telegram No. 587 from FCO to Washington*, 4 March 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 40, 041925Z, Secret-Eclipse.

²⁷ Cfr. *Despatch (2/4) from British Embassy, Cairo, to the Right Honourable Sir Alec Douglas-Home*, 20 March 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 55, NFW 3/322/1, Secret: U.K. Eyes A.

²⁸ Cfr. *Memorandum from National Security Council Staff: Indication of Arab Intentions to Initiate Hostilities*, undated, in NARA, NPMP, Henry Kissinger Office Files (in seguito HAKOF), Box 135, Rabin/Kissinger (Dinitz) 1973 Jan-Jul (2 of 3).

Cremlino riteneva la regione in questione un probabile teatro di scontro con Washington²⁹. Quindi, anche se una situazione di cronica tensione permetteva ai sovietici di conservare un certo ruolo di garante e mediatore degli interessi arabi, un conflitto su larga scala era assolutamente da evitare³⁰. Tale situazione di stallo poteva perciò mettere in discussione la posizione britannica nella regione, in quanto gli arabi potevano sospettare che Londra non rispettasse più la linea espressa nel discorso di Harrogate del 1970³¹. In definitiva, occorre fare qualcosa per tutelare gli interessi britannici presso i regimi arabi, ma per il momento qualsiasi iniziativa avrebbe prodotto solo un buco nell'acqua³².

2. Le preoccupazioni di Londra alla luce del risentimento arabo

L'immobilismo diplomatico rendeva la situazione paradossale. Secondo l'analisi britannica, infatti, si era arrivati al punto in cui «(...) gli israeliani aspettano che gli americani smuovano gli egiziani e gli egiziani aspettano che gli americani smuovano gli israeliani. Poiché né gli israeliani, né gli egiziani vogliono muoversi e gli americani non vogliono o non possono (o entrambe le cose) fare sufficienti pressioni sugli israeliani per mostrare qualsiasi flessibilità, ci troviamo

²⁹ Poiché il Medio Oriente, e l'Egitto in particolare, era comunque un'area di vitale importanza per gli interessi sovietici, alcuni esponenti di spicco della nomenclatura consideravano l'alleanza con gli arabi prioritaria rispetto alla distensione con gli americani. Cfr. Dina Rome SPECHLER, "The U.S.S.R. and Third-World Conflicts: Domestic Debate and Soviet Policy in the Middle East, 1967-1973", in *World Politics*, XXXVIII, 3, April 1986, p. 452.

³⁰ Cfr. *National Intelligence Estimate: The Soviet Approach to Summit II*, June 1, 1973, NIE 11-9-73, Secret, in <<http://www.foia.cia.gov>>.

³¹ Nell'ottobre 1970, a Harrogate, il *Foreign Secretary* Douglas-Home tenne un discorso pubblico in cui espose la politica del governo. In sostanza, per Londra faceva fede la Risoluzione 242 del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, ma una soluzione definitiva, in grado di garantire pace e sicurezza per tutti gli Stati dell'area, sarebbe stata assicurata solo da un compromesso sui territori, previo ritiro israeliano da una parte sostanziale delle terre occupate nella Guerra dei Sei Giorni. Nessuna potenza esterna poteva stabilire quali dovessero essere i confini tra Israele e i suoi vicini e Douglas-Home invitava le parti in causa a negoziati diretti per stipulare finalmente un vero trattato di pace. Infine, lo statista britannico auspicava una soluzione concordata tra tutti i popoli dell'area, compresi i palestinesi, di cui egli riconosceva le legittime aspirazioni. Cfr. Lord HOME, *The Way the Wind Blows*, cit., pp. 294-299.

³² Cfr. *D. A. Gore-Booth to Mr. Craig. Britain and the Arab/Israel Dispute*, 29 March 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 57, NFW 3/548/2, Minute, Confidential.

bloccati»³³. Ciò che rendeva la situazione frustrante era l'assoluta mancanza di alternative: solo gli americani avevano forza e prestigio sufficienti per orientare gli eventi del Medio Oriente e Londra non riusciva a ritagliarsi uno spazio di manovra in tal senso. Inoltre, la dipendenza europea dal petrolio mediorientale rischiava di cambiare l'assetto stesso dell'alleanza occidentale, dato che, in caso di gravi difficoltà negli approvvigionamenti di petrolio arabo, i Paesi del vecchio continente avrebbero anche potuto acquistare greggio dall'Unione Sovietica, incrinando in tal modo gli equilibri Est/Ovest³⁴. Della probabilità di crisi energetica, tuttavia, anche gli americani iniziavano a rendersi conto, tanto che le stime indicavano che entro la fine del decennio gli Stati Uniti avrebbero rischiato di importare metà del proprio fabbisogno, in gran parte dal Medio Oriente e dal Nord Africa. Nonostante ciò, Nixon non aveva ancora intenzione di intervenire nella disputa arabo-israeliana, anche alla luce della rivalità con l'Unione Sovietica. In realtà, ragionavano i diplomatici britannici, l'Amministrazione americana voleva limitare l'influenza sovietica nell'area e a tal fine avrebbe fatto leva sull'Egitto. Pertanto, la Casa Bianca era riluttante ad intraprendere qualsiasi trattativa per una soluzione globale del conflitto in corso, proprio perché riteneva che in tal caso sarebbero stati i sovietici ad avvantaggiarsene maggiormente. L'obiettivo, infatti, non era quello di coinvolgere ulteriormente Mosca nelle vicende mediorientali, bensì di estrometterla³⁵. Tuttavia, in alcuni ambienti del Dipartimento di Stato e della Casa Bianca si cominciava a dubitare che la situazione di cronica frizione tra Israele e i suoi vicini rispondesse positivamente agli interessi americani³⁶.

³³ A. D. Parsons to Sir P. Adams: *Egypt and the Arab/Israel Dispute*, 10 April 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 63, NFW 3/322/1, Confidential-Eclipse.

³⁴ Cfr. *Cabinet Ministerial Committee on Economic Strategy: Minutes of a Meeting Held at 10 Downing Street on Wednesday 11 April 1973 at 11.00 am*, 11 April 1973, in NA, CAB 134/3606, ES(73) 3rd Meeting, Secret.

³⁵ Sin dal 1970, in realtà, era emerso quale fosse la strategia di Kissinger per il Medio Oriente. Egli, infatti, intendeva sganciare alcuni Paesi arabi da Mosca, a cominciare proprio dall'Egitto, ma ciò non impediva che si potesse sviluppare una collaborazione tra le superpotenze per evitare che la situazione degenerasse e le coinvolgesse direttamente. Cfr. *Meeting between Presidential Assistant Kissinger and Ambassador Dobrynin: Memorandum of Conversation*, October 23, 1970, in NARA, NPMP, NSC Files, Box 490, President's Trip Files, Dobrynin/Kissinger, 1970, Vol. 2, Top Secret.

³⁶ Tale timore fu aggravato pochi giorni dopo, il 9 aprile, quando fu pubblicata un'intervista di Sadat al settimanale "Newsweek", in cui il Presidente sosteneva che «tutti si sono addormentati sulla crisi mediorientale. Ma si sveglieranno presto di fronte al fatto che gli americani non ci hanno lasciato via di uscita (...)». Cit. in Asaf

Era probabile, perciò, che i problemi energetici potessero spingere gli americani a intraprendere iniziative diplomatiche nell'area³⁷, anche se ciò non avrebbe certamente spostato l'asse politico di Washington a favore degli arabi³⁸. Infatti, alcuni analisti del Dipartimento di Stato, come James Akins, mettevano in guardia dal rischio che gli arabi potessero utilizzare l'arma petrolifera contro Stati considerati nemici. Il problema era che entro il 1980 gli Stati Uniti avrebbero probabilmente importato dal Medio Oriente un quantitativo giornaliero di greggio tra gli otto e gli undici milioni di barili. In caso di boicottaggio, ci si chiedeva, quale sarebbe stata la risposta americana? Un tentativo di accedere alle risorse energetiche tramite il ricorso alla forza, cioè la guerra, o l'accettazione di mettere a repentaglio la propria economia? Inoltre, gli alleati occidentali, Giappone compreso, avrebbero condiviso le scelte di Washington? Tali interrogativi ponevano per la prima volta un'Amministrazione americana di fronte alla probabilità di una crisi energetica e di una crisi della bilancia dei pagamenti, motivo per il quale era fondamentale ridurre le importazioni petrolifere³⁹.

A giudicare dalle dichiarazioni pubbliche di Sadat, i timori dei britannici non erano privi di fondamento. Il primo maggio 1973, infatti, il leader arabo dedicò un lungo intervento quasi esclusivamente alla propaganda anti-israeliana. Egli dichiarò l'impossibilità per l'Egitto di accettare lo *status quo*, che invece americani e israeliani volevano congelare, e la necessità di raccogliere la sfida e superare la fase di immobilismo. A parte ciò, il resoconto dell'ambasciata al Cairo sottolineava come Sadat avesse ricordato che il suo Paese non sarebbe stato isolato nella lotta annunciata come imminente. Altri Stati arabi, infatti, come l'Arabia Saudita, sarebbero stati al fianco dell'Egitto, ed ognuno avrebbe

SINIVER, *Nixon, Kissinger, and U.S. Foreign Policy Making: The Machinery of Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 192.

³⁷ In un messaggio al Congresso del 18 aprile, Nixon disse chiaramente che gli Stati Uniti avrebbero dovuto sfruttare maggiormente le risorse energetiche nazionali per ridurre la dipendenza da Paesi esteri. Cfr. "President Nixon's National Energy Policy", in *The Department of State Bulletin*, LXVIII, 1767, May 7, 1973, p. 564.

³⁸ Cfr. *Despatch 2/15/1 from British Embassy Washington to the Rt Hon Sir Alec Douglas-Home: US Policy in the Middle East*, 17 April 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 66, NFW 3/304/1, Confidential-Eclipse.

³⁹ Cfr. James AKINS, "The Oil Crisis: This Time the Wolf Is Here", in Karen R. MERRILL (ed.), *The Oil Crisis of 1973-1974: A Brief History with Documents*, Boston (MA) - New York (NY), Bedfords - St. Martin's, 2007, pp. 51-52.

svolto la propria parte e accettato le proprie responsabilità⁴⁰. Naturalmente, le autorità britanniche osservavano attentamente quanto succedeva in quella parte del mondo e il discorso del primo maggio lasciava alquanto perplessi gli esperti del *Foreign Office*. Le parole del presidente erano state bellicose, ma non si erano spinte al punto di assicurare lo scoppio di un nuovo conflitto. L'impressione che se ne ricavava, pertanto, era duplice: da un lato, Sadat aveva rivolto un messaggio agli alleati russi, affinché essi comprendessero le ragioni alla base dell'insistenza degli americani circa la necessità di garantire lo *status quo* e trarne le necessarie conclusioni⁴¹; dall'altro, lo statista egiziano aveva avvertito gli americani che non era più tempo di soluzioni temporanee e che un nuovo approccio era necessario. In breve, appariva chiaro che il Presidente intendeva attirare l'attenzione della comunità internazionale sulla questione arabo-israeliana in vista del *summit* tra Breznev e Nixon, previsto per il mese successivo⁴². A dire il vero, l'analisi americana non era molto simile a quella dei britannici, tanto che il personale diplomatico di Washington in Egitto riteneva che Sadat, pur avvertendo la necessità di fare qualcosa sul piano internazionale per evitare disordini interni⁴³, stesse tentando di distanziarsi dall'Unione Sovietica⁴⁴.

⁴⁰ Cfr. *Telegram No. 404 from Cairo to FCO*, 2 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 82, Immediate GR 1004, 021146Z, NFW 3/322/1, Confidential.

⁴¹ Negli stessi giorni Fu'ad Matar, un giornalista libanese con eccellenti connessioni al Cairo, scrisse di aver notato un certo cambiamento nella posizione di Mosca. Secondo tale interpretazione, il Cremlino si era persuaso che se Sadat avesse deciso di iniziare un conflitto, Mosca avrebbe dovuto assisterlo per i seguenti motivi: se avesse vinto, i sovietici ne avrebbero condiviso i frutti; se fosse stato sconfitto, egli sarebbe stato il solo a pagarne le conseguenze. Cfr. Shimon SHAMIR, "Nasser and Sadat, 1967-1973: Two Approaches to a National Crisis", in Itamar RABINOVICH - Haim SHAKED (eds.), *From June to October: The Middle East between 1967 and 1973*, New Brunswick (NJ), Transaction Books, 1978, pp. 214-215.

⁴² Cfr. *Telegram No. 405 from Cairo to FCO*, 2 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 83, Priority GR 350, Cypher CAT A, 021219Z, NFW 3/322/1, Confidential.

⁴³ Nella seconda metà del 1972, la bilancia dei pagamenti dell'Egitto era ulteriormente peggiorata, non appena erano aumentati i prezzi del grano e altri generi di prima necessità che il Paese arabo importava. Oltre a ciò, nella prima metà dell'anno successivo un ritardo nei pagamenti del debito estero aggravò ulteriormente la situazione, riducendo così l'acquisto di beni essenziali e restringendo la capacità industriale del 30%. Cfr. Eliezer SHEFFER, "The Egyptian Economy between the Two Wars", in Itamar RABINOVICH - Haim SHAKED (eds.), *From June to October*, cit., pp. 141-142.

⁴⁴ Cfr. *Telegram 842 from USInt Cairo to SecState Washington: Prospects for Peace and War in the Middle East*, May 4, 1973, in NARA, NPMP, NSF, Middle East

Pur interpretando gli eventi in modo diverso, l'importanza della questione era evidenziata dal fatto che il tema mediorientale venisse affrontato ai massimi livelli durante le conversazioni tra Washington e Londra, come quelle tra Douglas-Home e Kissinger il 10 maggio. In tale occasione, mentre gli europei discutevano su come scongiurare il pericolo che Sadat si illudesse di poter scatenare una guerra limitata e trarre vantaggio da ciò, il braccio destro di Nixon si dichiarava ottimista che il migliore deterrente contro un'offensiva araba sarebbe stata la prospettiva di un'ennesima sconfitta bruciante. Per quanto concerneva la possibilità di una soluzione sotto egida ONU, Kissinger non mostrava alcuna fiducia che il Consiglio di Sicurezza potesse architettare un compromesso accettato da entrambe le parti⁴⁵. Pertanto, il governo americano era contrario a qualsiasi iniziativa delle Nazioni Unite in merito al conflitto arabo-israeliano⁴⁶. Di fronte a tale fermezza, il *Foreign Office* non nascondeva il proprio disappunto. Secondo Douglas-Home, gli egiziani perseguivano sinceramente un negoziato e finché Israele non avesse mostrato un minimo di flessibilità, un certo aiuto da parte della comunità internazionale sarebbe stato comunque utile a scongiurare il peggio⁴⁷. Nonostante ciò, la chiave di volta sembrava essere un diretto interessamento di Kissinger. Secondo i resoconti della diplomazia britannica, gli stessi egiziani speravano che il consigliere del Presidente Nixon potesse elaborare un'accettabile formula di compromesso. Però, al momento era del tutto improbabile che Kissinger potesse impegnarsi su un terreno che non lasciava presagire alcuno spiraglio di negoziato; pertanto, a meno di uno scoppio delle ostilità lungo il Canale di Suez, prima del 1974 sarebbe stato difficile che la diplomazia americana si fosse messa in azione⁴⁸. Dopotutto, osservavano gli stessi israeliani, la situazione non era

1969-1974, Country File Arab Republic of Egypt, Vol. IX, Jan-Oct 1973, Box 638, Folder 2, Action SS-25, R 040730Z, Confidential/Exdis.

⁴⁵ Cfr. *Record of a Conversation between the Foreign and Commonwealth Secretary and Dr Henry Kissinger at 3.00 pm on Thursday 10 May at the Foreign and Commonwealth Office*, 10 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 89, AMU 3/548/14, Secret.

⁴⁶ Cfr. *Telegram No. 1545 from Washington to FCO*, 11 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 91, Immediate GPS 900, Cypher CAT A, 112200Z, NFW 2/4, Confidential.

⁴⁷ Cfr. *Telegram No. 1071 from FCO to Washington*, 14 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 92, Immediate GPS 370, Cypher CAT A and by Bag, 141230Z, NFW 2/4, Confidential.

⁴⁸ Cfr. *J. C. Moberly to A.D. Parsons: Arab/Israel*, 22 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 99, NFW 3/304/1, Confidential-Eclipse.

tanto negativa per lo Stato ebraico. Le prospettive che Sadat riuscisse a muovere davvero guerra al nemico sionista erano scarse, e gli stessi sovietici raccomandavano moderazione. Da parte occidentale, perciò, non vi era motivo di affrettare i tempi e una risoluzione delle Nazioni Unite era del tutto inopportuna⁴⁹. Lo stesso Primo Ministro israeliano, Golda Meir, aveva affermato che la sicurezza dello Stato ebraico non era mai stata migliore. Secondo lei, il tempo era dalla parte di Gerusalemme, perché quanto più durava lo *status quo*, tanto più l'occupazione israeliana di territori arabi sarebbe stata legittimata. In breve, l'inespugnabilità militare garantita dall'IDF (Israeli Defence Forces) rendeva inutile ogni cambiamento⁵⁰.

Da parte araba, invece, l'immobilismo diplomatico diventava sempre più intollerabile. Oltretutto, la novità costituita dalla maggiore forza contrattuale degli arabi in materia petrolifera rendeva più concreto il pericolo che i regimi radicali procedessero sulla via delle nazionalizzazioni. A dimostrazione di ciò, nella primavera del 1973 il governo libico aveva dato una dimostrazione di forza interrompendo per ventiquattro ore le esportazioni di petrolio. In tal modo, Gheddafi intendeva accelerare le trattative con le compagnie petrolifere per far sì che lo stato nord africano controllasse il 100% delle infrastrutture energetiche. In caso di interruzione prolungata del flusso di petrolio libico, si temeva, l'intero Occidente avrebbe finito per razionare il carburante, mentre la Libia avrebbe potuto vivere di rendita a lungo, grazie alle riserve di oro e valuta pesante accumulate negli ultimi anni⁵¹. Infine, la stessa CIA riconosceva che laddove le proprietà occidentali venivano nazionalizzate vi fossero maggiori possibilità di partecipazione comunista ai processi economici, come già successo in Algeria, Iraq e nella stessa Libia a partire dal 1971⁵². Tale

⁴⁹ Cfr. *Telegram No. 162 from FCO to Tel Aviv*, 22 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 100, Immediate GR 850, Cypher CAT A, 221540Z, NFW 3/408/1, Confidential.

⁵⁰ Cfr. Avi SHLAIM, *The Iron Wall: Israel and the Arab World*, New York - London, W.W. Norton & Company, 2001, p. 315.

⁵¹ Cfr. "The Radical Specter of Libya", in Karen R. MERRILL (ed.), *The Oil Crisis of 1973-1974*, cit., pp. 57-58.

⁵² Nell'agosto del 1972 Sadat e Gheddafi si impegnarono a federare i propri Paesi a partire dal primo settembre 1973. Lo statista egiziano si era reso conto che la causa che perseguiva necessitava delle ingenti risorse finanziarie della Libia. Oltretutto, pur non essendo molto apprezzato dalla borghesia egiziana, sui cui Sadat basava il suo progetto politico, il leader libico suscitava entusiasmo nelle masse arabe. Cfr. Alvin Z. RUBINSTEIN, *Red Star on the Nile: The Soviet-Egyptian Influence Relationship since the June War*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1977, p. 239.

sostegno si traduceva in assistenza nelle esplorazioni e trivellazioni, assemblaggio di materiali, supervisione e costruzione di oleodotti e impianti di stoccaggio. Tutto ciò produceva benefici anche per i sovietici, in termini di espansione delle relazioni con il Terzo Mondo, apertura di nuovi mercati e approvvigionamento di ulteriori risorse energetiche, utili ad incrementare le esportazioni⁵³. In virtù di ciò, è facile comprendere come le questioni petrolifere si potessero collegare a quelle territoriali, ragion per cui il governo britannico rassicurava la controparte egiziana circa il mancato riconoscimento dell'occupazione israeliana del Sinai⁵⁴.

Il timore di un ricatto energetico rendeva Londra molto critica nei confronti dell'atteggiamento israeliano e soprattutto occorreva riconoscere che la capacità degli arabi di trasformare il petrolio in un'arma di ricatto politico rendesse necessaria una maggiore flessibilità. A meno che gli Stati Uniti non avessero ritirato il sostegno militare e diplomatico a Israele, le forniture energetiche sarebbero state davvero a rischio⁵⁵. La situazione del momento, inoltre, metteva in discussione gli interessi nazionali della Gran Bretagna in Medio Oriente, tanto che gli arabi avrebbero potuto decidere ritorsioni contro le economie europee senza che si fosse scatenata una nuova guerra, come reazione ad un mancato progresso nelle trattative. Il punto nodale era l'assoluta necessità di un intervento esterno per sbrogliare la matassa. Ciò perché gli israeliani si sentivano così sicuri militarmente da non avvertire il bisogno di negoziare, mentre gli arabi, pur non potendo tollerare tale situazione, sapevano di non essere in grado di sferrare una vera offensiva. Da qui l'*impasse* e la necessità della mediazione di Washington, che però al momento non aveva intenzione di fare alcuna pressione su Gerusalemme. Oltre a ciò, gli americani vedevano l'intera questione in termini di confronto tra le superpotenze, motivo per il quale non avevano interesse ad accelerare i tempi in vista di un compromesso, poiché in tal caso

⁵³ Cfr. *Communist Aid to Third World Oil Industries*, June 1973, in <<http://www.foia.cia.gov>>.

⁵⁴ Cfr. *Telegram No. 400 from FCO to UKMIS New York*, 31 May 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 106, Immediate GRPS 700, Cypher CAT A, 311815Z, NFW 3/22/1, Confidential.

⁵⁵ Sin dal novembre 1971, quando era stato siglato il Memorandum d'Intesa tra Stati Uniti e Israele, Washington si era impegnata non solo a produrre i motori per nuovi aerei da guerra costruiti nello Stato ebraico, ma aveva anche rassicurato la controparte circa la fornitura a lungo termine di armi. Cfr. Scott LASENSKY, "Dollarizing Peace: Nixon, Kissinger and the Creation of the US-Israeli Alliance", in *Israel Affairs*, XIII, 1, Jan. 2007, p. 166.

l'Unione Sovietica avrebbe avuto tutto da guadagnare, ottenendo libero accesso per la propria flotta dal Canale di Suez all'Oceano Indiano. Invece, i britannici erano dell'opinione che l'Occidente avrebbe beneficiato da una soluzione pacifica del conflitto arabo-israeliano. Tuttavia, in attesa che gli israeliani manifestassero volontà di negoziato, Londra avrebbe dovuto proteggere la propria posizione nel mondo arabo, incrementando i legami economici con i Paesi produttori, aiutando economicamente quelli non produttori, come appunto l'Egitto, fornendo tutto l'aiuto diplomatico possibile in sede ONU e assicurando la vendita di materiale bellico, purché ciò non mettesse in pericolo la stabilità della regione⁵⁶. In sostanza, gli esperti del governo collegavano le vicende mediorientali alle previsioni economiche del quindicennio successivo, nel corso del quale l'Occidente sarebbe dipeso sempre più dal petrolio arabo e allo stesso tempo sarebbe stato vulnerabile di fronte alle astronomiche somme di denaro a disposizione dei Paesi produttori. In tal senso, l'analisi britannica differiva alquanto da quella di americani e israeliani. Questi ultimi, infatti, ritenevano che una soluzione della vertenza israelo-egiziana circa l'occupazione del Sinai non fosse così urgente. Anzi, se si fosse raggiunto un compromesso il radicalismo si sarebbe maggiormente diffuso negli Stati arabi, i cui regimi non avrebbero più potuto distrarre con il comune nemico israeliano l'attenzione delle masse dai problemi economici⁵⁷. Inoltre, era improbabile che i regimi arabi, che in generale erano filo-occidentali, riuscissero a coalizzarsi e provocare un embargo totale di petrolio. La chiave di volta in tal senso era l'Arabia Saudita. Finché essa non avesse cambiato la propria politica petrolifera, gli Stati Uniti non sarebbero stati colpiti dalle ritorsioni degli altri regimi. Soltanto in caso di nuovo conflitto su larga scala vi era il pericolo di un blocco energetico di tutti i Paesi produttori. Ma tale evenienza si poteva scongiurare rendendo Israele forte a tal punto da rendere nulla

⁵⁶ Cfr. *Heath to Douglas-Home: Middle East*, 4 June 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 109, Prime Minister's Personal Minute No. M52/73, NFW 3/548/2, Confidential; *Douglas-Home to Heath: Middle East*, 7 June 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 112, Prime Minister PM/73/39, NFW 3/548/2, Confidential.

⁵⁷ Uno dei fattori che contribuì alla decisione di Sadat di scatenare l'offensiva di ottobre fu proprio la disastrosa situazione economica. Se nel 1974 l'Egitto si fosse trovato nelle stesse condizioni, ricordò lo stesso Presidente, gli israeliani non avrebbero avuto bisogno di sparare un solo colpo. Cfr. Michael N. BARNETT - Jack S. LEVY, "Domestic Sources of Alliances and Alignments: The Case of Egypt, 1962-73", in *International Organization*, XLV, 3, Summer 1991, p. 392.

qualsiasi velleità araba⁵⁸. Invece, la tesi degli europei sosteneva che i rischi di ricatto petrolifero e di diffusione del radicalismo potessero essere scongiurati solo con un compromesso tra arabi e israeliani, a partire proprio dalla questione del Sinai, più semplice da risolvere poiché non vi erano implicazioni dirette per la città di Gerusalemme e la questione palestinese. Solo gli americani erano in grado di indurre le parti a negoziare, ma fintanto che ciò non fosse avvenuto, Londra avrebbe dovuto assumere, per quanto possibile, una posizione filo-araba, lavorando nello stesso tempo per rendersi indipendente dalle risorse energetiche mediorientali. Ciò avrebbe incoraggiato i regimi arabi moderati al rispetto della Risoluzione 242 delle Nazioni Unite⁵⁹ e avrebbe anche costituito un'assicurazione contro eventuali decisioni irrazionali ai danni degli interessi britannici. Certamente gli israeliani non sarebbero stati soddisfatti di scelte simili ma, «(...) per farla brutale, i nostri interessi nazionali sono legati molto più agli arabi che ad Israele»⁶⁰.

La prima occasione per i britannici di fare pressioni sugli americani in vista di un possibile compromesso in Medio Oriente fu offerta dal *summit* tra Breznev e Nixon a San Clemente, in California, previsto per l'ultima decade di giugno. Pertanto, approssimandosi il vertice il Premier Heath scrisse a Nixon. Con tale messaggio, lo statista conservatore tentava di sensibilizzare il Presidente circa i problemi energetici e la necessità che gli israeliani si dimostrassero flessibili. Poiché Sadat si era distanziato notevolmente dall'influenza sovietica e molti Stati arabi accettavano ormai l'esistenza di Israele, sosteneva Heath, il governo di Londra non poteva più accettare l'idea che solo l'immobilismo diplomatico potesse indurre al negoziato i nemici dello Stato ebraico. In tal senso, sarebbe stato opportuno almeno che Gerusalemme dichiarasse in linea di principio che le vecchie frontiere

⁵⁸ Cfr. *Parsons to Acland: Western Interests in the Middle East over the Next Fifteen Years*, 7 June 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 111, NFW 3/548/2, Minute, Confidential.

⁵⁹ Questa giudicava inammissibile l'acquisizione di territorio per mezzo della guerra e affermava la necessità di una pace giusta e duratura. A tal fine, il Consiglio di Sicurezza chiedeva il ritiro delle forze armate israeliane da territori occupati nel recente conflitto, la cessazione dello stato di belligeranza, la libertà di navigazione nelle vie d'acqua internazionali e il rispetto della sovranità, integrità territoriale e indipendenza di ogni Stato dell'area, cui erano garantiti confini sicuri e riconosciuti. Cfr. *United Nations Security Council Resolution 242*, November 22, 1967, in <<http://www.un.org>>.

⁶⁰ *Parsons to Acland*, cit.

del mandato di Palestina costituissero il confine con l'Egitto⁶¹. Tale proposta non poteva incontrare il consenso dell'Amministrazione Nixon, anche perché avrebbe subito molte resistenze nel Congresso e con la *lobby* ebraica; tuttavia, secondo i britannici lo stesso *staff* di Kissinger riconosceva che un certo progresso diplomatico fosse ormai necessario, ma al momento non sarebbe stata presa nessuna iniziativa⁶². A dimostrazione di ciò, durante i colloqui tra Nixon e Breznev le questioni mediorientali furono affrontate molto marginalmente. Per quanto concerneva la probabilità di un nuovo conflitto, lo statista sovietico era convinto che gli Stati Uniti fossero perfettamente in grado di imporre agli israeliani un compromesso secondo i *desiderata* degli arabi⁶³, ma egli cercò anche di lanciare un avvertimento agli americani⁶⁴, affermando che se «non c'è alcuna chiarezza sui principi avremo difficoltà ad impedire che la situazione militare s'infiammi»⁶⁵. Tutto ciò non poteva che irritare i britannici, secondo cui lo stallo diplomatico sarebbe stato ben presto fonte di guai⁶⁶. Agli occhi degli alleati europei, nell'estate del 1973 gli Stati Uniti apparivano come il difensore degli interessi israeliani, sia in termini strategico-economici che nelle sedi diplomatiche internazionali. In virtù di ciò, Londra si preoccupava di tutelare la propria posizione presso le Nazioni Unite con i *partners* commerciali arabi. L'impegno di Downing Street in tal senso si spingeva sino al punto da appoggiare una risoluzione, poi bloccata dal veto degli Stati Uniti, che deplorava la persistente occupazione israeliana dei territori

⁶¹ Cfr. *Telegram No. 1269 from FCO to Washington*, 15 June 1973, in NA, PREM 15/1981, Immediate GPS 1500, Cypher CAT A, 151300Z, Prime Minister's Personal Message Serial No. T110/73, Secret.

⁶² Cfr. *Letter from J. C. Moberly to A. D. Parsons: Middle East*, 21 June 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 139, NFW 3/304/1, Confidential.

⁶³ Cfr. *Telegram No. 1322 from FCO to Washington: Brezhnev Visits*, 25 June 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 141, Immediate GPS 1000, Cypher CAT A, 251715Z, AMU 18/1, Secret.

⁶⁴ Gli americani non diedero peso alle parole di Breznev. Lo stesso Kissinger liquidò l'episodio come un tentativo di guerra psicologica. Cfr. Raymond L. GARTHOFF, *Détente and Confrontation: American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, Washington (DC), The Brookings Institution, 1985, p. 365.

⁶⁵ *Memorandum for the President's Files from Henry A. Kissinger: President's Meeting with General Secretary Leonid Brezhnev on Saturday, June 23, 1973 at 10:30 p.m. at the Western White House, San Clemente, California*, in NARA, HAKO, Box 75, Brezhnev Visit June 18-25 1973 Memcons, Top Secret/Sensitive/Exclusively Eyes Only/XGDS.

⁶⁶ Cfr. *Telegram No. 1406 from FCO to Washington*, 6 July 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 152, Priority GRPS 750, Cypher CAT A, 061600Z, AMU 18/1, Secret.

conquistati nel 1967 ed esprimeva seria preoccupazione per la mancata cooperazione da parte di Gerusalemme⁶⁷. Al delegato britannico fu ordinato di votare a favore del documento, benché egli mettesse prima in chiaro che per il suo governo la Risoluzione 242 rimaneva l'unica strada da seguire per terminare il conflitto arabo-israeliano⁶⁸.

A seguito del veto americano, i britannici erano sempre più preoccupati che i Paesi produttori di petrolio potessero optare per attuare ritorsioni. In particolare, era l'atteggiamento dei sauditi a suscitare le maggiori attenzioni, specie dopo che Re Feisal aveva fatto credere a Sadat di essere in grado di influenzare gli americani ai fini di una politica mediorientale più moderata. La decisione degli Stati Uniti, pertanto, era stata un brutto colpo al prestigio del monarca, tanto che il rappresentante della compagnia petrolifera ARAMCO a Washington, Mike Ameen, disse esplicitamente che era giunto il tempo di chiedere all'Amministrazione Nixon «(...) di anteporre gli interessi americani, e non quelli israeliani, nella formulazione della politica mediorientale»⁶⁹. I funzionari del *Foreign Office* prendevano sul serio le minacce saudite, convinti che in caso di nuova guerra contro Israele il Re avrebbe chiuso i rubinetti del petrolio. A tal proposito, Londra provava tanta più irritazione quanto più gli americani non mettevano in azione la propria diplomazia. Ciò in quanto Washington era l'unica potenza in grado di influenzare le scelte petrolifere di Feisal, data la stretta dipendenza dell'Arabia Saudita dagli armamenti americani. Inoltre, gli Stati Uniti non avevano il passato coloniale degli europei ed erano considerati il bastione contro l'ateismo sovietico. Per questo motivo, era auspicabile che la Casa Bianca intercedesse presso Riad affinché il primo produttore di petrolio del mondo non avviasse una politica anti-occidentale⁷⁰.

⁶⁷ Cfr. *J. Amery to the Secretary of State: Middle East – Security Council Debate*, 25 July 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 172, NFW 2/4, Minute, Confidential.

⁶⁸ Cfr. *A. Douglas-Home to J. Amery: Security Council Debate on the Middle East*, 26 July 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 173, NFW 2/4, Minute, Confidential.

⁶⁹ Cfr. *Letter from A. Reeve to R.M. Hunt: Oil as a Political Weapon*, 7 August 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 187, NB 12/1, Confidential.

⁷⁰ Cfr. *Letter from H.B. Walker to P.R.H. Wright: Oil as a Weapon*, 23 August 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 204, NBS 12/1, Confidential.

3. La Guerra dello Yom Kippur e gli equilibrismi di Londra

Le voci sempre più insistenti sul ricatto petrolifero non lasciavano certo indifferenti gli americani; tuttavia, a differenza degli alleati europei, la minore dipendenza dalle fonti energetiche del Medio Oriente poneva Washington in una posizione di attesa, tanto che il Dipartimento di Stato esprimeva ancora fiducia che fosse interesse di tutti lasciare che il mercato petrolifero si sviluppasse senza interferenze governative⁷¹. Nonostante ciò, col passare dei giorni la diplomazia interaraba di Sadat non poteva non passare inosservata. Alla fine di agosto, quello stesso Dipartimento di Stato che aveva espresso un cauto ottimismo solo pochi giorni prima iniziava ad annotare come il Presidente egiziano stesse riuscendo ad allacciare importanti relazioni diplomatiche proprio con il regime saudita⁷². Eppure, nessuno prevedeva che la strada della guerra era già segnata. In quei giorni, lo statista egiziano sembrava saldamente in controllo del proprio governo, ma gli stessi britannici ritenevano che i moniti bellicosi del Presidente fossero solo vana propaganda. Inoltre, il parziale allontanamento da Mosca e le relazioni intraprese con gli Stati arabi conservatori lasciavano presagire una politica più neutralista in campo internazionale. Dopo le epurazioni dell'ala filo-sovietica del governo⁷³, di fatto non vi era più un'opposizione al Presidente, tanto che era plausibile che egli volesse ormai persuadere l'opinione pubblica dell'impossibilità di una rapida soluzione del problema israeliano⁷⁴. Anche Kissinger, nominato

⁷¹ Cfr. "Assistant Secretary Sisco Interviewed for Israeli Television", in *The Department of State Bulletin*, LXIX, 1783, 27 August 1973, p. 310.

⁷² Cfr. *Department of State Information Memorandum: Egyptian-Libyan Merger*, August 31, 1973, in NARA, NPMP, NSF, Middle East 1969-1974, Country File Egypt, Vol. VIII, Box 638, Folder 2.

⁷³ Ai primi di maggio del 1971, il Presidente egiziano aveva rimosso il suo vice, Ali Sabri, considerato il capo della fazione filo-sovietica della dirigenza araba. Nei giorni successivi seguirono altre dimissioni, segno della lotta di potere in corso tra Sadat e il vecchio apparato nasseriano. Cfr. Alvin Z. RUBINSTEIN, *Red Star on the Nile*, cit. pp. 145-146. Per sopravvivere politicamente, però, egli aveva bisogno del sostegno dell'esercito. Cfr. *Conclusions of a Meeting of the Cabinet Held at 10 Downing Street, S.W. 1, on Tuesday, 18 May, 1971, at 11 a.m.*, in NA, CAB 128/49, CM (71), 26th Conclusions, 2, Secret. Per questo motivo, non poteva mostrare segni di cedimento o di compromesso sulla questione del Sinai. Cfr. M. GAZIT, "Egypt and Israel – Was there a Peace Opportunity Missed in 1971?", in *Journal of Contemporary History*, XXXII, 1, January 1997, p. 102.

⁷⁴ Cfr. *Despatch (1/1) from British Embassy, Cairo, to the Right Honourable Sir Alec Douglas-Home*, 7 September 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 224, NFW 3/322/1, Confidential.

Segretario di Stato il 22 agosto, non credeva che vi fosse un serio rischio di guerra. Pertanto, egli preferiva agire con pazienza per dividere il fronte arabo e giungere ad una pace separata con lo Stato ebraico. A tal fine, era assolutamente necessario tenere i sauditi lontani dalla disputa arabo-israeliana⁷⁵. Ma questo era esattamente ciò a cui stava lavorando Sadat, il quale intendeva convincere Feisal a finanziare la guerra ormai imminente, oltre che assicurarsi l'impegno degli Stati del golfo a fare uso dell'arma petrolifera contro l'Occidente⁷⁶. Il Presidente egiziano sapeva che se le sue truppe fossero riuscite ad attraversare il Canale di Suez e riconquistare anche una piccolissima parte del Sinai, la situazione si sarebbe finalmente sbloccata⁷⁷. Il primo ottobre, egli convocò il Consiglio Supremo delle Forze Armate e firmò l'ordine di attacco per il giorno 6 alle ore 14⁷⁸. Due giorni dopo Sadat comunicò all'ambasciatore

⁷⁵ Cfr. *Memorandum of Conversation*, September 10, 1973, 6:03-6:45 p.m., in NARA, NPMP, HAKO, Box 135, Rabin/Dinitz Sensitive Memcons, Top Secret/Sensitive/Exclusively Eyes Only.

⁷⁶ Dopo la morte di Nasser, nel 1970, le relazioni tra Egitto e Arabia Saudita erano molto migliorate. Infatti, Sadat stava portando avanti una politica molto gradita alla dinastia wahabita. Egli era religioso, stava smantellando il socialismo nasseriano e allontanando l'Egitto dall'Unione Sovietica. Ciò era molto apprezzato da Re Feisal, abituato ad associare il radicalismo arabo alla questione israeliana. Secondo la sua teoria, i successi israeliani acuivano l'estremismo palestinese e arabo in generale. Ciò non faceva altro che indurre i regimi arabi a rivolgersi ai sovietici in cerca di sostegno, il che rafforzava l'espansione comunista in Medio Oriente. Naturalmente, tale situazione provocava la reazione degli Stati Uniti, che continuavano ad armare Gerusalemme. Un circuito vizioso del genere non era accettabile per i sauditi, nemici sia dei sovietici che degli israeliani. Ragion per cui, il progetto di Sadat di muovere guerra allo Stato ebraico e allo stesso tempo rompere i legami con Mosca non poteva che incontrare l'approvazione del sovrano arabo. Cfr. Bernard REICH, "Crisis Management – R. Hermann's Intervention", in Richard B. PARKER (ed.), *The October War: A Retrospective*, Gainesville (FL), University Press of Florida, 2001, pp. 190-191.

⁷⁷ Cfr. Anwar EL-SADAT, *In Search of Identity: An Autobiography*, New York - London, Harper & Row Publishers, 1978, p. 244.

⁷⁸ Secondo Mohamed Heikal, giornalista e amico personale del Presidente Sadat, nel 1973 l'Egitto stava ormai diventando oggetto di sarcasmo nel mondo arabo. Lo Stato nord africano, infatti, si vantava di essere la guida delle popolazioni arabe, ma si dimostrava incapace di difendere il proprio territorio. Gli egiziani chiedevano agli altri regimi di utilizzare l'arma petrolifera, ma non riuscivano a fare uso delle armi a propria disposizione. Nonostante l'appoggio diplomatico dei governi amici, niente sembrava cambiare nel Medio Oriente, tanto che il Ministro degli Esteri francese, Jobert, di fronte alle lamentele dell'ambasciatore egiziano a Parigi, secondo cui la situazione sarebbe presto esplosa se non si fosse fatto qualcosa, disse: «E perché no? Lasciate che esploda». Mohamed HEIKAL, *The Road to Ramadan*, New York (NY), Ballantine Books, 1976, p. 209.

sovietico la decisione assunta⁷⁹. Secondo Victor Israelyan, uno dei più importanti diplomatici sovietici del periodo e Direttore del Dipartimento delle Organizzazioni Internazionali del Ministero degli Esteri di Mosca, non ci sono dubbi circa l'estraneità del Cremlino dalla decisione di sferrare l'offensiva. Breznev non fece alcun tentativo per dissuadere Sadat e Assad, ma nemmeno li aveva incoraggiati a portare avanti i propri piani militari. In sostanza, la posizione neutrale dei vertici sovietici era dettata dalla necessità di non rovinare le già precarie relazioni con gli amici arabi⁸⁰. Nel frattempo, nessuno in Occidente aveva sentore di quanto stesse succedendo. Persino gli israeliani non percepivano alcuna minaccia alla pace, per quanto consci dell'instabilità della situazione nell'area⁸¹. Soltanto la mattina del 6 ottobre ci si rese conto delle vere intenzioni degli arabi. Tuttavia, le stesse forze armate di Gerusalemme non avevano ancora un'idea precisa dell'ora esatta dell'offensiva, ma si dimostravano assolutamente sicure di sconfiggere il nemico⁸².

Una volta scoppiata la guerra, la differenza di interessi e strategia tra le due potenze atlantiche fu subito evidente. Da parte americana, Kissinger ebbe subito le idee chiare circa gli obiettivi di Washington. Egli intendeva semplicemente impedire che l'Unione Sovietica acquisisse una posizione dominante in Medio Oriente. Gli Stati Uniti, in sostanza, intendevano dimostrare che chi fosse stato appoggiato da Mosca non sarebbe stato in grado di sconfiggere un alleato degli americani. Di conseguenza, il Segretario di Stato chiedeva il ripristino dello *status quo ante*⁸³. Ciò di cui era preoccupato Kissinger non era l'esito militare della guerra, ma le sue conseguenze politiche sul piano internazionale. Un conflitto locale in quella regione, infatti, avrebbe potuto facilmente trasformarsi in una crisi internazionale,

⁷⁹ I sovietici non avevano fatto alcuna pressione affinché gli arabi riprendessero le ostilità, benché non avessero avvertito gli americani, una volta appresa la notizia. Cfr. William B. QUANDT, "Soviet Policy in the October Middle East War-I", in *International Affairs*, LIII, 3, July 1977, p. 383.

⁸⁰ Cfr. Victor ISRAELYAN, *Inside the Kremlin during the Yom Kippur War*, University Park (PA), The Pennsylvania State University Press, 1995, p. 11.

⁸¹ Cfr. *Telegram No. 402 from Tel Aviv to FCO: Arab/Israel*, 25 September 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 233, Priority GRS 1300A, Cypher CAT A, 251530Z, NFW 3/408/1, Confidential-Eclipse.

⁸² Cfr. *Telegram from Tel Aviv to MOD and FCO*, 6 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 246, Immediate GR 490, Cypher CAT A, 061105Z, NFW 10/9, Secret UK Eyes Bravo.

⁸³ Cfr. *Memorandum of Conversation*, October 6, 1973, 9:10-9:30 p.m., in NARA, Record Group 59 (in seguito RG 59), Policy Planning Staff (in seguito PPS) Records, Director's Files (Winston Lord), 1969-1977, Box 328, China Exchanges July 10-October 31, 1973, Top Secret/Sensitive/Exclusively Eyes Only.

determinando così l'intervento sovietico e distanziando l'Europa dagli americani per motivi energetici⁸⁴. Naturalmente, era interesse della Casa Bianca che Israele uscisse vittorioso dal conflitto, ma era anche necessario conservare i buoni rapporti coi regimi arabi conservatori, primi fra tutti quelli giordano e saudita. Una volta terminata l'emergenza, quindi, occorreva avviare subito il processo diplomatico. Per tale ragione, agli Israeliani non poteva essere permesso di umiliare il nemico, lasciando così gli americani soli di fronte al risentimento arabo⁸⁵. Da parte britannica, invece, era già stabilito da tempo che, a causa della dipendenza quasi totale dalle importazioni di petrolio dal Medio Oriente, Londra sarebbe stata vulnerabile alle reazioni dei governi arabi. Perciò, in caso di guerra il Regno Unito avrebbe servito meglio i propri interessi mantenendo un basso profilo⁸⁶. Una volta iniziate le ostilità, quindi, il Governo Heath si attivò soprattutto per contenere eventuali ritorsioni arabe. In breve, Londra temeva che un conflitto prolungato avrebbe indotto l'Arabia Saudita ad intraprendere azioni di disturbo contro i rifornimenti petroliferi britannici⁸⁷. A tal proposito, quasi come se avesse intuito lo stato d'animo degli alleati, Kissinger riferì all'ambasciatore Cromer di aspettarsi che in sede ONU il delegato britannico non assumesse una posizione di aperto confronto con le proposte americane⁸⁸.

Su un punto vi era pieno accordo tra Gran Bretagna e Stati Uniti: agli arabi doveva essere evitata un'altra umiliazione e gli israeliani non dovevano assumere una posizione dominante. Secondo le stime del governo britannico, se la guerra non fosse durata più di dieci giorni e la Gran Bretagna non avesse assunto posizioni anti-arabe, non vi sarebbero stati problemi per le forniture di petrolio, che al 65-70% dipendevano dai contratti stipulati con gli Stati arabi⁸⁹. In realtà, l'economia americana non era così immune da un embargo petrolifero in quanto, in caso di riduzione dell'erogazione verso l'Europa, quest'ultima sarebbe stata obbligata a ridurre a sua volta l'esportazione di prodotti petroliferi, determinando in tal modo una

⁸⁴ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Anni di crisi*, cit., p. 358.

⁸⁵ Cfr. *Ibi*, pp. 368-369.

⁸⁶ Cfr. *Craig to Parsons: Arab/Israel Contingency Plans*, 24 May 1973, in NA, FCO 93/253.

⁸⁷ Cfr. Matthew F. FERRARO, *Tough Going: Anglo-American Relations and the Yom Kippur War of 1973*, Lincoln (NE), iUniverse, Inc., 2007, p. 36.

⁸⁸ Cfr. *Telegram from Washington to FCO: Arab/Israel*, 7 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 253, Flash GRPS 340A, Cypher/CAT A, 072130Z, NFW 10/9, Secret.

⁸⁹ Cfr. *Letter from J. J. B. Hunt to the Prime Minister: Oil Supplies*, 9 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 256, NB 12/5, Ref. A05329, Secret.

crisi energetica anche negli Stati Uniti⁹⁰. Certamente erano vulnerabili le compagnie petrolifere americane, che si rivolgevano con una certa continuità al governo affinché questo mediasse per una soluzione del conflitto. In particolare, minacce di nazionalizzazione provenivano dal Kuwait, cui sarebbe seguita l'Arabia Saudita⁹¹. Proprio i responsabili delle principali compagnie americane con interessi in quel Paese firmarono un *memorandum* destinato al Presidente Nixon, in cui si metteva in guardia contro una probabile crisi nella bilancia dei pagamenti dell'intero Occidente, dato che solo il costo del greggio proveniente dal Golfo Persico rischiava di aumentare di 15 miliardi di dollari l'anno. Inoltre, gli amministratori dell'ARAMCO temevano un effetto a catena tra i Paesi produttori, che avrebbe messo in discussione non solo gli interessi commerciali di Washington, ma la sua stessa posizione in Medio Oriente. Ciò perché gli alleati europei e i giapponesi avrebbero voluto comunque continuare a rifornirsi di greggio da quella parte del mondo, a detrimento dell'economia e della sicurezza americane⁹². Il regno wahabita doveva essere tenuto in una certa considerazione da parte della casa Bianca, se lo stesso Kissinger scrisse personalmente a Re Feisal, addebitando all'atteggiamento sovietico – Mosca aveva subito avviato un massiccio rifornimento di armi verso Egitto e Siria – la scelta di Nixon di approvare un ponte aereo di armi in favore di Israele. Tale mossa, sottolineava il Segretario di Stato, non aveva un carattere anti-arabo e sarebbe terminata una volta stipulato il cessate il fuoco, premesso che i sovietici avessero interrotto i propri rifornimenti bellici⁹³. I timori di nazionalizzazioni a catena, occorre dire, erano tanto più comprensibili quanto più si analizzava la politica sovietica. Infatti, il Cremlino aveva sempre perseguito una politica energetica indipendente dal processo di distensione con Washington. Man mano che gli Stati Uniti diventavano più sensibili alle questioni

⁹⁰ Cfr. *National Security Council Memorandum from W.B. Quandt to Secretary Kissinger: Middle Eastern Issues*, October 9, 1973, in NARA, NPMP, NSC Files, Box 664, Middle East War Memos & Misc., Oct 6-Oct 17, 1973, Information 5640, Secret, Sensitive (XGDS).

⁹¹ Cfr. *Department of State Memorandum: The Middle East Conflict and U.S. Oil Interests*, October 10, 1973, in NARA, RG 59, SN 70-73, POL 27 Arab-Isr, Secret, EXDIS.

⁹² Cfr. *Memorandum to President Nixon*, October 12, 1973, in K. R. MERRILL (ed.), *The Oil Crisis of 1973-1974*, cit., pp. 61-62.

⁹³ Cfr. *State Department Cable 203672 from SecState Washington to AMEmbassy Jidda: Message to the King from the Secretary*, October 14, 1973, in NARA, NPMP, NSC Files, Box 1174, 1973 Middle East War, 15-15 October 1973 File No. 9, Z 141826Z Oct 73 ZFF4, Secret, Nodis.

energetiche del Medio Oriente, il regime intendeva influenzare i Paesi produttori in senso anti-americano e anti-occidentale in generale. Alla vigilia della guerra, Radio Mosca aveva emanato un comunicato che esortava gli arabi a lottare contro l'imperialismo petrolifero utilizzando la stessa arma del petrolio, considerata come il mezzo più potente per assicurarsi indipendenza e progresso⁹⁴. Nella visione sovietica, solo le nazionalizzazioni avrebbero assicurato una vera indipendenza per i Paesi produttori, cancellando anche qualsiasi forma di sfruttamento da parte degli imperialisti. L'aumento dei prezzi e la partecipazione nelle concessioni straniere non erano sufficienti in tal senso, in quanto i produttori rimanevano sempre ostaggio dei monopolisti occidentali. Nonostante l'accresciuto potere contrattuale, i produttori erano continuamente esortati a spingersi oltre⁹⁵. Nel corso del 1973, la propaganda sovietica si era rivolta prima all'Iran, poi al Kuwait e infine alla Libia, plaudendo alle scelte che riducevano sempre più il potere delle compagnie occidentali e che erano culminate in settembre con la nazionalizzazione in Libia del 51% di tutte le compagnie straniere operanti sul proprio territorio. Una volta iniziata la guerra, poi, il modello proposto da Mosca era diventato quello iracheno, il cui regime aveva nazionalizzato tutte le concessioni petrolifere di proprietà americana⁹⁶.

Ciò detto, occorre evitare che altri Paesi arabi fossero trascinati nel conflitto in corso. A tal fine, una rapida soluzione della crisi era necessaria, in conformità con la Risoluzione 242. Tuttavia, il *Foreign Office* sapeva che il Regno Unito non aveva alcun potere sui belligeranti; pertanto, finché non si fosse individuata la strada per terminare il conflitto, compito del governo era tutelare gli interessi nazionali ed evitare mosse che provocassero ritorsioni arabe. A tal fine, Londra non doveva assolutamente identificarsi con lo sforzo

⁹⁴ Cfr. Foy D. KOHLER - Leon GOURÉ - Mose L. HARVEY, *The Soviet Union and the October 1973 Middle East War: The Implications for Detente*, University of Miami, Miami (FL), Center for Advanced International Studies, 1974, p. 69.

⁹⁵ Fino al 1967 le maggiori compagnie petrolifere detenevano il controllo di quasi tutto il mercato, esercitando in pratica un regime oligopolistico. Subito dopo il conflitto di giugno, però, gli indipendenti iniziarono ad acquisire un'importanza sempre maggiore nel gioco al rialzo dei prezzi. Nel caso della Libia, ad esempio, essa riuscì ad incrementare i prezzi perché ciò si compensava con bassi prezzi di trasporto in Europa, e quindi di immissione sul mercato. Le compagnie indipendenti approfittarono della situazione stipulando contratti vantaggiosi, mentre quelle più importanti opposero resistenza alla politica del Paese nord africano. Cfr. Bernard REICH, "Crisis Management – R. Hermann's Intervention", cit., p. 190.

⁹⁶ Cfr. Foy D. KOHLER - Leon GOURÉ - Mose L. HARVEY, *The Soviet Union and the October 1973 Middle East War*, cit., p. 78.

bellico degli israeliani, o con le posizioni pro-israeliane degli americani, ed era altresì conveniente «(...) esprimere quanta più simpatia possibile per la parte araba nelle nostre dichiarazioni pubbliche»⁹⁷. Tali affermazioni non devono stupire, se si considera che la Gran Bretagna aveva una lunga storia di coinvolgimento nel Medio Oriente, inizialmente per assicurarsi una via sicura per l'India, in seguito per proteggere i rifornimenti petroliferi, e infine per preservare un mercato internazionale a supporto della sterlina. Tutti buoni motivi per rimanere in buoni rapporti con gli arabi, tanto che nel *Foreign Office* si era formato un gruppo di "arabisti". Se si ricorda, poi, che la chiusura del Canale di Suez nel 1967, seguita da un brevissimo embargo arabo di prodotti petroliferi, costò alla Gran Bretagna astronomiche somme di denaro e la svalutazione della moneta pochi mesi dopo, si riesce a comprendere come Israele non potesse garantire al Regno Unito gli stessi vantaggi economici degli arabi. Pertanto, le continue tensioni nell'area rappresentavano per Londra una pericolosa distrazione dai suoi veri interessi⁹⁸.

Tale divergenza di vedute rispetto agli Stati Uniti causò imbarazzanti frizioni tra i due alleati nel momento in cui gli americani decisero di porre in essere un gigantesco ponte aereo per rifornire gli israeliani di materiale bellico. Secondo le parole dello stesso Kissinger, Washington doveva imporre anche una dimostrazione di forza ai sovietici, assicurando ad Israele almeno il 25% di materiale in più rispetto a quanto Mosca ne inviava ai propri alleati. Tutto ciò senza compromettere le relazioni con gli Stati arabi moderati⁹⁹. Nixon avallò *in toto* il ponte aereo e ordinò di utilizzare a tal fine i grandi aerei da trasporto dell'aviazione americana. Un'operazione del genere avrebbe assicurato equilibrio militare nell'area e un equo compromesso una volta terminato il conflitto. Inoltre, il Presidente era convinto che il continuo flusso di armi dall'Unione Sovietica rappresentasse una sfida alla credibilità americana cui occorreva assolutamente rispondere¹⁰⁰. Pertanto, Nixon chiese al Congresso un finanziamento di 2,2 miliardi di dollari da destinare alla sicurezza dello Stato ebraico. In caso contrario, l'ago della bilancia in un'area

⁹⁷ *Parsons to Alexander: Our Objectives in the Present Middle East Crisis*, 11 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 259, NFW 2/28, Minute, Secret.

⁹⁸ Roy LICKLIDER, "The Power of Oil: The Arab Oil Weapon and the Netherlands, the United Kingdom, Canada, Japan, and the United States", in *International Studies Quarterly*, XXXII, 2, June 1988, pp. 211-212.

⁹⁹ Cfr. Henry A. KISSINGER, *Crisis: The Anatomy of Two Major Foreign Policy Crises*, New York - London, Simon & Schuster, 2003, p. 262.

¹⁰⁰ Cfr. Matthew F. FERRARO, *Tough Going*, cit., p. 52.

così delicata del pianeta si sarebbe inclinato pericolosamente verso gli alleati di Mosca¹⁰¹. Le relazioni israelo-americane erano consolidate e indiscusse, ma nemmeno gli statunitensi potevano permettersi di deteriorare i rapporti con gli arabi. A dimostrazione di ciò, basti osservare che, mentre era in atto il ponte aereo, Kissinger e Nixon incontrarono i ministri degli esteri di alcuni Paesi arabi produttori di petrolio. In tale occasione il Segretario di Stato, pur confermando l'impegno americano a favore dell'alleato israeliano, ammise che la situazione pre-bellica non era tollerabile per gli Stati arabi e che da allora in avanti tutti avrebbero tenuto in considerazione il coraggio e l'efficienza dimostrata sul campo di battaglia dai loro soldati¹⁰². Lo stesso Presidente assicurò gli interlocutori che dopo il cessate il fuoco la Casa Bianca si sarebbe impegnata con tutto il proprio peso per un'iniziativa diplomatica soddisfacente per tutti¹⁰³.

In ogni caso, la decisione americana di attivare il ponte aereo era fonte di un certo imbarazzo a Londra, tanto che il governo mise subito in chiaro che non avrebbe messo a disposizione degli alleati d'oltre Atlantico le proprie infrastrutture¹⁰⁴. La delicata situazione in cui si trovava la Gran Bretagna si può intuire dalla natura della corrispondenza avviata in quei giorni. Le comunicazioni avvenivano ai più alti livelli e il Premier Heath difendeva la scelta del proprio governo sostenendo che in vista delle imminenti decisioni della riunione dell'OPEC occorresse grande prudenza, dato che un'interruzione del flusso di greggio avrebbe causato perdite alla

¹⁰¹ Cfr. *Special Message to the Congress Requesting Emergency Security Assistance Funding for Israel and Cambodia*, October 19, 1973, in *Public Papers of President Nixon* (in seguito PPPN), Vol. V 1973, Doc. No. 303, in <<http://www.nixonlibraryfoundation.org>>.

¹⁰² Kissinger riteneva che la forza militare israeliana non potesse prevenire l'espansione dell'influenza comunista in Medio Oriente. Il modo migliore per realizzare tale obiettivo era rafforzare i regimi arabi moderati. Per tale motivo, la politica americana non poteva sbilanciarsi troppo a favore di Israele. Cfr. Henry A. KISSINGER, "Conversation with Kissinger", in *Journal of Palestine Studies*, X, 3, Spring 1981, pp. 187-188.

¹⁰³ Cfr. *National Security Council Memorandum for Secretary Kissinger from William B. Quandt: Memoranda of Conversations with Arab Foreign Ministers*, October 17, 1973, in NARA, SN 70-73, POL 27 Arab-Isr, Top Secret/Sensitive/Nodis (XGDS); *Memorandum of Conversation*, October 17, 1973, in NPMP, NSC Files, Box 664, Middle East War Memos & Misc., Oct. 6-Oct. 17, 1973, Top Secret/Sensitive/Nodis/XGDS.

¹⁰⁴ Cfr. *D. A. Gore-Booth to Mr Parsons*, 15 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 287, NFW 10/9, Minute, Secret and Personal.

Comunità Europea nell'ordine di dieci milioni di dollari all'anno¹⁰⁵. Quasi a conferma dei timori del Primo Ministro, il giorno dopo il messaggio a Nixon un telegramma da Jedda riportava l'avvertimento del Re saudita che se i membri della CEE non avessero fatto pressioni sugli americani per convincerli ad intraprendere una linea meno filo-israeliana, il Paese arabo avrebbe ridotto la produzione petrolifera¹⁰⁶. Le relazioni con l'Arabia Saudita, in particolare, erano di fondamentale importanza non soltanto per questioni petrolifere, ma anche perché Re Feisal svolgeva un ruolo di mediazione con i vari regimi arabi¹⁰⁷. Inoltre, in virtù della possibilità che il coinvolgimento delle due superpotenze nel conflitto in corso finisse per compromettere la *détente*, Heath si chiedeva se Londra non potesse mettere a frutto la propria influenza presso i governi arabi¹⁰⁸.

I timori dei britannici si concretarono il 17 ottobre, quando i produttori di petrolio decisero una riduzione della produzione di greggio del 5% ogni mese finché le forze israeliane non si fossero ritirate da tutti i territori occupati. Il comunicato dell'OPEC, però, affermava anche che gli Stati che avessero materialmente sostenuto la causa araba non sarebbero stati colpiti dall'embargo¹⁰⁹. Tale ritorsione mirava soprattutto a colpire gli Stati Uniti, ma nel volgere di qualche mese gli effetti si sarebbero sentiti anche in Gran Bretagna, tanto da provocare un razionamento del carburante¹¹⁰. Alla luce di ciò, il governo britannico non era nelle condizioni di poter cambiare la propria politica in materia di armamenti in quanto, se

¹⁰⁵ Cfr. *Telegram 492 from Jedda to FCO: Arab Oil*, 16 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 288, GR 680, Immediate Cypher/CAT A, 151520Z, SMG 6/1, Secret.

¹⁰⁶ Cfr. *Telegram 2081 from FCO to Washington*, 15 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 296, GRS 350, Flash Cypher/CAT A, 161150Z, MWE 2/12, Confidential.

¹⁰⁷ In un discorso alla Knesset del 16 ottobre, Golda Meir criticò aspramente la scelta di Gran Bretagna e Francia di negare la spedizione di materiale bellico verso Israele, tanto che l'assemblea denunciò formalmente le due potenze europee di ostacolare la difesa dello Stato ebraico mentre i suoi nemici erano continuamente armati dai sovietici. Cfr. *Statement to the Knesset by Prime Minister Meir and Knesset Resolution*, 16 October 1973, in *Israel's Foreign Relations, Selected Documents*, Vol. 1-2, 1947-1974, Cap. XIII, Doc. No. 7, in <<http://www.mfa.gov>>.

¹⁰⁸ Cfr. *Cabinet – Confidential Annex*, 16 October 1973, in NA, CAB 128/53, CM (73) 46th Conclusions, Minute 2, Secret.

¹⁰⁹ Cfr. *Cabinet – Working Party on Oil Supplies: Minutes of a Meeting Held in Conference Room E, Cabinet Office*, 18 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 304, WP (OS) (73) 2nd Meeting, SMG 12/548/9, Secret.

¹¹⁰ Cfr. *Conclusions of a Meeting of the Cabinet Held at 10 Downing Street*, 18 October 1973, in NA, CAB 128/53/9, CM (73) 48th Conclusions, Secret.

avesse sbloccato i rifornimenti per Israele, avrebbe dovuto fare altrettanto per quelli destinati a Giordania ed Egitto, con ciò sacrificando la possibilità di influenzare le scelte petrolifere degli arabi¹¹¹. Il governo conservatore si trovava in una situazione estremamente precaria, dovendosi difendere dalle accuse di non sostenere a sufficienza gli interessi di Israele, dato che continuava ad inviare armi agli Stati arabi non coinvolti nel conflitto, come gli emirati del Golfo Persico. Tutto ciò mentre cercava di conservare una posizione quanto più equidistante possibile tra arabi ed israeliani¹¹². Il quadro era reso ancora più difficile se si pensa che in quei giorni vi era una totale divergenza di vedute tra britannici e americani circa la valutazione complessiva del conflitto e degli interessi commerciali in Medio Oriente. Secondo l'ambasciatore Cromer, infatti, l'Amministrazione americana non comprendeva quanto fosse importante il petrolio arabo per i membri europei della NATO. Fermo restando il diritto israeliano di assicurarsi confini stabili, la coesione dell'alleanza occidentale sarebbe stata in pericolo se gli esiti della guerra non fossero stati soddisfacenti per gli arabi e questi avessero sfogato la propria frustrazione tagliando i rifornimenti energetici agli europei¹¹³. Il dialogo tra gli alleati anglo-sassoni procedeva con difficoltà e a tal proposito Kissinger mise le cose in chiaro, sostenendo che gli Stati Uniti non si sarebbero fatti ricattare dagli arabi e che ogni pressione da parte dell'Europa per conto di questi sarebbe stata una pura perdita di tempo. Anzi, le insistenze europee avrebbero potuto ripercuotersi negativamente sui rapporti euro-americani. Invece, secondo i britannici una crisi economica in Europa occidentale non avrebbe fatto altro che rafforzare le posizioni di Mosca, motivo per il quale «(...) è interesse sia americano che

¹¹¹ Le analisi britanniche sembravano non tenere conto che i maggiori produttori di petrolio fossero filo-occidentali, nonostante il sostegno americano a Israele. I rapporti tra Occidente e Paesi dell'OPEC non erano fondati tanto sull'avversione all'ideologia sovietica, quanto su concrete relazioni economiche. Ad esempio, l'Iran investiva ingenti somme di danaro nella Germania Federale, mentre molti Paesi arabi avevano avviato una cooperazione commerciale con le industrie europee e americane. Cfr. Hannes ADOMEIT, "Soviet Policy in the Middle East: Problem of Analysis", in *Soviet Studies*, XXVII, 2, April 1975, p. 300.

¹¹² Cfr. *Cabinet – Confidential Annex*, 18 October 1973, in NA, 128/53/9, CM (73) 48th Conclusions, Minute 2, Secret.

¹¹³ Cfr. *Telegram 3299 from Washington to FCO*, 23 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 322, GPS 600, Immediate Cypher/CAT A, 232025Z, NFW 10/16, Confidential.

europeo occidentale profondere uno sforzo erculeo per raggiungere una soluzione quanto più soddisfacente possibile per tutti»¹¹⁴.

Nel frattempo, la situazione al fronte volgeva a favore degli israeliani. A seguito di un colloquio faccia a faccia tra Kissinger e Breznev a Mosca, americani e sovietici si erano accordati per approvare una risoluzione del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite che chiedeva alle parti di cessare il fuoco e arrestare le proprie truppe entro dodici ore dall'approvazione della stessa¹¹⁵. Kissinger stava emergendo come l'unico statista in grado di offrire qualcosa a tutte le parti in causa, ma in ogni caso occorreva rafforzare i successi militari israeliani. Il Segretario di Stato aveva sì concordato con i sovietici il testo della Risoluzione, ma non ne condivideva l'interesse perché questa fosse applicata immediatamente¹¹⁶. Al ritorno da Mosca, Kissinger fece scalo a Tel Aviv, proprio mentre l>IDF stava intrappolando la Terza Armata egiziana lungo il settore meridionale della riva orientale del Canale di Suez¹¹⁷. Affinché Gerusalemme potesse negoziare da una posizione più favorevole, il consigliere di Nixon disse che non ci sarebbero state grandi proteste da Washington se qualcosa fosse accaduto al fronte durante la notte, mentre egli era ancora in volo¹¹⁸. Di conseguenza, le ostilità ripresero rapidamente ma, benché il Segretario di Stato avesse praticamente consigliato agli israeliani di ignorare il cessate il fuoco per alcune ore, adesso il possibile annientamento della Terza Armata rischiava di mandare in fumo i piani kissingeriani di sganciare l'Egitto dall'Unione Sovietica e rendere gli Stati Uniti il perno di qualsiasi accordo sulle questioni arabo-israeliane, oltre che offrire a Mosca un'ottima

¹¹⁴ *Telegram 2138 from FCO to Washington*, 24 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 324, GRS 600, Flash Cypher/CAT A, 241420Z, NFW 10/16, Confidential.

¹¹⁵ Cfr. *United Nations Security Council Resolution 338*, October 22, 1973, in <<http://www.un.org>>.

¹¹⁶ Cfr. Kenneth STEIN, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter, Begin, and the Quest for Arab-Israeli Peace*, New York - London, Routledge, 1999, p. 89.

¹¹⁷ Quando le autorità israeliane furono informate dell'accordo tra sovietici e americani, la Signora Meir andò su tutte le furie, in quanto non tollerava l'idea di firmare un documento per il quale non era stata nemmeno consultata. Tuttavia, dopo il massiccio ponte aereo ella non poteva rifiutare una richiesta così esplicita da parte di Washington. Cfr. Matti GOLAN, *The Secret Conversation of Henry Kissinger: Step-by-Step Diplomacy in the Middle East*, New York (NY), Quadrangle - The New York Times Book Co., 1976, pp. 76-78.

¹¹⁸ Cfr. *Memorandum of Conversation*, October 22, 1973, 1:35-2:15 p.m., in NARA, RG 59, SN 70-73, POL 7 US/Kissinger, Top Secret/Sensitive/Exclusively Eyes Only.

opportunità per recuperare le posizioni perdute nell'area¹¹⁹. In sostanza, vi era il pericolo che gli israeliani finissero per fare quello che non riuscivano a fare i sovietici, negando a Washington l'opportunità di modellare la regione a proprio favore sulla base di un accordo con l'Egitto¹²⁰. Per questi motivi, il 23 ottobre fu approvata un'altra risoluzione del Consiglio di Sicurezza, che ribadiva il cessate il fuoco e chiedeva alle parti di ritirare le truppe alle posizioni che occupavano nel momento in cui era stata approvata la risoluzione precedente¹²¹. In breve, gli americani non potevano tollerare una sconfitta israeliana perché non era accettabile che uno Stato armato dagli Stati Uniti fosse sconfitto da uno armato dai sovietici, ma la Casa Bianca non poteva altresì permettersi di inseguire le decisioni di Gerusalemme. Da un punto di vista israeliano, infatti, un mondo arabo radicalizzato in chiave anti-americana non era una prospettiva tanto negativa, perché avrebbe garantito l'appoggio di Washington. Viceversa, da una prospettiva americana tale evenienza era un disastro. Era quindi giunto il momento di rispettare il cessate il fuoco e dare il via al processo diplomatico¹²²; anche perché la distruzione o la resa della Terza Armata avrebbe potuto provocare una sindrome da sconfitta simile a quella che aveva impedito ogni negoziato con Israele dopo la guerra del 1967. Ciò avrebbe reso instabile la posizione personale di Sadat¹²³.

Le pressioni americane ebbero la meglio sulla volontà degli israeliani di farla finita una volta per tutte con l'esercito egiziano, tanto che alla fine di ottobre la parola era ormai passata alla diplomazia. A questo punto, benché Kissinger avesse detto che gli Stati Uniti non si sarebbero fatti condizionare dai ricatti energetici, nemmeno l'Amministrazione Nixon poteva ignorare l'embargo dettato dai Paesi produttori. A dimostrazione di ciò, il Segretario di Stato iniziò a parlare di strategia petrolifera. I passi compiuti sino ad allora, continuava Kissinger, avevano collocato la Casa Bianca nella

¹¹⁹ Cfr. Henry KISSINGER - Muhammad Hassanain HAIKAL, "Kissinger Meets Haikal", in *Journal of Palestine Studies*, III, 2, Winter 1974, pp. 212-213.

¹²⁰ Cfr. Richard C. THORNTON, *The Nixon Kissinger Years: The Reshaping of American Foreign Policy*, New York (NY), Paragon House, 1989, p. 247.

¹²¹ Cfr. *United Nations Security Council Resolution 339*, October 23, 1973, in <<http://www.un.org>>.

¹²² Cfr. *Secretary's Staff Meeting*, October 23, 1973, 4:35 p.m., in NARA, Transcripts of HAK Staff Meetings, 1973-1977, Box 1, Secret/Nodis.

¹²³ Cfr. *Telegram 3245 from USInt Cairo to SecState Washington: Egyptian Third Army*, October 26, 1973, in NARA, NPMP, NS Files, Middle East 1969-1974, Country File Arab Republic of Egypt, Vol. IX, Jan-Oct 1973, Box 638, Folder 2, Action SS-30, O 261120Z, Secret/Exdis.

posizione migliore possibile nei confronti sia di Israele che degli Stati arabi. Non era ancora il momento giusto per avviare trattative con l'OPEC in quanto gli arabi avrebbero agito sotto la spinta emotiva delle vicende belliche; tuttavia, il processo diplomatico si sarebbe collegato alle questioni energetiche e Kissinger riteneva di ottenere risultati nel giro di sei-nove mesi. Come tutti, anche lo statista di origine tedesca comprendeva che la situazione si sarebbe risolta sul terreno saudita¹²⁴.

A proposito dell'Arabia Saudita, dai documenti emerge come i britannici stessero giocando una partita parallela rispetto ai propri alleati¹²⁵. Le scelte di Londra, che non aveva assunto una posizione precisa durante la guerra, le consentivano di ricevere un trattamento privilegiato da parte dei produttori di petrolio, che assicuravano che non fosse loro intenzione danneggiare l'economia britannica. Ciò poneva *Downing Street* in una situazione estremamente delicata poiché, se avesse aiutato i propri alleati soggetti ad embargo, come Stati Uniti e soprattutto Olanda, probabilmente gli arabi avrebbero interpretato ciò come un tentativo di ostacolare la loro strategia. D'altro canto, ignorare le richieste degli alleati, specie i *partners* della CEE, avrebbe causato seri problemi politici, pur non dimenticando che interesse primario della Gran Bretagna erano sempre le proprie forniture di greggio¹²⁶. Lo stesso Heath ricorda che, in una situazione internazionale in continua evoluzione, la Gran Bretagna doveva assicurarsi la sopravvivenza economica senza alienarsi gli alleati nel mondo. Il problema, infatti, non era solo il flusso di greggio, ma anche il prezzo in costante aumento, il che causava crisi di deficit e di bilancia dei pagamenti. Se un barile di greggio costava 2,40 dollari all'inizio dell'anno, in autunno esso era salito a cinque dollari¹²⁷. In conseguenza di ciò, la strategia che si delineava non era molto incoraggiante dal punto di vista europeo: gli interessi britannici

¹²⁴ Cfr. *Department of State Memorandum of Conversation: Meeting with Oil Company Executives*, October 26, 1973, in NARA, RG 59, SN 70-73, PET 6, Secret, Exdis.

¹²⁵ Dialogando con l'ambasciatore Cromer il 31 ottobre, Kissinger si lamentò dei continui tentennamenti e del mancato sostegno degli alleati europei alla politica di Washington. Cfr. *Telegram 3416 from Washington to FCO. Middle East*, 31 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 352, GRPS 800, Flash Cypher/CAT A, 311623Z, NFW 2/29, Secret.

¹²⁶ Cfr. *Telegram Guidance 170 from FCO to Certain Missions: Oil Policy*, 31 October 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 353, GPS 730A, Priority Cypher/CAT A And by Bag, 311845Z, SMG 12/548/4, Confidential.

¹²⁷ Cfr. Edward HEATH, *The Course of My Life*, London, Hodder & Stoughton, 1998, p. 501.

avevano priorità assoluta e non si potevano aiutare gli altri membri della CEE rischiando di erodere i risultati raggiunti nei confronti degli arabi¹²⁸. Nonostante ciò, una certa collaborazione intereuropea era necessaria. Occorreva elaborare una formula diplomatica comune con cui presentarsi sulla scena internazionale, facendo in modo di apparire sufficientemente equilibrati da non suscitare reazioni negative nel mondo arabo e presso gli alleati americani. Il risultato fu una dichiarazione unitaria della CEE sul conflitto in Medio Oriente che, pur ribadendo la necessità di raggiungere un accordo in vista di un vero trattato di pace – cosa su cui tutti concordavano –, appariva più vicina alle posizioni arabe che a quelle americane e israeliane. In particolare, il testo chiedeva che le parti in causa si ritirassero sulle posizioni che occupavano il 22 ottobre, in conformità con le risoluzioni dell'ONU¹²⁹, e che le conseguenti trattative avessero luogo sotto l'egida delle Nazioni Unite, quando invece gli americani intendevano condurre i veri negoziati su base bilaterale e segreta. Infine, gli europei auspicavano che Israele «(...) terminasse l'occupazione territoriale che ha in essere dal conflitto del 1967»¹³⁰. Tale formula, pur non facendo riferimenti specifici, appariva più vicina all'interpretazione araba della Risoluzione 242, piuttosto che a quella americana e israeliana, che gli stessi britannici avevano

¹²⁸ Cfr. *N. M. Fenn to Mr Parsons: UK Oil Supplies. The European Problem*, 1 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 356, MWE 2/12, Minute, Confidential.

¹²⁹ In una conversazione con Golda Meir ai primi di novembre, Kissinger aveva detto di non essere interessato all'esatta posizione che le truppe occupavano il 22 ottobre. Non sapeva nemmeno quale fosse. Pertanto, gli israeliani avrebbero anche potuto avanzare per qualche miglio. Il problema non era quanto territorio riuscissero ad occupare gli israeliani, bensì salvare l'onore egiziano, in modo da avviare trattative, con gli Stati Uniti nel ruolo di arbitro. Cfr. *Memorandum of Conversation*, November 1, 1973, 8:10-10:25 a.m., in NARA, RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977, Box 2, NODIS Action Memos, 1973-1976, Top Secret/Sensitive/Exclusively Eyes Only; *Memorandum of Conversation*, November 1, 1973, 12:10 p.m., in NARA, RG 59, Records of Henry Kissinger, 1973-1977, Box 2, NODIS Action Memos, 1973-1976, Secret/Sensitive (XGDS). A proposito di ciò, secondo l'ambasciatore sovietico a Washington, Anatoly Dobrynin, la violazione del cessate il fuoco fu un'azione premeditata da parte israeliana, con la complicità di Kissinger. L'unico punto interrogativo, secondo lui, era se Nixon fosse a conoscenza di tutto ciò in tempo reale. Cfr. Anatoly DOBRYNIN, *In Confidence: Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents*, New York (NY), Random House, 1995, p. 293.

¹³⁰ *Telegram 508 from Brussels to FCO*, 6 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 375, GPS 560A, Flash Cypher/CAT A, 06/1020Z, SMG 1/4, Confidential.

condiviso sino ad allora¹³¹. Lo stesso Kissinger, che in quel momento si trovava al Cairo per incontrare Sadat, disse di essere stato colto completamente alla sprovvista da quella dichiarazione¹³².

4. La crisi energetica e i tentativi di collaborazione anglo-americana

Contrariamente a quanto si volesse fare intendere, l'embargo cui furono sottoposti gli Stati Uniti non poteva non lasciare il segno. Per la fine di novembre, infatti, più di due milioni di barili di greggio al giorno, che gli americani importavano dal Medio Oriente, non sarebbero stati più disponibili. L'inverno alle porte rischiava di rivelarsi più rigido del solito, a causa della peggiore crisi energetica dalla fine del secondo conflitto mondiale. Le scorte di petrolio, annunciò il Presidente in diretta televisiva, sarebbero state almeno del 10% inferiori alle attese. Ciò indusse il Capo dello Stato a prendere provvedimenti urgenti volti al risparmio energetico, ma soprattutto Nixon intendeva far sì che in futuro gli Stati Uniti diventassero totalmente indipendenti in materia di risorse energetiche. A tal fine, egli espose il "Project Independence", che mirava a rendere quella americana una nazione energeticamente autonoma, grazie alla costruzione di nuove centrali nucleari e le trivellazioni petrolifere e di gas sul suolo nazionale¹³³.

Dal punto di vista del governo britannico, il novembre del 1973 sembrava dettato dal panico. I problemi energetici erano indissolubilmente legati al conflitto in Medio Oriente, ma sembrava che i Paesi produttori fossero pronti a rinnegare i privilegi riconosciuti a Londra se non vi fosse stato un accordo soddisfacente circa la disputa israelo-egiziana. Secondo gli Stati del Golfo, in sostanza, il

¹³¹ Il delegato britannico alle Nazioni Unite, che aveva redatto la bozza adottata come risoluzione nel 1967, sostenne che obiettivo del documento fosse affermare che il ritiro israeliano dovesse accompagnarsi a confini sicuri e riconosciuti, senza specificare quali. Lo stesso George Brown, *Foreign Secretary* in quel periodo, aveva affermato che non si volesse chiedere il ritiro israeliano da tutti i territori occupati. Cfr. "Statements Clarifying the Meaning of Resolution 242", in Meron MEDZINI (ed.), *Israel's Foreign Relations* (in seguito IFR) *Selected Documents 1947-1974*, Vol. II, Jerusalem, Ministry for Foreign Affairs, 1976, pp. 840-843.

¹³² Cfr. *Telegram 1122 from Cairo to FCO*, 8 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 382, GR 270, Priority Cypher/CAT A, 080835Z, NFW 2/29, Secret, Eclipse.

¹³³ Cfr. Richard NIXON, *Address to the Nation about Policies To Deal with the Energy Shortages*, November 7, 1973, in PPPN, Vol. V 1973, Doc. No. 323, in <<http://www.nixonlibraryfoundation.org>>.

Regno Unito non faceva abbastanza per favorire la causa araba¹³⁴. Soprattutto, i Paesi dell'OPEC si riferivano all'impegno comunitario di deviare verso l'Olanda una parte del greggio destinato agli altri membri¹³⁵. Per quanto concerneva, poi, le accuse di sottomissione al ricatto degli arabi, Heath in persona affermava, in un colloquio con il Primo Ministro israeliano¹³⁶, che la politica della Gran Bretagna era sempre stata chiara e fedele al discorso di Harrogate, ma ciò non toglieva che un accordo equo tra Israele ed Egitto fosse assolutamente necessario¹³⁷. Tuttavia, non si può nascondere che gli equilibrismi di Whitehall, e degli europei in generale, avessero prodotto un periodo di tensione con gli alleati americani. Stando alle parole di Schlesinger, Segretario alla Difesa degli Stati Uniti, l'unità europea si stava realizzando mettendo a nudo la debolezza della stessa. In verità, la dipendenza degli europei e degli stessi britannici dal petrolio mediorientale era innegabile. Di fronte a ciò, Cromer non vedeva come una contrapposizione con gli arabi, davanti alla minaccia di un embargo, potesse favorire l'alleanza tra le potenze anglo-sassoni. La diplomazia delle cannoniere era finita, i fasti imperiali erano ormai tramontati da tempo, e il diplomatico di Sua Maestà non poteva che riconoscere sia la supremazia delle superpotenze, che la debolezza europea in campo energetico¹³⁸. A tutto ciò si aggiungevano le difficoltà causate dalle stesse compagnie petrolifere, che non riuscivano più a garantire il trasporto di greggio nella quantità assicurata precedentemente. Di conseguenza, diventava assolutamente necessario che gli arabi fornissero tutti i barili promessi alla Gran Bretagna¹³⁹. Il governo britannico, oltretutto, era così impotente di fronte al ricatto petrolifero, da

¹³⁴ Cfr. *Telegram 1086 from Kuwait to FCO*, 8 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 381, GRS 1100, Immediate Cypher/CAT A, 080730Z, NB 12/5.

¹³⁵ Cfr. *Cabinet-Confidential Annex*, 8 November 1973, in NA, 128/53/14, CM (73) 53rd Conclusions, Minute 2, Secret.

¹³⁶ I prezzi del greggio che aumentavano praticamente ogni giorno e l'embargo che rischiava di mettere in ginocchio l'economia di molti alleati degli Stati Uniti si traducevano in pressioni su Golda Meir acciocché Israele scendesse a compromessi con gli egiziani. Cfr. Jussi HANHIMÄKI, *The Flawed Architect: Henry Kissinger and American Foreign Policy*, Oxford, Oxford University Press 2004, p. 318.

¹³⁷ Cfr. *Record of a Conversation between the Prime Minister and the Prime Minister of Israel at No. 10 Downing Street at 2:00 p.m. on Monday 12 November 1973*, 12 November 1973, in NA, PREM 15/1715, 363151, NFW 2/29, Confidential.

¹³⁸ Cfr. *Letter from Cromer to Douglas-Home: The US, Europe and the Middle East*, 15 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 394, MFW 2/29, Secret & Eclipse.

¹³⁹ Cfr. *Conclusions of a Meeting of the Cabinet Held at 10 Downing Street*, 22 November 1973, in NA, CAB 128/53/18, CM (73) 57th Conclusions, Secret.

mostrarsi titubante anche quando doveva decidere di razionare il carburante, poiché i Paesi produttori avrebbero potuto interpretare tale misura come dovuta alle esportazioni verso i *partners* europei in difficoltà¹⁴⁰. In ragione di ciò, è evidente come il conflitto e la conseguente crisi energetica stessero provocando forti tensioni all'interno dell'alleanza NATO e della CEE. L'ingresso del Regno Unito nella comunità non stava favorendo i rapporti con gli Stati Uniti. Invece di elevare l'Europa al rango della Gran Bretagna, osservava Kissinger, era quest'ultima che si stava riducendo al rango del resto dell'Europa, tanto che Washington iniziava a pensare a Londra come un vero e proprio Paese straniero. La politica europea risultava così dominata dalla Francia, che stava impostando una comunità su basi anti-americane¹⁴¹. L'ira del Segretario di Stato americano, bisogna dire, era dovuta anche al fatto che in quegli stessi giorni egli stava conducendo trattative segrete con i Paesi arabi, in particolare con l'Arabia Saudita, proprio per realizzare le condizioni utili alla cessazione dell'embargo. Al Re saudita Kissinger espose la difficoltà di continuare il processo di pace a meno che l'embargo petrolifero non fosse terminato. Feisal concordò con l'ex professore di Harvard, affermando che il flusso di petrolio sarebbe stato restaurato secondo le normali condizioni una volta che fossero stati raggiunti sufficienti progressi nei negoziati di pace. Pertanto, il *linkage* degli arabi tra petrolio e diplomazia kissingeriana diventava un fattore cruciale per la politica mediorientale¹⁴². La tensione era così palpabile che il *Foreign Secretary* sentì il bisogno di scrivere al suo omonimo americano, ribadendo la volontà britannica di appoggiare gli Stati Uniti nel confronto Est-Ovest, ma allo stesso tempo chiedendo maggiore trasparenza e collaborazione da parte dell'Amministrazione Nixon¹⁴³.

Per quanto concerneva gli arabi, intanto, nella Conferenza di Algeri si esprimeva la volontà di continuare ad utilizzare l'arma del petrolio, prolungando l'embargo contro quei Paesi che non si fossero impegnati nella causa anti-israeliana. Circa la Comunità Europea, i vertici della Lega Araba esortavano gli europei a proseguire lungo la

¹⁴⁰ Cfr. *Ibidem*.

¹⁴¹ Cfr. *Telegram 3674 from Washington to FCO*, 24 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 412, Immediate, Cypher/CAT A, 242000Z, AMU 3/507/1, Secret, Eclipse.

¹⁴² Cfr. Ishaq I. GHANAYEM - Alden H. VOTH, *The Kissinger Legacy: American-Middle East Policy*, New York (NY), Praeger, 1984, pp. 128-129.

¹⁴³ Cfr. *Telegram 2376 from FCO to Washington*, 28 November 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 421, Immediate, Cypher/CAT A, 281705Z, AMU 3/507/1, Confidential.

strada iniziata con la dichiarazione del 6 novembre¹⁴⁴. È interessante notare che le reazioni britanniche alla Conferenza di Algeri non furono affatto negative. Anzi, nonostante i toni anti-sionisti piuttosto accesi, il *Foreign Secretary* notava con piacere come il vertice non avesse voluto legare le mani a Sadat, approvando sostanzialmente le trattative di pace¹⁴⁵.

A questo punto, alla fine dell'anno la questione energetica era il punto principale nell'agenda politica del governo britannico. In caso di progressi diplomatici i servizi segreti di Sua Maestà esprimevano un cauto ottimismo circa la mancata intensificazione delle restrizioni al flusso petrolifero. Entrambe le superpotenze avevano tutto l'interesse ad un Medio Oriente stabile e stavano lavorando in vista di una soluzione della crisi di ottobre. Tuttavia, ormai era chiaro che gli Stati Uniti erano riusciti a far breccia in alcuni Stati arabi, particolarmente l'Egitto, che stava iniziando una nuova e proficua relazione con gli americani¹⁴⁶. L'ipotesi più realistica era che, se si fosse intravisto un accordo israelo-egiziano, i Paesi produttori non avrebbero intensificato le misure prese in precedenza. Dal punto di vista del confronto Est-Ovest, tale scenario poteva aprire interessanti prospettive per l'Occidente, in quanto l'influenza politica e l'assistenza militare dell'Unione Sovietica non avrebbero avuto lo stesso successo in un mondo arabo generalmente soddisfatto della situazione internazionale. Pertanto, le industrie occidentali avrebbero avuto modo di sviluppare i commerci in quella parte del mondo. Tuttavia, l'arma del petrolio non sarebbe stata dimenticata dai

¹⁴⁴ Cfr. *Declaration of the Arab Summit Conference at Algiers*, 28 November 1973; *Secret Resolutions of the Algiers Summit Conference from Al-Nahar*, 4 December 1973, in *Israel's Foreign Relations, Selected Documents*, Vol. 1-2, 1947-1974, Cap. XIII, Doc. No. 19, in <<http://www.mfa.gov>>.

¹⁴⁵ Cfr. *Conclusions of a Meeting of the Cabinet Held at 10 Downing Street*, 29 November 1973, in NA, CAB 128/53/19, CM (73) 58th Conclusions, Secret.

¹⁴⁶ A testimonianza di quanto importante fosse l'Egitto per l'Unione Sovietica, basti osservare con quale astio Gromyko scrive nelle sue memorie a proposito del cambio radicale di politica internazionale operato da Sadat. L'uscita dello Stato nord africano dal blocco arabo, osserva l'ex Ministro degli Esteri sovietico, inferse un duro colpo all'intero medesimo blocco. Il Presidente egiziano aveva mostrato una grande abilità di ignorare sia la sicurezza dell'Egitto, che i legittimi interessi degli arabi. Ogni volta che egli si trovava a discutere coi sovietici, continua lo statista russo, Sadat escogitava ogni pretesto per complicare le cose e i tentativi degli interlocutori di far tornare il colloquio su binari realistici cadeva nel vuoto. Insomma, giorno dopo giorno diventava evidente come lo statista arabo intendesse cambiare radicalmente le relazioni sovietico-egiziane, tanto da arrivare a mettere il territorio del proprio Paese a disposizione degli Stati Uniti. Cfr. Andrey GROMYKO, *Memories*, London, Hutchinson, 1989, pp. 267-272.

governi arabi, che avrebbero potuto sempre ricorrere agli stessi sistemi in futuro. A tale timore si doveva aggiungere che il diretto interessato alle trattative con gli israeliani, Sadat, non deteneva le chiavi del petrolio. Queste erano saldamente in mano ai regimi tradizionalisti, a cominciare da Arabia Saudita e Kuwait, mentre l'Iraq, politicamente estremista e filo-sovietico, era l'unico Stato arabo produttore di petrolio a non aver attuato una politica restrittiva. Il corso degli eventi, inoltre, aveva fatto sì che i produttori ricavassero maggiori profitti vendendo una minore quantità di greggio, ragion per cui era difficile che la situazione tornasse alla normalità in tempi brevi. Di fondamentale importanza, infine, era che le restrizioni non diventassero più severe dopo dicembre. In caso contrario, se gli arabi avessero ridotto il flusso petrolifero del 5% al mese per sei mesi, ciò avrebbe creato una gravissima crisi economica e disoccupazione di massa in Europa¹⁴⁷. Tale scenario non era ritenuto molto probabile, ma invece gli arabi avrebbero perseguito un maggiore controllo non solo dello sfruttamento dei pozzi, ma anche della raffinazione e del mercato petrolifero, riducendo così il potere delle compagnie. L'uso del petrolio come arma politica, in definitiva, aggiungeva una nuova dimensione al problema mediorientale, ma si doveva approfittare di ciò per accelerare lo sviluppo di fonti energetiche alternative¹⁴⁸.

A contribuire ad una visione relativamente ottimistica dello scenario mediorientale, probabilmente, vi erano anche le analisi della CIA, che non mancava di monitorare l'atteggiamento dei sovietici durante la crisi petrolifera. Importante in tali circostanze era la moderazione dimostrata da Mosca. Pur avendo incoraggiato in passato gli arabi a mettere in pratica il ricatto energetico, il Cremlino non aveva avuto alcun ruolo nella decisione ed implementazione dell'embargo e delle riduzioni del flusso di greggio da parte dei governi dei Paesi produttori. L'*intelligence* americana confermava che Arabia Saudita e Kuwait, entrambi Stati conservatori e anti-comunisti, guidavano l'iniziativa in questione, e pertanto sarebbe stato sufficiente negoziare con questi per ripristinare lo *status quo* energetico. Certamente i sovietici avevano giudicato positivamente la

¹⁴⁷ Inizialmente Feisal aveva proposto una riduzione del 10% al mese del flusso petrolifero, oltre che l'embargo totale nei confronti di Stati Uniti e Paesi Bassi. Cfr. Mohamed HEIKAL, *Secret Channels: The Inside Story of Arab-Israeli Peace Negotiations*, London, Harper Collins Publishers, 1996, p. 201.

¹⁴⁸ Cfr. *Report by the Joint Intelligence Committee (A): The Main Effects of the Middle East War*, 7 December 1973, in NA, CAB 186/15, JIC(A)(73)34, Secret, UK Eyes A.

scelta degli arabi, e ne avevano beneficiato anche economicamente, in quanto potevano applicare prezzi maggiori alle proprie esportazioni di greggio. Tuttavia, il fatto che l'Arabia Saudita stesse ricoprendo un ruolo guida nel mondo arabo, e che eventuali successi in chiave anti-israeliana potessero attribuirsi al petrolio saudita, anziché alle armi e alla diplomazia sovietica, non poteva certo suscitare entusiasmo negli ambienti moscoviti. Infine, anche alcuni Paesi del Patto di Varsavia avevano subito i contraccolpi delle restrizioni petrolifere, perciò l'Unione Sovietica era ora obbligata a supplire tale deficit dirottando verso gli Stati satellite alcune delle forniture destinate all'Europa occidentale, il che la faceva apparire come complice del ricatto arabo¹⁴⁹. Tale analisi sembra confermata anche da fonti sovietiche. Infatti, non appena il Politburo seppe delle intenzioni arabe circa l'utilizzo dell'arma petrolifera, il Primo Ministro Kosygin espresse incertezza a proposito della posizione sovietica. Egli temeva che, se gli arabi avessero davvero optato per il ricatto energetico, la NATO avrebbe inviato contingenti militari nel Medio Oriente, infiammando così tutta la regione. Anche il Ministro degli Esteri, Gromyko, si disse contrario al coinvolgimento sovietico nella vicenda. L'embargo non era lo strumento politico dell'Unione Sovietica, egli disse, e non era il caso di incoraggiare gli arabi in tal senso¹⁵⁰. Con ogni probabilità, approvando ufficialmente la decisione degli arabi, i sovietici speravano di rafforzare il fronte alleato in modo da evitare una situazione che li costringesse ad intervenire¹⁵¹.

Tornando alla Gran Bretagna, l'embargo petrolifero si era rivelato un vero e proprio shock per la Comunità Europea e oltretutto aveva messo in evidenza la mancanza di solidarietà e di cooperazione al suo interno. Il Paese più colpito era stata da subito l'Olanda. La dichiarazione pro-araba del 6 novembre aveva evitato alla Comunità un'ulteriore riduzione del flusso energetico, prevista per dicembre, ma da tale provvedimento furono esclusi i Paesi Bassi. Perciò, Amsterdam chiedeva ai *partners* europei un sistema equo di distribuzione delle riserve petrolifere, ma ciò causò immediatamente problemi. Anzitutto, la Comunità non disponeva di un tale sistema; inoltre, francesi e britannici si opponevano ad un provvedimento del genere. Non solo, Londra e Parigi facevano grandi pressioni sulle compagnie petrolifere perché queste le favorissero a danno dei

¹⁴⁹ Cfr. *The USSR and the Arab Oil Weapon*, December 7, 1973, Secret, in <http://www.foia.cia.gov>.

¹⁵⁰ Cfr. Victor ISRAELYAN, *Inside the Kremlin*, cit. p. 97.

¹⁵¹ Cfr. William B. QUANDT, "Soviet Policy in the October Middle East War-II", in *International Affairs*, LIII, 4, October 1977, p. 593.

propri vicini¹⁵². Per ovviare al deficit nella bilancia dei pagamenti, il Dipartimento del Commercio e dell'Industria mise a punto una politica di forte collaborazione economica con gli arabi, per indurre i Paesi produttori ad investire negli anni successivi parte dei loro guadagni nelle industrie britanniche. Ciò avrebbe anche incoraggiato gli arabi a mantenere invariato il flusso di greggio destinato al Regno Unito, favorendone anche la crescita economica. D'altro canto, gli Stati mediorientali avevano bisogno della tecnologia occidentale per sviluppare il proprio settore industriale¹⁵³. Tutto ciò in un momento in cui la situazione economica in Gran Bretagna era molto seria, tanto che essa rischiava di perdere il 20% dei rifornimenti energetici¹⁵⁴. Per far fronte a tali pericoli, Kissinger, che, tutto sommato, non aveva mai fatto mancare una certa collaborazione con gli alleati britannici, propose che la CEE, i Paesi del nord America e il Giappone facessero fronte comune tramite un Gruppo di Azione Energetica, atto a sviluppare la collaborazione nel campo dell'energia. La cooperazione così definita avrebbe perseguito: a) utilizzo più razionale delle fonti energetiche esistenti; b) scoperta e sviluppo di nuove fonti energetiche; c) incentivi ai produttori per aumentare i rifornimenti; d) programma internazionale di ricerca per sviluppare un utilizzo più efficiente dell'energia e di fonti alternative al petrolio. Questo gruppo non doveva essere un'organizzazione esclusiva di consumatori, ma doveva allargarsi anche ai produttori¹⁵⁵. Queste proposte andavano nella direzione gradita ai britannici, che intendevano sviluppare una collaborazione con gli arabi e i Paesi produttori, cosa positiva anche per Feisal e Sadat¹⁵⁶. Tuttavia, esse

¹⁵² Cfr. Lord TURNER, "The Politics of the Energy Crisis", in *International Affairs*, L, 3, July 1974, pp. 409-410; *P. E. Walker to Prime Minister: Oil Supplies*, 13 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 454, Douglas-Home Papers, Minute, Secret.

¹⁵³ Cfr. *P. E. Walker to Prime Minister: Middle East Oil and Investment*, 13 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 453, Douglas-Home Papers, Minute, Confidential.

¹⁵⁴ Cfr. *Telegram 2466 from FCO to Washington: Middle East and Oil/Energy*, 13 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 459, GRS 750, Immediate Cypher/CAT A, 131550Z, NFW 2/29 O, Secret-Eclipse.

¹⁵⁵ Cfr. "Address by Secretary Kissinger: The United States and a Unifying Europe: The Necessity for Partnership", in *The Department of State Bulletin*, LXIX, 1801, December 31, 1973, pp. 777-782; *Telegram 1534 from FCO to UKREP Brussels*, 13 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 457, GR 220, Immediate En Clair, 131530Z, SMG 12/304/3.

¹⁵⁶ Cfr. *Douglas-Home to Prime Minister: Copenhagen Summit: Kissinger's Proposal on Energy*, 13 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 461, SMG 12/598/1, Minute; Cfr. *Letter from E.D. Sohm to the Secretary of State for Foreign*

incontravano la resistenza dei francesi, che invece suggerivano che la CEE elaborasse prima la propria politica energetica, mentre Londra argomentava che non ci fossero i tempi perché l'iniziativa di Kissinger fosse preceduta da una controproposta europea¹⁵⁷. Obiettivo a breve termine, intanto, era fare in modo che i membri dell'OAPEC decidessero di considerare tutta la Comunità Europea come "*friendly*", sperando anche nell'efficacia della dichiarazione del 6 novembre, di modo che anche i Paesi Bassi non fossero più soggetti ad embargo¹⁵⁸. Invece che aiutare gli olandesi deviando verso di loro una parte del greggio destinata alla CEE, Londra, come gli altri *partners* europei, preferiva venire incontro alla politica dei Paesi produttori e allacciare con essi rapporti commerciali più stretti. Così facendo, vi era la possibilità che gli arabi trattassero i membri della CEE come un blocco unico, Paesi Bassi compresi¹⁵⁹.

Le analisi del *Foreign Office*, ma anche quelle degli americani, in questo periodo non sembravano prendere in considerazione un altro fattore decisivo per la crisi energetica: il prezzo del greggio. Mentre gli occidentali avevano messo in moto una gigantesca macchina diplomatica per indurre i produttori a non ridurre l'erogazione di oro nero, il 31 dicembre Kissinger scrisse al suo omonimo britannico di essere seriamente preoccupato per l'aumento dei prezzi deciso all'ultimo *summit* dei Paesi produttori a Teheran. Ciò perché si stimava che nel 1974 la bolletta energetica mondiale sarebbe raddoppiata, con una ripercussione negativa di enormi dimensioni sul debito pubblico dei Paesi industrializzati, ma soprattutto di quelli

and Commonwealth Affairs, 15 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 465, SMG 12/304/3, Secret.

¹⁵⁷ Cfr. *Telegram 75 from FCO to UKDEL OECD Paris*, 18 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 470, GR 650, Immediate Cypher/CAT A, 182130Z, SMG 12/304/3, Confidential.

¹⁵⁸ Cfr. *Telegram 181 from FCO to Algiers: OAPEC Ministerial Meeting, Kuwait, 25 December*, 21 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 482, GPS 700, Immediate Cypher/CAT A, Find by Bag, 211800Z, SMG 6/6, Confidential.

¹⁵⁹ In realtà, la CEE fu convinta ad alleggerire la stretta energetica ai danni dell'Olanda solo quando gli Stati Uniti fecero sentire la propria voce in merito a ciò, quando l'Olanda stessa minacciò di tagliare i rifornimenti di gas naturale a Francia, Belgio e Germania, e soprattutto quando le compagnie petrolifere riuscirono a dimostrare di distribuire, tra tutti i consumatori, una quantità di greggio sufficiente per sopravvivere in quel periodo di straordinaria emergenza. Cfr. Robert J. LIEBER, "Europe and America in the World Energy Crisis", in *International Affairs*, LV, 4, October 1979, p. 533.

europei¹⁶⁰. Naturalmente, Douglas-Home condivideva il risentimento del Segretario di Stato americano, arrivando anche a mettere in dubbio la capacità del sistema economico mondiale di reggere l'impatto di una crisi del genere, decisa con un atto unilaterale da parte dei Paesi produttori. In particolare, si criticava il comportamento dello Shah di Persia¹⁶¹, solido alleato dell'Occidente, ma fautore di una politica energetica estrema, tanto da considerare moderato il raddoppio dei prezzi del greggio¹⁶². A questo punto, il *Foreign Office* non escludeva l'ipotesi che gli statunitensi decidessero un intervento armato per impadronirsi dei giacimenti sauditi, kuwaitiani e di Abu Dhabi. Una scelta del genere sarebbe stata intrapresa solo in caso la Casa Bianca avesse constatato che l'economia europea e quella giapponese rischiavano il collasso, ma dalla corrispondenza tra i segretari agli esteri britannico e americano un pericolo tanto grande non era considerato tanto remoto, almeno agli inizi del 1974. Naturalmente, in uno scenario così gli Stati Uniti si sarebbero aspettati quanto meno il sostegno politico degli alleati, anche se in un primo momento le conseguenze sarebbero state disastrose per gli interessi europei, perché la NATO e la CEE avrebbero vissuto una grave crisi e soprattutto perché, finché gli americani non fossero riusciti ad assumere il controllo dei pozzi petroliferi, il flusso di greggio arabo verso l'Europa si sarebbe certamente interrotto¹⁶³. Pur comprendendo che un intervento armato americano sarebbe stato il male minore, se davvero l'economia dell'Occidente avesse rischiato la bancarotta, una tale prospettiva sconvolgeva la politica sin allora perseguita dal governo britannico. Solo gli Stati Uniti, in virtù di una relativa indipendenza

¹⁶⁰ Cfr. *Telegram 2539 from FCO to Washington*, 31 December 1973, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 486, GRS 200A, Immediate Cypher/CAT A, 311740Z, SMG 12/304/3, Confidential.

¹⁶¹ Il 17 ottobre 1973 il prezzo del greggio era salito a \$ 3,50 al barile, mentre a fine anno, su iniziativa proprio dello Shah, questo era stato portato a \$ 7,01 al barile, con decorrenza dal primo gennaio. La produzione totale dell'OPEC nel 1973 ammontava a 31 milioni di barili al giorno, di cui 14 erano destinati all'Europa, 6 al Giappone e 5 agli Stati Uniti. Quest'ultimi rientravano in parte delle spese perché erano il maggior esportatore mondiale di armi e Iran e Arabia Saudita avevano avviato un massiccio programma di riarmo, che finanziavano con i proventi del petrolio. Cfr. Dankwart A. RUSTOW, "Who Won the Yom Kippur and Oil Wars?", in *Foreign Policy*, XVII, Winter, 1974-1975, pp. 169-172.

¹⁶² Cfr. *Telegram 2 from FCO to Washington*, 2 January 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 487, GRPS 500, Immediate Cypher/CAT A, 021430Z, ME 12/548/1, Confidential.

¹⁶³ Cfr. *J. J. Hunt to Prime Minister: Middle East*, 3 January 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 490, Ref: A05937, Minute, Secret and Personal.

energetica dal Medio Oriente, potevano permettersi l'uso della forza contro il blocco dei Paesi produttori¹⁶⁴. L'Europa, però, non poteva nemmeno prendere in considerazione un'eventualità del genere. Proprio su questo vertevano le maggiori differenze tra Londra e Washington. L'Amministrazione americana, secondo Cromer, non riusciva a comprendere la difficoltà di trovarsi in una situazione di quasi totale dipendenza dal petrolio arabo e per questa ragione talvolta i rispettivi interessi apparivano inconciliabili, o quanto meno i metodi per perseguire gli stessi obiettivi non potevano essere uguali¹⁶⁵. Per fortuna dei britannici, ormai anche Kissinger si rendeva conto che una soluzione del problema israelo-egiziano era urgente, il che era conforme agli obiettivi dei britannici, dichiarati pubblicamente sin dal 1970¹⁶⁶.

Conscio che un accordo in tal senso avrebbe contribuito ad alleviare i problemi economici degli europei, ma anche degli americani, che, benché molto meno colpiti dalle restrizioni petrolifere, non erano comunque immuni da ripercussioni economiche, come sottolineato dallo stesso Nixon, Henry Kissinger aveva ormai messo in moto anche una sorta di diplomazia petrolifera. In ciò egli era agevolato dall'ammorbidente delle posizioni dei Paesi produttori rispetto alla questione arabo-israeliana. In un colloquio con Kissinger a Washington nel dicembre 1973, infatti, il Ministro saudita del Petrolio, Yamani, aveva indicato che l'embargo e le restrizioni al flusso di greggio sarebbero stati modificati quando Israele avesse iniziato il ritiro dai territori occupati. Un cambiamento notevole rispetto alle richieste iniziali di ritiro totale

¹⁶⁴ Le svalutazioni del dollaro dei primi anni settanta fornirono un incentivo economico ai Paesi produttori per ridurre le forniture di greggio. Infatti, essi si chiedevano dove fosse la convenienza di produrre una maggiore quantità di materia prima se questa era pagata con una moneta debole. Cfr. Burton I. KAUFMAN, *The Arab Middle East and the United States: Inter-Arab Rivalry and Superpower Diplomacy*, New York (NY), Twayne Publishers, 1996, p. 83.

¹⁶⁵ Nel suo dispaccio di commiato, Cromer metteva in discussione la relazione tra Gran Bretagna e Stati Uniti. Secondo lui, l'ingresso del Regno Unito nella CEE non aveva favorito i rapporti con gli americani. Quest'ultimi, infatti, non riuscivano ad accettare l'idea che relazioni che fino ad allora erano state di natura bilaterale si tramutassero in un dialogo con il blocco europeo e che, a parlare per tutta la Comunità, Gran Bretagna compresa, potesse esserci un rappresentante di un'altra nazione, anche piccola come la Danimarca. Cfr. *Cromer to Douglas-Home*, 15 January 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 506, Washington Valedictory Despatch AMU 12/1, Confidential and Eclipse.

¹⁶⁶ Cfr. *Cromer to Douglas-Home: The Middle East War and US/UK Relations*, 9 January 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 496, Washington Despatch 4/2, AMU 3/548/9, Secret and Eclipse.

e incondizionato per terminare la "guerra petrolifera"¹⁶⁷. Il clima più disteso e l'approssimarsi di un accordo sul Sinai potevano intuirsi anche dalle dichiarazioni pubbliche del Segretario di Stato, il quale ammetteva che, finché gli Stati Uniti stavano armando uno dei belligeranti, l'embargo imposto dagli arabi poteva apparire comprensibile. Ma una volta che Washington era diventata la potenza maggiormente impegnata nella ricerca di una pace equa e duratura, le misure discriminatorie verso di essa non erano più ammissibili¹⁶⁸. L'irritazione di Kissinger per l'embargo che perdurava e le difficoltà che questo creava all'economia degli Stati Uniti potevano intuirsi dal linguaggio più diretto che egli utilizzò una volta che, il 18 gennaio, si riuscì a firmare un primo accordo di separazione tra le forze armate israeliane ed egiziane nel Sinai¹⁶⁹. Il Segretario, infatti, divenne più esplicito a proposito delle discriminazioni petrolifere anti-americane, dicendo che, se l'embargo non fosse stato ritirato entro un tempo ragionevole, gli Stati Uniti avrebbero potuto rimettere in discussione il rapporto con le nazioni arabe¹⁷⁰. Le velate minacce di Kissinger seguivano il discorso radiofonico del Presidente del 19 gennaio¹⁷¹. Nixon parlò chiaramente di emergenza dovuta all'embargo, che nel primo trimestre dell'anno avrebbe determinato un flusso di greggio inferiore di 2,7 milioni di barili al giorno rispetto

¹⁶⁷ Cfr. Joe STORK, "Oil and the International Crisis", in *MERIP Reports*, XXXII, November 1974, p. 7.

¹⁶⁸ Cfr. "Secretary Kissinger's News Conference of December 27", in *The Department of State Bulletin*, LXX, 1804, January 21, 1974, p. 51.

¹⁶⁹ Secondo tale accordo, le forze armate dei due Paesi mediorientali s'impegnavano a rispettare il cessate il fuoco imposto dalle Nazioni Unite. Inoltre, entrambi gli schieramenti sarebbero arretrati entro 48 ore dalla firma degli accordi, lasciando tra sé una zona cuscinetto occupata dalle forze dell'UNEF (United Nations Emergency Force). La vittoria diplomatica di Sadat consisteva nel mantenere le truppe egiziane, sia pure per pochi chilometri di profondità, ad Est del Canale di Suez, che ben presto sarebbe stato dragato e riaperto ai traffici marittimi. Cfr. *Separation of Forces Agreement and Israel Government Statement*, 18 January 1974, in *Israel's Foreign Relations, Selected Documents*, Vol. 1-2, 1947-1974, Cap. XIII, doc. No. 23, in <<http://www.mfa.gov>>.

¹⁷⁰ Cfr. "Secretary Kissinger's News Conference of January 22", in *The Department of State Bulletin*, LXX, 1807, February 11, 1974, p. 138.

¹⁷¹ Nixon era anche intervenuto personalmente nelle questioni energetiche scrivendo a Sadat il 28 dicembre. Con quella missiva il Presidente degli Stati Uniti si impegnava a sviluppare nuovi e proficui rapporti con l'Egitto e il mondo arabo in generale, ma avvertiva anche che l'azione discriminatoria dei produttori di petrolio avrebbe potuto invalidare il contributo americano in merito a ciò. Conseguentemente, era indispensabile terminare l'embargo e tutte le limitazioni alla produzione di petrolio nei confronti degli Stati Uniti. Cfr. Richard NIXON, *Le memorie di Richard Nixon*, vol. II, Milano, Editoriale Corno, 1982, p. 587.

alle normali importazioni¹⁷². La tattica per uscire dalla crisi si traduceva in una stretta cooperazione tra i Paesi consumatori, ma la strategia a lungo termine, ribadiva il Capo del Governo, era evitare che gli Stati Uniti si trovassero ancora in una situazione di dipendenza energetica da altre nazioni, amiche o nemiche che fossero¹⁷³.

Tornando alla Gran Bretagna, la situazione determinata dalla guerra e dalla conseguente crisi energetica aveva cambiato per sempre le relazioni con il Medio Oriente. Gli arabi, in poche parole, avevano scoperto di essere in grado di sfruttare la potenza europea esattamente come in passato questa aveva determinato le sorti di molte nazioni arabe. In definitiva, era iniziata l'era dell'interdipendenza. Ciò poteva anche rappresentare un vantaggio per gli interessi britannici nell'area, se si fosse andati incontro alle esigenze di Sadat, il quale stava cercando di allontanarsi da Mosca non solo come "protettore" politico, ma anche come fornitore di armi. In tal caso, il Regno Unito doveva farsi trovare pronto perché le proprie industrie belliche fossero favorite in tal senso. Di rimando, i nuovi rapporti commerciali e politici con l'Egitto avrebbero influenzato positivamente quelli con i signori del petrolio¹⁷⁴. A conferma di tali osservazioni, il *Foreign Secretary* disse che il governo avrebbe presto rimosso l'embargo di armi che aveva stabilito al momento dello scoppio della guerra¹⁷⁵. Gli accordi di disimpegno tra Egitto e Israele avevano accelerato la spirale diplomatica ed economica tra Occidente e Medio Oriente. Londra voleva recuperare il terreno e il denaro perduti e, pur persistendo le restrizioni petrolifere e i prezzi altissimi, già il 25 gennaio i britannici stipularono

¹⁷² Le scelte di politica energetica degli Stati produttori alleati dell'Occidente, come Iran e Arabia Saudita, già prima del 1973 rappresentavano una strategia per formare legami più stretti, ma equi con l'Occidente. In breve, questi Paesi intendevano cambiare il proprio *status* nei confronti delle nazioni industrializzate, e degli Stati Uniti in particolare, trasformandosi da Stati clienti a *partners* commerciali. Cfr. Joe STORK, "Middle Oil and the Energy Crisis. Part Two", in *MERIP Reports*, XXI, October 1973, p. 19.

¹⁷³ Cfr. Richard NIXON, *Radio Address about the National Energy Crisis*, January 19, 1974, in PPPN, Vol. VI 1974, Doc. No. 14, in <<http://www.nixonlibraryfoundation.org>>.

¹⁷⁴ Cfr. *Her Majesty's Ambassador at Cairo to the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs: The Fourth Arab/Israeli War: Political Results*, 16 January 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 508, Cairo Diplomatic Report 125/74, NFX 10/2, Confidential.

¹⁷⁵ Cfr. *Record of a Conversation between the Foreign and Commonwealth Secretary and Dr. Kissinger at London Airport on Sunday 20 January 1974, at 11.40 p.m.*, 20 January 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 514, MWP 3/304/1, Confidential.

un accordo bilaterale (che non concerneva armamenti) per una cifra di 110 milioni di sterline con l'Iran, proprio con quel governo che si faceva promotore della corsa al rialzo dei prezzi¹⁷⁶.

Dall'11 al 13 febbraio 1974 ebbe luogo a Washington la Conferenza sull'Energia, promossa dal governo americano in conformità con i provvedimenti anti-crisi annunciati da Kissinger due mesi prima. In tale contesto, i partecipanti concordarono sull'urgenza di elaborare un programma energetico comune e la necessità di convocare un'ulteriore conferenza che riunisse consumatori e produttori. Lo statista americano espose un programma in sette punti, comprendenti: 1) sviluppo di una nuova etica energetica atta ad un uso più efficiente delle fonti esistenti; 2) sviluppo della tecnologia necessaria per sfruttare materie prime diverse da carbone e petrolio; 3) il governo e le industrie americani erano pronti a spendere 23,5 miliardi di dollari nei successivi cinque anni per l'energia nucleare, collaborando in ciò con gli alleati; 4) gli Stati Uniti erano disposti a condividere con altri, premesso che questa misura fosse reciproca, le proprie riserve petrolifere; 5) le nazioni industrializzate dovevano collaborare tra sé per riequilibrare il deficit commerciale; 6) al *meeting* successivo dovevano partecipare anche le nazioni in via di sviluppo; 7) formazione di un *forum* in cui consumatori e produttori fossero in grado di accomodare le differenze e riconciliare bisogni e aspirazioni. L'unica voce fuori dal coro fu quella dei francesi, che avevano dissentito sin dall'inizio con le proposte americane¹⁷⁷. Invece, i britannici concordavano pienamente con gli alleati d'oltre Atlantico. Infatti, se per Washington la cooperazione con l'Europa in campo energetico era desiderabile, per gli europei questa era indispensabile. Ciò in quanto: a) in termini politici, solo gli americani erano in grado di determinare una soluzione del problema mediorientale; b) in termini economici, gli Stati Uniti sarebbero stati relativamente avvantaggiati dalla crisi, potendo attrarre e riciclare investimenti da parte dei maggiori produttori; c) in termini energetici, poiché Washington era molto più vicina all'auto-sufficienza di quanto lo fossero gli europei, in caso di

¹⁷⁶ Cfr. *Guidance Telegram 18 from FCO to Routine Certain Posts: Bilateral Deals with Oil Producers*, 5 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 536, GRS 1850, Cypher/CAT A and by Bag, 051530Z, ME 12/9, Confidential.

¹⁷⁷ Nixon deplorò la scelta francese, se non altro perché aveva impedito di approfondire ulteriori temi di grande interesse alla Conferenza. Ad ogni modo, gli americani estesero anche alla Francia la proposta di convocare una nuova conferenza. Cfr. *White House Telegram to Cabinet Office: From the President to the Prime Minister*, 18 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 556, 181442Z, ME 12/17, Top Secret.

lotta di tutti contro tutti avrebbe avuto la meglio. Pertanto, rifiutare le proposte americane sarebbe stato stupido¹⁷⁸. Certo, anche gli europei erano in buoni rapporti con i Paesi arabi, e per alcuni versi riuscivano a dialogarci meglio degli americani. Ma non si poteva ignorare lo Stato di Israele, di cui solo gli americani erano in grado di influenzare le scelte¹⁷⁹. Sembrava, quindi, che la necessità e la dipendenza dagli Stati Uniti stessero riuscendo a cementare nuovamente la *special relationship*. Infatti, in campo energetico i due governi avevano ripreso a collaborare e avevano ritrovato comunione d'intenti. Secondo Kissinger, la situazione era ormai prossima a sbloccarsi, anche perché gli stessi produttori coltivavano forti rivalità al proprio interno. In particolare, i sauditi si trovavano piuttosto a disagio con molti altri Stati arabi e trovavano assurdo che i rifornimenti petroliferi fossero determinati da Siria, Kuwait e Iraq. Perciò, i sauditi avevano insistito che Kissinger si recasse di persona a Ryad. Un altro dei maggiori produttori, l'Iran, si stava dimostrando incline a collaborare e a rimuovere l'embargo contro gli Stati Uniti¹⁸⁰. Per quanto riguardava le relazioni euro-arabe, una prova tangibile di quanto l'ago della bilancia si fosse definitivamente spostato verso l'America era costituita dalla rassicurazione che i britannici fornivano a Kissinger circa l'assoluta natura economico-commerciale del dialogo che essi portavano avanti con gli arabi. L'assetto politico del Medio Oriente non sarebbe stato toccato perché in tal caso, avvertiva Kissinger, gli arabi sarebbero stati tentati di sfruttare in senso anti-americano e anti-israeliano un'eventuale collaborazione politica con gli europei. Il Segretario di Stato riconosceva ai britannici il merito di essere gli unici, tra gli europei, a capire davvero gli arabi, mentre gli altri li prendevano troppo alla lettera. In ogni caso, consigliava Kissinger, se l'Europa avesse voluto instaurare relazioni realmente produttive con gli arabi, sarebbe stato meglio evitare incontri globali

¹⁷⁸ Cfr. *Guidance Telegram 24 from FCO to Certain Missions*: 14 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 553, GRPS 2400, Immediate, Cypher/CAT A and by Bag, 141800Z, AMU 2/2, Confidential-Eclipse.

¹⁷⁹ Cfr. *Record of a Meeting in Mr J. O. Wright's Room in the Foreign and Commonwealth Office on Friday, 15 February 1974*, 15 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 554, Douglas - Home Papers, Confidential.

¹⁸⁰ Tra il 1972 e il 1977 l'Iran spese più di 16 miliardi di dollari in armamenti dagli Stati Uniti, aumentando di sette volte il bilancio militare. Alla fine del quinquennio, le spese militari coprivano il 40% dell'intero bilancio dello Stato. Cfr. Walter ISAACSON, *Kissinger: A Biography*, New York (NY) - London, Simon&Schuster, 1993, p. 564.

di natura ministeriale¹⁸¹. I consigli del Segretario di Stato americano, a dire il vero, data la situazione di estrema debolezza della Gran Bretagna nei confronti dei produttori, erano ben accetti, anche perché la partecipazione americana ad ogni iniziativa di natura energetica era ritenuta indispensabile per uno sviluppo ordinato del mercato delle materie prime. Per quanto concerneva, poi, il rapporto con i Paesi produttori, certamente l'Europa aveva le tecnologie di cui essi necessitavano per modernizzare le proprie economie, ma per quanto riguardava l'aspetto politico delle questioni mediorientali, solo agli Stati Uniti era possibile intervenire con la giusta autorità. Nel frattempo, si poteva dire che la Conferenza aveva ridato un po' di vigore alle relazioni anglo-americane¹⁸². Probabilmente, la volontà del governo britannico di tenersi lontano da ogni discussione politica sul Medio Oriente era dovuta anche all'opportunità di evitare qualsiasi intromissione nei rapporti tra superpotenze, specie in considerazione delle comunicazioni dall'ambasciata a Mosca. Secondo le analisi della diplomazia di Londra, infatti, i sovietici non avevano un interesse reale in una regione perfettamente stabile. Piuttosto, essi preferivano approfittare di tutte le opportunità offerte da una non soluzione del problema arabo-israeliano, e di quello palestinese in particolare, per ritagliarsi una fetta di potere nell'area¹⁸³. Oltretutto, alla fine della guerra di ottobre i sovietici erano persuasi che il proprio prestigio nel mondo arabo fosse allo zenith ed essi erano convinti che, rappresentando gli interessi arabi in un consesso internazionale, potessero farsi riconoscere come una potenza nell'area mediorientale¹⁸⁴.

Il governo conservatore britannico ebbe termine con le elezioni anticipate del 28 febbraio 1974. Il buon risultato in termini percentuali del Partito Liberale, pari al 19% delle preferenze, drenò

¹⁸¹ Cfr. *Record of a Meeting between the Foreign and Commonwealth Secretary and the US Secretary of State, Dr Kissinger, at the Foreign and Commonwealth Office on the Morning of Tuesday 26 February 1974*, 26 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 560, AMU 3/548/6, Confidential.

¹⁸² Cfr. *The British Chargé d'Affaires at Washington to the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs: The Washington Energy Conference, 10-13 February, 1974*, 27 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 562, Washington Diplomatic Report 192/74, ME 12/304/1, Confidential.

¹⁸³ Cfr. *Her Majesty's Ambassador at Moscow to the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs: The Arab/Israeli War*, 26 February 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 561, Moscow Diplomatic Report 199/74, NFX 3/303/1, Confidential.

¹⁸⁴ Cfr. Karen DAWISHA, "Soviet Decision-Making in the Middle East: The 1973 October War and the 1980 Gulf War", in *International Affairs*, LVII, 1, Winter 1980-1981, pp. 53-54.

voti dai *Tories*, sottraendo seggi preziosi per formare una maggioranza parlamentare. Così, benché i conservatori ottenessero più voti dei laburisti, furono quest'ultimi ad avere il risultato migliore in termini di seggi. Tuttavia, le elezioni avevano prodotto il peggior risultato possibile, vale a dire una Camera dei Comuni bloccata dall'assenza di un partito forte della maggioranza assoluta. Heath tentò di formare un governo di coalizione con i liberali, ma il tentativo fallì a causa del rifiuto del Premier di accettare una riforma elettorale in senso proporzionale, oltre che di lasciare la guida del governo a un'altra personalità¹⁸⁵. Di conseguenza, i conservatori dovettero cedere il passo ai laburisti, che riuscirono a formare un governo di minoranza con a capo Harold Wilson, il quale giorno per giorno doveva contare sull'appoggio esterno dei deputati liberali. Il nuovo governo, destinato ad avere vita brevissima – nuove elezioni furono convocate per il mese di ottobre dello stesso anno – dovette subito affrontare tutte le delicatissime questioni lasciate in eredità dall'esecutivo precedente. Nella fattispecie, il *Foreign Office* esprimeva qualche preoccupazione che la posizione della Gran Bretagna circa il dialogo euro-arabo potesse interrompersi. Era importante, perciò, che almeno sulle questioni petrolifere i laburisti seguissero la strada tracciata dagli avversari conservatori¹⁸⁶. L'Esecutivo Wilson, pur in una posizione assolutamente precaria e non auto-sufficiente, in realtà non aveva molta scelta per quanto concerneva la politica energetica. La strada intrapresa era l'unica possibile in quel momento, ma la crisi aveva anche ridotto le distanze tra le capitali anglo-sassoni. Il governo non aveva intenzione di rinunciare alla cooperazione inter-europea e non voleva che la Francia – che in quel periodo viveva rapporti molto tesi con gli americani, accusati di voler interferire nel processo di formazione europeo – fosse messa ai margini del progetto di ricerca comune in campo energetico. Kissinger sbagliava nel voler mettere gli alleati europei di fronte alla scelta tra Parigi e Washington, ma anche i francesi dovevano mostrare uno spirito più collaborativo¹⁸⁷. Così facendo, Wilson e il *Foreign Secretary*, James Callaghan, dimostrarono subito una volontà costruttiva in senso europeista, ma

¹⁸⁵ Cfr. Edward HEATH, *The Course of My Life*, cit., pp. 517-519.

¹⁸⁶ Cfr. A. J. M. Craig to Mr Weir: *European Community Co-operation with the Arabs*, 6 March 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 564, NFX 2/598/1, Minute.

¹⁸⁷ Cfr. *Telegram 296 from Paris to FCO*, 8 March 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 567, GPS 740, Immediate Cypher/CAT A, 081731Z, MWP 3/304/1, Confidential.

ciò non era dettato da idealismo paneuropeo, bensì dalla necessità di non lasciare per strada un alleato importante come quello francese. Tuttavia, dalla celerità con cui si instaurò un incontro di vertice con gli americani è facile intuire come il rapporto privilegiato fosse ancora quello con l'ex colonia d'oltre Atlantico.

Conclusioni

Approssimandosi la fine dell'embargo petrolifero contro gli Stati Uniti, era ormai tempo di bilanci e di chiarimenti approfonditi. Il 15 marzo i funzionari dei due dipartimenti degli esteri ebbero un primo confronto, alla presenza di Callaghan e Helmut Sonnenfeldt, consigliere di Kissinger. Per quello che concerneva il Medio Oriente, i britannici non ebbero difficoltà ad ammettere che le prospettive degli europei differivano da quelle degli americani e questa era la ragione per la quale era stata proclamata la dichiarazione del 6 novembre che, secondo gli americani, aveva reso meno flessibile lo stesso Sadat e più difficoltose le trattative con gli Stati arabi. Gli europei erano molto più vicini agli arabi di quanto lo fossero gli americani, sottolineavano i rappresentanti del governo britannico, e ciò era dovuto al fatto che gli uni dipendessero dal petrolio arabo in una misura media del 75%, mentre gli altri solamente del 10-15%. Grazie a ciò, Washington poteva permettersi un atteggiamento molto più distaccato rispetto alle questioni mediorientali. Invece, l'Europa aveva dovuto ricorrere alla dichiarazione congiunta del 6 novembre per guadagnarsi un trattamento migliore da parte dei produttori che, in effetti, nel mese di dicembre non avevano applicato le restrizioni al flusso energetico previste¹⁸⁸. Era proprio questo il punto di frizione tra gli alleati. Gli americani erano in una posizione che gli europei non potevano permettersi, perché: 1) erano una superpotenza e ragionavano in termini globali e di confronto con l'Unione Sovietica sullo scacchiere internazionale complessivo; 2) nonostante l'embargo e l'aumento vertiginoso dei prezzi, erano quasi auto-sufficienti e ciò li portava a guardare i propri interessi sulla base di una visione di largo respiro. Invece, gli alleati del vecchio continente non avevano questa possibilità. L'immediatezza della crisi energetica li costringeva talvolta a prendere le distanze dagli statunitensi, i quali polemizzavano che le

¹⁸⁸ Cfr. *Record of a Meeting between the Foreign and Commonwealth Secretary and the Counselor for the State Department, Mr Sonnenfeldt, at the Foreign and Commonwealth Office on the Morning of Friday 15 March 1974*, 15 March 1974, in DBPO, Series III, Vol. IV, Doc. No. 568, MWP 3/304/1, Confidential.

ambiguità dei governi europei finissero per ostacolare il processo di pace in Medio Oriente, in quanto gli israeliani diventavano più restii alle trattative e gli arabi tornavano a radicalizzarsi. Tutte cose che i membri della CEE forse intuivano, ma non potevano rischiare di sacrificare il proprio sistema economico a tempo indeterminato mentre aspettavano che la situazione si sbloccasse attraverso gli ingranaggi della *balance of power* e i lunghissimi negoziati con gli attori mediorientali.

Il 18 marzo fu decretata la fine dell'embargo, non solo perché era già stato firmato un primo accordo tra Egitto e Israele e Kissinger aveva avviato le lunghe trattative per un altro tra Israele e Siria, ma anche perché i Paesi produttori, e soprattutto l'Arabia Saudita, avevano tutto l'interesse a riprendere normali commerci con gli Stati Uniti, che occupavano la quota più ampia del mercato petrolifero. I cinque mesi intercorsi tra la decisione di istituire l'embargo e le varie restrizioni ai rifornimenti energetici e quella di tornare alla normalità – ricordando che i prezzi continuarono comunque ad aumentare per tutto il 1974 – furono un vero spartiacque nella storia delle relazioni tra Occidente e Medio Oriente e di quelle tra membri stessi della NATO. Inoltre, i Paesi industrializzati dovettero effettuare scelte radicali che modificarono lo stile di vita dei propri cittadini. Fino a pochissimo tempo prima, infatti, nessuno aveva tenuto in considerazione i problemi ambientali e quelli relativi al consumo improprio di energia. Tutto ciò perché l'Occidente aveva beneficiato di importazioni di greggio a prezzi relativamente bassi e di interlocutori divisi e assolutamente non in grado di determinare la propria politica petrolifera. Tale scenario favorevole al mondo occidentale cambiò radicalmente nel biennio 1973-1974. La Guerra dello Yom Kippur aveva innescato una reazione a catena tale da mettere in evidenza l'estrema debolezza delle nazioni europee che, di fronte alla concreta possibilità di una gravissima crisi economica, con conseguente perdita di consenso e disordini sociali, cercarono in tutti i modi possibili di conciliare le proprie scelte di politica estera con quelle degli arabi. La necessità che in futuro non si ripetesse più una situazione del genere, bisogna anche dire, diede un nuovo impulso alla ricerca scientifica e allo sviluppo di fonti energetiche alternative. Inoltre, se non altro nel campo energetico si riuscì a trovare una forma di collaborazione in direzione di minori consumi, un'allocazione più razionale delle risorse e la ricerca di fonti alternative. Infine, l'interdipendenza economica che ormai si era instaurata – in un certo senso precorrente la globalizzazione degli anni successivi – paradossalmente avvicinava i produttori ai consumatori, fornendo

una via d'uscita dalla crisi, o almeno dagli effetti più disastrosi della medesima. I maggiori Paesi produttori, infatti, già ricchi perché scarsamente popolati, si arricchirono ulteriormente ben più di quanto avessero sperato, grazie al vertiginoso aumento dei prezzi al barile. Pertanto, a breve termine l'unico modo di investire i capitali acquisiti in tal modo era o di depositarlo in banche straniere, oppure di spenderlo per impadronirsi delle tecnologie dei Paesi occidentali¹⁸⁹.

A conclusione di questo percorso, è necessario ricordare anche che gli eventi del periodo in esame misero in discussione la storica alleanza tra Stati Uniti e Gran Bretagna. Oltretutto, la differenza di interessi emerse proprio quando il Regno Unito era riuscito ad entrare nel gruppo della Comunità Economica Europea, dopo un negoziato che era durato una decina d'anni. Stretti tra l'incudine della solidarietà con i neo-*partners* europei e il martello della *special relationship*, i britannici non fecero una scelta chiara. Essi, come ampiamente esaminato, non mancarono di criticare l'atteggiamento degli americani, colpevoli di non informare adeguatamente gli alleati delle scelte di politica estera, ma non riuscivano nemmeno a seguire *toto corde* la politica della CEE, tanto che preferivano non dividere con gli altri alleati le riserve energetiche. Più concretamente, le difficoltà economiche avevano fatto emergere più affinità con gli altri Paesi europei di quanto si pensasse. Nessuno a Londra metteva in dubbio la solidità del rapporto con gli Stati Uniti, ma Heath preferiva parlare di "relazione naturale", piuttosto che speciale¹⁹⁰. Certamente, la crisi energetica e l'impossibilità di fare a meno degli Stati Uniti spinsero i due alleati storici su posizioni comuni circa la risposta ai problemi del momento e la strategia a lungo termine. A differenza dei francesi, come abbiamo visto, i britannici intendevano sempre collaborare con gli americani, e soprattutto volevano ricucire lo strappo prodotto durante il conflitto di ottobre e le conseguenti scelte europee, molto vicine alla causa araba e che avevano provocato forte risentimento nelle sedi politiche americane, oltre che israeliane. Ciò non poteva nascondere, però, che la Gran Bretagna era pur sempre un Paese europeo e l'ingresso nella CEE aveva accentuato quello che il declino coloniale aveva già determinato: i legami economici con l'Europa occidentale e le comuni sorti politiche avevano alquanto allontanato le due sponde dell'Atlantico.

¹⁸⁹ Cfr. Frank BRENCHLEY, *Britain and the Middle East*, cit., p. 213.

¹⁹⁰ Cfr. Christopher HILL-Christopher LORD, *The Foreign Policy of the Heath Government*, cit., p. 305.

